

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ORGANISATION

DES

Bureaux de Placement Municipaux

ET

Situation des Ouvriers agricoles Etrangers

EN ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 24 avril 1913, à 3 heures

PAR

Eric SCHMIT

Président : M. CAPITANT.

*Suffragants : { MM. JAY,
PERCEROU, } professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ORGANISATION

DES

Bureaux de Placement Municipaux

ET

Situation des Ouvriers agricoles Etrangers

EN ALLEMAGNE

« Tourmenté d'un amour inné pour la vérité, je l'ai constamment cherchée avec la plus entière bonne foi. »

J.B. SAY

« Le but direct de mon entreprise est d'améliorer le plus possible le sort de la classe qui n'a pas d'autres moyens d'existence que le travail de ses bras. »

SAINT-SIMON

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 24 avril 1913, à 3 heures

PAR

Eric SCHMIT

Président : M. CAPITANT.

Suffragants : { MM. JAY, { professeurs.
PERCEROU, {

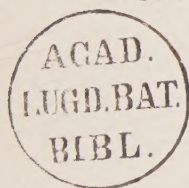
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913





Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

C'est en lisant le très intéressant rapport sur le placement que M. Varlez exposa à l'Association pour la protection légale des travailleurs que nous eûmes le désir de connaître à notre tour le fonctionnement des bureaux municipaux allemands.

Leur éloge n'est plus à faire, n'ont-ils pas servi de modèle à presque toute l'Europe : Angleterre, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Pays-Bas, Norvège, Suède et Suisse.

La France ne l'a-t-elle pas compris à son tour, puisque M. Picquenard, le rédacteur en chef du *Bulletin de l'Office du travail*, fut chargé officiellement de les visiter en 1910.

Les bureaux de placement municipaux allemands ont su s'attirer par leur impartialité les sympathies des ouvriers et vaincre partiellement l'hostilité des patrons qui, tout comme les ouvriers, en instituant leurs bureaux particuliers, cherchaient moins à créer un organe répondant à un besoin social qu'à utiliser un instrument susceptible d'assurer la supériorité de leur parti dans la lutte des classes. Ils n'y ont pas encore renoncé tout à fait, mais chaque jour les voit diminuer.

Les effets médiocres obtenus en France par les bureaux municipaux ne doivent pas décourager les tentatives nouvelles.

Puisque la seule volonté de l'Etat n'a pu vaincre l'apathie et la routine des classes, pourquoi ne pas tenter une autre expérience ? Le bureau de placement le plus important de l'Al-

(1) Le 29 janvier 1910.

Allemagne, celui de Berlin, n'est pas un office municipal, mais appartient à une société privée subventionnée par la ville, et ses résultats sont typiques.

Paris ne vaut-il pas qu'on en fasse l'essai ?

Une centralisation étroite mettrait en présence l'offre et la demande de travail qui trop souvent s'ignorent et, diminuant le chômage, empêcherait « les maîtres durs et rapaces d'abuser de l'ignorance et de la misère des ouvriers pour avilir leurs salaires et, d'autre part, les ouvriers fainéants de se faire entretenir par la charité publique ou privée sous prétexte qu'ils ne peuvent trouver de travail » (1).

Ce que les autres ont fait, pourquoi ne le réaliserions-nous pas à notre tour ?

(1) Molinari, *Les bourses de travail*, p. 274.

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU SUR LES INSTITUTIONS S'OCCUPANT DE PLACEMENT EN ALLEMAGNE

- a) Corporations.
- b) Placeurs professionnels. Loi du 2 juin 1910, résultats et critique.
- c) Syndicats ouvriers.
- d) Bureaux patronaux.
- e) Placement commercial.
- f) Bureaux de placement de l'Union internationale des hôteliers.
- g) Bureaux paritaires.
- h) Bureaux municipaux.

Sources.

- Reitzenstein.** — Der Arbeitsnachweis, seine Entwicklung. Berlin, 1907.
- Conrad.** — Die Organisation des Arbeitsnachweises in Deutschland. Leipzig, 1904.
- Arbeitsmarkt, 1900, 1901, 1909, 1910, 1911.
- Arbeitsnachweis, Arbeiter, Bibliotek. Heft, 14.
- Dr Otto Michalke.** — Der Arbeitsnachweis der Gewerkschaften. Berlin, 1912.
- Soziale Fragen.* Heft 5 Handwerker. Innungen, M. Gladbach.
- Tarifverträge (*Correspondenz-Blatt*).
- Reichsarbeitsblatt, 1912.
- Congrès des bureaux de placement publics tenus à Wiesbaden en 1905.
- Congrès de Leipzig (1908).
- Congrès de Breslau (1910).
- Congrès de Hambourg (1912).

Bureaux de placement des corporations.

Les premières organisations qui s'occupèrent de placement en Allemagne furent les corporations de métiers (Zünfte ou Innungen) qui remontent au moyen âge.

Chaque corporation nommait un sprech ou meldemeister (1) auquel les patrons et les ouvriers devaient s'adresser, souvent même ce meldemeister tenait l'auberge de la corporation où descendaient les ouvriers appartenant au corps de métier.

Le compagnon arrivé dans la ville où il espérait trouver du travail se rendait chez le meldemeister qui examinait ses certificats et devait s'assurer qu'il avait régulièrement fait son apprentissage, que sa conduite ne laissait rien à désirer et qu'il avait quitté ses derniers patrons après avoir exécuté régulièrement ses engagements. Ce n'est qu'une fois ces formalités remplies qu'il lui indiquait du travail ; s'il n'y en avait pas, l'ouvrier recevait un denier de secours et devait quitter la ville. Le meldemeister délivrait aux patrons qui s'étaient fait inscrire une marque spéciale leur donnant droit au premier, au deuxième ou au troisième ouvrier suivant leur numéro d'inscription ; cependant la veuve qui continuait le métier de son mari passait avant les autres. De même celui qui n'occupait qu'un personnel restreint avant ceux qui occupaient beaucoup de monde. Le meldemeister était parfois remplacé par l'Altgeselle (2) ou par l'Herbergsvater (3).

(1) Sprech veut dire parler, et melden annoncer ou déclarer ; meldemeister signifie donc que le maître en question était chargé de centraliser les renseignements concernant les offres et les demandes de travail.

(2) Vieux compagnon.

(3) Père des compagnons.

Les corporations ne cherchaient, dans le placement qui était gratuit, qu'à satisfaire les patrons et les ouvriers. A la fin de l'Empire, dans les pays rhénans, en Bavière, dans le Wurtemberg, dans le grand-duché de Bade, qui avaient encore en partie le Code Napoléon, l'exercice des métiers n'était plus assujéti aux lois et règles des corporations, qui existaient encore comme associations libres, mais dont les règlements ne faisaient plus loi.

Un grand coup leur fut porté par la loi prussienne du 7 septembre 1811 qui a pour base la liberté de l'exercice des métiers. Cette loi reconnaissait néanmoins aux corporations certains droits et surveillance vis-à-vis des apprentis et de leurs études professionnelles, à l'égard des compagnons, sur la fondation et l'administration des caisses de secours. Le placement continuait à se faire de la même façon, à l'auberge qui souvent servait aux compagnons de différents métiers.

La recherche personnelle (1) et le placement corporatif étaient étroitement liés. Le patron d'une petite ville ou de la campagne qui avait besoin d'un ouvrier quelconque, boulanger ou cordonnier par exemple, se rendait à l'auberge de la ville voisine, et s'il n'y trouvait pas celui qu'il cherchait, chargeait le herbergsvater de le lui envoyer ensuite.

L'ordonnance du 17 janvier 1845 tentait d'unifier et de réglementer les usages des diverses provinces prussiennes, celle de 1849 reconstitua, dans une certaine mesure, les corporations en ce sens que l'autorisation d'exercer les métiers les plus importants (70 environ) ne devait être accordée qu'aux-maitres faisant partie de corporations se chargeant de faire subir l'examen à ses membres ou à ceux qui prouveraient leur capacité devant une commission nommée à cet effet.

(1) L'Umschau.

L'ordonnance de 1869, qui rétablit le libre exercice des métiers, fut en 1871 étendue à tout l'empire allemand de sorte que l'on se retrouve au même point qu'en 1811. Les bons maîtres artisans devenant rares, l'apprentissage en souffrit, de sorte qu'on réclama à nouveau l'abolition de la liberté. Ce fut la réserve que témoignèrent les gouvernements à leur égard qui permit aux petits patrons de s'organiser dans leur lutte contre la concurrence des fabriques et de la grande industrie. Après plusieurs réunions tenues dans différentes grandes villes, fut constituée à Leipzig, le 23 octobre 1873, « la Fédération des artisans et fabricants indépendants » ayant pour but de rétablir des relations ordonnées entre les employeurs et les employés, entre les apprentis et les maîtres. Le vœu fut émis que dans tous les Etats, provinces, départements, arrondissements et grandes villes fussent créées des chambres industrielles ayant une autorité juridique. Grâce au ministre du commerce Maybach, qui s'était montré favorable au mouvement, la loi du 18 juin 1881 reconnut de nouveau les corporations comme institutions publiques et légales autorisant : « tous ceux qui exercent un métier d'une façon indépendante à s'unir en corporations pour favoriser leurs intérêts industriels, établir de bons rapports entre maîtres, ouvriers et apprentis, pour s'occuper de la création et de l'administration des auberges (herberge) à l'usage des ouvriers nomades et sans emploi, pour l'indication de travail aux chômeurs, pour servir d'arbitres dans les différends importants entre les membres de la corporation et leurs apprentis, pour la création et l'entretien d'écoles professionnelles, tant pour les apprentis que pour les ouvriers et les maîtres, pour l'organisation des examens des apprentis et des compagnons désirant obtenir des certificats de capacité, pour l'accord de ces certificats, pour la création d'entreprises

industrielles en commun, pour soutenir les membres des corporations, leurs ouvriers et apprentis, pour leur procurer enfin du travail et servir d'arbitre en cas de conflit. »

La chancellerie du ministère de l'intérieur publia un projet de statuts, annexé à la loi, qui soumettait la réglementation des auberges, des relations entre patrons et ouvriers, et du placement à une administration présidée par le chef de la corporation ou son remplaçant et composée par moitié de membres de la corporation et de compagnons qui, depuis trois mois au moins, travaillaient chez un des membres (de la corporation).

Le « Congrès général des artisans allemands », réunis les 1^{er} et 2 juin 1882 à Magdebourg, provoqua la création de la Fédération générale des artisans allemands. Celle-ci continua l'agitation en faveur du rétablissement des corporations (Innungen) obligatoires : ne pourraient obtenir leur brevet de compagnons et de maîtres que ceux ayant fait preuve de capacité suffisante.

En 1884, fut fondé le « Comité Central des Fédérations corporatives de l'Allemagne » ; le mouvement fit des progrès rapides, principalement lorsque le D^r Miquel, maire d'Osnabrück, eut élaboré pour la corporation des cordonniers des statuts qui furent dans la suite utilisés maintes fois comme modèle.

La loi du 6 juillet 1887 va plus loin que l'ordonnance de 1881, elle permet aux autorités administratives supérieures d'obliger dans l'étendue de leurs districts, à la requête des corporations constituées, les maîtres qui ne sont pas membres des corporations à contribuer aux frais occasionnés par les tribunaux des métiers, la création et l'entretien des auberges, bureaux de placement et écoles professionnelles.

Le Comité central des Fédérations unies des corporations allemandes proposa comme statuts que :

1^o Les corporations réformées d'après la loi du 1^{er} juillet

1881, établissent une auberge et un bureau de placement à l'usage des compagnons étrangers qui arrivent dans la ville et qui ont été légitimés, à l'usage de ceux qui sont occupés chez des patrons de la ville, membres de la corporation.

2° La surveillance et l'administration de l'auberge et du bureau de placement soient confiées à une commission (1) composée de deux patrons et de deux compagnons élus pour deux ans.

Cette commission devait être présidée par le président des corporations fédérées ou par le membre du Comité chargé de le remplacer.

Un patron et un ouvrier sortent chaque année de la commission; la première fois ils sont désignés par le sort, les autres ensuite cessent leurs fonctions à l'expiration de leur mandat. Les compagnons sont placés autant que possible par ordre d'inscription, néanmoins patrons et ouvriers peuvent refuser ce qu'on leur propose. Les ouvriers arrivant dans la ville doivent se faire légitimer chez le Meldemeister à qui ils soumettent leurs livrets et leurs références, ils doivent également déclarer accepter les statuts du corps de métier. Le Meldemeister leur délivre alors un bulletin d'admission (Meldeschein) qui leur permet de s'inscrire à l'auberge et d'être placés s'il y a des places vacantes. On remet aux compagnons auxquels on ne peut procurer de l'ouvrage, un denier de secours qui est encore presque partout en usage et qui varie de 20 pfennings à 1 marc 50; en nombre d'endroits ils sont logés et nourris gratuitement pendant vingt-quatre heures. Ceux qui sont admis à l'auberge doivent en observer les règlements: les jeux de hasard et d'argent y sont formellement

(1) C'est l'application des principes paritaires dont on ne parlait pas encore.

interdits. Les patrons, employeurs, membres de la corporation, doivent, lorsqu'ils ont besoin de main-d'œuvre, s'adresser à la commission qui s'occupe du placement, et n'accepter que les ouvriers porteurs de bulletin d'admission.

Le patron qui, dans un cas urgent, a embauché un ouvrier n'ayant pas de bulletin, doit en avertir le plus tôt possible le Meldemeister, puis lui envoie l'ouvrier compagnon en question pour lui faire remplir les formalités prescrites. Les contraventions sont punies d'amendes qui varient suivant le cas.

L'installation du bureau de placement est généralement très primitive, souvent les places vacantes sont simplement inscrites sur un tableau noir. Quelques corporations, comme les boulangers, bouchers, coiffeurs, ont des bureaux bien installés avec un employé placeur à gages qui, pendant certaines heures de la journée, doit se tenir à la disposition des deux parties. Dans beaucoup de corporations, les Meldemeister ou Altgesellen sont nommés par la commission et s'occupent à tour de rôle de placement. Certaines corporations, comme la « Germania » (pour les boulangers de Berlin), admettent le placement chez des patrons non affiliés quand il y a abondance de main-d'œuvre, et de même le placement d'ouvriers non légitimés quand les travailleurs font défaut.

La plupart des bureaux des corporations se bornent à placer dans le ressort de leur ville ou de leur commune. On trouve cependant un certain mouvement interlocal chez les coiffeurs et les typographes. Les corporations ont d'ailleurs plus de difficulté à faire le placement interlocal, car leurs institutions de secours mutuel diffèrent essentiellement les unes des autres.

La loi du 26 juillet 1897 a réglé d'une façon plus complète la question des corporations, elle les reconnaît comme corpo-

rations obligatoires (1), libres ou mixtes. Une corporation ne devient obligatoire que lorsque la majorité de ses membres l'a décidé, c'est ce qui se produit généralement dans les métiers qui occupent des compagnons d'une façon régulière et qui forment des apprentis (2).

Les corporations libres se constituent à leur gré, et leurs membres peuvent à tout moment s'en retirer. Les membres ne sont pas obligatoirement des artisans du même métier.

Les maîtres ayant fait l'apprentissage régulier prescrit par la chambre des métiers et qui ont passé l'examen de compagnon, peuvent former des apprentis dans leurs ateliers, mais à condition d'avoir exercé cinq ans, d'une façon indépendante ou comme contre-maître, le métier qu'ils s'engagent à enseigner. Le maître doit donc, en principe, prouver qu'il est capable de former de bons élèves et de futurs compagnons.

La loi impose aux corporations le devoir de favoriser l'entente entre maîtres et compagnons, et d'avoir soin de l'auberge et du bureau de placement. Même les corporations libres sont tenues d'avoir un Comité de compagnons élus, pour les ouvriers employés chez les membres de la corporation. Ce Comité doit participer aux règlements de toutes les questions concernant l'apprentissage, les examens des compagnons, la création et l'administration des institutions pour lesquelles les compagnons payent des cotisations et remplissent des fonctions particulières. Ces fonctions sont honorifiques et gratuites, néanmoins, des indemnités peuvent être accordées pour perte de temps, frais de voyage, etc.

Un Comité de compagnons doit être aussi nommé pour représenter les compagnons dans les chambres de métiers qui

(1) Zwangsinnungen.

(2) § 100 de la loi de 1897.

sont élues par les corporations, les unions de métiers et les autres unions pour favoriser les unions du district et dont la moitié au moins doit se composer d'artisans.

En 1896 il y avait en Allemagne 10.881 corporations de métiers groupant 331.364 membres, en 1902, 10.950 corporations et 457.283 membres, dont 2 955 corporations obligatoires et 7.995 libres. Les fédérations de corporations (1) augmentent chaque année, les plus importantes sont celle des boulangers comprenant 1.059 corporations et 48.384 membres, et celle des bouchers qui compte 1.117 corporations et 37.384 membres.

L'ordonnance de 1897 oblige les corporations à créer et entretenir des bureaux de placement partout où les bureaux de placement publics ou d'utilité publique ne sont pas en nombre suffisant. Le chiffre des placements effectués par les bureaux des corporations n'a jamais été très élevé. En 1894, sur 734 bureaux, 558 avaient fait 47.093 placements, en 1904 les bureaux établis en Prusse étaient au nombre de 1.557 et firent 43 129 placements. Dans tout l'empire il y en avait 2.418 et les places qu'ils procurèrent montèrent la même année à 204 509. Sur ces 2.410 bureaux beaucoup avaient un placement insignifiant, la moyenne est de 88. Il n'y eut que 45 bureaux ayant effectué plus de 1.000 placements, soit en tout 125 394.

En 1908, les bureaux de placement des corporations adressant des rapports à l'Office statistique impérial étaient au nombre de 162 accusant 134 766 placements, aussi en tenant compte des bureaux n'ayant pas adressé de rapports, peut-on considérer comme exact le chiffre de 200 000 placements attribué par l'Arbeitsmarkt aux corporations pour les an-

(1) Innungsverbände.

nées de 1909 et 1910. Ce chiffre classe donc les corporations pour les placements au 4^e rang.

Dans ces dernières années, un certain nombre de bureaux des corporations ont été absorbés par ceux des employeurs, principalement dans les régions où les patrons avaient à lutter contre les organisations ouvrières social-démocratiques.

Le ministre du commerce de Prusse, en 1903 (1), tenta d'interdire aux corporations le droit d'entrer dans les fédérations patronales, rappelant que les corporations avaient été créées pour favoriser l'accord des patrons et des ouvriers, et que les fédérations patronales cherchaient partout à combattre les organisations ouvrières. Cette ordonnance ministérielle ne put empêcher une grande partie des corporations de fonder des bureaux de placement unilatéraux, contrairement à la loi de 1897 qui disait que le Comité des compagnons devait participer à la création et à l'administration de toutes les institutions pour lesquelles les compagnons payaient des cotisations ou se chargeaient de fonctions particulières. Beaucoup de corporations écartaient le Comité des compagnons de l'administration des bureaux, déclarant que c'était eux-mêmes qui les avaient créés et les subventionnaient à leurs frais.

Ne pouvant les empêcher, le ministre du commerce de Prusse autorisa, le 27 octobre 1909, les corporations de métiers à entrer dans les fédérations patronales. Ce furent principalement les corporations des métiers du bâtiment qui firent cette jonction, par exemple à Lübeck en 1905, à Hambourg en 1910. Le bureau de placement des peintres en bâtiment de Munich fut remis en 1909 à la fédération des employeurs peintres de l'Allemagne du Sud.

(1) Ordonnance du 20 janvier 1903.

Un grand nombre de corporations adhèrent aux offices du travail où leurs bureaux de placement sont administrés comme sections particulières professionnelles (1) par une commission composée d'employeurs et d'employés en nombre égal. Le placement est fait par un homme du métier à certaines heures de la journée, ce qui donne de bons résultats.

En joignant leurs bureaux de placement aux offices de travail comme sections professionnelles, les corporations satisfont à l'ordonnance qui leur prescrit le soin du placement. Le ministre du commerce, Sydow, le confirma par une lettre du 9 octobre 1910 (2), aussi ces jonctions deviennent-elles de plus en plus fréquentes.

**Placements effectués par les bureaux de
placement non publics.**

Groupes corporatifs.	1909-1910	1910-1911
Agriculture, jardinage, élevage des animaux, exploitation forestière et pêche.	13.736	17.455
Exploitation minière, fonderies et salines, exploitation de la tourbière.	961	256
Industrie de la pierre et de la terre	1.907	2.138
Fabrication métallurgique, industrie des machines, instruments et appareils	61.268	36.993
Industrie chimique, industrie des produits secondaires forestiers (leuchtstoffe) des savons, des graisses, des huiles et vernis.	276	1.180
Industrie textile	18.727	25.285
Industrie du papier	2.456	8.025
Industrie du cuir	8.342	10.350

(1) Facharbeitsnachweise.

(2) Arbeitsmarkt, XV^e année, colonne 77.

Groupes corporatifs.	1909-1910	1910-1911
Industrie du bois	20.520	37.701
Industrie alimentaire.	63.000	70.804
Métiers relatifs au vêtement et au net- toyage	61.055	64.592
Industrie du bâtiment	91.784	95.644
Métiers graphiques	47.493	43.519
Industries artistiques (pour fins profession- nelles).	308	252
Machinistes, chauffeurs, ouvriers de fabri- que sans désignation plus exacte . . .	8.877	19.607
Métiers commerciaux	3.746	2.608
Industrie hôtelière et limonadière. . . .	189.834	139.436
Autres travaux salariés et service de mai- son	226.554	216.365
Professions libres.	656	1.199
Apprentis de tout métier	4.161	2.471

Placeurs professionnels.

Les placeurs professionnels ne s'occupèrent jamais pour ainsi dire que du placement du personnel de maison (domestiques, précepteurs, gouvernantes, professeurs) et des employés. Nul ne peut, au début du xix^e siècle, s'occuper de placement s'il n'y est autorisé. L'ordonnance prussienne du 8 novembre 1810, ainsi que les ordonnances du 19 août 1844 et du 11 avril 1845 exigeaient des placeurs qu'ils s'assurassent tout d'abord que ceux qui cherchaient à se placer avaient *le droit de se louer* (que les mineurs, par exemple, avaient l'autorisation de leurs parents ou de leurs tuteurs). Il leur était défendu de recommander les gens qu'ils savaient incapables de rendre les services qu'on attendait d'eux et étaient

tenus de réparer les dommages qui pouvaient en résulter. Les placeurs ne devaient pas non plus encourager les domestiques à quitter leurs maîtres sous prétexte de leur procurer de meilleures places. Tous ces délits étaient punis d'amendes (de 5 à 10 thalers) (1) ou d'emprisonnement. En cas de récidive, les placeurs se voyaient retirer leur licence par l'autorité locale qui la leur avait accordée.

D'après l'ordonnance du 17 janvier 1845, les métiers d'entrepreneurs, arpenteurs, niveleurs, commissaires-priseurs, pilotes, agents et placeurs ne devaient être exercés en Prusse que par les personnes qui avaient été autorisés par les municipalités.

La loi sur les métiers du royaume de Saxe (15 octobre 1861) exigeait en outre que les concessions fussent personnelles et nécessaires. De même, la loi du 3 août 1864 qui concernait le duché de Brunswick.

L'ordonnance du 21 juin 1869, qui s'appliquait à la Confédération de l'Allemagne du Nord, supprimait toute autorisation préalable, aussi eut-elle un retentissement considérable. L'exercice du métier de placeur (de domestiques) n'était interdit qu'à ceux qui avaient été condamnés pour un délit, crime contre le bien d'autrui ou contre la morale (§ 35).

La seule obligation, qui pesait sur ceux qui s'établissaient placeurs, était d'en aviser les autorités locales, et de se conformer aux prescriptions que les États confédérés étaient appelés à prendre.

La clause restrictive du paragraphe 35 ayant été dans la suite reconnue insuffisante, fut profondément modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1883. L'exercice du métier de placeur pouvait dès lors être interdit, sans qu'il y ait eu condamnation, quand

(1) Le thaler valant environ 3 fr. 75, l'amende pouvait s'élever jusqu'à 40 francs.

des faits probants existaient qui montraient que le placeur incriminé avait agi déloyalement. Cette mesure était, en outre, étendue à tous ceux qui s'occupaient de placement sans distinction.

Par suite des facilités que leur accordait la loi de 1869, nombre d'individus s'étaient établis placeurs, dont la conduite ne pouvait donner lieu à une intervention policière, mais qui n'en étaient pas moins des éléments douteux. Des inconvénients multiples en résultèrent, et l'on en souffrit d'autant plus que les placeurs, loin de limiter leur activité au placement des domestiques, s'occupèrent du personnel de l'alimentation (hôtels, cafés, restaurants, brasseries), des transports, des théâtres, enfin même des domestiques de ferme et des ouvriers agricoles.

Par contre, dans les métiers qui touchaient au négoce, leurs progrès furent beaucoup moindres, par suite de la concurrence que leur faisaient les différentes unions commerciales. On trouvait à Berlin en 1895 : 32 bureaux de placement des corporations, 89 des syndicats libres (Gewerkschaften), 52 des entrepreneurs et 380 placeurs professionnels. Chez ces derniers, 35 s'occupaient des boulangers, 42 des confiseurs et pâtisseries, 15 des bouchers, 10 des jardiniers, 7 des coiffeurs et barbiers, 30 des hôteliers, 200 du commerce et des transports, 10 des musiciens et 4 des employés de bureau.

Le droit de contrôle institué par les ordonnances du 21 juin 1869, du 1^{er} juillet 1883 au profit des autorités administratives, était assez restreint. Ceux qui voulaient exercer le métier de placeur devaient en avertir les autorités locales qui ne pouvaient leur en interdire l'exercice que s'il existait des faits qui démontrassent le manque de garanties suffisantes.

Le paragraphe 30 donnait aux autorités locales le droit de réglementer la tenue des livres et d'astreindre les placeurs à

un certain contrôle de police. Les divers Etats de la Confédération de l'Allemagne du Nord usèrent différemment de cette faculté. Alors que la Prusse (ordonnance du 28 juin 1870) et la Saxe (28 mars 1892) se montraient très larges vis-à-vis des placeurs, la Bavière (28 juillet 1879), et le Grand-Duché de Bade (18 mars 1887) leur imposaient des conditions beaucoup plus sévères.

La Bavière exigeait que les livres fussent tenus à jour régulièrement et que chaque placeur soumis à la direction de la police de Munich le tarif détaillé des taxes de sa maison qui était tiré à deux exemplaires. L'un restait entre les mains de la police, l'autre muni du sceau de la préfecture était rendu au placeur qui devait l'afficher dans son établissement, bien en vue, pour que chacun en pût prendre connaissance. La police n'avait pas le droit d'établir de taxe maximum, son contrôle consistait exclusivement à veiller à ce que le tarif indiquât clairement les sommes à percevoir et par qui elles devaient être payées.

A ceux qui s'étonnaient de l'élévation des taxes, les placeurs montrant le cachet de la police qui légalisait leur tarif, laissaient entendre qu'ils n'y étaient pour rien et qu'ils ne pouvaient qu'appliquer ce qui avait été fixé, ce qui n'était qu'une affreuse comédie.

Le règlement du Grand-Duché de Bade était à peu près analogue et n'était obligatoire que pour les communes de plus de 3.000 habitants. On avait pu croire que la suppression de la concession, la liberté du métier de placeur et une surveillance de la police moins rigoureuse favoriseraient la concurrence et auraient d'heureux effets, mais ces espérances furent bien vite déçues. Les plaintes affluèrent rapidement de partout. Certains éléments douteux, par suite des facilités qui étaient accordées aux placeurs, s'étaient établis à leur compte et ex-

exploitaient honteusement la classe ouvrière, principalement les domestiques de grandes villes.

Les révisions trimestrielles que faisait la police en vertu de l'ordonnance du 25 août 1807 qui n'avait pas été abrogée, permirent de découvrir nombre d'irrégularités : que les placeurs, par exemple, recevaient chez eux des domestiques venant de la campagne, souvent des nourrices avec leurs nourrissons, qu'ils logeaient et exploitaient, que certains même les forçaient à la prostitution.

Un contrôle plus sévère fut établi par la suite, et l'on poursuivit les placeurs qui hébergeaient, pour exercice illégal du métier d'aubergiste. Bien qu'on n'arrivât que rarement à une condamnation, ce procédé donna quelques bons résultats (1).

Les placeurs faisaient venir des travailleurs des provinces de l'Est sans se préoccuper de savoir s'ils étaient aptes ou non à faire ce qu'on attendait d'eux. Aux environs de Berlin, les employeurs payaient de 30 à 50 marks pour des domestiques absolument incapables. Les placeurs se voyaient interdire l'exercice de leur métier lorsqu'on pouvait prouver qu'ils avaient trompé sciemment leurs clients. La preuve était presque impossible à fournir, aussi ne craignaient-ils pas grand' chose. Pour plus de précaution, les placeurs se firent remettre par leur personnel des certificats constatant qu'ils étaient aptes à remplir tel ou tel service.

A la suite d'un grand nombre de plaintes provenant des milieux agricoles qui avaient constaté que les placeurs excitaient leurs domestiques à changer de place et à rompre leurs engagements, le « Conseil agricole allemand » (deutsche Landwirthschaftsrath), en 1893, proposa de compléter l'ordonnance du 18 mars 1895 de la façon suivante :

(1) Rapport de la présidence de police de Berlin, 1881-1890, p. 378.

1° Les placeurs ne devront publier l'annonce de places vacantes dans les journaux, qu'autant qu'il y aura réellement des places libres.

2° Loger et nourrir doivent être interdits aux placeurs professionnels.

3° Tout engagement de domestique et de travailleur doit être fait par écrit.

4° Les placeurs sont tenus de s'assurer que les personnes qu'ils veulent placer ne sont plus engagées ailleurs, ils devront inscrire en marge de leurs livres comment ils se sont procuré ce renseignement.

5° Les autorités policières doivent vérifier sérieusement les livres des placeurs et enquêter si c'est nécessaire auprès d'autres autorités.

Le conseil agricole allemand adressa ensuite une circulaire aux conseillers agricoles provinciaux pour leur demander de leur communiquer les renseignements qu'ils pourraient avoir sur les placeurs.

Schleswig-Holstein et Altona déclarèrent que 46 placeurs sur 47 n'avaient pas de casier judiciaire, que les changements de places, les ruptures de contrats augmentaient et qu'ils devaient être imputés aux placeurs qui ne se gênaient pas davantage pour placer un personnel incapable qu'ils donnaient comme absolument approprié au service.

Dans le district gouvernemental de *Wersebourg* (province de Saxe), sur 114 placeurs, 30 avaient subi des condamnations pour fraude, recel ou encouragement à ces délits.

A *Erfurt* (province de Saxe) où sur 85 placeurs, 10 s'occupaient exclusivement de placement agricole, 4 avaient été condamnés pour détournements, fraude ou escroquerie. Des placeurs d'une petite ville de la Haute Silésie avaient envoyé, en un an, 200 personnes à un placeur de Berlin qui n'avait pas

la moindre place d'assurée. Pour chaque personne le placeur de Silésie recevait de son confrère 12 marks, et 1 mark de l'intéressé. Le placeur de Berlin récupérait ses frais en se faisant payer par ceux qui étaient placés à Berlin ou dans les environs la somme de 17 marks.

Dans la province de *Brandebourg*, sur 259 placeurs, 34 avaient un casier judiciaire. 11 0/0 des placeurs de la province de *Hanovre* avaient subi des condamnations, l'un d'eux en avait 17 à son actif, et une placeuse 16, dont 5 pour tromperie.

Cette enquête fit découvrir que les propriétaires cultivateurs de la Prusse occidentale donnaient chaque année, pour éviter les changements et se défendre contre les agissements des placeurs, 9 marks de prime à leurs domestiques pour qu'ils restassent chez eux.

Le président de l'Union agricole de la province rhénane déclara qu'il était établi que la plupart des placeurs étaient des gens tarés qui ne reculaient devant rien.

A la suite de ce referendum (7 mars 1894) l'assemblée plénière du conseil agricole pria le gouvernement de rétablir pour les placeurs l'obligation de la demande de concession et de leur imposer un tarif analogue à celui qui existait en Bavière depuis 1879.

Le gouvernement ordonna, le 7 mars 1895, une nouvelle enquête qui concorda avec celle du conseil agricole allemand. L'ordonnance sur les métiers de 1900 qui en est la conséquence, rétablit la concession obligatoire, et ce, en vue d'écarter les éléments tarés. La concession devait être refusée à ceux qui ne présentaient pas toutes les garanties (*unzüverlässigkeit*). Elle était personnelle et ne pouvait pas être transmise. Le titulaire qui devait exercer lui-même son métier, était responsable. Lorsqu'il avait besoin d'aides, il devait en

faire chaque fois la demande, et les personnes qu'ils engageaient devaient également présenter les mêmes garanties.

Les autorités des différents pays ou provinces, devaient prendre les mesures qu'elles jugeaient nécessaires pour éviter ou réprimer les abus.

Il était interdit aux tenanciers de bureaux de placement d'exercer un autre métier qui pût leur faciliter l'exploitation des clients. Ils ne devaient être ni marchands ambulants, car ils auraient pu racoler leur personnel à la campagne et l'attirer à la ville, ni logeurs, aubergistes ou restaurateurs. Néanmoins, d'après l'ordonnance exécutoire du 10 août 1901 (n° 15), les loueurs de domestiques et intermédiaires de placement qui possèdent l'autorisation d'exercer ce métier, peuvent *loger les personnes qui cherchent des places* s'ils disposent de locaux propres à cet usage. Ils ne doivent pas loger les hommes et les femmes en même temps. La permission de loger peut être retirée à tout moment par l'autorité policière locale sans qu'elle ait besoin d'en donner le motif. Le tarif des prix des logements doit être affiché dans chaque chambre (n° 16). Les personnes exerçant les métiers indiqués au paragraphe 15 peuvent vendre des aliments et des boissons non alcooliques à ceux qu'ils logent, mais les prix doivent être affichés.

Les taxes étaient également réglées. Il y a lieu de distinguer les taxes d'inscription et les taxes de placement. La Bavière, la Saxe et les duchés de Bade et de Hesse, pour éviter que le placeur ne se fasse payer par les deux parties, avaient ordonné que la taxe ne devait être payée que par celui qui avait donné l'ordre. Si les deux parties s'étaient adressées au placeur, la somme perçue de chacun d'eux ne devait pas dépasser le montant d'une taxe unique.

La loi de 1900, qui n'était que la reproduction de l'ordonnance de Bavière du 28 juillet 1879, obligeait les placeurs à

établir un tarif qu'ils devaient communiquer à la police qui y apposait le sceau du commissariat, ce qui signifiait qu'elle en avait pris connaissance. Ce tarif, qui était un maximum, ne devait pas être dépassé, mais les placeurs ne le considérèrent jamais que comme un minimum. Le tarif qui devait être affiché bien en vue restait en vigueur tant qu'il n'avait pas été remplacé par un autre soumis préalablement à la police.

Le placeur, avant que l'engagement ne fût définitif, devait prévenir son client du montant de la taxe qu'il aurait à payer. Celle-ci ne devait être versée que lorsque l'engagement était conclu.

La Prusse, la Saxe, le duché de Hesse et Hambourg interdisaient tout droit d'inscription. Le duché de Bade ne l'autorisait qu'à titre de dédommagement pour la peine prise à faire les inscriptions, et pourtant ce travail n'a aucun intérêt pour le client s'il n'est suivi de résultat, ce n'était donc que l'exploitation légale du public. Aussi les placeurs avaient-ils tout intérêt à inscrire le plus de demandes possible, ils encaissaient les taxes et réservaient les places à ceux de leurs clients qui se montraient le plus généreux. L'office de Würzburg en Bavière rapporte à ce sujet qu'on constata, dans un bureau ayant une taxe d'inscription assez forte (2 marks), très peu de placements effectués, sur 832 offres et 932 demandes de travail, il n'y avait eu que 27 placements, bien que la moyenne des bureaux de placement professionnels soit généralement de 40 0/0.

La Bavière et le Wurtemberg ne permettaient la perception d'une taxe d'inscription que si l'engagement ne s'était pas fait, s'il devenait définitif, la taxe d'inscription devait être déduite du prix total.

Les placeurs qui se faisaient rembourser antérieurement de soi-disant frais pour leurs correspondances et leurs dé-

marches, virent ces remboursements strictement limités, et pour des cas déterminés. Il fallait que le client eût donné l'ordre exprès de le faire.

Les placeurs devaient également se renseigner aussi exactement que possible sur les conditions de l'engagement (travail, payement, nourriture) et s'assurer que les personnes qu'ils voulaient placer n'avaient pas d'engagements antérieurs encore valables qui pussent les empêcher d'en contracter légalement d'autres.

Pour empêcher que le public ne fût trompé, les placeurs ne devaient annoncer dans les journaux que les places réellement vacantes et la main-d'œuvre vraiment disponible.

Les États confédérés, pour que ces règlements ne restassent pas lettres mortes, avaient ordonné que les placeurs eussent des livres spéciaux l'un pour les employeurs, et l'autre pour les employés. Les registres neufs devaient être remis à la police qui les légalisait. Terminés, on les lui présentait à nouveau et elle les paraphait. Ils devaient être ensuite gardés pendant un certain temps, qui variait suivant les États. La police avait le droit de s'assurer à tout moment de la bonne tenue des livres et de se faire remettre par le placeur sa correspondance, ainsi que tous les autres documents écrits se rapportant à l'exercice de son métier.

Sur les registres devaient se trouver les dates d'inscription, capacités, offres et demandes réciproques des deux parties et l'adresse des anciens maîtres, de sorte que l'on pouvait se renseigner sur les personnes qui se présentaient. Les registres des maîtres devaient comporter également la date exacte de l'inscription, les conditions et le genre de travail.

En Prusse et en Saxe on exigeait même des renseignements sur l'employeur. L'ordonnance de 1900, en vue d'écarter les éléments douteux, spécifiait bien que la concession devrait

être refusée à ceux qui ne présenteraient pas toutes garanties, mais sur quoi se baser pour la refuser à des suspects ?

Un individu pourrait très bien ne pas avoir subi de condamnation et être néanmoins très sujet à caution, par conséquent la loi ne portait pas sur ce point. Il est vrai que l'autorisation accordée pouvait être retirée dans la suite pour abus ou exploitation illégale, mais il était presque impossible d'en faire la preuve, et les placeurs s'arrangeaient toujours de façon à éviter toute condamnation (1).

D'ailleurs les agents de police n'ont pas les aptitudes nécessaires pour exercer à eux seuls un contrôle efficace. Même en chargeant du contrôle des personnes du métier, comme les directeurs des bureaux de placement publics, il serait difficile de dévoiler les fraudes et les omissions des inscriptions obligatoires. C'est ce qui a été constaté à Ulm en Wurtemberg où l'administrateur de l'office du travail de la ville, appelé en justice comme témoin, déclara que ce n'était que par hasard qu'il avait découvert des omissions et qu'il n'y avait pas de moyens sûrs pour découvrir ces fraudes.

Le personnel des hôtels (sommeliers, garçons de café, servantes de brasseries, etc.) lui-même n'était pas épargné. Les placeurs professionnels les exploitaient également affreusement. Dans les pays où ils étaient limités par un tarif (qu'ils avaient d'ailleurs établi eux-mêmes) comme dans le duché de Bade et en Bavière, les places étaient réservées aux plus offrants, c'est ce que déclara l'Union des sommeliers de Karlsruhe en citant nombre d'exemples à l'appui. La « Sociale Praxis » relatait de son côté que certains aubergistes, souvent commandités par des placeurs, devaient changer de personnel lorsque leurs bailleurs de fonds l'exigeaient, ce qui permettait

(1) *Protocole des employés administratifs de Wurtemberg, 1900.*

aux placeurs de percevoir de leurs malheureux clients le paiement de taxes multiples. Ces taxes, dans certaines provinces où la surveillance était moins sévère, absorbaient souvent la totalité du salaire, par suite des renvois et des changements fréquents.

D'ailleurs elles étaient toujours d'au moins le dixième des gages. Le Dr Ludwig-Lübeck, au Congrès de Wiesbaden (1905), rappela que la facilité que l'ordonnance de 1900 laissait aux placeurs de loger, permit à nombre d'entr'eux d'encourager la prostitution des sommelières et servantes de brasseries, et que certains même favorisaient la traite des blanches en se faisant les pourvoyeurs des entremetteurs des ports, notamment de Hambourg.

La loi de 1900, dont la réglementation n'était pas assez étroite, permettait trop d'abus, c'est pourquoi nombre de personnes, principalement les administrateurs et directeurs de bureaux de placement publics, demandaient qu'elle fût ainsi modifiée. « Aucune concession nouvelle ne sera accordée si le besoin ne s'en fait sentir et si le demandeur n'a pas prouvé ses aptitudes au métier de placeur. »

Comme les ouvriers, plus particulièrement les domestiques sans place, étaient exploités par les placeurs qui cumulaient leurs fonctions avec celles de restaurateurs et d'aubergistes, il était entendu également que les améliorations à apporter à la nouvelle loi devraient tendre aussi à interdire l'exercice simultané de ces deux métiers.

C'est ce qu'essaya de réaliser dix ans plus tard la loi du 2 juin 1910.

Placement maritime.

Le personnel maritime jusqu'en ces dernières années était

à la merci des placeurs professionnels qui les exploitaient d'une façon éhontée, ce qui leur avait valu le surnom significatif de « requins de terre ».

Ce métier n'étant soumis à aucune surveillance des autorités, les « Heuerbaase » (patrons-loueurs) étaient tous, pour la plupart, logeurs ou en relation avec un parent ou un ami logeur auquel ils envoyaient des clients et qui ne quittaient l'auberge en question qu'absolument sans ressource.

Les armateurs protégeaient les placeurs qui étaient pour eux de précieux auxiliaires. Ceux-ci étant pour la plupart d'anciens marins ayant des intérêts dans les entreprises des armateurs, connaissant le genre d'équipage nécessaire, s'engageaient à leur fournir, sans qu'ils aient à s'occuper de rien, le personnel dont ils avaient besoin pour un jour et une heure déterminés.

Le placeur, le contrat une fois signé, ne quittait pas les hommes de vue jusqu'à leur embarquement, car il en était responsable. Il remplaçait aussi l'armateur ou son capitaine devant l'office maritime quand ils ne pouvaient assister à la revue d'acceptation des hommes.

Le patron loueur, à titre de mandataire de l'armateur, payait également les arrhes et les avances de salaires, aussi les marins exploités n'osaient-ils se plaindre, sachant que s'ils élevaient la voix, ils seraient exclus de tous les bureaux de placement et ne trouveraient plus d'engagement (1). Au Congrès de Wiesbaden (1905) il fut même dit que les bonnes places étaient réservées à ceux qui payaient le plus, que souvent même elles étaient mises aux enchères.

Le personnel maritime devait payer aux placeurs une taxe dont on convenait pour chaque cas de placement, plus une

(1) Congrès de Wiesbaden (9 au 11 octobre 1905).

redevance supplémentaire, un peu moindre, pour la garantie, que le loueur donnait à l'armateur que l'homme engagé entretenait réellement à son service.

Les marins, charbonniers, chauffeurs étant engagés généralement pour six mois, avaient donc à payer les taxes deux fois par an. Des changements plus fréquents n'étaient pas rares, et les placeurs exigeaient du personnel qui retournait sur le même bateau, le paiement de nouvelles taxes (1).

La loi maritime de 1902 défendait aux placeurs de contracter des engagements si l'armateur ou son remplaçant n'étaient présents, mais en 1903, à Hambourg, sur 36 patrons loueurs, 22 se démisrent de leurs fonctions et se déclarèrent représentants et remplaçants des armateurs.

La loi était ainsi tournée.

La conférence des missions maritimes (janvier 1904) relate que les agents attiraient les mousles en leur promettant des engagements sur des navires de 1^{re} classe. Ces agents envoyaient des prospectus dans toute l'Allemagne, en Autriche-Hongrie, etc, et un grand nombre de malheureux tombaient chaque année dans leurs filets. Ces individus avaient des correspondants à l'étranger, notamment à Liverpool, et les garçons de 14, 15 ans, expédiés dans toutes les directions, y étaient pour ainsi dire vendus.

Ces inconvénients heureusement n'existent plus aujourd'hui, grâce aux bureaux de louage appartenant en propre aux armateurs et surtout à la législation impériale et aux règlements de la ville de Hambourg.

Malgré la surveillance exercée, les placeurs trouvent encore le moyen de léser les intérêts du personnel maritime et de se faire payer des majorations de taxe auxquelles ils n'ont

(1) Congrès de Wiesbaden.

aucun droit. La Compagnie Hambourg-Amérique (1), dont le bureau fut créé en 1890, n'a plus du tout recours aux placeurs professionnels, de même l'Union des armateurs de Hambourg dont le bureau fut institué en 1897, et certains grands armateurs.

Il existe actuellement 10 bureaux patronaux de louage, le placement y est fait par des employés des armateurs, d'après des principes uniformes et à base de listes personnelles d'inscriptions appelées « conduites » et qui sont tenues très soigneusement.

Depuis un an, les hommes qui s'y font inscrire n'ont plus rien à payer (2).

Grâce à ces bureaux, les placeurs professionnels voient le champ de leur activité de plus en plus limité. Alors qu'il y en avait encore 46 en 1897, on n'en compte plus aujourd'hui que 14.

La législation les a soumis à une étroite surveillance. Il est interdit aux patrons loueurs, de tenir, en dehors de leur bureau de placeur, aucun débit où l'on donne à manger et à boire (Schankwirtschaft), ni de vendre d'articles d'équipement pour marins.

Ils ont besoin, pour chercher des ordres au dehors, par exemple à l'office maritime, d'une autorisation de la préfecture de police. Leurs livres doivent en outre être tenus très exactement, et le tarif des taxes est fixé par l'autorité.

Par suite de la rigueur des règlements qui n'admettent plus maintenant les patrons-loueurs aux revues devant l'office maritime, « nombre d'anciens placeurs sont entrés au service

(1) Ces bureaux avaient placé en 1904 423 équipages se composant de 19.321 hommes, dont 955 mousses.

(2) La taxe antérieure était généralement de 3 marks, et servait à couvrir les frais de bureau.

des armateurs comme employés de leurs bureaux de placement et s'occupent, à ce titre, des revues d'acceptation et de licenciement, et du payement des loyers à l'office maritime (1).

Le tarif des taxes établies en 1903 par les Etats fédérés, à l'usage des placeurs du personnel maritime, est encore aujourd'hui en vigueur. C'est un tarif maximum qui est le suivant :

1° Pour les mousses et marmitons, c'est-à-dire apprentis matelots et cuisiniers, les personnes similaires ainsi que pour les laveurs, jusqu'à 3 marks ;

2° Pour les matelots novices (demi-matelots, jeunes matelots) et garçons cuisiniers, jusqu'à 4 marks ;

3° Pour les matelots de 1^{re} classe, matelots d'élite, quartiers-mâtres, valets de chambre, femmes de chambre, gens de manutention, chauffeurs, graisseurs, astiqueurs, voiliers, trico-teurs de filets, pour les boulangers, et le reste du personnel maritime qui n'est pas désigné spécialement, jusqu'à 6 marks ;

4° Pour les mariniers, cuisiniers, charpentiers, chauffeurs en chef, assistants machinistes, boulangers, confiseurs, bouchers, ferblantiers, forgerons, menuisiers, jusqu'à 8 marks ;

5° Pour les machinistes de 3^e et 4^e classe, cuisiniers-chefs, maîtres-d'hôtels, jusqu'à 10 marks ;

6° Pour les machinistes de 2^e classe, pilotes, payeurs, maîtres de provisions, administrateurs, jusqu'à 12 marks ;

7° Pour les machinistes de 1^{re} classe, jusqu'à 18 marks.

Si le voyage terminé, et en raison de ce voyage, le même emploi est procuré sur le même bateau, au même homme, la taxe est réduite de moitié du montant fixé de 1 à 7 marks.

(1) *Arbeitsmarkt* (10 septembre 1912), n° 12, p. 476.

Placement du personnel des théâtres.

Le placement du personnel des théâtres est entre les mains des agences payantes, les bureaux municipaux ne veulent pas s'en occuper parce que les frais que ces placements nécessitent sont très élevés et que les ennuis en résultant ne compenseraient pas l'effort exigé.

D'ailleurs, le syndicat du personnel des théâtres le reconnaissait lui même, puisqu'il déclarait au Congrès de Breslau que les placeurs professionnels étaient un *mal indispensable*.

Les placeurs ne peuvent plus percevoir du personnel des théâtres, pour les places qu'ils leur procurent, qu'une certaine taxe qui fut fixée, le 19 août 1910, par le ministre du commerce après avoir entendu les représentants des placeurs, des patrons et employés.

Ce tarif est le suivant :

I. Placement des membres du théâtre (1) dans le sens le plus étroit du mot, c'est-à-dire des personnes qui coopèrent d'une façon artistique ou technique aux représentations d'œuvres dramatiques :

A. Pour conclusions d'engagements :

3 0/0 si la rétribution mensuelle s'élève à 150 marks.

4 0/0 si elle est de plus de 150 marks et jusqu'à 300 marks.

5 0/0 si elle est supérieure à 300 marks.

B. Pour le personnel en représentation, sauf s'il en doit résulter un engagement définitif :

10 0/0 si l'artiste reçoit pour chaque représentation une rétribution d'au moins 200 marks.

5 0/0 s'il reçoit moins de 200 marks.

(1) *Journal ministériel*, 1910, p. 473.

II. Placement d'autres personnes appartenant au théâtre, qu'il s'agisse d'engagements fixes ou de représentations.

5 0/0 si la rétribution mensuelle monte à 600 marks.

6 0/0 si elle est de plus de 600 et jusqu'à 900 marks.

8 0/0 de plus de 900 marks et jusqu'à 1.500 marks.

10 0 0 au-dessus de 1.500 marks.

La rétribution est comptée suivant le nombre des artistes pris isolément (solistes ou troupes).

III. Placement du personnel d'orchestre, suivant les articles 32 et 33 de l'ordonnance des métiers, ainsi que du personnel technique et des choristes :

2 0/0 si la rétribution mensuelle monte à 400 marks.

5 0/0 si elle est supérieure à 400 marks.

IV. Placement d'orchestres qui ne tombent pas ou ne sont pas soumis aux prescriptions du paragraphe 3 :

5 0/0 de la rétribution mensuelle pour les contrats entre les entrepreneurs et les orchestres entiers.

3 0/0 de la rétribution mensuelle pour les contrats entre chefs d'orchestre et membres d'orchestre.

V. Pour la prolongation ou le renouvellement d'un engagement d'au moins 3 ans (en tant qu'il a été conclu grâce au placeur) la moitié du tarif ci-dessus.

Cette prescription ne s'applique pas aux placements prévus au cas II.

VI. En cas de conclusions d'engagements pour des représentations non professionnelles (festivals d'unions ou privés) :

10 0/0 du montant de la rétribution sans distinction.

VII. Les prescriptions des chiffres I à IV sont applicables lorsque l'engagement est conclu pour une durée inférieure ou supérieure à un mois, ou si la rétribution est payée pour un laps de temps inférieur ou supérieur à un mois, ou par représentation.

Loi sur les placeurs (2 juin 1910).

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu,

Ordonnons au nom de l'Empire, après le consentement du Bundesrath et du Reichstag, ce qui suit :

Définition
du placeur.

I. Le placeur, au sens de la loi, est celui qui professionnellement :

1° Sert d'intermédiaire pour établir un contrat concernant un emploi ;

2° Indique une place et, dans ce but, se met en rapport particulier avec les employeurs ou les employés.

Permission
des autorités.

II. Celui qui veut exercer le métier de placeur a besoin pour cela de la permission de l'autorité désignée par l'autorité centrale du pays.

La permission doit être refusée quand :

1° Il existe des faits qui démontrent l'insuffisance de garantie du postulant pour le métier qu'il veut exercer ou par rapport à sa manière de conduire.

2° Si le besoin de placeur ne se fait pas sentir. Le besoin ne doit pas être reconnu s'il existe, dans le lieu ou dans l'arrondissement administratif, un bureau d'utilité publique suffisamment important.

En accordant la permission, on doit désigner les métiers pour lesquels la profession de placeur est autorisée.

Interdiction de
certains mé-
tiers.

III. Celui qui exerce le métier de placeur, ne doit exercer ni le métier d'hôtelier, marchand de vin, débitant de spiritueux, de loueur professionnel, logeur de chambres, ni faire le commerce des vêtements, des objets d'usage, de victuailles, ou de billets de loterie, ni faire le métier de barbier ou de coiffeur, de changeur, de prêteur sur gages, ni être leur intermé-

diaire, en un mot il ne doit faire aucun de ces métiers, ni les faire exercer par autrui.

Le placeur ne doit pas avoir de relation d'affaires avec les commerçants désignés à l'alinéa 1^{er}, pour qu'il ne se fasse pas accorder ni promettre par eux des compensations pour le récompenser de ses bons offices. Cette prescription ne s'applique pas aux commerçants qui ont recours au placeur dans leur propre intérêt.

Celui qui exerce le métier de placeur ne doit pas faire de réclame, ni pour lui, ni pour aucun autre commerçant. Le placeur ne doit ni obliger ni engager les postulants à se fournir de marchandises dans son propre magasin, ni dans un autre désigné par lui.

Le placeur ne doit être au service ni dépendre d'aucun employeur.

IV. Les accords par lesquels un employé ou un employeur s'oblige ou s'est obligé à avoir recours dans l'avenir à un placeur professionnel déterminé sont nuls.

Accords nuls.

V. Les taxes des rémunérations dues aux placeurs seront fixées par l'autorité centrale du pays ou par l'autorité désignée par l'autorité centrale après qu'auront été consultés les directeurs des bureaux publics, les représentants des placeurs, des employés et des employeurs. Une taxe ne peut être perçue que lorsque le contrat a été conclu grâce au placeur. Si les deux parties y ont recours, la taxe doit être payée par moitié par l'employeur et l'employé, une convention contraire, faite aux dépens de l'employé, est nulle.

*Taxes
des placeurs.*

En dehors des taxes, on ne doit percevoir aucune autre indemnité. Le remboursement des débours en espèces, ne peut être demandé qu'autant qu'il est prouvé qu'ils ont été faits sur la demande et d'après les ordres du commettant.

Les placeurs sont obligés de communiquer au postulant,

avant que le contrat ne soit conclu, le montant de la taxe qu'il devra payer. Le tarif des taxes doit être fixé dans les bureaux des placeurs dans un endroit où il frappe les yeux.

Les prescriptions de l'alinéa 2 ne s'appliquent pas à l'application des listes des places vacantes.

Défense de retenir les livrets de service et de travail, etc.

VI. Les placeurs ne doivent pas retenir les livrets des travailleurs, les certificats, les papiers d'identité, ni les autres objets qui leur ont été remis à l'occasion du placement. Ils ne doivent en aucune façon, et contre le gré des propriétaires, exercer de droit de gage ou de retenue sur les objets qui ont été remis entre leurs mains.

Présentation des listes nominatives et des places des personnes placées à l'étranger.

VII. Les placeurs qui font du placement féminin à l'étranger doivent d'après une ordonnance détaillée, présenter régulièrement à l'autorité policière à laquelle ils sont soumis, la liste nominative de ces personnes et l'indication des places qui leur sont procurées.

VIII. L'autorité centrale du pays peut établir des règlements plus étendus concernant les droits et devoirs des placeurs comme sur l'exploitation de leur commerce.

Retrait de l'autorisation d'exercer le métier de placeur et défense de l'exercer.

IX. La permission d'exercer le métier de placeur peut être retirée, si le placeur est reconnu incapable, soit en raison de ses actes ou de ses oublis, soit en raison de sa vie privée. Pour la même raison on doit interdire l'exercice du métier à tous les placeurs qui avaient l'autorisation avant le 1^{er} octobre 1900. L'interdiction s'applique à toute l'étendue de l'Empire. L'incapacité doit toujours être supposée quand le placeur a eu plusieurs contraventions successives, soit qu'il ait dépassé les taxes fixées, soit qu'il se soit fait allouer ou promettre des dédommagements quelconques, soit par l'employeur ou l'employé, ou qu'il ait contrevenu aux articles 3 et 12 alinéa 1 chiffre 5. Le préposé du bureau de placement public peut, de sa propre autorité, demander le retrait de la permission.

X. La décision qui a refusé ou retiré la permission, ou interdit l'exercice du métier de placeur peut être attaquée par voie d'appel à l'autorité administrative.

Appel.

Lorsque ce recours n'existe pas, on applique les articles 20 et 21 de l'ordonnance des métiers.

XI. Une copie de cette loi doit être affichée sur tous les navires de commerce allemands, dans le logis des hommes, et être à tout moment au vu et au su de tous.

XII. Sera puni d'une amende (jusqu'à 600 m.) ou d'emprisonnement celui qui :

Sanctions :
Amende ou
emprisonnement.

1° Entrepren d ou continue le métier de placeur sans l'autorisation prescrite.

2° Entrepren d ou continue le métier qui lui est interdit par l'article 3, alinéa 1 ou qui se fait donner ou promettre par des commerçants de cette catégorie des dédommagements quelconques pour ses bons offices, ce qui est défendu.

3° S'il fait de la réclame pour lui ou pour autrui, celui qui oblige ou engage les postulants à se fournir de marchandises chez lui ou dans une maison qu'il a désignée.

4° Dépasse les taxes fixées par l'autorité ou se laisse donner ou promettre en dehors de ces taxes des dédommagements quelconques par l'employeur ou l'employé (art. 5, al. 1 à 3).

5° Incite l'employé à rompre l'engagement conclu.

La même peine frappe les commerçants désignés par l'article 3, alinéa 1^{er}, qui cherche à décider le placeur par des dons ou des promesses de dédommagements quelconques, à exercer son métier au détriment des employés.

Si le placeur a été condamné antérieurement pour des contraventions désignées dans les alinéas 1 et 2, et qu'il commet de nouvelles infractions dans un délai de 5 ans, il sera condamné à une amende de 100 à 600 marks ou d'emprisonnement.

XIII. Sera puni d'amende (jusqu'à 150 marks) ou d'emprisonnement :

1° Le placeur qui contrevient aux prescriptions de l'article 5, alinéas 4, 6, 7, ou aux ordonnances désignées article 8.

2° Le placeur ou commerçant désignés, article 3, alinéa 1, qui, dans l'étendue de l'empire, contrevient aux prescriptions édictées par l'autorité compétente pour empêcher l'introduction de spiritueux à bord des navires qui sont sur le point d'entrer dans le port.

3° Le capitaine qui, dans l'étendue de l'empire, contrairement aux prescriptions des autorités compétentes, ou à l'étranger, contrairement aux ordonnances de l'office maritime, fait monter ou tolère à son bord des placeurs ou commerçants désignés, article 3, alinéa 1.

4° Le capitaine qui omet de faire afficher la présente loi dans le logis des hommes et de la leur rendre accessible (11). Dans les cas de l'alinéa 1, n°s 3, 4, on doit appliquer à l'étranger, pour la fixation des peines et la procédure à suivre, les articles 5, 122 à 125 de l'ordonnance des gens de mer.

Application de
l'ordonnance
impériale sur
les métiers.

XIV. Les prescriptions de l'ordonnance sur les métiers seront appliqués au métier de placeur en tant qu'elles n'ont pas été modifiées par la présente loi.

XV. L'autorité centrale du pays peut décider dans quelle mesure les prescriptions des articles 3 et 5 doivent être appliquées aux bureaux de placement non professionnels, ou édicter d'autres ordonnances sur l'étendue des droits et devoirs comme sur l'exploitation de ces bureaux.

XVI. D'amende (jusqu'à 150 marks), d'emprisonnement seront punis le directeur ou les employés des bureaux de placement non professionnel qui contreviendront aux prescriptions édictées conformément à l'article 15.

XVII. Si dans l'espace de deux ans, le directeur ou les em-

ployés d'un bureau de placement non professionnel ont été plusieurs fois condamnés légalement pour contraventions à l'article 16, l'autorité centrale du pays ou les autorités désignées par elle peuvent interdire l'exploitation.

L'article 10 s'y applique également.

XVIII. Celui qui continue également l'exploitation qui lui a été interdite ou qui la reprend sans y avoir été autorisé par l'autorité qui l'a interdite, sera puni d'amende (jusqu'à 600 marks) ou d'emprisonnement.

XIX. Cette loi entre en vigueur le 1^{er} octobre 1910. En même temps sont abrogées :

Entrée en vigueur de la loi.

La loi relative au placement des gens de mer, du 2 juin 1902 (*Bulletin des lois impériales*, p. 215).

Les prescriptions concernant le placement des domestiques et les placeurs, contenues dans les articles 34, 38, 53, 75, alinéa 148, chiffre 8, § 149, chiffre 7 a, de l'ordonnance sur les métiers.

En foi de quoi notre propre signature et le sceau impérial ont été donnés au Nouveau Palais, le 2 juin 1910.

Par ordre de Sa Majesté l'Empereur et Roi,

L. S. : GUILLAUME, prince héritier.

DELBRUCH.

Résultats et critique de la loi de 1910.

Il est très difficile de donner des renseignements précis sur les résultats de la loi de 1910, des enquêtes récentes manquant complètement, tout au moins pour la Prusse et la plupart des autres Etats fédérés.

Au 1^{er} janvier 1911, il n'y avait plus dans le Wurtemberg que 85 placeurs, contre 115 (d'après le dernier recensement des métiers). Le Grand-Duché de Bade, ne comptait plus en mars 1910, que 144 bureaux contre 174, en 1905.

Wurtemberg.

Grand - duché de Bade.

A Mannheim, nous en voyons 42 contre 71, à Carlsruhe, 18 contre 26 ; à Baden-Baden, 4 contre 8.

Alsace-Lorraine.

En Alsace-Lorraine leur nombre est tombé de 139 à 104. Les résultats les plus remarquables ont été obtenus à Strasbourg où, avant la promulgation de la loi, les placeurs étaient au nombre de 82, maintenant il n'y en a plus que 27.

A Metz, le chiffre des bureaux payants est baissé de 18 à 13.

A Augsbourg, il est tombé de 19 à 15.

A Erlangen, de 11 à 7 ; à Frankenthal, de 14 à 4.

A Hagen, de 12 à 6.

A Nüremberg, sur 74 placeurs, 27 ont cessé leurs affaires.

Dans nombre de localités moins importantes où il existe un bureau de placement public, il n'y a plus de bureau payant.

« Bien que l'on ne puisse pas encore faire de comparaisons, on peut cependant constater que, grâce à la nouvelle loi, les rangs des placeurs professionnels se sont quelque peu éclaircis, pas autant qu'on a voulu le faire croire et qu'il serait à souhaiter dans l'intérêt des bureaux de placement publics. »

Sous le nom d' « Institution pour les nettoiyages domestiques », nombre de placeurs continuent leurs métiers. A Charlottenbourg par exemple, une de ces maisons a fait 15.000 placements sans qu'on puisse l'assimiler aux bureaux de placement payants.

Le chiffre d'affaires des bureaux professionnels de cette localité de ce fait est tombé de 39.838 à 20.919.

Il faut donc se garder d'attribuer à la loi de 1910 toutes les diminutions accusées par les bureaux payants.

Grâce à la nouvelle loi, nombre de bureaux ont dû diminuer leurs taxes. Avant sa promulgation, les taxes variaient suivant les placeurs qui, d'après le 75^e alinéa de l'ordonnance des métiers, n'étaient obligés que de soumettre leurs tarifs à

l'autorité policière. Mais celle-ci ne pouvait ni les changer, ni les diminuer. Grâce au cachet apposé par la police, les placeurs faisaient croire à leurs clients qu'ils n'étaient pour rien dans l'élévation du tarif qui était fixé par l'autorité.

En Prusse, les présidents des gouvernements sont chargés de fixer les taxes pour le placement du personnel maritime. L'ordonnance du ministère du commerce et de l'industrie du 19 avril 1910 (Sydow) *établit le tarif des taxes* à percevoir pour le placement du personnel des théâtres.

C'est la police locale qui fixe les taxes des autres métiers.

Un certain nombre de bureaux de placement publics ont coopéré à la fixation des tarifs que l'on devait imposer aux bureaux professionnels, notamment ceux de : Bochum, Brunswick, Brandebourg-s/-Havel, Crefeld, Fribourg, Hagen, Hirschberg, Königsberg, Lüberck, Nüremberg, Recklinghausen, Rheidt, Schweinfurt, Strasbourg, Stuttgart, Thale et Tubingen.

Un bon résultat de la loi de 1910 fut l'augmentation du nombre des placements de certains bureaux publics, tels que Darmstadt, Dresden, Hambourg, Iéna, Kattowitz, Rudorf (Neu-Kölln) et Weimar.

Une surveillance plus active est exercée partout, à Dimbourg et à Danzig, il y eut des condamnations. A Pforzheim, où le contrôle est exercé avec la collaboration des bureaux de placement publics, on a constaté que les chiffres indiqués par les placeurs professionnels étaient bien au-dessous de la réalité.

A Strasbourg, un représentant de l'office du travail participe aux révisions des bureaux payants, et par principe on tient sérieusement à ce que les placeurs professionnels ne soient pas exemptés du contrôle policier des rapports statistiques.

Dans plusieurs endroits, des plaintes furent portées parce que les tarifs étaient trop élevés, par exemple à Berlin, à Halle, à Hambourg, à Dusseldorf, à Gressen, à Magdebourg.

A Crefeld, à Berlin, Mülhouse, les placeurs professionnels s'agitent pour obtenir des tarifs plus élevés.

La loi est encore trop récente pour qu'on voie les résultats obtenus pour l'agriculture. On espère que grâce à elle les placeurs déloyaux disparaîtront, et que les autres verront leur activité limitée.

La Chambre de Posen déclare qu'elle s'attend à un nouveau développement des bureaux de placement publics, celle du Duché de Brunswick espère une augmentation du chiffre de ses placements. La Chambre de la province de Saxe pense que les travailleurs s'adresseront de préférence aux bureaux publics qui ne perçoivent pas de taxe.

D'après la Chambre de Westphalie, on devra augmenter le nombre des bureaux de placement ruraux pour ne pas souffrir de leur absence.

En Poméranie et dans le royaume de Saxe, on ne constate pas de résultats positifs.

En Saxe, les placements agricoles des agents ont diminué grâce à l'activité des bureaux de placement publics.

En Poméranie, dans toutes les villes, les taxes ont été ramenées à un taux normal, on a même pu obtenir l'introduction dans le tarif des placeurs que, pour le placement des domestiques et travailleurs agricoles hors de la province, la taxe à percevoir ne pourrait être que la moitié de celle établie pour la province elle-même.

La Chambre espère pouvoir ainsi supprimer « la prime de l'exportation » pour l'envoi des travailleurs dans l'Ouest et dans les grandes villes, et arriver ainsi à enrayer l'« exode rural » (Landflucht).

Des résultats positifs ne seront obtenus que si l'on établit rapidement dans toutes les villes des bureaux fonctionnant bien et ayant un bon placement interlocal.

La Chambre de Silésie n'espère pas de résultats importants.

Il faut enfin décider les agriculteurs à donner aux bureaux de placement publics la préférence et à ne s'adresser aux bureaux professionnels que si les premiers ne leur ont pas donné satisfaction.

Du rapport fait par le Dr Fischer de Nüremberg (1), conseiller de droit, au Congrès de Hambourg, (18-21 sept. 1912), il résulte qu'on ne peut encore parler de résultats positifs obtenus par la loi de 1910 concernant les placeurs professionnels.

Par suite des ordonnances restrictives de la loi, nombre de petits placeurs ont dû cesser leur activité, mais leur clientèle n'est pas en général passée aux offices publics et est venue grossir celle des grands bureaux de placement.

Dans le Grand-Duché de Bade, le nombre des placeurs est tombé de 216 à 150, soit de 30 0/0, et leurs placements n'ont diminué que de 2,27. C'est malgré tout une amélioration, parce que c'est principalement chez les petits placeurs que se commettaient le plus d'abus. Ce à quoi l'on doit surtout tendre, c'est à réformer les ordonnances exécutoires qui diffèrent dans chaque Etat. Dans quelques-uns même, elles font complètement défaut. Alors que la tendance générale est de mettre à part les agents des théâtres auxquels ne s'appliquent pas les ordonnances, quelques Etats et villes comme Cobourg-Gotha et Hambourg, ont établi une règle uniforme ne comportant aucun privilège ni exception.

(1) *Arbeitsmarkt*, 20 octobre 1912.

Il résulte du fait que les autorités administratives ont été chargées de fixer le tarif à percevoir, que ces taxes sont dans maints métiers trop élevées, comme dans l'industrie hôtelière (1).

Le Dr Fischer estime que les autorités particulières ou les bureaux centraux devraient établir des tarifs maxima. Au point de vue judiciaire les réformes à venir devront porter sur le point de savoir si l'activité du placeur devra être localisée ou étendue à tout l'Empire, et également aussi, si le délai de la prescription de la loi ne devra pas être portée à trois ans, car jusqu'à présent celui de trois mois est presque toujours appliqué, et ainsi un grand nombre de délits se trouvent échapper à toute sanction.

On affirma de divers côtés, au Congrès de Hambourg, que les infractions à la loi n'étaient pas rares, principalement à Berlin, et que les inspections policières étaient insuffisantes, les agents de police ne pouvant rivaliser de finesse avec les placeurs.

Critique de la
loi de 1910.

La législation allemande concernant les bureaux de placement payants est inférieure à la législation française, en ce qu'elle laisse encore à la charge de l'employé tout ou partie de la taxe à percevoir.

Néanmoins, la loi de 1910 a eu de bons résultats, puisque le nombre des placeurs a diminué, mais moins pourtant qu'on ne l'espérait. Au Congrès de Hambourg, l'on a donc proposé

(1) Dans l'industrie hôtelière et limonadière principalement, il arrive malheureusement trop souvent que certains patrons s'arrangent avec les placeurs pour ne pas payer les taxes et les laisser à la charge des employés. Certaines filles de brasserie sont parfois uniquement renvoyées pour que le placeur puisse toucher des droits s'élevant jusqu'à 30 et 40 marks.

de lui apporter certaines modifications susceptibles de l'améliorer.

La surveillance exercée jusqu'ici par la police est bonne, mais insuffisante, les autorités policières ne connaissent pas les roueries du métier, aussi est-il indispensable que la mesure appliquée à Strasbourg soit généralisée. Là, le directeur du bureau de placement public accompagne le représentant de la police, et il se rend compte par lui-même des infractions qu'ont pu commettre les placeurs.

« Tant qu'une surveillance intensive ne sera pas organisée sur les placeurs professionnels et *exercée par des surveillants experts*, la nouvelle loi sur les placeurs restera sans effet (1). »

Placeurs professionnels.

A la fin de l'année 1910, il y avait encore en Allemagne 7.205 bureaux payants, dont 6.153 comme exploitations principales et 1.052 comme commerces secondaires.

Les bureaux payants diminuent partout où les bureaux de placement publics sont bien organisés. En Schambourg Lippe il n'y en a plus.

Dans l'Allemagne du Sud, où le nombre des placements effectués par les bureaux est le plus élevé, on peut constater que les placeurs professionnels sont beaucoup moins nombreux que dans l'Allemagne du Nord, en Saxe et dans les villes hanséatiques.

La Prusse entière en compte 4.454 dont 852 pour la seule province de Silésie. La province rhénane, qui comprend 1.500.000 habitants de plus que la Silésie, n'a que 376 bureaux payants.

(1) *Arbeitsmarkt*, n° 2, 20 novembre 1914, Dr Freund.

Alors que le Schleswig-Holstein, compte 221 placeurs professionnels, la Westphalie, qui est deux fois plus peuplée, n'en a que 143.

Les provinces de la Prusse occidentale et orientale, avec Posen, possèdent 798 bureaux payants, Berlin à elle seule en compte 595.

Il est à constater que les bureaux payants prospèrent partout où les bureaux de placement patronaux prédominent. C'est dans les grandes villes que l'on trouve le plus de placeurs professionnels. Dans les localités commerciales et industrielles, on trouve principalement des placeurs masculins. A Charlottenbourg, Schöneberg, Wiesbaden, qui sont surtout des lieux d'habitation, les placeuses sont en majorité.

Les bureaux font une moyenne de 500 à 1.000 placements. Au moment de l'enquête les taxes s'élevaient à 8, 10, 15, 20, 50 marks, et même davantage.

Les grands bureaux font des recettes de 10.000, 20.000, 30.000, 50.000 marks et plus. Le bureau situé au centre de Berlin, le plus important de l'Allemagne, gagne 176.870 marks avec 40.047 placements. Le placeur, qui occupe deux étages, a un loyer de 110.000 marks.

On peut admettre que pour 500.000 placements, chiffre approximatif, les travailleurs payent annuellement de 1 à 1.500.000 marks.

Recettes des placeurs professionnels.

Recettes des taxes en marks				Nombre des placeurs
De	1 à	100		43
De	100 à	250		37
De	250 à	500		40
De	500 à	1.000.		67
De	1.000 à	2.000.		80

PLACEURS PROFESSIONNELS

45

De 2.000 à 3.000.	52
De 3.000 à 4.000.	22
De 4.000 à 5.000.	16
De 5.000 à 10.000	22
De 10.000 à 25.000.	12
De 25.000 à 50.000.	4
Au-dessus de 100.000	1

Nombre de bureaux de placement professionnels Etats	Qui exploite le bur. de plac. comme métier principal	Comme métier secondaire	Personnes occupées	Dont tant de salariés
Prusse.	3.911	543	4.894	283
Bavière	551	130	654	33
Saxe	546	158	771	44
Wurtemberg	92	23	125	3
Bade	162	12	197	6
Hesse.	108	11	110	1
Mecklembourg-Schwerin . . .	55	19	63	1
Saxe-Weimar	27	8	28	1
Mecklembourg-Strelitz	4		4	
Oldenbourg.	21	10	23	
Brunschwig.	62	13	74	
Saxe-Meiningen.	7	1	7	
Saxe-Altenbourg	28	12	30	1
Saxe-Cobourg-Gotha.	15	2	18	1
Anhalt.	38	8	39	
Schwarzbourg-Sondershausen .	9	4	9	
Rudolstadt.	5	1	5	
Waldeck.	1		1	
Reuss-a.-Linie.	3	1	3	
Reuss-j.-Linie.	18	2	19	
Lippe.	12	3	14	2

Lübeck	19	10	24	
Brême	40	6	58	8
Hambourg.	301	54	548	34
Alsace-Lorraine	118	21	148	12
Total.	6 153	1.052	7.867	430

Placeurs professionnels.

Provinces	Bur. de plac. exploités comme mét. principal		Sur 10.000 habitants il y a Bur. de plac. exploités comme mét. principal	
	Comme mét. secondaire		Comme mét. secondaire	
Berlin	550	45	2.9	0.22
Silésie	734	118	1.57	0.25
Posen	265	26	1.44	0.13
Prusse occidentale	224	21	1.43	0.13
Brandenbourg	395	42	1.27	0.13
Prusse orientale.	244	18	1.22	0.08
Schleswig-Holstein. . . .	169	52	1.21	0.35
Saxe.	342	58	1.20	0.20
Poméranie.	163	24	0.92	0.14
Hesse-Nassau.	166	16	0.87	0.08
Hanovre.	211	52	0.81	0.20
Pays du Rhin.	326	51	0.56	0.08
Westphalie.	122	21	0.29	0.05

En Prusse, les présidents des gouvernements sont chargés de fixer les taxes pour le placement du personnel maritime ; pour toutes les autres professions, à l'exception du personnel des théâtres, c'est la police locale.

Le tarif des taxes de placement pour le personnel des théâtres est fixé par le ministre du commerce et de l'industrie (19 avril 1910).

II. — *Montant des taxes fixées pour les bureaux de placement professionnels (métiers, industrie, commerce).*

1° Employés (directeurs, ingénieurs, comptables, correspondants, voyageurs, agents, contremaîtres, etc.).

Hambourg. 4 0/0 J. G. (1).	Chemnitz . 1/2 0/0 J. G.
Grandenz. 20-25 0/0 M.G.(2)	Stuttgart. . 3 0/0 M. G.
Basmen. . 5-12 m.	Bonn . . . 3 m.
Würzburg 10 m.	Schwabach. 2 m.

2° Ouvriers qualifiés (compagnons, aides, apprentis, apprenties, vendeurs et vendeuses, etc.).

Kulm. . . 20 0/0 W. L.(3)	Grandenz . 2,5 0/0 W. L.
Neheim . . 5-12 m.	Colmar . . 1 m.
Hambourg . 10 m.	Posen . . 1 m.
Leipzig . . 6 m.	Dresden. . 2 m.

3° Ouvriers non qualifiés (valets, cochers, serviteurs, ouvriers de fabrique, etc.).

Halle. . . 10 m.	Berlin . . 1 m.
Limbach . 6-10 m.	Bielefeld . 1 m.
Kassel . . 6 m.	Bonn . . 1 m.

4° Ouvriers industriels étrangers.

Halle . . 4 0/0 J. L.	Posen . . 2 m.
Schweidnitz. 4-6 J. L.	Stendal . . 3 m.
Emden . . 2-6 J. L.	Hambourg

5° Professions libres (professeurs libres, rédacteurs, musiciens, etc.).

et Altona . 5 0/0 J. G.	Bremen . . 1 1/2 0/0 J. G.
Würzen. . 25-50 m.	Heidelberg. 3 m.
Mülhouse . 10 m.	Francfort-s.
	Mein . . 2 m. 50.

(1) Abréviation de Jahresgehalt : gages annuels.

(2) id. de Monatsgehalt : salaires mensuels.

(3) id. de Wochenlohn : paie hebdomadaire.

6° Garde-malades, masseurs, garçons de bains, etc.

Halle . .	12-15 m.	Berlin . .	2 m. 50.
Würzen. .	10-15 m.	Pforzheim .	2 m.
Aix-la-Cha-		Köslin . .	2 m.
pelle . .	7 m.		

III. — *Gens de maison.*

1° Personnel supérieur (institutrices, cuisinières, domestiques, cochers, concierges, jardiniers, etc.).

Hambourg		Bayreuth .	0 m. 50
et Altona. 4-5 0/0 I. G.		Heidelberg.	2-3 m.
Würzen. .	10-20 m.	Gotha . .	3 m.
Soest. . .	12 m.	Göttingen .	3 m.
Culm. . .	10-12 m.		

2° Autres domestiques (femmes de chambre, bonnes d'enfants, etc.).

Hambourg		Bayreuth .	0 m. 50.
et Altona. 4 0/0 I. G.		Ulm . . .	1 m.
Neheim. .	5-12 m.	Passau . .	1 m. 50.
Wismar. .	10 m.	Kreuznach. .	2 m.
Luckenwalde	10 m.		

3° Nourrices.

Bergedorf .	6-8 0/0 I. G.	Schwabach. .	1 m.
Altona et		Heilbronn .	2 m.
Hambourg	6 0/0.	Düsseldorf. .	3 m.
Bautzen. .	25 m.	Genubinnen	3 m.
Minden . .	20 m.	Schwelm . .	3 m.
Berlin . .	15 m.		

4° Extras.

Ingolstadt .	0.20-2 m.	Magdebourg	0 m. 10.
Mannheim .	0.50-2 m.	Aix-la-Cha-	
Düsseldorf .	1 m.	pelle . .	0 m. 10.
Wiesbaden .	0 m. 20.		

IV. — *Tarif des taxes pour les restaurateurs et limonadiers.*

1° Personnel de surveillance et de gérance (directeur, gérant, comptable, caissier, 1^{er} sommelier, chef cuisinier, buffetiers, portiers d'hôtel, etc.).

Altona et Ham-		Schwabach . .	1.50-2 m.
bourg. . . .	60 m.	Wiesbaden. . .	3.50 m.
Würzburg. . .	10-50 m.	Friedberg . . .	2-6 m.
Bruchsal. . . .	20-35 m.	Gotha	4 m.
Breslau.	25-30 m.	Berlin	6 m.
Thorn	30 m.		

2° Autre personnel (garçon d'hôtel, restaurant, de café, sommeliers, cuisinières, femmes de chambre, etc.).

Hambourg-Altona	20-30 m.	Bayreuth.	. . .	1 m.
Thorn	20 m.	Wismar.	. . .	1-2 m.
Breslau	15-20 m.	Gotha	. . .	1-3 m.
Bruchsal	8-20 m.	Posen	. . .	2-3 m.

3° Personnel non qualifié (domestiques d'hôtel, garçons de maison, filles de cuisiné, etc.).

Hambourg-Altona	40/0 J. L.	Bayreuth . . .	0.50 m.
Thorn	20 m.	Strasbourg. . .	1-3 m.
Bruchsal . . .	5-20 m.	Berlin	2 m.
Liegnitz. . . .	5-15 m.	Munich	2 m.

4° Extras.

St-Ingbert 3 m.	Bonn. 0.10 m.
Wattenscheid. . . 1.50 m.	Magdebourg. . . . 0.10 m.
Munich 0.20-2 m.	Berlin 0.20 m.

Comme tarifs de taxes non contenues dans les tableaux généraux, il faut citer les taxes d'abonnements des éditeurs de listes de places vacantes. Elles sont fixées pour chaque groupe de villes (environ 50).

Ces taxes ne diffèrent guère les unes des autres, de sorte qu'il suffit d'en citer quelques-unes comme exemples.

Les tarifs de Berlin sont souvent adoptés.

	Par mois	Par semaine	Par numéro
Berlin	1 à 2 m.	0 m. 50	0 m. 30
Brême	4 m.	1 m.	0 m. 50
Dresde	1 à 2 m.	0 m. 50	0 m. 50
Leipzig.	0 m. 80	0 m. 40	0 m. 25
Magdebourg	1 m.	—	0 m. 35

Syndicats ouvriers.

Le mouvement général qui donna naissance en Allemagne aux syndicats ouvriers date de la seconde moitié du xix^e siècle. Néanmoins, on trouvait déjà antérieurement des unions particulières commerciales et professionnelles qui s'efforçaient de développer l'éducation générale et professionnelle de leurs membres ; presque toutes avaient des caisses de secours et s'occupaient plus ou moins de questions sociales et politiques (1).

En 1863 avait été fondée « la Fédération des ouvriers allemands », en 1868 fut décidée, à la diète ouvrière de Nüremberg, la création d'une « Association ouvrière internationale ». La même année (1868) furent fondées à Berlin les premières Gewerkschaften, par Bebel et Liebknecht, les chefs du parti social-démocrate, et les Gewerkvereine, par le Dr Hirsch et son ami Franz-Dunker. Ces associations diffèrent en ce que les unions de métiers (2), suivant l'exemple des vieilles trade-unions, veulent élaborer les réformes qu'elles jugent néces-

(1) Bebel, qui, en 1861, avait 20 ans, était déjà membre du Gewerbliche Fortbildungsverein de Leipzig.

(2) Gewerkvereine.

saires en prenant comme base l'organisation sociale et industrielle existante alors que les fédérations de métiers (1) prennent comme point de départ le programme social démocratique de Lasalle. Les typographes les premiers s'étaient groupés en 1858 et avaient ouvert des bureaux de placement. Les ouvriers des manufactures et des fabriques, les maçons, les charpentiers, les ouvriers des industries du métal et du bois, les tailleurs, les cordonniers, les relieurs et les mineurs ne commencèrent à s'organiser que dix ans après. Ces syndicats fondèrent de suite des bureaux de placement, pour contrebalancer l'influence des placeurs professionnels qui, grâce aux lois de 1869 et de 1871 (2), accaparaient de plus en plus le placement.

Les placeurs ne subissaient alors que la concurrence de l'Umschau (3), cette forme de recherche la plus humiliante pour le travailleur, car « ne voit-on pas toujours encore l'ouvrier sans travail, obligé d'aller de porte en porte mendier le travail, reçu avec considération.... parfois, plus souvent rejeté avec tous les autres mendiants qui se pendent aux sonnettes pour importuner et solliciter » (4).

Aussi l'Umschau a-t-elle été toujours interdite par toutes les associations ouvrières, comme indigne des travailleurs sachant leur métier ; malheureusement elle subsiste encore aujourd'hui, et dans certains métiers c'est la seule forme de placement en usage. Les membres des fédérations devaient s'engager à indiquer les places vacantes dont ils pourraient

(1) Gewerkschaften.

(2) Ces lois avaient supprimé les autorisations nécessaires antérieurement pour exercer le métier de placeur.

(3) Recherche personnelle.

(4) Varlez, *Rapport à l'Association pour la protection des travailleurs*, p. 29.

avoir connaissance, au siège social qui les communiquait ensuite aux chômeurs.

Il y avait autant de bureaux de placement que de localités groupant un certain noyau d'adhérents. Les membres payaient une cotisation hebdomadaire qui devait alimenter les caisses de secours et de grève, car c'était surtout par les grèves bien organisées que les ouvriers espéraient arriver à imposer plus tard leurs conditions de travail.

En 1878, on trouvait 29 fédérations générales, groupant 1.300 unions locales et 58.000 membres, mais par suite des désordres qu'entraînèrent les grèves, les autorités se montrèrent fort mal disposées à l'égard des organisations ouvrières.

Le 2 juin 1878, Nobiling (1) commit l'attentat contre l'empereur, et le 28 octobre de la même année fut votée la loi contre les socialistes (2) qui mit fin aux fédérations ouvrières et à leurs projets de réformes sociales. Cette loi ne fut abrogée qu'en 1890, mais le mouvement ouvrier, bien qu'endigé, ne fut pas complètement arrêté, comme le prouvent les statistiques.

Les unions locales étant tolérées, dans les différents métiers furent créées des unions purement professionnelles, sans caractère politique apparent, et qui n'étaient pas centralisées. Les ouvriers recommencèrent à payer leurs cotisations, et les bureaux de placement fonctionnèrent de nouveau. On développa le système des hommes de confiance (3), c'est-à-dire

(1) Nobiling, publiciste allemand né à Kolvo (prov. de Posen) en 1848, mort à Berlin en 1878, souhaitait la transformation radicale de la société. Esprit déséquilibré, il tira deux coups de fusil sur l'empereur Guillaume I^{er} qui passait sur la promenade unter den Linder, et qu'il blessa légèrement. Arrêté, il ne donna que des motifs politiques à son attentat. Après plusieurs tentatives de suicide, il mourut en prison d'une paralysie pulmonaire.

(2) Sozialistengesetz.

(3) Vertrauensmänner.

qu'il y eut autant de placeurs que d'hommes de confiance et autant d'intermédiaires que de membres. On trouvait néanmoins des bureaux de placement bien organisés.

Au Congrès des fédérations ouvrières à Halberstadt, en 1892, fut décidée entre les fédérations particulières la formation de cartels qui devaient organiser la formation de bons bureaux de placement.

« La main-d'œuvre est une marchandise qui nous appartient, c'est à nous de la vendre au prix qui nous convient et de forcer les patrons à accepter ses conditions. » Telles furent les déclarations faites à Halberstadt et renouvelées à Berlin en 1896. Au Congrès de Francfort, en 1899, on les maintint en admettant néanmoins qu'il fallait accepter un compromis, que les bureaux publics et paritaires ne devaient pas être rejetés par principe, enfin qu'il fallait conserver et développer les bureaux de placement des Gewerkschaften qui fonctionnaient bien, et ne pas les abandonner au profit des bureaux publics.

C'étaient les délégués de l'Allemagne du Sud, en particulier ceux du Wurtemberg qui avaient fait l'éloge des bureaux municipaux qu'ils avaient pu voir à l'œuvre.

A la suite du rapport de M. Leipart, de Stuttgart, fut prise la résolution suivante : Quelques métiers peuvent avoir intérêt à participer à l'organisation des bureaux municipaux à condition : 1^o qu'ils soient administrés par une commission d'employeurs et d'employés en nombre égal, élus comme représentants des deux parties et ayant à sa tête un président impartial ; 2^o que le placement soit fait par des employés recrutés parmi les ouvriers et élus par la commission d'administration ; 3^o que le bureau refuse ses services aux employeurs connus notoirement pour ne pas remplir leurs devoirs et engagements et qui refusent d'entrer en pourparlers avec leurs ouvriers en cas de différends ; 4^o que les conditions de

travail et de salaires soient fixées exactement et publiées ; 5° que les employeurs s'obligent par contrat à remplir les engagements qu'ils ont pris devant l'office de travail en ce qui concerne les conditions de travail et de salaire, et ce, pour préserver les domestiques et les ouvriers de tout préjudice ; 6° que la gratuité soit absolue et les frais à la charge des communes ou de l'État.

Les fédérations ouvrières demandaient à leur quatrième Congrès tenu à Stuttgart en 1902, que : le placement fût organisé par une loi de l'Empire et qu'on créât des bourses de travail dont la construction et l'entretien seraient à la charge des États particuliers et des communes.

Ce fut le puissant développement des bureaux de placement patronaux qui forcèrent les Gewerkschaften à faire des concessions. Les bureaux des fédérations ouvrières obtinrent dans la petite industrie des résultats appréciables, mais dans la grande industrie où les employeurs disposaient de ressources beaucoup plus considérables, les résultats obtenus furent à peu près nuls. Le sixième Congrès des fédérations ouvrières qui eut lieu à Hambourg en 1908, maintint la demande de la réglementation du placement par une loi de l'Empire et déclara que les bureaux payants devaient être supprimés : « L'écartement total de ces existences nuisibles (placeurs professionnels) à l'économie du peuple est absolument nécessaire dans l'intérêt de centaines de mille d'ouvriers, et il en faut trouver le complet remplacement dans la création de bureaux de placement publics gratuits et dirigés d'après les principes d'utilité publique. Le placement doit être réglementé uniformément par une loi d'Empire, de nouvelles autorisations doivent être refusées aux placeurs après une période transitoire que la loi devra fixer. »

Enfin, le Congrès qui fut tenu à Dresde en juillet 1911 re-

commanda aux fédérations ouvrières de rattacher leurs bureaux de placement aux bureaux publics comme sections professionnelles. Cette recommandation fut suivie, nombre de bureaux s'affilièrent, et les fédérations y gagnèrent la gratuité et une administration impartiale.

Les *Gewerkschaften* les plus importantes sont les suivantes : l'industrie du métal réunissait en 1909, 365.270 membres, les ouvriers de l'industrie du bâtiment étaient au nombre de 281.067, qui se répartissaient ainsi : 171.337 maçons, 53.077 charpentiers, 56.653 aides du bâtiment. L'industrie du bois groupe 148.942 membres.

Les ouvriers des fabriques sont 135.946, ceux des mines 113.328, et les typographes 60.000.

Il existe environ 700 cartels des *Gewerkschaften*, 114 secrétariats dont le secrétariat général de Berlin(1), et 53 fédérations centrales ayant toutes de nombreuses filiales. Le métal en a 436, les maçons 1.022, les charpentiers 722, les aides du bâtiment 404, l'industrie du bois 825, les fabriques 516, les mines 756, les typographes 23, et les aides typographes 61.

Le nombre des membres des fédérations libres était en 1909 de 1.832.667, en 1910 de 2.128.021, et en 1911 de 2.400.018, leur fortune totale s'élevait (en 1911) à 62.105.821 marks (2).

Bien que l'*Umschau* soit interdite, cette habitude est si fortement enracinée, que dans certains métiers les travailleurs ne connaissent pas d'autre forme de placement, les maçons et les charpentiers se placent pour la plupart ainsi, on ne trouve d'ailleurs pas de bureaux pour les maçons ; les charpentiers, eux, n'en ont que 5 en tout, à Berlin, Dresde, Leipzig, Dortmund et Halle.

(1) S. O. 16 Engel-Afer, 15.

(2) *Reichsarbeitsblatt*, 1912, n° 7.

Les fédérations de l'industrie du métal (siège Stuttgart) ont environ 20 bureaux effectuant 8.000 placements. Les résultats obtenus dans cette branche ne seront jamais très élevés, car c'est là que l'on trouve l'organisation patronale la plus forte.

Le placement de l'industrie du bois est assez bien organisée, il y a environ 60 bureaux dont celui de Berlin, à base paritaire, qui est installée dans l'immeuble de la confédération des bureaux de placement publics. Il enregistra, en 1909, 32.509 places vacantes et 12.989 placements ; en 1910, 46.078 places vacantes et 27.116 placements. L'industrie du bois entretient des relations amicales avec les bureaux publics, 20 de ses bureaux y ont été rattachés comme sections professionnelles.

Dans l'industrie des transports, les ouvriers non qualifiés sont la majorité, en 1910 les 21 bureaux avaient effectué 33.185 placements sur 39.766 places vacantes.

Les boulangers ont 7 bureaux qui firent 10.485 placements.

On trouvait en 1910, indépendamment des Gewerkschaften, 455 bureaux auxquels il faut ajouter 69 bureaux paritaires, dont le chiffre des placements s'éleva la même année à 113.702.

Les bureaux des fédérations ouvrières accusent 260.923 placements.

Le mode de placement est à peu près le même pour toutes les fédérations ouvrières : le chômeur fait sa déclaration au bureau et doit s'y présenter tous les jours pour le contrôle.

Le placement y est généralement fait par ordre d'inscription (1), en tenant compte néanmoins des désirs des deux par-

(1) Des 378 bureaux des Gewerkschaften qui répondirent à l'enquête de M. Michalke, 175 plaçaient par ordre d'inscription, 35 selon la capacité, et 116 prenaient en considération les deux facteurs.

ties. Si le chômage se prolonge, l'ouvrier est dispensé à partir de la deuxième semaine du paiement de sa cotisation hebdomadaire. Il reçoit un secours de chômage s'il a fait le nombre de versements prescrits par les statuts. Les secours sont accordés par les caisses locales ou par la caisse centrale.

L'ouvrier qui a pu se procurer de l'ouvrage en dehors du bureau, doit l'en aviser et reprendre le paiement de ses cotisations. Les ouvriers qui ne trouvent pas de travail sur place, reçoivent des secours de voyage. Quant à ceux qui ont subi des repréailles pour faits de propagande ou de grève, ils sont habituellement placés avant les autres et reçoivent aussi des secours particuliers.

Les membres des *Gewerkschaften*, même dans les bureaux paritaires indépendants, sont placés avant les ouvriers non organisés et avant les membres des *Gewerkvereine*. Ces conditions sont d'ailleurs réciproques.

Les *Hirsch'Dunker'schen Gewerkvereine* sont loin d'être aussi importantes que les *Gewerkschaften*. Elles groupaient, en 1909, 22 fédérations centrales, 2.102 unions locales, et 108.028 membres ; en 1911, elles réunissaient 107.743 membres et disposaient d'environ 4.273.354 marks (1). Leurs bureaux de placement sont au nombre de 160, mais 20 seulement donnent quelques résultats. L'industrie du bois effectua 920 placements, la plupart à Berlin ; l'union commerciale, 1.106, dont 437 comme extras ; l'industrie du métal, 200.

Les fédérations ouvrières chrétiennes groupaient, en 1909, 22 métiers et 3.856 unions locales, réunissant, au 31 décembre 1909, 280.061 membres et 350.574 en 1911.

Les fédérations chrétiennes se constituèrent comme telles

(1) Les dépenses en 1911 s'élevèrent à 2.304.289 marks, et les recettes à 2.623.215 marks.

à Mayence, en 1899. Elles adoptèrent immédiatement le système paritaire pour le placement. Le nombre de leurs bureaux peut être évalué à 41.

Les 16 bureaux de la fédération centrale de l'industrie du bâtiment effectuèrent, en 1909, 8.300 placements ; les unions locales des sommeliers de Hanovre, qui sont affiliées aux fédérations chrétiennes, firent, en 1909, 11.200 placements, mais la plupart étaient de courte durée.

Conditions imposées pour utiliser les bureaux de placement (1).

	Pas de conditions.		Il faut être membre de la fédération ou de l'union.		On place les membres de préférence	Il faut accepter les tarifs en tous leurs détails		Taxes perçues.	
	pour les employeurs	pour les employés	em- ployeurs	em- ployés		em- ployeurs	em- ployés	employeurs	employés
Libres ou Gewerkschaften	359	133		171	62	32	1	4	4
Chrétiennes	26	6		23	6	3		2	1
Unions Hirsch-Dunker	17	8		6	2				2
Total.....	402	147		200	70	35	1	6	7
Paritaires professionnels.....	15	16	4	2	2	50	49	13	13

On trouve donc 359 bureaux de placement des Gewerkschaften n'imposant pas de conditions aux employeurs, 133 placent indistinctement tous les chômeurs, organisés ou non, 171 ne placent que leurs membres, 62 les leurs de préférence, 32 ne placent que chez les patrons reconnaissant les

(1) Extrait du livre du Dr Otto Michalke, *Les bureaux de placement des Gewerkschaften de l'empire allemand*. Berlin, G. Reimer.

tarifs en vigueur, 1 demande que les ouvriers qu'il place ne travaillent pas au-dessous des tarifs établis, 4 perçoivent des taxes des employeurs, 4 également des employés.

Les fédérations libres, unions Hirsch Dunker et les bureaux paritaires posent des conditions, 15 bureaux paritaires n'imposent rien aux patrons, 16 autres rien aux ouvriers ; 4 ne servent pas les patrons non contractants, 3 font de même pour les ouvriers et employés, 2 placent de préférence chez les patrons contractants et les membres affiliés, 50 ne placent pas chez les patrons n'acceptant pas les tarifs, 49 ne placent pas les ouvriers travaillant au-dessous du prix fixé, 13 perçoivent des taxes des employeurs, et 13 des employés.

Situation des Gewerkschaften en 1909 (1).

DÉSIGNATION DES FÉDÉRATIONS LIBRES	Nombre des membres en moyenne	Filiales	Total des recettes	Total des dépenses	Fortune totale en marks	Dans la caisse centrale et le reste dans les caisses locales
Industrie des métaux.....	36,5 270	436	12 427 663 ^m	11 479 870	6 248 251	3 263 935
— maçons.....	171 337	4 022	3 868 918	3 363 826	6 364 647	5 000 306
— du bois.....	148 942	825	5 155 638	4 868 931	3 434 314	1 977 235
— fabriques.....	435 946	516	2 861 093	2 698 954	1 836 434	1 472 776
— mines.....	443 328	756	1 912 229	1 699 788	3 140 676	3 422 976
— transports.....	92 039	322	1 891 090	1 828 276	775 820	481 910
Industrie textile.....	101 488	320	2 322 071	1 735 615	796 889	599 544
Charpentiers.....	53 077	732	1 800 430	1 934 285	1 673 530	1 044 699
Aides du bâtiment.....	56 653	404	1 547 710	1 593 360	4 247 499	1 001 496
Peintres.....	39 201	704	975 317	660 206	1 097 866	835 433
Taillleurs.....	38 208	286	821 716	604 279	568 999	461 541
Cordonniers.....	36 138	290	798 247	731 444	633 016	461 496
Brasseurs.....	33 695	233	899 599	695 896	904 200	770 590
Boulangers.....	19 586	112	419 078	370 021	214 210	171 049
Typographes.....	57 826	23	3 330 546	2 827 281	7 929 257	7 530 672
Total des 57 fédérations cen- trales.....	1 698 779 hommes 133 888 femmes	44 725	50 329 414	46 264 031	43 480 932	32 994 422
	1 832 667					

(1) Extrait du *Correspondenz-Blatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*, année 1910

Le *Correspondenz-Blatt*, l'organe officiel des Gewerkschaften, donne la totalité des frais de chaque fédération, mais au lieu de chercher le prix de revient de chaque placement, calcule les frais au prorata du nombre des membres. Ainsi les frais des ouvriers de transports, qui s'élevaient en 1910 à 43.633, montaient pour chaque membre à 35 pfennigs, ceux des boulangers atteignaient 2.454, soit 11 pfennigs par membre.

Il faut compter dans les frais de placement le loyer du bureau qui sert à cet usage, les appointements des employés, le chauffage, l'éclairage, etc... Tous ces frais sont plus élevés dans les bureaux publics, offices de travail, bureaux paritaires et patronaux, où l'on trouve presque toujours des bureaux aménagés à cet effet et des employés spéciaux. Tandis que dans les fédérations ouvrières, le placement est très souvent fait comme fonction honorifique par un membre ou par un employé qui s'occupe également des écritures, de la recette ou des caisses de secours.

Les frais de placement dans l'industrie du bois, où les bureaux sont bien organisés, reviennent, d'après le Dr Michalke, à Brême et à Hanovre, à 75 et 70 pfennigs par placement.

Tableau donnant un aperçu des prix selon le mode de placement.

	Placement effectué par un employé dans un bureau aménagé spécialement (Hauptbetrieb).	Placement effectué acces- soirement par un employé ayant d'autres occupations (Neben betrieb ou Nebenamtlich).	Placement effectué par un membre à titre honori- fique (Ehrenamt).	Bureaux de placement paritaires des métiers (Paritalischer Facharbeitsna- chweis).
Pour tous les bureaux de placement.....	m. 0,77	m. 0,39	m. 0,51	m. 0,87
Bureaux de place- ment des fédéra- tions libres.....	m. 0,73	m. 0,40		
Sans compter les bu- reaux qui font les extras	m. 1,98	m. 0,54	m. 0,91	m. 0,92
Bureaux faisant prin- cipalement les ex- tras	m. 0,48	m. 0,11	m. 0,07	m. 0,82

Ce tableau montre donc que le prix de revient des placements dans les fédérations libres est de 0 m. 73 ou 0 m. 40, suivant que le placeur n'est chargé que de ce service ou non.

Les placements en extra faits par les employés à titre honorifique reviennent à 0 m. 07.

Si nous laissons de côté les placements en extra qui sont toujours moins élevés, et en ne comptant que ceux effectués par des employés à gages dans un local aménagé, le prix de revient en est de 1 m. 98.

Dans les bureaux publics, les placements reviennent en moyenne à 1 m. et dans les bureaux patronaux à 2 marks.

Bureaux de placement des employeurs.

Il existait déjà, dans la seconde moitié du xix^e siècle, des fédérations ou unions industrielles telles que les Verkehrs-

vereine (1), Schutz Zollvereine (2) et verkaufsverbände (3), qui avaient été créées en vue de favoriser les intérêts des commerçants ou fabricants. Lorsque les ouvriers se réunirent en syndicats : Gewerkschaften et Gewerkvereine, pour soutenir leurs revendications, les patrons à leur tour se groupèrent et leur opposèrent leurs organisations, de sorte qu'à chaque union ouvrière correspondait un groupement patronal. Pour répondre aux typographes qui avaient fondé en 1866 la fédération des typographes allemands, un bureau de placement et un journal, le *Correspondant des typographes et des fondeurs de lettres*, les patrons créèrent en 1869 l'*Union des imprimeurs allemands* qui fut bientôt suivie de la fédération des « fabricants gantiers » et de celle des « chaudronniers de l'Allemagne ».

En 1888, la Compagnie de la Hambourg-America-Line ouvre pour ses besoins personnels un bureau de placement qui lui reste propre ; en 1889, le Norddeutsche Lloyd fait de même, ces deux bureaux d'ailleurs furent surtout institués pour lutter contre les « Heuerbaase » (placeurs maritimes). Mais l'organisation type dont le bureau de placement sert encore aujourd'hui de modèle, et qui donna son nom au système, est la fédération de l'industrie du fer, fondée en 1889 à Hambourg.

L'année suivante fut créé à Berlin le bureau de placement patronal pour l'industrie du métal, et à Hambourg celui de l'industrie des tabacs. C'est en 1895 que fut inauguré à Chemnitz (Saxe) le premier bureau de l'industrie textile ; en 1897, ceux du bâtiment à Stettin, des fabricants de chaussu-

(1) Unions des communications.

(2) Unions des protectionnistes.

(3) Fédérations des vendeurs.

res à Berlin, de l'union des amateurs et de la maison R. M. Sloman et Cie, à Hambourg.

En 1901, les fédérations des fabricants de bouteilles et des blanchisseurs ouvrent des bureaux à Hambourg (1), et l'industrie du bâtiment l'année suivante. En 1903, fut fondé le bureau de l'industrie du métal à Iserlohn (Westphalie). En 1904, celui de l'industrie textile de Crimmitschau (Silésie), et en 1907 celui du bâtiment à Erfurt.

Lorsque les patrons ne se sentaient pas assez forts pour créer un bureau, ils se réunissaient à ceux d'une ou plusieurs autres industries pour fonder des fédérations mixtes et ouvrir un bureau en commun.

La plus ancienne de ces fédérations est celle de Hambourg, fondée en 1902. Il y en a maintenant sur presque tout le territoire, et leur nombre s'élève à environ une trentaine.

Avant 1903, on ne trouvait pas de bureau de placement patronal dans l'Est ni dans le Sud de l'Allemagne, pas plus que dans les centres industriels de l'Ouest. Le bureau de l'industrie de Mannheim date de 1907, ceux de Augsburg, Munich, et Nuremberg (Bavière) de 1909. Il y en a également deux dans le Palatinat, à Frankenthal et à Ludwigshafen, ce dernier est une filiale de celui de Mannheim, Cologne et Dresde suivent l'exemple en 1909.

Le premier bureau de placement patronal créé pour l'industrie minière est celui de Essen (Ruhr) en 1909-1910, qui a 16 filiales. La même année 28 bureaux furent ouverts pour l'industrie du bâtiment en Westphalie. Devant le succès toujours croissant de leurs bureaux, l'union des fédérations patronales allemandes déclarait en 1906 : « Un bureau de place-

(1) Cette fédération fait le placement par correspondance dans l'Allemagne entière.

ment qui travaille bien est la meilleure arme dans la lutte pour les salaires » ; l'année suivante, à Bromberg (1907-1908) : « Le bureau de placement est le port de contrôle en face des ouvriers récalcitrants ou turbulents. » Puis le 29 octobre 1909 : « Dans l'intérêt de l'activité industrielle de la patrie, les bureaux de placement paritaires et communaux doivent être rejetés » ; et enfin le 10 avril 1910 : « Il faut faire des efforts pour faire disparaître les bureaux de placement existants qui sont administrés en commun par les employeurs et les employés, et il ne faut plus en créer d'autres. »

Les deux confédérations patronales les plus importantes sont le « Verein » (1), et la Hauptstelle (2) qui, fondées l'une et l'autre en 1904, groupaient, en 1910, 130 bureaux. Sur les 206 fonctionnant, les mines en possèdent 16, les métaux 33, le bâtiment 64, les transports 23, soit à elles quatre 136. A la suite du lock-out qui eut lieu en mai 1906, les unions des armateurs, chargeurs, débardeurs et agents maritimes fondèrent à Hambourg la « Hafenbetriebsverein » (3) qui fut chargée de l'exécution des travaux et qui sut depuis garder ce monopole. Elle embaucha, en 1910, 183.349 débardeurs, 33.108 ouvriers pour les travaux des quais, 10 000 nettoyeurs pour les bateaux, etc., soit en tout 229.664 hommes.

La plupart des bureaux de placement patronaux sont dans le Nord-Ouest de l'Allemagne : villes hanséatiques, Schleswig-Holstein, Hanovre, Oldenbourg, Berlin, Westphalie, et les districts de Dusseldorf et de Cologne. Le royaume de Wurtemberg, le Grand-Duché de Hesse et l'Alsace-Lorraine n'en ont pas.

(1) L'Union.

(2) Le bureau principal.

(3) Union pour les travaux du port.

L'activité des bureaux des employeurs se restreint pour la plupart à la ville où ils sont situés et aux environs. Peu ont un mouvement interlocal ou central. Parmi ceux-ci, il faut citer le bureau des fabricants de bouteilles de Hambourg, celui des fabricants de Deuben près de Dresde, celui des sculpteurs de Francfort-sur-Mein, et celui enfin des pelletiers de Leipzig. Ces deux derniers sont reconnus d'utilité publique et n'ont jamais exercé la moindre vexation.

Les 16 bureaux de l'industrie minière ont un règlement uniforme et s'envoient, par l'intermédiaire de la Centrale d'Essen, les ouvriers qui peuvent manquer dans certaines fosses. La fédération des employeurs agricoles de Hambourg a un placement interlocal relativement intense. Les filiales de l'industrie des transports (Hambourg) font tous les jours leurs rapports à la Centrale. Quant au mouvement interlocal de l'industrie du métal de Berlin, Hambourg, Magdebourg, etc., il est encore assez faible. Bien que l'industrie du bâtiment ait un bureau central à Essen et 28 filiales en Westphalie, son mouvement interlocal est insignifiant.

La question de la centralisation fut traitée au premier Congrès des fédérations patronales à Leipzig en 1898, MM. Theilkorv de Hambourg et Bueck de Berlin (l'organisateur des bureaux patronaux) s'en occupèrent activement, mais sans grand succès. Le mode de placement n'est pas partout le même, deux systèmes sont en présence : celui de Hambourg et celui de Berlin.

Dans le premier, le patron ne doit embaucher que les ouvriers qui ont été reçus au contrôle et qui présentent leur bulletin d'admission. C'est le système que les travailleurs détestent le plus. L'ouvrier qui vient au bureau de placement doit montrer ses papiers de légitimation (carte d'invalidité, livret militaire, bulletin de naissance ou livret ouvrier), le bulletin

de congé qui lui a été délivré dans sa dernière place et ses certificats. Celui qui n'a pas de bulletin de congé régulier, n'est pas agréé. Lorsque tous ses papiers sont en ordre, l'employé placeur délivre à l'ouvrier une carte personnelle et lui remet un bulletin d'envoi pour un atelier ou une usine déterminé où il doit se rendre sans retard, car le bulletin n'est valable que pour 24 heures. Le patron qui a accepté l'ouvrier qui lui a été envoyé, en informe immédiatement le bureau. L'ouvrier qui n'a pas été engagé revient et on l'envoie se présenter ailleurs.

Les chômeurs, lorsqu'il n'y a pas de place vacante, doivent se présenter au moins une fois par jour au contrôle. Les placements sont gratuits pour les ouvriers, sauf dans quelques bureaux maritimes où une taxe minime est perçue.

Les frais sont supportés par les employeurs qui payent tous une cotisation annuelle. Néanmoins, dans quelques industries une taxe supplémentaire est perçue qui varie de 25 pfennigs à 1 mark, pour chaque personne, par exemple à Chemnitz (Saxe) dans les bureaux de l'industrie textile.

Les patrons, là où le système de Hambourg est appliqué, sont obligés de s'adresser aux bureaux de placement des employeurs, à l'exclusion absolue de tout autre, et ceux qui y manquent, doivent à chaque contravention payer une amende qui s'élève à 20, 30, 100 et même 200 marks (comme chez les fabricants de bouteilles).

Le système de Berlin est plus large. En principe, le patron ne doit pas embaucher un ouvrier qui n'a pas passé au contrôle. Le bulletin remis à l'ouvrier n'est pas un bulletin d'envoi pour un atelier déterminé, mais plutôt une carte qui le fera agréer par les patrons chez qui il se sera présenté et qui sauront ainsi qu'il a montré patte blanche. Ces bulletins sont valables pour 14 jours. Dans les cas urgents, les patrons peu-

vent embaucher des ouvriers n'ayant pas de permis, mais ils doivent les envoyer le plus tôt possible se faire inscrire au bureau. Si l'on découvre alors que l'un d'entre eux ne remplit pas les conditions exigées, son patron doit le congédier immédiatement. La désobéissance aux règlements est punie d'amendes variant de 5 à 1.000 marks (fédération minière). Dans certaines industries, métaux et chaussures de Berlin par exemple, les amendes sont fixées à nouveau pour chaque cas. Les patrons appartenant à l'industrie du bâtiment d'Oldenbourg, reçurent en juillet 1910 la circulaire suivante : « L'assemblée des employeurs a décidé à l'unanimité que tous les ouvriers doivent être procurés par le bureau de placement de la fédération. Le patron qui ne trouve pas, par l'intermédiaire du bureau, le personnel dont il a besoin, doit s'entendre avec la commission qui peut l'autoriser à se procurer ailleurs la main-d'œuvre nécessaire. Il faut verser au bureau 1 mark pour chaque ouvrier pris au dehors. Pour les travailleurs qu'il a embauchés sans s'être mis d'accord avec la commission, le contrevenant payera 5 marks d'amende et l'ouvrier devra être congédié. »

Le bureau de placement patronal dont on s'occupa le plus à la suite des révélations qui furent faites en 1909-1910 par les organes des Gewerkschaften est celui de Mannheim-Ludwigshafen. Le système de Hambourg y était perfectionné et il y existait un tarif spécial de punitions pour les ouvriers qui manquaient de souplesse : « un tel est exclu du travail pour tant de jours, souvent pour des futilités, ou à cause de ses opinions politiques ou religieuses ». A la même époque sévisaient les listes noires qui contenaient des milliers de noms d'ouvriers « non désirables », et les cartes personnelles avec chiffres et marques signifiant l'exclusion de l'homme qui souvent ne s'en doutait pas.

Depuis, la situation a changé, les bureaux de placement patronaux, tout en restant « stations de contrôle », ont cessé d'être tribunaux secrets. Beaucoup admettent que les différends soient portés devant les « Schlichtungs Kommissionen » (commissions d'accommodement) où les ouvriers sont représentés de même que dans les « commissions de plaintes », par exemple à Hambourg (travaux du port), Hagen-Schvelm (industrie du métal), Remscheid (tailleurs de limes), Berlin (métal).

Quelques bureaux des employeurs ont été réunis aux bureaux de placement publics (Carlsruhe et Bromberg), d'autres sont devenus paritaires par suite des conventions de tarifs conclus avec les ouvriers. Le « Deutsche Arbeitsgeberbund für das Baugewerbe » (1) écrivait en juillet 1909 : « Il faut considérer comme premier principe que les bureaux de placement doivent uniquement servir à procurer le plus rapidement possible aux ouvriers du travail et aux patrons des ouvriers. » Les Gewerkschafte, de leur côté, déclarèrent dans l'*Annuaire de la Fédération des ouvriers en métaux*, Stuttgart 1910 : « Les ouvriers ne s'opposent nullement à ce que les ouvriers que-relleux, ivrognes, etc., reçoivent des avertissements des bureaux de placement et soient exclus si les avertissements sont inefficaces, mais ils doivent avoir la possibilité d'exercer un contrôle sur les cas particuliers pour qu'on ne puisse pas persécuter, sous le couvert de « l'exclusion des incapables », les ouvriers organisés qui défendent les intérêts de leurs camarades.

Patrons et ouvriers semblent donc maintenant d'accord sur ce point, à savoir que le bureau de placement ne doit pas être un instrument de lutte. A côté des grandes organisations des employeurs, se trouvent aussi les Arbeitsgeber Schützver-

(1) Alliance des employeurs allemands pour le bâtiment.

bande (1), unions de petits patrons qui, à l'instar des grands industriels avec leur aide et protection se sont organisés pour mieux résister aux revendications ouvrières. Telles sont par exemple : les fédérations des « plomberies et serrureries allemandes » qui utilisent les bureaux de placement des patrons, celles des employeurs de l'industrie du bois à Berlin, Lübeck, Leipzig, Herford et Kelkheim qui ont des bureaux de placement paritaires.

Au commencement de l'année 1912, on trouvait dans l'Empire (2), 2.947 fédérations patronales professionnelles et 138 fédérations mixtes. Les premières avaient 123.662 membres et occupaient 3.286.315 ouvriers, les secondes comprenaient 8.823 membres et 1.091.960 ouvriers.

En 1909, 118 bureaux de placement des employeurs avaient déclaré avoir effectué 504.319 placements effectués.

En 1910, 87 en déclarèrent 915.268, dont 261.176 pour l'industrie minière de Westphalie et 293.837 pour les travaux du port de Hambourg.

Le tableau détaillé de 1910 est le suivant :

	Placements
Industrie du métal.	234.713
» textile	27.216
» du bâtiment	115.635
» des communications.	301.613
Autres métiers	4.507
Fédérations mixtes	70.308
Industrie minière	161.276
Soit . . .	915.268

(1) *Fédération de protection des employeurs.*

(2) *Reichsarbeitsblatt*, n° 7, 1912.

Le nombre des placements effectués par les bureaux des fédérations patronales (1) s'élève pour 1911 à 711.109, comprenant 685.064 hommes et 26.045 femmes.

L'exactitude de ces chiffres comme « placements » est très contestée. « Les bureaux des employeurs, disait le D^r Fischer de Nüremberg au Congrès de Breslau, ne procurent pas autant d'emplois qu'ils le prétendent dans leurs statistiques, car les ouvriers qui passent par leurs bureaux, passent aussi par les bureaux paritaires et sont généralement avertis par des camarades que, dans telle usine, il y a des places vacantes. »

Le grand nombre de placements effectués dans les transports et communications provient de ce que pour les travaux du port (Hambourg-Altona) les engagements sont presque toujours de courte durée. Dans l'industrie minière (Essen) les changements qui se produisent dans les fosses sont également très fréquents. C'est ce que le D^r Weber de Cologne expliquait au deuxième Congrès des bureaux de placement des fédérations patronales qui eut lieu à Wiesbaden en 1911, lorsqu'il montrait qu'en 1892 on comptait pour la moyenne des mineurs travaillant dans le district de la Ruhr 62 0/0 de changements, en 1902, 92 0/0 et en 1908, 121 0/0 sur 243.000 hommes employés cette dernière année.

(1) *Reichsarbeitsblatt*, n° 1, 1912.

Industries et métiers pour lesquels les fédérations patronales ont créé des bureaux de placement au nombre de 206 qui se répartissent ainsi :

Industrie minière et hauts fourneaux	16
Verriers et limiers	3
Industrie des métaux et machines.	33
Industrie textile	4
Industrie du papier	1
Industrie du bois	6
Produits alimentaires (chocolat et confiserie) . . .	5
Industrie du vêtement (chaussures et pelleteries) . .	3
Industrie du bâtiment	64
Peintres et sculpteurs	3
Métiers polygraphiques.	1
Communications et transports	23
Blanchisseries et nettoyage	6
Jardinage (Berlin)	1
Agriculture.	7
Fédérations mixtes	30

Provinces et Etats de l'Allemagne où les bureaux de placement des employeurs sont situés :

Provinces		
Prusse orientale	1	2
Prusse occidentale	1	1
Brandebourg sans Berlin	2	2
Berlin.	1	10
Poméranie	4	6
Posen.	2	2
Silésie.	2	4

Province de Saxe	5	10
Schlesvig-Holstein	12	18
Hanovre	14	20
Westphalie	37	50
Province rhénane.	7	9
Hesse-Nassau	2	2
Prusse, total	90	136
Etats		
Bavière	5	9
Wurtemberg	0	0
Royaume de Saxe.	8	16
Bade	1	1
Alsace-Lorraine	0	0
Grand-Duché de Hesse	0	0
Oldenbourg.	5	5
Mecklembourg.	1	1
Saxe-Weimar	4	4
Thuringe.	1	1
Brunswick	1	1
Saxe-Anhalt.	1	1
Hambourg-Harbourg.	2	16
Brême.	3	8
Lubeck	1	7

Soit 206 bureaux répartis pour l'Allemagne entière dans 123 villes.

Il est impossible de savoir les frais exacts des bureaux de placement patronaux. Les ouvriers ne paient ni taxes d'inscription ni taxes de placement, si ce n'est dans les bureaux des armateurs de Brême, Lubeck et Stettin, où elles sont perçues avec l'autorisation des autorités policières, mais elles ne peuvent d'ailleurs couvrir qu'une faible partie des frais. Les travailleurs à Stettin paient pour chaque placement un mark, à Brême de 1 m. 50 à 4 marks, à Lübeck les matelots et les

chauffeurs payent 2 marks, les autres employés davantage. A Hambourg, la taxe qui était en moyenne de 3 marks fut supprimée le 1^{er} janvier 1911.

Les taxes payables par les patrons dans l'industrie du bâtiment sont à Königsberg, Cuxhaven, Celle et Munich, de 30 pfennigs par placement, ceux qui ne font pas partie des fédérations payent 1 mark.

Dans l'industrie du meuble à Lübeck, dans la fédération mixte de Neumünster (Holstein), la taxe est de 30 pfennigs pour les membres et du double pour les patrons qui ne le sont pas ; à Werdan (royaume de Saxe), elle est de 40 pfennigs ; dans l'industrie de la minoterie, en Saxe, elle est de 50 pfennigs et du double pour les non-membres des fédérations patronales.

Dans la fabrication des bouteilles, les patrons payent 3 marks par placement, dans l'industrie textile, à Chemnitz, 30 pfennigs par ouvrière et 40 pfennigs par homme.

Dans beaucoup d'autres industries, et en divers endroits, les taxes ont été supprimées. De toutes façons elles sont insuffisantes pour payer les frais de placement qui sont plus ou moins élevés, suivant que les bureaux sont dirigés par des employés dont c'est la seule occupation (1), ou par un personnel qui ne le fait qu'accessoirement (2).

Le bureau de placement de la fédération patronale des pelletiers de Leipzig n'a à sa charge que les frais de correspondance et des imprimés. Dans le bâtiment, à Dessau, les frais s'élèvent à 50 marks par an, à Dresde 150 marks ; les bureaux qui n'ont pas d'employés fixes, ne font que peu de placements. Le bureau patronal de *Posen*, indique comme frais de placement 1.600 marks (1.686 placements en 1909), *Cuxha-*

(1) Hauptbetrieb.

(2) Nebenbetrieb.

ven 1.800 marks (1.274 placements), *Werdan* de 1.800 à 2.000 marks (l'union industrielle 1.083 placements). Ces trois derniers bureaux ont un employé placeur à gages.

Dans l'industrie de la chaussure, à *Berlin*, où l'employé du bureau de placement n'occupe ces fonctions que d'une façon intermittente, les frais s'élèvent de 1 800 à 2.000 marks. Dans l'industrie textile, à *Chemnitz*, ils montent de 3.000 à 4 000 marks pour 6.924 placements. Chez les peintres, à *Munich*, ils sont de 4 000 marks ; chez les armateurs de *Stettin*, de 5.000 marks pour 1.361 placements ; dans l'industrie textile à *Forst*, de 5.600 marks, pour 7.903 placements ; dans le bâtiment à *Munich* et *Hambourg*, entre 9.000 et 10.000 marks pour 8.811 et 10.078 placements.

Les autres fédérations ne détaillent pas leurs dépenses, mêlent leurs frais de placement et ceux d'administration, par exemple la fédération mixte de Kiel dont les dépenses s'élevèrent à 17.000 marks et les placements à 5.452 ; on trouve pour l'industrie du métal à Berlin, en 1892 : 13.000 m. ; de 1898 à 1902, 17.000 marks ; et en 1909, 48.000 marks, les placements effectués dans cette dernière année montèrent à 38.252. L'industrie des transports à Hambourg dépensa en 1909, 165.000 marks ; en 1910, 215.000 marks, et obtint 141.840 placements. Dans l'industrie minière d'Essen, les dépenses pour 1910 étaient de 300.000 marks et les placements au nombre de 150.000, ce qui met les frais à 2 marks par tête.

La fédération des employeurs de l'agriculture de Schleswig-Holstein reçut, en 1910, 3.000 marks de subvention de la chambre agricole de Kiel qui n'a pas de bureau à elle.

La chambre agricole d'Eutin (1) subventionne la fédération des employeurs agricoles. La chambre de commerce de Flem-

(1) Capitale de la principauté oldenbourgeoise Lübeck.

bourg fait de même à l'égard de la fédération patronale mixte à laquelle elle accorde 400 marks par an.

Lorsqu'on a vu la puissance des organisations patronales et qu'on a réfléchi que les moyens d'existence, la vie même de centaines de mille d'ouvriers dépendent d'une seule classe de la société, alors, on ne saurait admettre que l'Etat puisse s'en désintéresser. Il doit exercer un contrôle sur ces bureaux pour empêcher le refus systématique de travail, car ainsi que le faisait si justement remarquer le Dr Kessler au Congrès de Breslau, « une société privée ne doit pas avoir le pouvoir de punir plus cruellement que l'Etat lui-même qui punit un délit par l'emprisonnement à temps et non à vie » !

La question qui se pose alors est de savoir de quelle nature sera ce contrôle. M. Dominicus préconise l'incorporation pure et simple des bureaux patronaux aux bureaux paritaires, tandis que le Dr Kessler se contenterait d'un contrôle paritaire exercé sur ces bureaux par l'Etat avec le concours des ouvriers. Les employeurs ne veulent pas entendre parler de ce contrôle, mais s'ils sont jamais obligés de l'accepter, on ne pourra les obliger à subvenir seuls aux frais de leurs bureaux.

Grave problème auquel nous ne saurions répondre et que l'avenir seul pourra solutionner !!

Placement commercial.

Le placement commercial qui est organisé sans parti pris ni en faveur des patrons, ni des employés, mérite une mention spéciale.

La première fédération commerciale qui se soit sérieusement occupée du placement de ses membres est l'*Union commerciale des commis de Hambourg* fondée en 1858 pour remédier aux abus des bureaux payants, venir en aide aux membres

dans la détresse et favoriser l'éducation professionnelle par des conférences et des cours spéciaux.

Patrons, commis et apprentis peuvent être membres de l'Union moyennant une cotisation annuelle de 6 marks. Les placements sont gratuits. En 1869, le bureau avait effectué en 10 ans, 1.000 placements, et en 1896, le nombre des places procurées depuis la création du bureau s'élevait à 60.000. Les placements effectués en 1901 montaient à 14.573, en 1910 à 10.267, et en 1911 à 10.890.

L'*Union commerciale de Francfort-s/-Mein* fut fondée en 1864. Les patrons et employés qui en sont membres paient une cotisation de 10 marks, les apprentis 5 marks. Le but de l'Union est de favoriser l'instruction de ses membres et de protéger les intérêts commerciaux communs et ceux des employés en particulier, en encourageant les efforts qu'ils peuvent faire pour améliorer leur situation économique et sociale, de provoquer et d'entretenir le sentiment de solidarité des membres, de venir enfin au secours de ceux qui sont dans le besoin par suite de maladie ou de chômage. Le placement est gratuit. Fondée le 19 décembre 1864, l'Union commerciale de Francfort comptait en 1896, 13.489 membres, et avait effectué 33 placements. Les places procurées s'élevèrent en 1901 à 10.713, en 1910 à 2 455 et en 1911 à 2.389.

L'*Union commerciale des employés de commerce de Leipzig* fut fondée en 1881. En 1896, elle comptait 47.100 membres et avait effectué 19 025 placements, en 1901 ils s'élevèrent à 5.946, et en 1911 à 6 023.

Les unions commerciales qui font régulièrement des rapports à l'office impérial de statistique annonçaient qu'ils avaient placé en 1909, 21.014 hommes et 9.462 femmes, y compris les apprentis ; en 1910, 24.591 hommes et 11.121 femmes, et en 1911 un total de 42.119 personnes.

On trouve encore comme autres institutions commerciales : l'*Union des commerçants allemands*, dont le siège est à Berlin, et à laquelle sont rattachées un grand nombre d'unions commerciales locales qui s'occupent du placement de leurs membres, la *Fédération commerciale des employés* effectuée en 1911, 7.472 placements et se classe ainsi au second rang.

L'*Union « Merkur » de Nüremberg* et la *Fédération commerciale de Mannheim* ont une certaine importance, surtout la dernière à laquelle se rattachent les unions commerciales locales de Bade et du Palatinat et qui possède un bureau de placement central à Mannheim.

Les unions commerciales font environ 4 0/0 du placement total commercial. Les frais de placement sont généralement supportés par les unions dont les caisses sont alimentées par les cotisations des membres ordinaires et extraordinaires, et par les dons des bienfaiteurs. Les frais de chaque placement varient de 10 à 15 marks, c'est beaucoup, mais moins pourtant que la moyenne des placements commerciaux effectués par les bureaux payants. Quelques unions commerciales font payer une taxe minime pour chaque place procurée, d'autres ne font payer que les employés qui ne sont pas membres de l'Union.

Les employés en quête de place remplissent des formulaires spéciaux qu'ils envoient au bureau de placement de l'union en y joignant les copies de leurs certificats et références et autant que possible leur photographie.

Les places vacantes sont accordées impartialement sans tenir compte des opinions et uniquement d'après les références. Celui qui tente de corrompre un employé du bureau de placement, voit son nom immédiatement supprimé de la liste des demandes et peut même, dans certains cas, être exclu de l'union.

Les demandes d'emploi doivent être écrites, elles sont va-

lables pour 3 mois ; passé ce temps, elles doivent être renouvelées. L'employé auquel le bureau a indiqué une place vacante, doit sans délai aviser s'il fait des démarches ou non pour l'obtenir, car s'il n'avait pas l'intention de le faire, le bureau pourrait la proposer à un autre. Il doit être également averti des engagements conclus, les demandes des employés qui ne se conforment pas à ces prescriptions ne sont plus prises à l'avenir en considération.

Les patrons font connaître leurs places vacantes au bureau qui peut ou leur envoyer les demandes formulées par les employés, ils choisissent alors ceux qui leur plaisent le mieux et avertissent les intéressés d'avoir à se présenter à un moment donné, ou le bureau envoie directement les employés se présenter chez le patron. Ce dernier cas est d'ailleurs plus rare. Certains bureaux, lorsqu'ils ne peuvent exécuter un ordre, font paraître une annonce dans le *journal commercial*, qui leur semble le mieux indiqué. D'autres unions telles que le Stellenvermittlungsbund (1) et le bureau central de Silésie qui est à Breslau ont formé des cartels ou conventions par lesquelles elles s'engagent à s'entr'aider.

Les bureaux de placement commerciaux prennent aussi des renseignements sur les employés qu'ils communiquent entièrement ou partiellement aux patrons qui les demandent. En principe, on refuse de s'occuper des employés incapables ou ayant de mauvaises mœurs. Ces renseignements qui sont contrôlés et vérifiés pour chaque cas, n'ont rien de commun avec les listes noires des bureaux des employeurs. On ne prend pas d'informations sur les patrons, mais ceux qui sont connus comme déloyaux ou imposant à leur personnel des « clauses de concurrence » (2) sont exclus.

(1) Alliance pour le placement.

(2) Ces clauses font défense aux employés de se placer avant un

Les bureaux de placement des unions commerciales qui n'ont aucun rapport avec les bureaux patronaux peuvent être classés parmi les bureaux paritaires, bien qu'ils ne le soient pourtant pas. Nombre d'unions commerciales, du moins les moins importantes, ont leurs bureaux joints aux offices de travail, comme sections particulières. Là, les placements sont effectués d'après les principes paritaires.

Les Unions commerciales de Hambourg, Francfort et Leipzig, les trois plus anciennes fédérations commerciales, allemandes ont fondé, en janvier 1913, une confédération qui a pour but d'effectuer les placements en commun.

D'après leurs conventions, l'échange des places vacantes se fait toutes les fois que le bureau auquel la place vacante a été déclarée, n'est pas à même de la procurer.

Bureau de placement de l'Union internationale des hôteliers.

L'Union internationale des hôteliers exerce son placement d'une façon particulière. Cette union, fondée en 1869 à Cologne, fait, depuis son origine, le placement gratuit du personnel de l'industrie hôtelière, non seulement en Allemagne, mais encore à l'étranger. Elle publie, depuis 1894, un journal « d'offres » qui paraît chaque semaine comme supplément du journal hebdomadaire de l'union. Des employés spéciaux le placent dans tous les compartiments des trains qui passent à

certain laps de temps, soit dans la même ville, soit dans un certain périmètre, chez un concurrent du patron qu'ils viennent de quitter. Ces clauses sont indiquées aux paragraphes 74, 75, 76 du Code de commerce allemand, elles furent limitées par une ordonnance de 1897 et par la loi du 16 juin 1910 ; ces mesures étant insuffisantes, la question sera à nouveau traitée en 1913 au Reichstag.

Cologne, et on y trouve chaque fois plusieurs centaines d'offres, avec presque toujours l'adresse de l'hôtel qui demande des employés. Ceux que cela intéresse écrivent directement, mais les meilleures places ne sont indiquées que par des adresses en chiffres et les lettres sont transmises affranchies, par le bureau central de Cologne.

Depuis 1903, les ordres urgents peuvent être exécutés sans passer par l'intermédiaire du journal « d'offres ». Les chômeurs en quête de travail ont la faculté de déposer au bureau central des questionnaires (en 5 exemplaires) qu'on leur a au préalable fournis, qu'ils remplissent soigneusement en répondant aux questions concernant leurs capacités et leurs exigences, ils y joignent les copies de leurs références, de leurs certificats et une photographie. Quand les hôtels ont besoin de personnel, le bureau leur envoie un certain nombre de ces demandes. Les deux parties discutent ensuite ensemble sans que le bureau intervienne.

Ces demandes écrites sont valables pendant deux mois et proviennent généralement d'employés encore en place qui veulent changer ou améliorer leur situation. Les placements effectués par le bureau de Cologne sont considérables, c'est par milliers que ces demandes sont expédiées chaque année.

Les placements sont gratuits, néanmoins, les frais de port des questionnaires sont à la charge de ceux qui les envoient. Le bureau n'a ni listes noires, ni fiches personnelles, mais ceux qui ont été pris à falsifier leurs certificats ou qui ont rompu sans raison leurs engagements, ne peuvent plus avoir recours au bureau.

Sur les 1.600 hôteliers, membres de l'Union, 540 se servent uniquement du journal « d'offres ».

Le nombre des placements effectués s'est élevé :

En 1904, à	4.338
En 1905, à	5.914
En 1906, à	6.967
En 1907, à	7.454
En 1908, à	7.173
En 1909, à	6.687

L'Union internationale des hôteliers est membre de la « Confédération générale des bureaux de placement publics allemands ». Elle donne en outre au bureau de placement local de l'industrie hôtelière de Cologne une subvention annuelle de 500 marks. Ce bureau, bien que ce soit une création des employeurs, est essentiellement d'utilité publique, et n'a aucun rapport avec la fédération des bureaux de placement patronaux.

Les frais qu'entraîne ce bureau s'élèvent en moyenne à 13.000 marks et sont supportés uniquement par l'Union, aussi y avait-il lieu de signaler cette institution qui rend de grands services aux uns et aux autres.

Bureaux de placement paritaires.

Les bureaux de placement paritaires des métiers (paritätische Facharbeitsnachweise) sont tous à base de conventions de tarifs. La première convention de ce genre que l'on trouve en Allemagne est celle qui fut conclue en 1873 entre la fédération des typographes de Leipzig et les patrons imprimeurs. Plusieurs fois révisée et renouvelée, elle ne prit fin qu'en 1891.

En 1887, sur l'initiative des patrons et des employés, fut créé à Leipzig un tribunal d'arbitrage (Schiedsgericht). L'exemple fut suivi et on en institua peu après à Hambourg, Munich,

Carlsruhe, Berlin, Dresde et Breslau. L'exécution des décisions de ce tribunal fut assurée par un bureau de placement paritaire, établi à Leipzig, et qui était administré en commun par les employeurs et les employés. Les placements étaient effectués par un employé à gages, sous la surveillance d'un patron et d'un employé typographe. Ne pouvaient utiliser le bureau de placement que les employeurs qui avaient accepté les tarifs en vigueur. Le bureau ne plaçait que les typographes ayant fait un apprentissage d'au moins 4 ans, ou qui avaient travaillé en dernier lieu chez un patron adhérant à la convention. On plaçait par ordre d'inscription, en tenant compte des spécialités, mais les ouvriers qui avaient perdu leur place ou subi des représailles pour n'avoir pas voulu travailler à des conditions différentes de celles fixées par les tarifs, devaient être placés en premier.

En 1891, à l'expiration de la convention, les tarifs ne furent pas renouvelés, le bureau de placement paritaire de Leipzig passa aux mains des patrons et la lutte recommença jusqu'en 1896, où fut conclue une nouvelle convention pour cinq ans. 1.473 imprimeries, réparties en 385 villes, y adhéraient, et environ 20.000 typographes (1). On créa dans toutes les villes où l'imprimerie tenait une place importante de nouveaux bureaux paritaires qui fonctionnaient comme celui qui avait été établi à Leipzig. Les conventions furent renouvelées en 1902 et en 1907, la première comprenait 3.464 maisons (de 1.043 villes) et 36.527 ouvriers. La seconde 6.611 maisons (de 1.942 villes) et 37.211 ouvriers. En 1910, on trouvait 7.331 maisons (de 2.093 villes) et 61.627 typographes qui travaillaient d'après des tarifs déterminés. Cette organisation de tarifs est assurée par

(1) C'est-à-dire les 3/5 des typographes qui existaient alors en Allemagne.

l'office des tarifs assisté d'un conseil juridique. Les règlements et l'application des tarifs sont fixés par un comité des tarifs, composé d'employeurs et d'employés en nombre égal, et qui tient lieu d'organe exécutif. Ce comité est le représentant des adhérents de l'Allemagne entière. Il s'informe, avant l'expiration des tarifs, des désirs des deux parties et prépare de nouveaux tarifs. Le tribunal d'arbitrage, des localités particulières, dont les membres sont choisis en nombre égal parmi les employeurs et les employés, statuent sur les différends qui peuvent s'élever. La juridiction la plus élevée est l'office des tarifs qui juge en dernier ressort. Les bureaux paritaires sont obligatoires pour les deux parties.

Les employés doivent s'adresser au bureau de placement le plus proche, cependant on tient compte autant que possible de leur désir de changer de lieu. Les patrons n'observent pas toujours leurs contrats et se procurent souvent des employés en faisant des annonces, principalement pour les places les plus élevées.

En 1902, il y avait 32 bureaux de placement paritaires à l'usage des typographes, et en 1911 on en comptait 63. Ces bureaux effectuèrent, en 1910, 18.607 placements et 22.095 en 1911, soit 138.441 depuis 1902.

Ces conventions de tarifs servirent de modèle aux autres corporations, d'abord aux ouvriers aides-typographes, lithographes, graveurs de notes, puis aux relieurs. Dans l'industrie du métal, les premiers qui fixèrent des tarifs furent les batteurs d'or, d'argent et d'aluminium, et les graveurs à l'eau forte ; dans l'industrie du bâtiment en établirent les maçons, charpentiers, couvreurs, peintres, tapissiers, stuccateurs, vitriers, ferblantiers et menuisiers ; dans l'industrie du bois il y en a dans presque toutes les branches ; dans l'industrie du vêtement on en trouve chez les tailleurs et les cordonniers ;

dans l'alimentation, chez les brasseurs et les boulangers. Actuellement, dans presque tous les métiers, les ouvriers ont des conventions de tarifs qui règlent, non seulement le prix du travail à l'heure ou à la tâche, mais aussi le nombre d'heures de travail par semaine, les heures supplémentaires qui pourront être faites, le mode de paiement, les avances, les délais, congrès, etc...

En 1903, il y avait en Allemagne 882 conventions de tarifs pour 39 industries ou métiers, à la fin de l'année 1909, 6.578 conventions avaient été conclues par 137.214 maisons et 1.107.478 ouvriers ; le 1^{er} janvier 1912, on comptait 10.520 conventions groupant 183.232 entreprises et 1.552.827 ouvriers (1).

Les bureaux de placement paritaires se développèrent en même temps que les conventions de tarifs. Beaucoup de métiers ont leur bureau de placement paritaire indépendant, d'autres les ont rattachés aux offices de travail ou aux bureaux de placement publics comme sections professionnelles. Ainsi le bureau de placement paritaire de l'industrie du bois de Berlin a son siège, depuis 1905, dans l'immeuble de la confédération générale de placement public, Gorwanstrasse. Son loyer est de 1.000 marks, le bureau qui occupe trois employés-placeurs effectua, en 1909, 12.989 placements pour 32.509 places vacantes, et en 1910, 27.116 placements pour 46.078 places. Les employeurs affiliés sont tenus de déclarer leurs places vacantes au bureau de placement paritaire. Les ouvriers sans travail doivent se faire inscrire personnellement au bureau et se présenter au contrôle tous les jours. Les placements sont faits par ordre d'inscription en tenant compte néanmoins des désirs particuliers des employeurs. Si le bu-

(1) D'après le Reichsarbeitsblatt.

reau ne peut fournir dans les 24 heures la main-d'œuvre demandée, l'employeur est libre de se la procurer ailleurs, mais les ouvriers qu'il aura ainsi embauchés doivent se présenter au bureau munis d'un bulletin du patron, pour se faire délivrer une carte de placement. L'ouvrier qui, envoyé par le bureau paritaire chez un patron, a accepté la place vacante et n'y est pas entré sans raisons valables, est, suivant la gravité du cas, reculé de 3 à 8 jours, sur la liste d'inscription. Celui qui quitte sa nouvelle place pour des raisons justifiées, sans y être resté plus de six jours, ne se voit pas infliger de jours de retard et vient s'inscrire à la suite de ceux qui l'ont précédé pendant ce temps. L'ouvrier qui, chômant au moins depuis une semaine, tombe malade, conserve son numéro d'inscription pendant trois mois. Les chômeurs qui s'abstiennent de venir au contrôle trois jours de suite, perdent leur tour d'inscription. On doit tenir compte des désirs des employeurs, mais leurs choix ne peuvent porter sur les nouveaux arrivants ni sur des ouvriers depuis peu en chômage. Le bureau de placement ne fonctionne pas pendant les grèves qui éclatent chez les employeurs non affiliés. Le bureau doit s'abstenir d'intervenir dans les différends entre employeurs et employés contractants à moins que le comité (curatorium) n'en ait décidé autrement. Les plaintes concernant la conduite des affaires du bureau sont adressées aux chefs de la commission des accommodements (Schlichtungs-commission).

A Hambourg, un certain nombre de patrons de l'industrie du bois (80 environ), fondèrent en 1910 un bureau de placement paritaire (1) sur le modèle de celui de Berlin; la convention conclue pour 5 ans (1910-1915), comportait que les

(1) Bureau ouvert le 21 avril 1911, avait effectué, du 26 avril au 25 septembre, 898 placements,

corporations unies de l'industrie du bois de Hambourg, Altona et Wandsbeck créaient en commun un bureau de placement paritaire, que le comité de surveillance serait formé des deux maîtres-chefs et des deux anciens compagnons (Altgesellen) de Hambourg, du maître-chef et de l'ancien d'Altona et de Wandsbeck.

Les statuts de Berlin étaient ainsi modifiés : le délai après lequel le patron peut embaucher directement des ouvriers sans passer par l'intermédiaire du bureau paritaire est de deux périodes de placement, soit 48 heures au lieu de 24.

Seront favorisés pour le placement :

a) Les ouvriers qui ont chômé longtemps avant la dernière demande de travail.

b) Les plus anciens de la profession où il y a des places vacantes ;

c) Lorsqu'il y a abondance de main-d'œuvre, la préférence sera accordée aux ouvriers les plus anciens qui travaillent dans la ville et qui appartiennent à la profession où il reste des places vacantes.

Les ouvriers qui sont placés pour un travail d'une durée de moins de deux semaines conservent leur numéro d'inscription. Les syndicats ouvriers (Gewerkschaften), dans certaines conventions de tarifs pour user de représailles contre les bureaux de placements patronaux qui employaient de préférence les ouvriers non organisés, les membres des unions Hirsch-Dunker ou des syndicats chrétiens inscrivent des clauses les favorisant au détriment des ouvriers désignés ci dessus.

En 1911, sur 659 conventions de tarifs, 577 désignèrent comme bureaux de placement obligatoires ceux des employés, 2 seulement exigeaient des bureaux patronaux, 54 avaient des bureaux de placement paritaires indépendants, 4 les bureaux de placement des corporations, et 22 une section

professionnelle paritaire rattachée aux bureaux de placement publics.

D'après le *Reichsarbeitsblatt* (1), le nombre des placements effectués par les bureaux de placement paritaires indépendants, c'est-à-dire non rattachés aux offices de travail, s'élevait du 1^{er} décembre 1911 au 1^{er} décembre 1912, à 62.119.

Placements effectués en 1911 (2).

Bureaux de placement des employeurs	765.728
— des corporations. . . .	133 397
— des employés. . . .	298.735
— paritaires professionnels .	47.678
Communaux et subventionnés par les communes.	1.453.507

Bureaux de placement municipaux.

Ce furent des institutions charitables qui jouèrent autrefois le rôle que remplissent aujourd'hui les bureaux de placement publics.

C'est en 1841, sous le patronage de la reine Maria de Saxe, que fut créé à Dresde, par une société philanthropique, le premier bureau pour l'indication de travail et de travailleurs (3). Le but poursuivi était d'indiquer gratuitement de l'ouvrage « aux pauvres gens qui avaient une bonne renommée ». Les patrons n'avaient non plus rien à payer.

Deux ans plus tard, la ville de Leipzig fondait un établissement municipal d'indication de travail qui « devait arrêter

(1) N° 12, p. 912.

(2) *Reichsarbeitsblatt*, n° 3, mars 1912-12 décembre 1912.

(3) Ritzenstein, *Les bureaux de placement en Allemagne, bases historiques*, p. 37.

l'oisiveté si nuisible des pauvres, en leur procurant du travail, en réfutant leur excuse habituelle qu'ils ne pouvaient pas trouver de l'occupation, et devait décharger le bureau de bienfaisance ».

A Lippe, en 1851, avait été fondé par l'État un bureau de placement à l'usage des tuiliers (1). Mais c'est en 1865 que fut ouvert à Stuttgart un bureau pour l'indication de travail par « l'Union pour favoriser l'éducation des ouvriers et le perfectionnement dans leur art », et l'Union professionnelle. A ces deux unions s'associa en 1871 « l'Union pour le bien-être des travailleurs ». La direction et la surveillance du bureau furent confiées à une commission composée de 9 membres, dont trois nommés par chaque union. Un gérant fut chargé de la direction et on lui adjoignit le personnel nécessaire.

Le but poursuivi était d'assurer aux employeurs, ainsi qu'aux employés et ouvriers, une indication gratuite et impartiale de travail et de travailleurs.

On s'occupa également des secours à donner aux ouvriers sans travail ; les déplacements des travailleurs qui avaient trouvé une occupation au loin furent facilités, et l'on s'efforça de supprimer la mendicité à domicile et dans la rue.

Les frais de bureau furent couverts en partie par une taxe d'inscription de 40 pfennigs pour les patrons, et de 20 pfennigs pour les ouvriers. 10 pfennigs étaient remboursés à ces derniers s'ils avertissaient le bureau des bons résultats de leurs démarches, les 20 pfennigs si celles-ci restaient vaines. Les unions associées et les personnes charitables qui s'y intéressaient payèrent le reste jusqu'en 1883, époque à laquelle le bureau put se suffire à lui-même par suite de l'extension de ses affaires.

(1) *Arbeitsmarkt*, 1910-1911, n° 8.

Les patrons pouvaient s'abonner au bureau de placement : des carnets de 10, 20 ou 30 coupons pour lesquels ils payaient 2, 3 et 4 marks étaient mis à leur disposition.

Les employeurs qui habitaient hors de la ville, payaient plus cher, soit 4, 5 et 6 marks.

La déclaration des places vacantes était valable trois mois, et les patrons devaient payer les frais de voyage des ouvriers que les bureaux de placement leur avaient envoyés sur leur demande, dans le cas où ils ne les conservaient pas.

Le bureau de Stuttgart ne s'occupait que du placement des hommes : ouvriers qualifiés, non qualifiés et apprentis. Chaque métier avait son registre d'inscription. De 1865 à 1894, date à laquelle le bureau fut converti en office de travail municipal, furent enregistrées 513.112 demandes se décomposant ainsi : 188.081 places vacantes, 246.581 demandes, 4 329 places vacantes d'apprentis, 3.357 demandes d'apprentis, et 70.764 personnes secourues.

Le bureau de placement de Stuttgart est donc le premier bureau gratuit et d'utilité publique qui ait existé en Allemagne. Le 19 mars 1883 fut fondée à Berlin « la Fédération centrale pour l'indication de travail », qui ouvrit ses bureaux le 15 avril de la même année.

D'après les statuts, « est membre celui qui paye une cotisation annuelle de 4 marks ou de 30 marks, versés en une fois, mais l'admission doit être soumise à l'approbation de la direction ». L'assemblée générale élit la direction qui se compose de 15 membres (1). Ceux-ci désignent à leur tour un comité chargé de la conduite des affaires.

Le placement fut gratuit pour les membres de la fédération,

(1) Ce nombre a été augmenté depuis,

les autres eurent à payer une taxe (1), d'ailleurs bientôt supprimée (en 1887), et l'on ne perçut plus qu'un droit d'inscription de 20 pfennigs payable par le travailleur. Si le premier envoi restait sans résultat, on renouvelait la carte autant de fois que c'était nécessaire pour arriver à placer l'intéressé, à condition toutefois que l'ouvrier revînt de suite après chaque tentative pour donner la réponse.

Ce bureau eut pendant plusieurs années à lutter contre l'indifférence et même contre la méfiance des employeurs, les ouvriers, principalement les qualifiés, n'en firent pas beaucoup usage. Ceci cessa quand le Dr Freund fut élu directeur. Il organisa deux bureaux séparés, l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes, et ayant chacun une administration particulière.

Pour pouvoir organiser le placement par professions, le Dr Freund dut se mettre d'accord avec les principales corporations : d'abord avec celles des peintres en bâtiment, serruriers, ferblantiers, maçons, charpentiers, puis avec les laqueurs, gantiers, cordiers, tanneurs, etc...

On trouvait donc en 1890 en Allemagne, deux bureaux de placement gratuit et d'utilité publique : celui de Stuttgart et celui de Berlin. Une pétition signée par les personnalités s'intéressant aux questions ouvrières et par des membres de diverses fédérations ouvrières fut en 1884 soumise au Reichstag, ainsi qu'un projet de loi tendant à la réglementation par l'Etat de la question du placement. Bien que la Chambre, par un vote presque unanime, eût décidé de remettre la pétition au chancelier de l'empire « comme matériaux pour une solution légale et bienfaisante de la question », les choses en res-

(1) Les employés payaient 0 m. 20 d'inscription et 0 m. 30 pour la carte d'envoi.

tèrent là. Le ministre du commerce prussien s'efforça la même année d'organiser des bureaux de placement publics, mais il ne fut pas plus heureux. Les différents intéressés qu'on avait consultés (direction centrale des industriels allemands, fédérations ouvrières et corporations patronales indépendantes) présentèrent des vues si différentes qu'on n'alla pas plus avant.

Ce n'est qu'après 1890 que l'opinion publique s'intéressa sérieusement au problème du placement (1).

Ce fut M. Lautenschlager, le préposé du tribunal des prud'hommes de Stuttgart, qui donna l'impulsion décisive.

Les corporations avaient en 1892 demandé la création d'un bureau de placement communal sous la direction du président du tribunal des prud'hommes. M. Lautenschlager, dans son mémoire remis à la municipalité en 1893, démontra que : « la commune seule est qualifiée pour organiser un bureau impartial et au-dessus des luttes des partis, que les placements doivent être gratuits pour les travailleurs qui, jusqu'à présent, ont toujours été exploités, étant les plus faibles, et que le bureau de placement communal est une œuvre de prévoyance sociale ; qu'un tel bureau aura un marché, un centre d'affaires beaucoup plus important que tout autre et pourra donner le maximum de satisfaction et de garanties aux employés aussi bien qu'aux employeurs. »

Le projet de M. Lautenschlager ne fut pas immédiatement réalisé, mais servit néanmoins de base à toutes les institutions établies dans la suite.

La crise commerciale et industrielle qui suivit, et l'énorme chômage qui en fut la conséquence, obligèrent les communes à s'occuper de la question. Les villes reconnurent qu'il était

(1) Les premiers bureaux patronaux furent créés en 1888 et 1889.

de leur intérêt « de décharger les bureaux de bienfaisance, d'augmenter la force contributive des travailleurs, de connaître exactement la situation des pauvres, celle des ouvriers, et avant tout de conjurer le danger que présentent toujours les rassemblements des masses ouvrières sans travail ».

Sur ces entrefaites, la Fédération centrale pour l'indication de travail, de Berlin, envoya en 1892, à toutes les grandes villes d'Allemagne, un premier rapport qui contenait, outre un exposé de ses statuts et de son organisation, la prière de prendre en considération la création de bureaux semblables dans toutes les grandes villes de l'empire allemand.

Le résultat de cette démarche fut considérable. De nombreuses réponses arrivèrent demandant des explications et des conseils. En automne 1893, se réunit à Francfort le « Congrès Social » où les hommes des partis les plus contraires (fédération sociale démocrate, corporations patronales et représentants des sciences) discutèrent sur « le chômage et les moyens de procurer du travail aux travailleurs ».

Le projet de M. Lautenschlager obtint en principe l'adhésion générale. Le Congrès se sépara presque complètement d'accord.

Ces discussions provoquèrent un tel intérêt pour la création et l'organisation des bureaux de placement que l'on peut désigner comme point de départ de tout ce mouvement le mois d'octobre 1893 (Congrès social de Francfort).

En octobre 1894, on s'entendit à Stuttgart sur l'organisation du bureau de placement communal, mais Esslingen et Erfurt avaient déjà devancé les autres. Les communes ayant fait le premier pas, les Etats durent prendre position.

Les gouvernements des divers Etats ordonnèrent des enquêtes pour connaître la situation respective de leurs pays et savoir les modes de rapports qui existaient entre les employeurs et les employés.

C'est l'Allemagne du Sud, et en particulier le Wurtemberg, qui, en 1894, entra dans cette voie et laissa loin derrière lui les Etats du Nord « où la lenteur bureaucratique est de rigueur ».

L'office de travail de Stuttgart, qui fut ouvert le 1^{er} avril 1895, se composait d'une section masculine et d'une section féminine. La direction se composait d'une commission de 9 membres et 6 remplaçants sous la présidence du président du tribunal des prud'hommes. Les membres étaient élus ainsi que leurs remplaçants par les prud'hommes qui choisissaient ceux des leurs qui seraient chargés de remplir ces fonctions. Il y avait 4 employeurs et employés élus, et 3 patrons et ouvriers (3) nommés comme suppléants. Celui qui était empêché d'assister à une séance, était remplacé par un suppléant de sa catégorie. Les membres de cette commission recevaient pour chaque séance une indemnité de 3 marks qu'ils ne devaient pas refuser. Les employés du bureau de placement étaient choisis par le conseil municipal qui édictait également une ordonnance réglant la conduite des affaires.

Le placement était gratuit et les frais supportés par la ville. En cas de grève le bureau continuait à fonctionner.

Il y avait donc en 1895, dans le Wurtemberg, deux offices de travail à *base paritaire*, sur le modèle préconisé par Lautenschlager : celui de Stuttgart et celui d'Esslingen qui n'avait été ouvert que peu avant celui de la capitale wurtembergeoise.

Du 1^{er} avril 1895 au 31 décembre, on fit à Stuttgart 5.637 placements, dont 534 placements interlocaux et 37 d'apprentis. Pendant les 5 années qui suivirent furent créés successivement 7, 11, 13, 13 bureaux et 16 en 1899.

La Prusse suivit bientôt l'exemple du Wurtemberg. Après enquêtes, le ministre du commerce déclara dans une circu-

laire aux autorités que l'organisation de bureaux de placement, d'après le projet Lautenschlager lui semblait « une chose désirable ». Cette impulsion ministérielle n'obtint pas un grand succès pratique, bien que les administrations communales eussent organisé de nombreux bureaux de placement (10 dans l'arrondissement de Postdam).

Ils disparurent au bout de peu de temps, ayant le défaut d'être dirigés bureaucratiquement, aussi ni employeurs, ni employés n'en firent usage.

Le décret du 8 mars 1898 apporta une amélioration, il recommandait aux bureaux de placement municipaux d'avoir une administration de corps délibérants (*collegial verwaltung*) composée d'employeurs et d'employés en nombre égal (1).

Un nouveau décret du 18 novembre 1902 recommanda aux préfets d'encourager l'établissement de bureaux de placement dans toutes les villes de 10.000 à 20.000 habitants.

Le premier bureau de placement communal organisé dans le royaume de Saxe fut celui de Chemnitz. Dans les autres villes et centres industriels fonctionnaient les bureaux organisés par les fédérations ouvrières Hirsch-Dunker et les fédérations libres (Lasalle, Marx, von Schweizer).

La nécessité du placement interlocal se fit bientôt sentir là où le placement local fonctionnait bien et l'on songea alors à la centralisation régionale.

(1) C'est la première fois qu'on parle en Prusse d'administration paritaire, sans que ce mot soit prononcé.

En 1908, il y avait en Prusse 82 bureaux de placement municipaux et 16 bureaux fondés par des unions (Berlin) qui étaient administrés d'après le système paritaire.

40 bureaux municipaux et 18 des unions étaient alors administrés bureaucratiquement.

Le Württemberg prit encore la tête de ce mouvement. Quand toutes les villes importantes du royaume eurent organisé des bureaux communaux pour le placement local, le gouvernement déclara, par décret du 17 décembre 1895, que les bureaux de placement locaux devaient être élargis en bureaux interlocaux et que l'Etat prendrait à sa charge tous les frais de la centralisation. Stuttgart fut la Landescentrale. Tous les offices furent reliés par le téléphone. Deux fois par semaine chaque bureau établit sur des formulaires spéciaux, la liste des ouvriers des différents métiers qu'il n'a pu placer, et il envoie cette liste à la centrale de Stuttgart. Celle-ci fait multiplier les listes et les envoie aux autres offices et aux communes de plus de 3.000 habitants. A partir du 1^{er} août 1898, les listes furent envoyées, de mars à novembre, trois fois par semaine à toutes les communes de plus de 2.000 habitants.

Pour faciliter le placement dans les communes qui n'ont pas de bureau de placement, on envoya des formulaires, aux maires, aux « herberge » aux colonies ouvrières avec les explications nécessaires en leur recommandant de s'en servir. Quand les placements ne pouvaient être faits sur place, on envoyait au plus tôt les offres et les demandes sur formulaires à la Centrale. Les administrateurs des offices de travail reçurent pour ce surcroît de travail (listes hebdomadaires etc...), une indemnité de 100 marks par an.

Les employés administratifs des offices de travail tous les ans se réunirent en conférence pour se communiquer leurs idées et expériences, ils reçoivent alors une indemnité et le remboursement de leurs frais de déplacement.

Des imprimés furent également envoyés aux patrons et des annonces parurent dans les journaux des districts qui firent connaître au public les avantages qu'étaient susceptibles de leur procurer les offices de travail ; puis, le 1^{er} avril 1899, le

demi-tarif en 3^e classe fut accordé aux chômeurs envoyés par les bureaux publics.

La Bavière s'occupa également de la question. Après enquête du ministre de l'intérieur, le décret du 30 juin 1894 recommanda l'établissement de bureaux de placement communaux dans toutes les villes importantes et dans les centres industriels. Puis le 1^{er} mars 1898 tous les bureaux communaux furent centralisés aux frais de l'Etat.

Le 1^{er} novembre 1895 avait été ouvert l'office de travail de Munich. Les frais d'aménagement, d'entretien étaient à la charge de la ville, et le placement y était gratuit. En 1900 l'office de Munich était le plus important de l'Allemagne, il avait cinq sections professionnelles 1^o baigneurs, coiffeurs et perruquiers, 2^o boulangers, 3^o relieurs, 4^o potiers, 5^o peintres et laqueurs.

Ses statuts diffèrent quelque peu de ceux de Stuttgart, quoique l'office soit paritaire. Il avait réalisé en 1900, 40.295 placements, dont 5.144 interlocaux.

En 1901, la Bavière accorda également le demi-tarif en 3^e classe aux chômeurs munis d'un bulletin d'un office de travail, mais à condition que le trajet à effectuer fût d'au moins 25 kilomètres (1).

Dans le Grand-Duché de Bade, le gouvernement ne procéda pas aussi énergiquement que les gouvernements de Wurtemberg et de Bavière. Sur l'initiative du conseiller des finances, le Dr Fuchs, on avait créé en 1890 à Carlsruhe un établissement public pour le placement. La « Gerverbevereine » (fédération professionnelle) et douze autres unions d'utilité publique contribuèrent à son organisation.

(1) Cette obligation existe encore aujourd'hui dans les différents Etats de l'Allemagne.

La direction se composait de membres des diverses unions, élus pour deux ans (deux par union). Son président qui était élu par l'assemblée fut, de 1891 à 1902, le Dr Fuchs. Le bureau s'occupait du placement d'employés et d'ouvriers des deux sexes et de domestiques. La taxe perçue des ouvriers de la ville, fut de 20 pfennigs, et elle s'éleva à 0 m. 50 pour les autres. Les employeurs de Carlsruhe payèrent 50 pfennigs, et ceux habitant au dehors 1 mark. Les employeurs pouvaient d'ailleurs prendre un abonnement de 10, 20 ou 30 coupons, qui donnait droit à une réduction importante de tarif. La municipalité avait accordé une subvention de 600 marks qui fut portée à 1.000 en 1894. Le département de Carlsruhe y ajouta 500 marks, et celui de Baden 150 marks, de sorte qu'on put placer gratuitement et organiser des filiales à Kehl et à Offenbourg. Du 12 février au 31 décembre ne furent effectués que 703 placements, mais en 1895 les places procurées s'élevèrent à 8.066. Plusieurs unions, fédérations et corporations du Grand-Duché adhérèrent en 1895, et le succès fut assuré.

En 1892 avait été créé à Fribourg un bureau de placement sur le modèle de celui de Carlsruhe par douze différentes unions, corporations, fédérations catholiques et protestantes, chambre de commerce, etc. En un mot, tous ceux qui s'intéressaient aux questions sociales s'étaient unis pour fonder un établissement qu'on avait reconnu d'utilité publique.

La première année, on dut percevoir une taxe, mais lorsque le département de Fribourg eut accordé en 1895 un crédit de 1.300 marks, la gratuité devint la règle : on ne perçut plus qu'une taxe minime d'inscription, et les employeurs ne continuèrent à rembourser que les frais de port et d'annonces, etc.

En 1894, 19 unions différentes : corporations, fédérations, associations charitables (catholiques, protestantes et israélites), chambre de commerce, etc., fondèrent à Pforzheim un bureau similaire. Les frais d'administration furent couverts par

les cotisations des membres, la ville de Pforzheim donna 600 marks et le département de Carlsruhe, 300 marks.

On ne perçut qu'une taxe insignifiante d'inscription. La ville porta en 1895 sa subvention à 800 marks, et le département à 400 marks.

Mannheim ouvrit, le 2 août 1873, un bureau de placement public et gratuit fondé par les unions, corporations et des personnes privées. Les placements, d'après les statuts, devaient être effectués sans qu'on tînt compte des opinions politiques ou religieuses. Bien que le bureau ne fût pas paritaire, le succès obtenu fut très satisfaisant, car la direction se montra absolument impartiale.

Le Comité était formé de 15 membres pris parmi les corporations participantes, les autorités et les autres membres.

Lorsque les membres particuliers étaient au nombre de 50, ils choisissaient ou élaient parmi eux deux délégués qui pouvaient assister à l'assemblée générale qui avait lieu une fois par an. L'assemblée générale décidait du changement des statuts, de l'élection des membres du comité qui devaient être remplacés, elle recevait enfin le rapport annuel et donnait décharge du caissier.

Depuis 1900, le Cartel des fédérations ouvrières libres et les fédérations chrétiennes sont membres de l'Union centrale de Mannheim. En 1901, fut accordé le demi-tarif en troisième classe aux chômeurs munis d'un bulletin de l'office de travail.

D'autres villes importantes, telles que, Schopfheim, Lorrach, Constance, eurent également à cette époque des bureaux de placement gratuits, mais tous furent créés par l'initiative privée (fédérations, unions, corporations, etc...) qui obtint des secours pécuniaires des municipalités.

L'Etat montra l'intérêt qu'il portait à ces institutions en leur accordant des subventions, une réduction sur les tarifs de chemins de fer (en 1901 demi-tarif en 3^e classe), mais ne chercha pas à les centraliser.

En Alsace-Lorraine, les bureaux de placement publics ne commencèrent à jouer un rôle qu'à partir de 1893. Strasbourg possède un bureau communal depuis 1895. En 1889 avait été fondé à Mulhouse un bureau de placement public et gratuit par le conseiller de commerce Max Frey et cinq autres personnes animées d'idées philanthropiques.

Le 13 septembre 1897, se réunirent à Carlsruhe, sur l'initiative du Privatdocent Dr Jastrow, les délégués des bureaux de placement les plus importants.

La nécessité s'étant fait sentir d'avoir des communications et des rapports réguliers sur tout le marché de travail allemand, on décida de créer un périodique : *der Arbeitsmarkt* (le marché de travail) dont le rédacteur en chef était le Dr Jastrow de Charlottenbourg.

À la suite de la Conférence de Carlsruhe fut fondée, en 1898, la fédération des bureaux de placement publics de la région du Rhin et du Mein qui devint plus tard la fédération de l'Allemagne moyenne avec Francfort comme centre.

Le 4 février 1898, fut fondée à Berlin la confédération générale des bureaux de placement allemands avec le Dr Freund comme président, et le Dr Jastrow comme préposé.

L'Arbeitsmarkt devint l'organe de la confédération.

Commencant en 1898 avec 24 membres, la confédération en compta 68 à la fin de la première année, 128 en 1902, et 462 en 1910. Depuis 1898, la confédération a tenu ses Congrès régulièrement.

Le premier eut lieu le 27 septembre 1898 à Munich, puis en 1900 à Cologne ;

En 1902, à Berlin ;

En 1905, à Wiesbaden ;

En 1908, à Leipzig ;

En 1910, à Breslau ;

En 1912, à Hambourg.

DEUXIÈME PARTIE

CONFÉDÉRATION DES BUREAUX DE PLACEMENT PUBLICS. ORGANISATION ET PLACEMENT DES APPRENTIS

Sources.

Rapport du Congrès de chômage, 1910.
Verband deutscher Arbeitsnachweise.
Die öffentlichen Arbeitsnachweise in Deutschland.
Jahresbericht 1907, 1908, 1909, 1910.
Congrès de Breslau, 1910.
Arbeitsmarkt.
Verband deutscher Arbeitsnachweise.
Jahrbuch, 1911-1912.
Bulletin de l'association contre le chômage, janvier-juin 1912.
Picquenard : les bureaux municipaux de placements en Allemagne

Confédération des bureaux de placement allemands.

« Il y a une quinzaine d'années que le placement public et paritaire a fait son apparition en Allemagne. Dès lors, et presque sans discussion, fut admise cette idée, si caractéristique du système allemand, que le placement public est par nature un service communal (1).

(1) Résumé du rapport présenté par la fédération des bureaux de placement allemands à la conférence internationale du chômage. Paris, 18-21 septembre 1910, t. II, p. 25, Rivière, éditeur.

Le Dr Freund fonda, en 1898, la confédération des bureaux de placement publics allemands qui a pour but d'organiser le marché du travail de l'Allemagne.

A cette confédération, qui a son siège à Berlin, adhèrent des bureaux de placement publics (1) et des bureaux de métiers au nombre d'environ 200.

Les bureaux de placement publics des Etats fédérés et des provinces prussiennes sont groupés en fédérations d'Etats ou provinciales.

« Alors que naguère la confédération ne recommandait la création de fédérations que lorsqu'il y avait déjà dans le district un assez grand nombre de bureaux, maintenant on entreprend tout de suite la création des fédérations (2), qui doivent ouvrir dans leur district les bureaux de placement qui leur semblent répondre à un besoin.

« C'est ainsi que l'on arrivera à couvrir l'Allemagne de bureaux de placement publics comme d'un vaste filet à larges mailles qui se resserreront de plus en plus. »

Les fédérations des Etats fédérés et des provinces prussiennes sont actuellement au nombre de 16.

(1) En 1910, 463 bureaux de placement publics existaient en Allemagne.

(2) *Arbeitsmarkt*, n° 2 du 20 novembre 1911.

Siège.	Nombre de bureaux adhérents	Placements effectués			
		1909-1910		1910-1911	
		hommes	femmes	hommes	femmes
1. Province de Brandebourg : fédération des bureaux de placement de la Marche.					
2. Province de Hesse-Nassau, y compris le Grand-Duché de Hesse et la principauté de Waldeck : fédération des bureaux de placement de l'Allemagne moyenne.					
3. Province de Schleswig-Holstein, y compris les villes hanséatiques : Hambourg et Lübeck, fédération des bureaux de placement de l'Elbe septentrional.					
4. Province rhénane : fédération des bureaux de placement rhénans.					
5. Régence de Liegnitz : fédération centrale pour l'indication du travail et favoriser les ateliers des ouvriers nomades.					
6. Province du Hanovre, y compris le Grand-Duché d'Oldenbourg, la principauté de Schaumbourg-Lippe et le Grand-Duché de Brunswick : fédération des bureaux de placement de la basse Saxe.					
7. Province de Saxe, y compris le Grand-Duché de Saxe-Anhalt : fédération des bureaux de placement de Saxe-Anhalt.					
Berlin			155.506		203.538
Frankfort-s-Mein			74.648		96.627
Kiel	10				
Cologne			42.054		48.566
			68.735		
Liegnitz			9.785		10.789
Hanovre					
Saxe-Anhalt					

Fédérations des provinces prussiennes et des Etats fédérés (*suite*).

	Siège.	Nombre de bureaux adhérents			Placements effectués		
		Pa- ritaires	Bureau- era- tiques	Total	1909-1910		1910-1911
					hommes	femmes	
8. Province de Westphalie : fédération des bureaux de placement de Westphalie.	Münster	6	27	34	62.223	57.022	
9. Royaume de Bavière : fédération des bureaux de placement de la Bavière.	Munich	21	30	51	86.994	106.134	71.166
10. Fédération des bureaux de placement du Palatinat	Ludwigshafen				5.904	7.520	1.560
11. Royaume du Wurtemberg : centrale de l'Etat pour le royaume du Wurtemberg.	Stuttgart			16	55.318	32.089	34.052
12. Royaume de Saxe : fédération des bureaux de placement publics et d'utilité publique.	Leipzig				62.578	24.342	66.869
13. Grand-Duché de Bade : fédération des bureaux de placement badois.	Carlsruhe en Brisgau	6	11	17			28.059
14. Etats thurugiens comprenant Saxe-Weimar, Saxe-Weiningen, Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg, Gotha, Schwartzbourg-Sondershausen, Schwartzbourg-Rudolstadt, Reuss branche aînée, Reuss, ligne cadette : fédération des bureaux de placement des Etats thurugiens.	Iéna						
15. Alsace-Lorraine : fédération des offices de placement alsaciens-lorrains.	Strasbourg	19		19	32.084	9.367	33.978
16. Province de Posen : fédération de Posen (depuis le 1 ^{er} juin 1912).	Posen						12.917

Les fédérations dont nous ne donnons pas les résultats n'étaient pas encore formées quand parurent ces statistiques.

Sont annoncées comme en projet les fédérations ci-dessous :

- 1^o Fédération de la Prusse orientale, siège Königsberg ;
- 2^o — de la Silésie (Basse et Moyenne), siège Breslau.
- 3^o — de la Haute Silésie, siège Kattowitz ;
- 4^o — de la Prusse occidentale, siège Danzig ;
- 5^o — poméranienne, siège Stettin.

Ces fédérations ne se sont pas toutes développées suivant le même type, alors que celles des provinces prussiennes ont pris comme modèle la fédération de l'Allemagne moyenne, d'autres, à l'exemple du Wurtemberg, n'ont pas de fédération proprement dite et prennent l'office de travail le plus important comme bureau centralisateur.

Le grand avantage que présente la fédération de l'Allemagne moyenne, c'est qu'elle groupe presque tous les intéressés (gouvernement royal, administration provinciale, chambres de commerce, chambre de métiers, chambres agricoles, unions des Herberges, municipalités, administrations des arrondissements, etc...) qui sont tous représentés. Les fins égoïstes sont ainsi évitées, et on obtient également une direction impartiale.

L'Empire se charge presque entièrement des frais de la confédération, mais il n'en est pas de même pour les fédérations particulières dont les dépenses sont couvertes par les divers groupes représentés (Etat, province, administrations communales, et corporations).

En Bavière et en Wurtemberg, par contre, les frais des fédérations sont à la charge de l'Etat, mais c'est une exception.

La confédération qui fournit le développement régulier du placement en Allemagne, à base d'utilité publique, s'efforce de favoriser :

1° Le principe paritaire dans l'organisation du placement (1) ;

2° L'échange des connaissances pratiques que les différents bureaux ont acquises, principalement dans les questions techniques administratives ;

3° Le développement de la statistique portant sur les résultats de l'exploitation et les rapports sur l'état du marché du travail ;

4° La création de bureaux de placement et de fédérations provinciales (territoriales) ;

5° Le travail en commun des bureaux de placement et des fédérations réglé de façon à balancer les offres et les demandes des communes et arrondissements de l'empire, comme celles de la ville et de la campagne ;

6° La représentation des intérêts communs au dehors ;

7° Enfin, l'organisation de conférences où sont traitées les questions importantes concernant le placement.

Ne peuvent être membres de la confédération que les bureaux de placement ou fédérations qui ne poursuivent aucun but lucratif et qui n'ont été institués ni dans l'intérêt des patrons, ni des ouvriers.

C'est la direction fédérale qui est chargée d'examiner si les candidats remplissent les conditions exigées.

Les nouvelles admissions sont publiées dans l'organe de la fédération : l'*Arbeitsmarkt*, et on les fait également connaître à l'assemblée fédérale suivante.

On peut appeler des décisions de la direction devant le comité fédéral. L'appel a un effet suspensif.

Tout membre de la fédération, en plus du postulant, a le droit de faire appel dans les quatre semaines qui suivent la publication à l'*Arbeitsmarkt*.

(1) Congrès de Breslau.

Les exclusions sont prononcées par le Comité fédéral lorsque les conditions qui avaient motivé l'admission n'existent plus ou lorsqu'un membre poursuit un but différent de celui que s'est tracé la confédération, mais le bureau ou la fédération incriminée ne peut être exclu sans avoir été entendu.

Celui qui a été exclu a quatre semaines pour en appeler à l'assemblée générale qui décide en dernier ressort.

Les démissions, pour être valables, doivent être adressées par écrit six mois avant la fin de l'année commerciale (1).

Les démissions et les exclusions sont publiées dans l'*Arbeitsmarkt*.

Les cotisations des bureaux communaux varient suivant le nombre d'habitants, elles s'élèvent :

Au-dessous de 10.000 habitants à 5 marks.

de 10.000 à 50.000, à 10 marks.

de 50.000 à 100.000, à 20 marks.

au-dessus de 100.000, à 30 marks.

Les fédérations territoriales ne paient par contre aucune cotisation particulière. Si dans la même commune il y a plusieurs bureaux de placement qui sont membres de la confédération, la direction fixe alors d'une façon équitable la cotisation qui sera demandée à chacun d'eux (2).

Les organes de la confédération sont l'assemblée générale, le Comité fédéral et la direction générale.

L'*assemblée générale* se compose des représentants des bureaux de placement et des fédérations affiliés à la confédération. Chaque membre ne dispose que d'une voix, mais peut envoyer plusieurs représentants.

Les membres qui n'envoient pas de mandataires à l'assemblée fédérale peuvent se faire représenter par un autre mem-

(1) L'année commerciale confédérale part du 1^{er} avril au 31 mars.

(2) Ceci s'applique aux cotisations des chambres agricoles.

bre de la confédération, cependant un délégué ne peut, outre son propre mandat, être chargé de la représentation de plus de cinq autres membres.

Celui qui veut se faire représenter par un autre membre doit en aviser la direction par écrit, dix jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale.

L'assemblée générale statue sur toutes les affaires, en tant qu'elles ne sont pas du ressort du Comité ou de la direction.

Elle se réunit ordinairement tous les deux ans. Les assemblées extraordinaires sont convoquées par le Comité, dans les cas urgents par la direction.

Celle-ci est obligée de le faire lorsque la cinquième partie des membres en fait la demande par écrit en exposant le but et les motifs.

L'époque, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée générale sont fixés par le Comité et par la direction au cas où celle-ci a convoqué l'assemblée. Les membres en doivent avoir communication deux semaines au moins avant la réunion de l'assemblée qui peut discuter et prendre décision sur les sujets mêmes qui ne sont pas à l'ordre au jour, s'il ne s'élève dans son sein aucune protestation.

Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix. Le changement des statuts et la dissolution de la confédération nécessite la majorité des $\frac{3}{4}$ des membres représentés.

Les débats de l'assemblée générale sont dirigés par le président du Comité fédéral ou son représentant. Si tous deux en sont empêchés, l'assemblée se choisit un président.

On doit dresser un procès-verbal des décisions de l'assemblée générale qui doit être signé par son président et par l'administrateur de la confédération.

Le *Comité fédéral* se compose d'au moins quinze membres

qui sont élus par l'assemblée générale pour quatre ans. Le Comité désigne son président, un ou plusieurs remplaçants. Les autres membres sortent par moitié tous les ans. Les premiers sortants sont désignés au sort. Les membres du Comité fédéral restent en fonction, même lorsque leur mandat est terminé, jusqu'à ce qu'une nouvelle élection ait eu lieu.

Si un membre du Comité cesse ses fonctions au cours de son mandat, le Comité doit en élire un autre. Cette élection est faite pour la durée du mandat du membre sortant. Le Comité fédéral, qui a le droit de faire les élections complétives, ne doit en aucun cas se composer de plus de trente membres. Les élections des membres complémentaires doivent être confirmées par l'assemblée générale.

Les différentes parties de l'empire allemand et les fédérations de bureaux de placement les plus importantes doivent avoir, dans l'élection des membres du Comité fédéral, une représentation proportionnée.

Deux directeurs de bureaux de placement au moins doivent être élus membres du Comité.

Le Comité fédéral doit préparer les travaux de l'assemblée générale et exécuter ses décisions. Il fixe les principes généraux de la conduite des affaires et est de plus chargé :

- 1° De l'établissement du budget annuel ;
- 2° De l'examen des comptes annuels ;
- 3° De la décharge du président et de l'administrateur ;
- 4° De la nomination de l'administrateur de la confédération.

Le Comité fédéral se réunit ordinairement chaque année, les séances extraordinaires ont lieu quand le besoin s'en fait sentir. En cas d'urgence, elles sont provoquées par le président, et doivent l'être quand un tiers au moins des membres le demande par écrit en exposant le but et les motifs.

L'époque, le lieu et l'ordre du jour de la séance du Comité

fédéral sont fixés par la direction et par le président au cas où celui-ci aurait provoqué la séance. Le Comité peut discuter et prendre une décision même sur les sujets qui ne sont pas à l'ordre du jour, s'il ne s'élève dans son sein aucune protestation. Ces dernières décisions ne sont valables que si les membres qui n'étaient pas présents à la séance ne soulèvent pas d'opposition dans les huit jours qui suivent la réception du procès-verbal.

Le Comité prend ses décisions à la majorité des membres présents. Un vote écrit n'est admissible que si personne n'y fait d'objection.

On dresse un procès-verbal des décisions du Comité qui doit être signé par le président ou son remplaçant, ainsi que par l'administrateur de la confédération.

Le Comité fédéral fixe le nombre des membres de la direction, leurs suppléants, et les élit. Son président est en même temps président de la direction.

La direction se compose d'au moins trois membres. Elle prépare les décisions du Comité fédéral et les exécute. Elle peut également statuer par ordonnance sur les affaires qui doivent être expédiées par le président ou par l'administrateur, selon les indications du président.

Elle décide aussi des cas où le président et l'administrateur sont autorisés à représenter la confédération.

La direction fixe les dates auxquelles auront lieu les séances régulières. Les séances extraordinaires sont provoquées par le président si le besoin s'en fait sentir. Elles doivent l'être si un tiers ou deux membres au moins de la direction le demandent. Le procès-verbal des achats de la direction est signé par le président ou son remplaçant, et par l'administrateur. La direction ne peut prendre de décision que s'il y a au moins trois membres présents. Si un des membres est empê-

ché de siéger, son suppléant est invité à le remplacer. Les décisions de la direction sont prises à la majorité des voix.

L'administrateur de la confédération expédie les affaires qui lui sont confiées suivant les indications du président. Il prend part aux débats des assemblées du Comité fédéral et de la direction avec voix consultative.

Les assemblées générales ordinaires de la confédération sont suivies de conférences des bureaux de placement où l'on fait des rapports sur l'activité et l'expérience des bureaux de placement et où l'on traite toutes les questions importantes pour les bureaux de placement. Peuvent prendre part également aux débats de la conférence, des personnes qui ne sont pas membres de la confédération.

Les assemblées générales de la confédération ont lieu tous les deux ans, et chaque fois dans une ville différente.

Les fédérations d'Etats ou provinciales réunissent habituellement une fois par an les directeurs des bureaux affiliés qui reçoivent le remboursement de leur voyage en 3^e classe et de leurs frais de séjour (à raison de 6 marks par jour). Les placements effectués en Allemagne par l'ensemble des bureaux de placement publics s'élevaient :

En 1907-1908, à 932.956.

1908-1909, à 913.981 (1).

1909-1910, à 915.331.

1910-1911, à 1.087.439.

Comme aperçu du placement général, l'on peut consulter le tableau suivant ; ainsi que le fait remarquer le Dr Kessler, dans son livre sur les bureaux de placement des unions patronales, les chiffres donnés par les employeurs sont absolument inexacts, très exagérés, aussi ne peuvent-ils pas être comparés à ceux fournis par les bureaux publics :

(1) C'est en 1908 que la dépression commerciale résultant de la crise de 1907 fut la plus intense.

	1909-1910	1910-1911
Bureaux de placement publics . . .	915.331	1.087.439
— patronaux . . .	504.319	915.268
— ouvriers . . .	300.000	300.000
Auberges (herbergen zur Heimat) . .	139.899	159.119
Bureaux de placement professionnels		
paritaires	120.000	120.000
Bureaux de placement des corpora-		
tions	200.000	200.000
Unions commerciales	30.476	35.712
Unions des employés techniques . .	1.812	2.026
Placement agricole :		
a) ouvriers nomades étrangers . . .	80 052	102.907
b) personnel stable	7.732	10.237
Ouvriers nomades industriels étran-		
gers	9.093	10.419

Si nous classons les bureaux publics ayant effectué au moins 1.000 placements en 1910-1911, nous trouvons de 1.000 à 2.500 placements :

Guben, Wilmersdorf, Bromberg, Nordhausen, Göttingen, Hildesheim, Hagen i. W., Herne, Paderborn, Recklinghausen, Soest, Bonn, Coblenz, Neuss, Rheydt, Trier, Freising, Ingolstadt, Landshut, Lindau i. B., Meiningen, Ravensbourg, Bruchsat, Offenbourg i. B., Giessen, Iéna, Rappoltsweiler, Schiltigheim Schlettstadt, Zabern.

C'est-à-dire 30 bureaux.

De 2.501 à 5.000 places :

Danzig, Cottbus, Francfort, Luckenwalde, Postdam, Stettin, Görlitz, Liegnitz, Hall a. S., Questlinbourg, Rendsbourg, Herford, Crefeld, München Gl., Solingen, Fürth, Kaiserslautern, Ludwigshafen, Rosenheim, Straubing, Würzburg, Esslingen, Göppingen, Ludwigsbourg, Baden-Baden, Darm-

stadt, Friedberg, Offenbach a. M., Worms, Braunschweig, Dessau, Colmar, Metz.

Soit 33 bureaux.

De 5.001 à 10.000 places :

Königsberg i. P., Brandenburg, Risdorf, Erfurt, Flensburg, Bielefeld, Hanun i. W., Duisbourg, Regensbourg, Plauen i. V., Heilbronn, Ulm a. D., Heidelberg, Konstanz, Mayence, Gotha.

En tout 16 bureaux.

De 10.001 à 20.000 places :

Charlottenbourg, Schöneberg, Breslau, Kiel, Cassel, Wiesbaden, Barmen, Elberfeld, Augsburg, Fribourg e. Brisgau, Carlsruhe, Mannheim, Pforzheim, Hambourg (Patr. Gesellsch.) Hambourg (A. N. Anstalt von 1848), Mülhouse, Strasbourg.

Soit 17 bureaux.

De 20.001 à 40.000 places :

Posen, Magdebourg, Hannover, Cologne, Nürnberg, Dresde, Leipzig.

Soit 7 bureaux.

De 40.001 à 60.000 places :

Francfort-s/-le-Mein.

De 60.000 à 80.000 places :

Münich et Stuttgart.

Au-dessus de 80.000 places :

Berlin (Union centrale pour le placement).

« En vue de gagner la confiance des intéressés (1), il est préférable que les offices de placement quelque peu importants, soient indépendants de toute autre institution officielle, en particulier, de l'assistance publique et de la police sanitaire ou autre.

(1) Rapport de la fédération au Congrès de chômage, p. 25.

« Il est au contraire sans inconvénients de rapprocher les services de placement d'autres œuvres sociales.

« C'est ainsi que d'heureux rapports ont été établis entre les bureaux de placement, d'une part et, d'autre part, les institutions telles que les bureaux de logements vacants, les consultations juridiques, les bureaux d'écritures pour employés chômeurs. »

Le placement interlocal de Berlin et de ses faubourgs.

Depuis quelques mois fonctionne à Berlin une Centrale pour le placement de Berlin et de ses faubourgs (1).

Tous les jours vers midi un de ses employés téléphone aux différents bureaux pour leur demander s'ils n'auraient pas à leur signaler des places vacantes auxquelles ils ne penseraient pas pouvoir donner satisfaction le jour même ni le lendemain.

Après avoir enregistré ces divers renseignements, le préposé demande s'ils ne connaîtraient pas de chômeurs susceptibles de remplir tel ou tel emploi qui lui a été signalé par d'autres bureaux.

Si la réponse est affirmative, la Centrale prie l'employé d'envoyer l'ouvrier directement chez le patron dont il lui donne le nom, sans le faire passer par le bureau de placement qui a fait connaître la demande de l'employeur en vue d'éviter les pertes de temps.

Mais il peut arriver parfois qu'en raison de sa connaissance parfaite des goûts du patron, le bureau de placement auquel il s'est adressé ne veuille pas faire connaître le nom de l'employeur pour que l'ouvrier vienne d'abord se présenter et

(1) Les faubourgs de Berlin sont au nombre de 130 environ, dont 15 très importants comme Charlottenbourg et Schöneberg.

qu'on voie s'il est à même de remplir les conditions exigées, dans ce cas, l'ouvrier devra se rendre au bureau en question.

Les différents bureaux rivalisant entre eux de zèle, et chacun désirant faire plus de placements que les autres, il eût été à craindre qu'ils n'aient que rarement fait connaître les places libres qu'ils connaissent pour ne pas favoriser le voisin ; aussi dans ce cas de placement interlocal, la fédération autorise-t-elle les deux bureaux à marquer le placement comme effectué par chacun d'eux sur leurs listes locales, mais ce placement unique marqué deux fois est corrigé ensuite dans les statistiques générales. Par ce moyen tous ont satisfaction.

Ce nouveau mode de placement interlocal n'a, comme nous l'avons dit, que quelques mois d'existence, mais on espère par ce moyen obtenir des résultats bien supérieurs à ceux obtenus jusqu'ici :

Placement interlocal des principales villes.

SIÈGE DES BUREAUX DE PLACEMENT	Places vacantes dé- clarées par des pa- trons hors de la ville		Placements effectués		Placements effectués avec l'aide d'autres bureaux			
					Au dehors		Dans le lieu	
	1909-10	1910-11	1909-10	1910-11	1909-10	1910-11	1909-10	1910-11
Aalen	307	278	185	169	68	60	90	83
Augsbourg	4.581	5.241	3.317	3.931	121	175	31	49
Baden-Baden	643	1.099	427	818	79	51	75	91
Bamberg	1.258	1.253	706	723				
Berlin (Union centrale)	2.331	2.676	1.876	1.970				
Bruchsal	814	941	507	510	49	23	75	70
Coblenz	1.354	1.441	956	1.000	64	40	11	41
Crefeld	230	255	191	200	15	49	3.447	4.095
Duisbourg	132	154	73	96	69	84	3.952	5.210
Elberfeld	2.592	2.902	2.235	2.532				
Esslingen	1.088	1.772	799	1.046	135	91	139	294
Flensbourg	4.228	4.003	3.442	3.226				
Francfort-sur-Mein	9.282	10.933	7.165	8.643				
Fribourg-en-Brisgau	7.091	6.230	4.518	3.895	229	204		
Hambourg (Patr. Gesell.)	1.655	2.172	975	1.294		55		
Hamm	1.497	2.260	1.461	1.772				
Hannover	6.087	6.978	4.303	4.764				
Heilbronn	2.158	2.217	1.337	1.195	179	397	98	84
Husum	2.842	1.782	1.001	869	124	126	70	93
Carlsruhe	2.973	3.036	1.846	1.930	11	5	36	19
Konstanz	2.893	3.025	2.204	1.918	86	118	15	41
Ludwigsbourg	1.029	1.326	625	735	29	72	104	208
Metz	5.321	4.941	1.523	1.644		45	32	16
Munich	13.613	16.463	10.541	12.976				
Pforzheim	1.832	2.116	1.108	1.240	45	24	111	146
Rosenheim	4.433	4.770	2.837	2.999				
Strasbourg	4.547	4.552	2.770	2.767	56	58		
Stuttgart	15.426	16.397	10.170	10.153	215	377	319	718
Ulm	3.707	3.698	2.005	1.592	73	148	129	365
Wiesbaden	2.728	3.563	1.406	2.122	56	35	25	17

Comités de plaintes. Tribunaux paritaires.

En Allemagne, presque tous les patrons font partie des syndicats patronaux, ce qui assure à ces associations une vitalité et une autorité avec laquelle il y a lieu de compter.

Ils pratiquent la solidarité à un point tel qu'ils considèrent les offenses faites à l'un d'entre eux comme rejaillissant sur la collectivité, et n'hésitent pas pour se venger, voire même pour des faits de peu d'importance (1), à fermer toutes les usines d'une même industrie, ce qui met sur le pavé des milliers et des centaines de mille d'ouvriers. Cette mesure est non seulement parfois appliquée à une ville entière, mais même à toute une région, c'est ce qu'on appelle le lock-out. « Le lock-out, dit le docteur Kessler, est condamnable lorsqu'il s'agit d'opinions politiques, les ouvriers organisés l'admettent lorsque les patrons se trouvent en présence de voleurs, saboteurs par exemple, mais ils demandent un droit de contrôle. »

Ce qu'ils entendent par là, c'est savoir la raison exacte pour laquelle ils sont jetés à la rue et si le fait incriminé justifie une telle mesure qui entraîne pour beaucoup d'entre eux, vivant au jour le jour, une misère noire.

(1) M. Körster de Berlin cita, au Congrès de Breslau, le fait suivant : « Il était stipulé dans les règlements de l'usine Keiling et Thomas que celui qui ne retirerait pas son chapeau pour saluer aurait trois mois de lock-out, de même celui qui ne serait pas porteur de sa carte d'invalidité. Les ouvriers en question n'ont donc pas de travail pendant le laps de temps fixé. C'est pourquoi, ajoutait-il dans un bel accent d'indignation : empêcher un homme de trouver du travail, c'est pire que la prison, car là on lui trouve du moins, avec l'abri et le chauffage, une nourriture suffisante ! Retirer à un homme le travail, c'est la famine non seulement pour lui, mais pour sa femme et ses enfants. »

Il existe actuellement dans certains métiers des Comités de plaintes chargés de trancher les différends qui peuvent s'élever entre les patrons et les ouvriers ; mais comme ils sont pour la plupart composés exclusivement de patrons, les ouvriers n'y ont pas recours, mettant en doute leur impartialité (1).

Les ouvriers voudraient que ces Comités fussent paritaires, c'est-à-dire composés de patrons et d'ouvriers en nombre égal et présidés par un arbitre impartial, mais les employeurs ne veulent pas en entendre parler.

Il y a lieu néanmoins de citer l'essai qui a été tenté à Hagen-Schwalm, où les ouvriers ont obtenu qu'en cas de plainte contre les bureaux de placement des employeurs, un arbitre impartial nommé par le gouvernement et deux membres de leur organisation serait chargé de statuer sur le conflit.

La confédération des bureaux de placement s'est émue de cette situation et cherche le moyen de donner satisfaction aux deux partis.

Il semble que les employeurs accepteraient de voir l'ouvrier faire appel des décisions rendues par leur Comité de plainte (patronal), à un tribunal paritaire composé de représentants des patrons et des ouvriers qui jugerait en dernier ressort.

C'est dans cette voie que la confédération va faire porter ses efforts.

Modes d'enregistrement des offres et demandes de travail.

Trois systèmes sont en vigueur. Le premier consiste à employer un registre ou livre où l'on inscrit les demandes des ouvriers les unes à la suite des autres, ou à avoir un registre

(1) Congrès de Breslau,

spécial pour chaque profession, mais ce système est par trop compliqué, étant donné qu'il en faut également pour inscrire les offres des patrons.

Ce mode d'enregistrement, qui peut suffire pour de très petites villes, n'est guère plus employé, quoique ce soit le plus ancien.

Le système des cartes ou fiches semble de beaucoup préférable. Les cartes ont les dimensions des cartes postales, elles sont de couleur différente pour pouvoir les distinguer : rougeâtres par exemple pour les patrons et la localité, vertes pour ceux du dehors et jaunes pour les employés. On les range dans des cartonniers divisés en compartiments, l'un pour les patrons, l'autre pour les ouvriers, correspondant aux divers métiers et professions, mais les cases des employés doivent correspondre exactement à celles des employeurs, de sorte que les cartonniers étant placés l'un au-dessus de l'autre, l'employé trouve immédiatement ce qu'il cherche.

L'ouvrier qui arrive, trouve des cartes formulaires au pupitre et inscrit lui-même sa demande : nom, adresse, métier, dernier emploi, lieu de naissance, âge, marié, ou célibataire, etc... Les intéressés préfèrent généralement inscrire eux-mêmes leur demande plutôt que la dicter devant des oreilles indiscrètes, et cela constitue une économie énorme pour le bureau, évaluée au travail d'au moins un employé. Le chômeur présente sa carte au guichet, le préposé la lit, la complète au besoin et cherche dans le cartonnier des offres. Si plusieurs places vacantes peuvent lui convenir, l'employé inscrit sur une carte d'envoi une ou plusieurs adresses (1).

(1) Il vaut mieux en donner plusieurs pour que l'ouvrier, si la première place est déjà occupée ou s'il ne fait pas l'affaire, puisse se présenter dans d'autres places sans retourner au bureau.

L'ouvrier doit faire connaître à l'office du travail la réponse de l'employeur que celui-ci écrit sur la carte d'envoi, soit qu'il la rapporte en personne, soit qu'il l'envoie par la poste (1).

Si la réponse ne parvient pas, on téléphone au patron ou on envoie lui demander si la place est toujours vacante, et on lui envoie des ouvriers jusqu'à ce qu'elle soit prise.

On remet au chômeur, à qui il est impossible de trouver immédiatement du travail, une carte de légitimation constatant que sa demande a été enregistrée. Les offres et demandes des patrons et ouvriers qui ont été satisfaites sont placées dans des cartonniers à part où l'on peut facilement les consulter.

On répond courrier par courrier aux demandes arrivant par lettres. On adresse aux patrons les personnes demandées et on envoie aux ouvriers et employés de préférence les adresses

(1) Les cartes d'envoi sont en général retournées au bureau. Le chômeur qui néglige de la retourner ou qui ne se présente pas chez l'employeur est obligé de se faire inscrire à nouveau ; il perd ainsi son rang et peut même, en cas de récidive, être exclu temporairement du bureau. Dans certains bureaux, notamment à Stuttgart et à Strasbourg, le chômeur est tenu de déposer ses papiers d'identité (généralement sa carte d'invalidité) qui ne lui sont restitués que s'il retourne la carte d'envoi ; lorsque le retour de cette dernière s'effectue par la poste, ses papiers lui sont réexpédiés par la même voie ; à Berlin, le chômeur qui ne retourne pas dans les 24 heures la carte d'envoi, est considéré comme placé, et il doit reverser à nouveau un droit d'inscription de 20 pfennigs, s'il se présente de nouveau au bureau, à moins qu'il ne justifie par une attestation écrite de l'employeur qu'il a été embauché, mais qu'il n'est pas resté plus de 4 jours en place. A Stuttgart, dans la section féminine, les domestiques et les bonnes d'hôtel et de restaurant, doivent consigner une somme de 50 pfennigs qui leur est restituée lorsqu'elles rapportent dans un délai de 3 jours la carte d'envoi ; plus de 40 p. 100 de ces dernières ne revenaient jamais au bureau, depuis, cette proportion s'est abaissée jusqu'à 9 et 8 p. 100 (Picquenard, *Les bureaux municipaux de placement en Allemagne*, p. 11. Imprimerie nationale, 1910).

des employeurs situés dans leur région où l'avis que l'office de travail n'a pas connaissance de place vacante susceptible de les intéresser.

Ceci démontré que le système des cartes facilite beaucoup les opérations de placement.

Le troisième mode d'enregistrement des offres et demandes de travail n'est qu'une combinaison des deux systèmes ci-dessus.

Le placement des apprentis.

De tout temps la question des apprentis fut une question très importante. Au moyen âge elle était réglementée très sévèrement par les corporations, et les maîtres ne pouvaient en avoir plus d'un certain nombre, en vue d'éviter l'engorgement du métier.

La grande industrie, au début, n'eut pas à s'occuper du recrutement de son personnel, la petite industrie lui fournissant les recrues dont elle pouvait avoir besoin, après en avoir fait l'éducation (1).

(1) La plainte formulée autrefois par les « maîtres-artisans » que les apprentis qu'ils forment leur sont enlevés par la grande industrie sans que celle-ci ait participé aux charges de la formation professionnelle, perd aujourd'hui de plus en plus sa raison d'être.

Un dénombrement partiel, fait à titre de sondage dans plusieurs districts administratifs, et portant sur 1.473 établissements, avec 311.364 ouvriers, accusa 40,84 0/0 de qualifiés formés dans la petite industrie et 59,16 0/0 ayant fait leur apprentissage dans la grande industrie même.

A l'appui de ces chiffres, M. l'ingénieur Frolich, dans son rapport, remarque que les ouvriers qualifiés formés dans les petits ateliers deviennent de moins en moins utilisables pour la grande industrie même dans les cas où il s'agit de professions similaires comme celles de serrurier, mécanicien, forgeron. Aussi voit-on apparaître

D'ailleurs, de tout temps, les jeunes gens ont toujours montré plus de goût pour l'usine que l'atelier, aussi peut-on dire que la question de l'apprentissage intéresse principalement la petite industrie. Lorsque les corporations disparurent, les petits patrons se procurèrent leurs apprentis par relations, en faisant des annonces, voire même en s'adressant aux bureaux professionnels.

Depuis une trentaine d'années les corps de métiers et la chambre industrielle prussienne s'intéressèrent tout particulièrement à l'apprentissage, mais les divers essais qui furent tentés n'étaient qu'isolés, ils manquèrent de coordination.

C'est vers 1893 que le premier, le bureau de placement municipal de Schoppheim, petite ville de Wurtemberg, s'occupa du placement des apprentis. L'exemple fut suivi par Stuttgart et Munich, et deux ans après, par Nuremberg (en 1896), puis 9 ans seulement après, par Cologne et Strasbourg (en 1905).

En 1906, Dresde et Berlin mettent cette question à l'ordre du jour, enfin, en 1910, on compte environ 60 bureaux de placement (dont 40 dans le Sud de l'Allemagne) qui s'occupent de l'apprentissage.

Le placement est partout gratuit, mais présente de grandes difficultés. Il y a trop d'offres pour certains métiers, alors que d'autres beaucoup plus rémunérateurs sont complètement délaissés. Ils sont, il est vrai, bien moins brillants.

De plus, les familles nombreuses attendent avec impatience le moment où l'enfant sorti de l'école pourra gagner quelque chose.

de plus en plus dans la grande industrie des ateliers d'apprentissage ou des écoles-ateliers (mouleurs, serruriers, tourneurs, verriers, carrosserie, fabrication de meubles, etc.). *Bulletin de l'Association contre le chômage*, janvier-juin 1912, p. 17 et 18.

Ajouter à cela le logement et la nourriture que les patrons ne veulent plus accorder.

Quelques corporations et chambres de métiers se sont opposées à ce que les bureaux de placement publics s'occupassent du placement des apprentis, par exemple celle de Dusseldorf, sous prétexte que ce privilège leur appartenait par droit historique. Les bureaux de placement publics ne veulent pas monopoliser le placement des apprentis ni en priver les corporations, mais ils doivent s'en occuper pour éviter qu'il ne tombe entre les mains des placeurs professionnels. De l'enquête entreprise en 1907 il résultait qu'il y avait dans le commerce et l'industrie 760.000 jeunes gens (mâles).

La grande industrie en employait 350.000, dont 15.000 seulement recevaient une instruction professionnelle, les autres rien !

Les fabriques ne se sont pas encore occupées de la question de l'éducation de leurs recrues ; n'ayant pas besoin d'ouvriers qualifiés, on se contente d'indiquer aux jeunes gens quelques manipulations spéciales qui les rendent aptes à faire un travail qui est toujours le même et qui n'est qu'une part d'un travail divisé à l'infini.

Si, pour une raison quelconque, le jeune homme doit quitter l'usine, il n'a pas de métier en main et il devra pour vivre devenir manœuvre et grossir les rangs des non qualifiés.

Les apprentis proprement dits eux-mêmes ne reçoivent pas d'instruction technique complète, on se contente de les spécialiser dans telle ou telle partie.

Dans les fabriques de l'industrie du métal, où on a besoin d'un grand nombre d'ouvriers qualifiés, l'instruction des recrues est confiée aux contremaîtres.

Le contact de l'usine est mauvais pour les enfants qui se trouvent avec des ouvriers beaucoup plus âgés. Ceux-ci ne

se gênant pas avec eux, les initient à toutes les turpitudes de la vie.

Gagnant de suite, ils se montrent moins dociles vis-à-vis de leurs parents, contractent de mauvaises habitudes dont a à souffrir leur développement physique et moral.

Nombre de jeunes gens se tournent vers le commerce, sans en avoir les aptitudes, pour être bien habillés et être quelqu'un.

Alors que le commerce regorge de « prolétaires à hauts faux cols », chez les véritables artisans il y a un manque absolu d'apprentis.

37 chambres de commerce n'ont-elles pas déclaré que seuls les serruriers, mécaniciens et électro-moteurs, avaient le nombre de recrues suffisantes ?

A Ulm, en Bavière, on comptait en 1906, sur cinq artisans-patrons, un apprenti ; à Dusseldorf il n'y en avait pas un par patron ; à Munster, l'enquête établissait : un apprenti sur 2,7 patrons. Les bureaux de placement pour les apprentis organisés par les chambres de commerce de Bochum, Dusseldorf, Hanovre, Cologne, et Münster n'ont donné que des résultats médiocres.

Les corporations de l'Allemagne, toutes réunies, n'avaient fait en 1910 que 3.500 placements d'apprentis, la raison en est qu'ils n'inspirent pas confiance aux parents par suite de leur caractère d'intéressé.

Dans les 9 chambres de métiers : Aix-la-Chapelle, Arnsberg, Bremen, Dortmund, Flacsbourg, Gotha, Magdebourg, Oppeln, Stettin, qui, en 1908, s'occupaient des apprentis, le résultat total ne dépassait pas 800 placements, dont 400 pour Dortmund seul.

**Subventions des Etats pour favoriser l'éducation
professionnelle des apprentis.**

Parmi les Etats fédérés allemands qui secourent spécialement l'éducation des apprentis, il faut nommer la Bavière, la Saxe, l'Alsace-Lorraine, le Grand-Duché de Bade, le Wurtemberg, la Hesse et la Prusse (1).

Alors que les trois premiers s'adressent de préférence aux enfants des familles indigentes, les autres, sans s'en préoccuper, ne cherchent qu'à hausser le niveau professionnel et accordent des subventions aux ateliers qui forment des apprentis.

La Fédération alsacienne qui, ces dernières années disposait d'une somme de 600 marks, la faisait répartir par l'intermédiaire des différents offices de placement aux enfants indigents entrés en apprentissage. Ces secours qui étaient donnés au cours de la première et de la deuxième année, au lieu d'être distribués en espèces, consistaient en vêtements, outils, etc...

Mais cette allocation était insuffisante ; devant les réclamations réitérées, l'Empire a promis de la porter à 5.000 marks pour l'année 1913 ; on espère qu'en 1914 elle montera à 10.000 marks.

En Saxe, le ministère de l'intérieur décida en 1911 de mettre à la disposition de chaque chambre de métiers une somme de 1.200 marks destinée à secourir les apprentis indigents dignes d'intérêt.

Ne pouvaient en bénéficier que les apprentis des métiers où ils faisaient défaut, le nombre de ceux qui recevaient des secours ne devait pas annuellement dépasser 20 dans chaque arrondissement.

(1) *Arbeitsmarkt*, n° 9, 20 juin 1912.

Le montant des secours qui ne devaient être accordés qu'à des enfants pauvres, intelligents et ayant une bonne éducation scolaire, pouvait s'élever la 1^{re} année à 60 marks, les années suivantes à 40 marks.

Le secours devait être versé à l'apprenti ou à son représentant légal, ce n'est que dans des cas exceptionnels que ce versement pouvait être fait au patron de l'atelier.

La somme accordée ne devait servir qu'à payer les dépenses nécessitées par l'éducation de l'apprenti, telles qu'apprentissage ou rétributions scolaires. C'est après entente avec la direction de l'école que les chambres de métiers distribuaient les secours.

En vue de favoriser l'apprentissage, sont accordées en Bavière, par décision du 5 janvier 1912, des primes aux artisans maîtres évoquant des enfants indigents et obtenant de bons résultats. Ces primes, qui peuvent s'élever de 50 à 150 marks, sont accordées sur proposition des chambres de métiers. Il n'est pas fixé de somme annuelle déterminée. La plus forte distribution à ce jour atteignait 900 marks.

Dans le Grand Duché de Bade, les ateliers d'apprentissage sont subventionnés par l'Etat. L'allocation varie suivant le métier et le lieu d'habitation du maître. Accordée généralement pour toute la durée de l'apprentissage, elle se monte de 150 à 200 marks. La somme annuelle prévue s'élève à 12.000 marks. Ne peuvent bénéficier de la subvention que ceux ayant titre de maître, bonne renommée, capacité, atelier salubre et bien installé, enfin un ménage régulier. Cette dernière condition est imposée parce que les apprentis logent et prennent leurs repas chez leurs maîtres. Les apprentis doivent être badois, sains physiquement et moralement, jouir d'une bonne renommée, posséder une bonne éducation scolaire et être

aptes à suivre toutes les classes des écoles professionnelles locales.

La subvention est accordée quand le contrat passé avec le maître est signé.

Il existe dans le Grand-Duché de Hesse des ateliers d'apprentissage subventionnés par l'Etat, les prescriptions sont les mêmes que pour le duché de Bade, si ce n'est que l'obligation de logement et de la nourriture n'est pas une condition *sine qua non* pour le patron. De même dans le Württemberg, les secours accordés aux maîtres artisans, s'élèvent en moyenne à 200 marks par apprenti. On ne tient pas compte de l'indigence ni des contributions que le maître peut recevoir.

En Prusse, on vient d'accorder des subventions à la fédération de l'Allemagne moyenne et à la fédération de la Marche.

« Une vive propagande (1) en faveur d'un *service spécial d'orientation professionnelle* est faite par le Professeur Presler de Hanovre. Cette même idée est propagée par MM. Altenrath et Albrecht de Dusseldorf.

« Bref, il s'agit d'un courant d'opinion qui, quelles que soient les différentes modalités proposées ou mises en œuvre, tend dans son ensemble à organiser l'orientation professionnelle sur des bases autonomes, en même temps qu'à la dégager, par une stricte neutralité, des antagonistes qui séparent les différentes formes de placement.

« Quant aux rapports entre le service autonome d'orientation professionnelle et le placement des apprentis, on observe encore à ce sujet un certain flottement dans les idées. Pour suivie jusqu'au bout la nouvelle conception aboutit évidemment à rattacher *le placement lui-même à l'office d'orientation*.

(1) *Bulletin de l'association contre le chômage*, n° 3, 1912.

« L'école, dit M. Wolf (1), ne saurait être chargée toute seule de l'orientation professionnelle, le personnel de l'enseignement n'ayant pas la compétence économique voulue.

« Le médecin est qualifié seulement pour dire si la constitution physique de l'apprenti se prête ou non à tel métier.

« Les bureaux de placement publics eux-mêmes ne suffisent point à la tâche, puisque ce sont les plus déshérités, les plus incapables d'entre les jeunes gens qui s'adressent à eux, tandis que les meilleurs éléments de la jeune génération, appelés à devenir des ouvriers qualifiés, se passent le plus souvent des services des bureaux publics.

« Quant au placement fait par les organisations professionnelles de toute nature, il pêche par la base, étant une institution partielle qui tient compte seulement des intérêts particuliers. Ainsi, une organisation d'employeurs orientera un grand nombre de jeunes gens vers l'industrie ou la profession qu'elle représente, sans se soucier autrement de l'avenir des jeunes gens. Par contre, une organisation de salaires chercha à éloigner de sa profession toute nouvelle recrue.

« Aussi, ajoute M. Wolf, l'office d'orientation professionnelle, dirigé par un spécialiste en économie politique saura apprécier les besoins du marché de travail et diriger impartialement les jeunes gens vers des professions lucratives (2). »

Sont sortis en moyenne dans ces dernières années, des écoles populaires de Berlin (3), environ 26.000 enfants (filles et garçons par moitié). D'après la dernière statistique établie

(1) Rapport du Dr H. Wolf à la 5^e conférence de la *Zentralstelle für Volkswohlfahrt*. *Bulletin de l'association contre le chômage*, n° 2, 1912.

(2) *Bulletin de l'association contre le chômage*, n° 2, 1912.

(3) *Extrait du mémoire de la fédération des bureaux de placement de la Marche concernant le placement des apprentis*, p. 3.

par la députation des écoles, sur les carrières que les enfants avaient l'intention de choisir à leur sortie de l'école (statistique qui peut-être ne sera exacte que dans les grands traits), on nota pour les :

Garçons

Artisans.	4.500
Ouvriers non qualifiés	2.000
Commerce	1.800
Métiers techniques	1.100
Service de bureau	700
Travaux d'art	400
Restent dans la maison paternelle	1.500
Métiers divers.	1.000
Total.	<u>13.000</u>

Jeunes filles

Exploitations commerciales	2.900
Service comme domestique	1.800
Travaux manuels en chambre	1.600
Travail en fabrique	400
Restent dans la maison paternelle	7.000
Total.	<u>13.700</u>

Il est plus difficile d'établir en quelques chiffres les demandes d'apprentis dont les patrons ont besoin. Mais les chiffres suivants des corporations organisées d'artisans pourront peut-être donner un point de repaire.

Pour l'année 1907, il y avait :

	Dans 48 corporations obligatoires	Dans 44 corporations libres
Membres.	16.900	12.304
Apprentis (en tout).	4.698	5.928

Apprentis qui dans le courant

de l'année terminaient leur

apprentissage	1.098	1.528
-------------------------	-------	-------

Environ 2.600 apprentis avaient donc terminé leur apprentissage chez des maîtres-artisans organisés, et ce nombre aurait dû au moins être remplacé. D'après la statistique ci-dessus, plus de 4.000 garçons avaient indiqué des métiers comme futures carrières. On devrait donc croire que les recrues de ces métiers seraient assurées, mais il n'en est pas ainsi. Il est de notoriété publique que la grande majorité de ces garçons veulent apprendre un métier à la mode (serrurier électro-technique, construction d'automobiles, de bicyclettes, etc., mécaniciens et quelques autres branches de l'industrie métallique).

Ces carrières étant encombrées, les garçons, au lieu de se choisir un autre métier, vont dans les exploitations industrielles comme jeunes ouvriers. Aussi le nombre des recrues des métiers manuels diminue-t-il d'une façon très notable. Il est très important également de constater qu'en dehors des artisans organisés, il y en a un grand nombre qui n'appartiennent pas aux corporations, et qui naturellement ont également un grand intérêt à avoir des apprentis.

Le nombre actuel des apprentis n'est même pas stable. Les corporations obligatoires avaient par exemple, en 1906 : 5.763 apprentis, en 1907 leurs membres s'étaient accrus, et le nombre des apprentis était descendu à 4.698. Cette différence met mieux en lumière le triste état de cette question vitale pour les métiers manuels (1).

Il ne faut pas se dissimuler que la question du placement

(1) Extrait du mémoire de la fédération des bureaux de placement de la Marche concernant le placement des apprentis.

des apprentis est en première ligne une *question d'éducation du peuple*, les questions de métier, de l'industrie et du commerce, ne viennent qu'après (1).

...Pour arriver à un bon résultat, il faut le concours et la bonne volonté de tous : chambres de commerce, de l'industrie et d'écritures, corporations, patrons et ouvriers, écoles et professeurs, parents et jeunes gens, il faut l'expérience et le savoir faire des bureaux de placement publics, leur activité impartiale et consciencieuse qui doit inspirer confiance aux deux partis.

Le placement des apprentis pour Berlin et Grand Berlin.

Depuis octobre 1912 est centralisé à Berlin le placement des apprentis, dont les bureaux de placement des faubourgs sont déchargés.

Un Comité qui réunit les représentants des intéressés vient d'être constitué sur l'initiative du Dr Freund, et l'on en attend les meilleurs résultats.

Des soirées sont organisées où sont invités les élèves sortant de l'école et leurs parents.

Ce que l'on veut, c'est non seulement éclairer les enfants sur les aptitudes, les diriger vers des métiers qualifiés et en rapport avec leurs facultés physiques et mentales, mais encore les orienter vers les métiers où l'absence de main-d'œuvre se fait le plus sentir, c'est-à-dire vers la petite industrie.

Les difficultés seront grandes, car la jeunesse actuelle est fortement prévenue contre elles.

Le Dr Freund nous disait que l'on n'avait pas l'intention de s'adresser de suite à la grande industrie, mais que, comme

(1) Dr Altenrath de Berlin au Congrès de Breslau, 1910.

elle a besoin elle aussi de main-d'œuvre, il est vraisemblable qu'en voyant les résultats obtenus, elle viendrait d'elle-même demander à avoir des représentants au sein du Comité.

On a également l'intention d'accorder des subsides aux familles pauvres et nombreuses dont les enfants présenteraient des aptitudes spéciales réelles pour l'apprentissage.

La question la plus importante reste à étudier, c'est de savoir si cette subvention serait accordée pendant tout l'apprentissage (3 ans par exemple) ou seulement pendant une partie, mais elle est subordonnée aux ressources dont le Comité dispose. En vue de frapper l'imagination des enfants et de leur faire connaître les métiers, le Dr Freund a entamé des pourparlers avec le représentant de la maison française Pathé pour éditer des films reproduisant les différentes phases des métiers, et il espère s'entendre avec les directeurs des théâtres pour pouvoir donner ces représentations cinématographiques l'après-midi.

Le Dr Freund attend beaucoup de cette nouvelle organisation du placement des apprentis. Le Comité, nous disait-il, ne réunit-il pas tous les facteurs intéressés ?

STATUTS

Pour la Centrale du placement des apprentis dans Grand-Berlin (Berlin et ses faubourgs).

ART. 1^{er}. — La Centrale pour le placement des apprentis dans Grand-Berlin est une institution de la Fédération des bureaux de placement de la Marche (de Brandebourg). La Centrale étend son activité sur la Fédération de Grand-Berlin, Potsdam inclusivement.

ART 2. — L'administration de cette Centrale est confiée à un Comité.

Le Comité se compose ainsi :

- 1° Un représentant de l'administration provinciale ;
- 2° Deux représentants des cercles des juges tutélaires ;
- 3° Un membre de la direction de la fédération des bureaux de placement de la Marche ;
- 4° Un délégué du conseil aulique des écoles populaires de la ville de Berlin ;
- 5° Le président de la députation des orphelins de la ville de Berlin ;
- 6° Un représentant de chacune des villes suivantes : Charlottenbourg, Rixdorf (1) et Lichtenberg ;
- 7° Deux représentants des chambres de métiers ;
- 8° Un représentant du Comité des corporations berlinoises ;
- 9° Un délégué des représentants des intérêts du commerce et de l'industrie de Grand-Berlin ;
- 10° Un représentant des fédérations d'aides du commerce et de l'industrie ;
- 11° Deux représentants des unions des instituteurs berlinois ;
- 12° Un représentant de chacune des unions suivantes :
Centrale allemande pour la prévoyance de la jeunesse, Berlin.

Conseil bénévole d'éducation pour les orphelins quittant l'école, Berlin.

Fédération des unions des jeunes gens berlinois.

Cartel des bureaux de renseignements pour les carrières féminines.

Le Comité a le droit de s'adjoindre des membres supplémentaires.

(1) Appelée Neu Kölln depuis 1912.

Le président de la Fédération des bureaux de placement de la Marche est en même temps président du Comité. Il a le droit de se faire représenter.

ART. 3. — Les employés de la Centrale sont nommés sur la proposition du Comité par le président de la fédération des bureaux de placement de la Marche, l'administrateur de la fédération est en même temps administrateur de la Centrale.

ART. 4. — Les règlements relatifs à la marche des affaires de la Centrale sont fixés par le Comité, ils doivent être ratifiés par la direction de la fédération des bureaux de placement de la Marche. Le placement est gratuit pour les deux partis.

ART. 5. — Le Comité se réunit suivant les besoins, au moins deux fois par an. Le président du Comité est tenu de provoquer une séance extraordinaire, quand au moins huit membres en font la demande par écrit en exposant le but et les motifs.

Le Comité peut prendre des décisions, si la moitié des membres au moins est présente. Les décisions sont prises à la majorité des voix, à égalité de voix, celle du président est prépondérante.

ART. 6. — Chaque année il faut établir un projet de budget qui doit être ratifié par la direction de la fédération des bureaux de placement de la Marche. Le compte annuel est accepté par le Comité après avoir été examiné par la direction de la fédération des bureaux de placement de la Marche.

L'année commerciale est close le 31 mars.

Numéro

Groupe professionnel.

Centrale pour le placement des apprentis dans Grand-Berlin.*Feuille de demande*

pour l'élève

Ecole (élémentaire ou complémentaire)

Numéro

Classe fréquentée en dernier lieu

Combien de temps

Nom et prénom

Jour et lieu de naissance

Demeure

Nom et métier du père

(Du représentant légal)

Quel métier l'élève veut-il choisir ?

Les parents peuvent-ils payer les frais de nourriture et de
logement pendant l'apprentissage ?

Les parents peuvent-ils payer l'apprentissage ?

Accepterait-il une place d'apprenti hors de la ville ?

L'élève a-t-il déjà choisi un atelier ?

Dans quel métier ? Chez qui ?

Signature du père (du représentant légal) pour confirmer
qu'il désire que la Centrale serve d'intermédiaire ?

Remarques éventuelles du médecin sur les capacités physi-
ques.

Remarques de l'école.

Signature et adresse

Si l'on ne désire pas mettre l'enfant en apprentissage, en
indiquer les raisons ?

L'avis de la Centrale doit être adressé à...

Remarques sur le placement effectué.

**Projet de budget de la Centrale pour le placement des
apprentis de Grand-Berlin pour l'année 1912-1913.**

Recettes.

1. Subvention du ministre du commerce de Prusse.	2.000 marks
2. Subvention des communes de Grand- Berlin.	4.000 —
3. Secours de fondations (Jacob-Plaut-Stif- tung).	2.000 —
4. Contributions :	
a) de la chambre des métiers.	3.000 —
b) de la chambre de commerce, etc.	750 —
c) des unions intéressées.	1.000 —
d) divers.	250 —
Total.	13.000 —

REMARQUE. — La fédération des bureaux de placement de la Marche a mis 3.000 marks à la disposition de la Centrale pour ses frais de première installation.

Dépenses.

1. Emoluments du directeur de la Centrale.	3.000 marks
2. Adjoint.	1.500 —
3. Frais d'imprimés.	2.500 —
4. Port et frais téléphoniques.	1.200 —
5. Installation de bureaux.	800 —
6. Loyer, nettoyage, chauffage et éclairage.	1.000 —
7. Secours à des postulants nécessaires.	2.000 —
8. Divers.	1.000 —
Total.	13.000 —

CONCLUSIONS.

« Que si donc on entend, en organisant l'orientation professionnelle, en unifiant le placement des apprentis, poursuivre d'abord et surtout le retour des jeunes gens vers la petite industrie, ces aspirations semblent devoir se heurter, surtout dans un pays comme l'Allemagne, à la barrière infranchissable qu'oppose à la réalisation de ce programme, la tendance générale de l'évolution économique, nettement hostile au développement de la petite industrie.

« Il est vrai que les protagonistes de cette dernière comptent beaucoup sur les efforts qui, en Allemagne, se font jour depuis quelque temps dans le domaine de la technique des petits ateliers et qui tendent à orienter la petite industrie vers la fabrication des produits de haute qualité, supérieurs aux produits similaires de la grande industrie. Il s'agirait donc d'une tendance nouvelle qui serait capable, sinon de contre-carrer la tendance économique générale, du moins d'affaiblir ses effets meurtriers pour la petite industrie. ... Tant que les efforts en question n'auront pas abouti à des résultats sensibles, il serait prématuré et décevant d'orienter systématiquement le placement des apprentis vers la petite industrie (1).

Tableau des Placements (des apprentis) les plus importants effectués par les bureaux publics.

	1910-11	1909-10
Munich	1.142	1.406
Nürnberg	578	538
Pforzheim	577	621
Strasbourg	375	268
Stuttgart	308	360

(1) *Bulletin de l'association contre le chômage*, n^{os} 1 et 2, 1912.

	1910-11	1909-10
Carlsruhe.	289	247
Berlin (Union Centrale.	254	283
Dormtund (1910 et 1909)		436
Mulhouse	207	156
Posen.	189	217
Fribourg-en-Brisgau	159	126
Hambourg (Patr-Gesell.)	141	107
Straubing	101	112
Augsbourg	100	88
Magdebourg	98	56
Ludwigshafen	97	89
Göppingen.	79	
Kaiserslautern	79	59
Regensbourg	79	76
Bomberg	75	46
Heilbronn	75	49
Constance	66	46
Colmar	64	48
Plauen	63	17
Schlestsdat	55	17
Brandenbourg	54	29
Esslingen	54	32
Ludwigsbourg.	51	61
Baden-Baden	47	19
Rixdorf	47	
Landshut	44	43
Hannovre	43	38
Barmen	42	35
Ingolstadt	41	38
Gotha	35	39
Paderborn	35	

	1910-11	1909-10
Bruchsat	33	32
Brunschwig	28	20
Münster	28	28
Cassel	27	14
Darnestadt	27	31
Oberhausen.	26	1
Bayreuth	25	25
Weinheim	24	6
Rappoltsweiler	23	13
Ulm	23	5
Ilerford	21	19
Solingen	21	39
Fürth	20	29
Scelingenstadt	19	8
Charlottenbourg.	18	15
Mayence.	17	13
Quedlinbourg	17	4
Wiesbaden	17	13
Postdam	15	37
Lönach	13	20
Rosenheim, ...	13	11
Schiltigheim	13	14
Zabern	13	15
Aix-la-Chapelle	12	
Crefeld	12	4
Offenbourg i. B.	12	14
Traunstein	12	11
Würzburg.	12	

TROISIÈME PARTIE

BERLIN, COLOGNE ET L'ALLEMAGNE MOYENNE

Union centrale de Berlin, Schöneberg, Cologne, Fédération de l'Allemagne moyenne, Francfort, Wiesbaden.

Sources.

Zentral-Verein für Arbeits-Nachweis zu Berlin.

Geschäfts-Bericht für das Jahr 1909, 1910.

Congrès des bureaux de placement allemands de Leipzig, 1908.

Union centrale de Berlin.

L'Union centrale des bureaux de placement de Berlin est l'institution la plus importante s'occupant de placement que l'on trouve en Allemagne.

C'est une société privée, mais où la municipalité est largement représentée. Son Comité central, qui a à sa tête le Dr Freund, le président de la confédération des bureaux de placement allemands, se compose de 24 membres nommés par l'assemblée générale, et de 8 membres représentants des patrons (4) et des ouvriers (4) élus par le Comité du tribunal des métiers (conseil des prud'hommes). L'Union centrale a deux succursales à Rummelsbourg, et à Reinickendorf, deux

faubourgs de Berlin ; mais, comme on pourra s'en assurer, leurs résultats sont très médiocres.

Le bureau de placement principal est installé Gormanstrasse, 13, se compose de deux grands bâtiments, réservés, l'un aux ouvriers qualifiés, l'autre aux ouvriers professionnels. La première de ces constructions a une salle d'attente contenant 1.400 places assises. On trouve en outre neuf autres grandes salles d'attente, contenant jusqu'à 400 places. Les parois des bureaux sont en verre, et ils sont séparés par des salles d'attente. L'accès des tables et des bureaux est réglé de façon à éviter toute confusion.

Actuellement l'on construit un troisième bâtiment qui sera réservé à l'industrie hôtelière.

L'Union centrale comprend 19 sections (y compris les deux succursales des faubourgs, et celle des domestiques établie en 1907 dans la Linkstrasse pour concurrencer les placeurs professionnels). Ces sections sont surveillées par un « curatorium » (1) dont le président est toujours un conseiller municipal (dans 7 cas) ou un membre du tribunal des métiers (4 cas). Le président est assisté de représentants des patrons et des ouvriers en nombre égal (4 généralement de part et d'autre), d'un administrateur ou d'une directrice.

Chez les travailleurs non qualifiés, les membres ouvriers des commissions sont désignés par le conseil des prud'hommes. Les patrons, membres des commissions des sections professionnelles, sont élus par leurs corporations, les délégués ouvriers par leurs syndicats respectifs. L'élection est faite pour deux ans.

Les commissions ont le droit de surveiller le placement en général, et leurs membres doivent faire des inspections régulières. Ils statuent sur les plaintes concernant les em-

(1) Comité de surveillance.

ployés ou le fonctionnement des bureaux de placement qui leur sont adressées par les patrons ou les ouvriers, et tiennent conseil sur tout ce qui touche à leur section.

Les commissions décident aussi du choix des employés des bureaux et des conditions de l'emploi.

Le président n'a que voix consultative, égalité de voix signifie rejet de la proposition.

Le curatorium, en un mot, est l'instance qui décide du côté pratique administratif et est également le poste de confiance des patrons et des ouvriers.

La première section comprend les bureaux de placement :

a) Du personnel masculin non qualifié (manœuvres, cochers, domestiques, etc...);

b) Des jeunes ouvriers ;

c) Des apprentis ;

d) Du personnel féminin ;

e) Des ouvriers et ouvrières de la ville ;

f) Des ferblantiers et poseurs de tuyaux ;

g) Des ouvriers travaillant les cuirs glacés et blancs ;

Le président de cette section, qui est la plus importante, est le Dr Freund.

La deuxième section comprend le bureau de placement des peintres et vernisseurs.

La 3^e celui des serruriers ;

La 4^e celui des repasseurs et blanchisseurs des deux sexes ;

La 5^e celui des tapissiers ;

La 6^e celui des relieurs des deux sexes et des métiers similaires ;

La 7^e celui des stucateurs ;

La 8^e celui des couvreurs ;

La 9^e celui des machinistes et chauffeurs ;

La 10^e celui des boulangers ;

La 11^e s'adresse à l'industrie du bois ;
 La 12^e est celle des portiers et des « lifts » ;
 La 13^e celle des brasseurs ;
 La 14^e celle des typographes ;
 La 15^e celle des paveurs et carreleurs ;
 La 16^e est la succursale de Rummelsbourg ;
 La 17^e celle de Renückendorf ;
 La 18^e celle des domestiques pour la Gormanstrasse ;
 La 19^e la succursale pour le placement des domestiques,
 est située Linkstrasse, 11.

Ceux qui se font inscrire payent un droit d'inscription de 0 m. 20 qui n'est pas remboursé, mais cette règle n'est pas uniforme, dans plusieurs sections professionnelles ne payent que ceux qui ne sont pas affiliés à l'Union.

Chez les servantes ne payent que les patrons (2 marks), les membres de l'Union ne sont astreints qu'à la moitié de la taxe.

Les placements effectués par l'Union dans ces deux dernières années sont les suivants :

*Statistique des placements effectués par l'Union
centrale de Berlin.*

Années	Hommes	Femmes	Total
1902.	28.235	2.299	30.554
1903.	41.770	6 846	46.616
1904.	58.749	8.268	67.017
1905.	80.847	11.342	92.190
1906.	84.375	15.182	99.557
1907.	77.629	18.049	95.678
1908.	65.942	18.303	84.245
1909.			99.827
1910.	110.975	28.843	139.818
1911.	141.062	37.480	178.542

De 1907 à 1909 on constate une régression qui ne dura pas,

puisque dès 1909 les résultats s'élèvent à 99.827 pour atteindre en 1911-1912, 178.542 (chiffre deux fois plus élevé que celui de 1908, où la crise était la plus aiguë).

Il est curieux de constater qu'alors que le nombre des travailleurs masculins diminuait, celui des femmes augmentait.

Du tableau publié par le ministre du commerce le 1^{er} janvier 1911, il résulte que le nombre des bureaux de placement publics prussiens s'élève à 265, enregistrant environ 1.200.000 demandes de travail, 840.000 places vacantes et 650.000 placements effectués.

En étudiant les résultats statistiques ci-dessous de l'année 1910, nous voyons que l'Union centrale de Berlin a à elle seule fait plus du sixième du placement total, laissant loin derrière elle les grands bureaux de Francfort-sur-le-Mein et de Wiesbaden.

Le développement que prend l'Union centrale montre la confiance et l'intérêt que lui témoignent les deux intéressés que sont les patrons et les ouvriers. La direction s'efforce de donner le plus possible satisfaction aux revendications autorisées des patrons et des ouvriers.

Si le principe paritaire est garanti, ce qui se manifeste par le choix d'un curatorium composé d'employeurs, d'employés et d'un président impartial, alors la direction laisse à ce curatorium même le soin de diriger les affaires des sections particulières et des sections professionnelles de la fédération centrale, selon les besoins du travail.

Quelques sections professionnelles ont mis en usage le système du numéro d'ordre forcé, d'autres un délai d'inscription plus ou moins long. Certaines se servent d'un catalogue à fiches, d'autres ont en plus une liste, bref chaque curatorium est libre de diriger ses affaires à sa guise, car ses membres sont mieux à même de connaître les besoins de la branche de l'industrie qu'ils représentent.

Aperçu de l'activité placière de l'Union centrale pour l'indication du travail et des sections professionnelles adhérentes pour l'année 1910-1911.

	Personnes inscrites		Places vacantes		Placements effectués	
	1911	1910	1911	1910	1911	1910
A. HOMMES						
Section des ouvriers non qualifiés plus âgés	46.401	42.200	34.156	30.920	30.972	28.069
— juvéniles	16.200	15.735	17.724	16.904	14.089	13.846
— apprentis	811	729	909	913	240	166
— ouvriers urbains	108	122	652	428	625	406
— peintres et vernisseurs	13.033	11.659	13.253	10.289	7.859	7.218
— serruriers	8.124	6.286	4.012	2.464	3.618	2.389
— ferblantiers et poseurs de tuyaux	2.424	2.592	1.472	1.589	1.124	1.124
— tapissiers	4.137	3.936	3.268	3.272	2.275	2.219
— relieurs	6.653	2.704	5.969	2.257	5.352	1.611
— corroyeurs	370	384	189	119	151	101
— stucateurs	2.951	2.009	1.438	316	1.388	310
— couvreurs	1.531	1.675	568	845	560	727
— machinistes et chauffeurs . . .	1.276	1.142	841	771	770	686
— brasseurs	10.713	8.847	8.887	6.978	8.321	6.463
— boulangers	17.491	11.293	15.831	10.166	15.589	10.057
Section de l'industrie du bois . .	52.864	46.078	44.415	34.186	37.628	27.116
— portiers et conducteurs d'ascenseur	1.670	828	1.890	878	800	264
— typographes	8.468	8.351	7.513	5.745	7.513	5.745
— tailleurs et paveurs	2.306	2.404	827	1.069	674	898
— ouvriers agricoles	23		88		74	
Filiale de Reinickendorf	1.072	921	1.624	1.110	879	747
» de Rummelsbourg	621	647	703	682	621	647
Total	198.947	170.542	166.227	131.901	141.062	110.975
B. FEMMES						
Section des ouvrières non qualifiées	28.231	23.516	26.102	23.886	22.850	19.853
— ouvrières urbaines			48	20	40	20
— ouvrières juvéniles	1.170	934	1.288	1.499	720	708
Section des blanchisseuses . . .	1.877	1.274	2.088	1.631	1.549	978
— des relieuses	7.720	3.570	8.320	4.602	6.360	2.569
Personnel domestique (dans la Linkstrasse)	4.279	4.635	11.215	10.713	3.346	3.076
Femmes de ménage (dans la Linkstrasse)	1.819	887	1.719	926	1.376	573
Personnel domestique (dans la Gormanstrasse)	1.473	1.170	3.358	3.538	1.169	1.031
Ouvrières agricoles (dans la Gormanstrasse)	5		5		5	
Filiale de Reinickendorf	39	13	267	85	29	8
» de Rummelsbourg	36	27	85	45	36	27
Total	46.649	36.026	54.495	46.935	37.480	28.843
C. HOMMES ET FEMMES						
	245.596	206.568	220.722	178.836	178.542	139.818

(1) La section des ouvriers agricoles fut inaugurée le 15 septembre 1911.

L'Union centrale a, dans ces dernières années, étendu considérablement son rayon d'action, aussi voit-elle se développer devant elle un grand champ d'action.

Pour atteindre ce but, elle a besoin de grandes ressources, et la ville de Berlin certainement, qui, jusqu'ici, a donné tout ce qu'on attendait d'elle, ne faillira pas à sa tâche (1). La ville, disait l'inspecteur Steffen au Congrès de Leipzig, a le plus grand intérêt à ne pas prendre le bureau de placement en régie directe, car une subvention même très élevée charge moins son budget.

Les bureaux de placement des ouvriers qualifiés et des spécialistes entraînant de fortes dépenses (appointements des employés, loyers, imprimés), les syndicats pourraient en payer une partie en se les partageant entre eux, ou les patrons payer seuls le tout ; dans ce cas, les ouvriers y contribueraient par une taxe minime pour chaque placement.

Le bureau principal des ouvriers non qualifiés attendant à la grande salle où peuvent tenir 4.000 chômeurs est muni sur ses quatre côtés de 10 guichets, de sorte que, même en cas de grande affluence, toute poussée est impossible. Des bancs à dossiers se trouvent dans toutes les salles, la ventilation et le chauffage fonctionnent convenablement.

Les ateliers des cordonniers et des tailleurs exécutent pour 0 m. 10 des réparations parfois indispensables. La salle de douches, située dans le sous-sol, contient 15 cellules, mais les travailleurs qui en usent sont fort rares, quoique le prix en soit très modique (0 m. 10), néanmoins le samedi est le jour où on en compte le plus.

La bibliothèque mise à la disposition des chômeurs est assez

(1) La subvention de la ville s'élevait, en 1911-1912, à 63.000 marks contre 59.000 en 1910-1911.

importante, on y trouve tous les périodiques de Berlin. En principe, on n'indique de travail qu'aux personnes présentes au bureau ; l'attente pouvant se prolonger, il y a une cantine où les travailleurs peuvent se restaurer au plus juste prix, ce qui ne l'empêche pas de produire de gros bénéfices, puisqu'ils sont, dans le projet de budget de 1912, évalués à 14.500 marks. L'Union centrale dispose de 7 lignes téléphoniques, aussi est-il très rare que ceux qui s'adressent au bureau n'aient pas immédiatement la communication.

Pour l'enregistrement des demandes, on emploie à Berlin le système des fiches par blocs de 500 et se composant de deux parties : un coupon et un talon qui reste adhérent à la reliure. Coupons et talons portent le même numéro d'ordre de 1 à 500. Le talon porte : date, nom, adresse, né le, à, étranger, marié, célibataire, occupé en dernier lieu, sans travail depuis, dans quelle profession ou branche ; au-dessous d'un trait horizontal : travail indiqué, entré le, salaire.

La première partie du talon est remplie par l'employé du bureau d'après la carte d'invalidité et les certificats de l'ouvrier, la deuxième le sera quand le chômeur aura trouvé du travail. L'employé du bureau inscrit sur le coupon le nom du postulant et la date, puis le lui remet contre la taxe d'inscription de 0 m. 20 (dans les sections où le droit d'inscription est d'usage, autrement gratuitement). Au dos du coupon sont imprimés de courts extraits du règlement, il sert à l'ouvrier de certificat d'inscription, est valable pour 3 mois et donne accès à la salle d'attente où l'ouvrier se rend de suite.

Les formulaires-fiches pour l'inscription des places vacantes portent : nom de l'employeur, adresse, profession, nombre de personnes demandées, en qualité de..., salaire offert, autres conditions, durée de travail ; au-dessous d'un trait horizontal : résultat. Il faut tâcher d'obtenir de l'employeur des

indications très exactes sur le salaire, les conditions, heures de travail, etc..., les inscrire sur les fiches et les faire remarquer au chômeur pour qu'il ne se présente que si les conditions lui conviennent.

L'employé du bureau de placement se rend avec la fiche dans la salle d'attente et publie l'offre et les conditions, sans nommer l'employeur. Il choisit ensuite, parmi les ouvriers qui se présentent, celui qui lui paraît remplir le mieux les conditions (si l'on demande un jeune homme, il ne faut pas envoyer un vieillard, ni un malingre si l'on demande un homme robuste) ; à titres égaux il donne la préférence à ceux qui sont depuis le plus longtemps sans travail, place les pères de famille avant les célibataires, les travailleurs appartenant à la commune avant les nomades. Mais l'employé ne doit pas se laisser influencer par des considérations secondaires, car si l'on envoie des ouvriers incapables d'exécuter le travail indiqué, l'employeur mécontent s'adressera ailleurs.

Les ouvriers qualifiés et les spécialistes, peuvent être envoyés d'après les numéros d'inscription, tous ayant appris le métier comme on peut s'en assurer par leurs certificats. L'ouvrier ne peut être astreint à accepter le premier emploi proposé : il peut avoir des raisons pour refuser, et s'il y a plusieurs emplois vacants, on peut lui en laisser le choix.

L'employé du bureau de placement remet à l'ouvrier choisi une carte d'envoi en échange de son certificat d'inscription, et le chômeur se rend sans délai à l'adresse indiquée.

Accepté ou non, il doit, dans les 24 heures, rapporter une réponse, et la carte d'envoi visée par le patron. Si celui-ci garde et occupe immédiatement l'ouvrier, il devra téléphoner ou écrire pour en avvertir le bureau de placement. L'ouvrier perd son inscription et son numéro d'ordre, si dans les 24 heures il n'a pas donné de réponse ; il peut se faire inscrire à nouveau,

mais ne vient qu'après ses camarades. Par ce moyen, 90 0/0 des cartes d'envoi reviennent.

Si le résultat a été négatif, on envoie un autre ouvrier en tenant compte des raisons du refus que le patron aura indiquées sur la carte. On téléphone au patron pour savoir s'il a engagé l'un des ouvriers envoyés, à quelles conditions, et si l'emploi est encore vacant ? Les résultats des engagements et les conditions sont inscrits sur les talons respectifs et classés, cela permet de contrôler ce que l'ouvrier est devenu.

On a beaucoup critiqué la taxe de 0 m. 20 comme contraire au principe de gratuité et comme étant une charge pour l'ouvrier. Est-ce bien exact ? Les cartes sont en effet valables pour 3 mois (pour les peintres en bâtiment 6 mois), et si l'ouvrier ne trouve pas d'emploi, les 0 m. 20 lui sont remboursés. Pour les emplois de courte durée, on accorde des inscriptions de faveur sans frais, et rien n'empêche d'inscrire gratuitement un ouvrier absolument sans ressources avec promesse de rembourser la taxe d'inscription s'il trouve du travail.

Le montant des inscriptions n'est pas un gain pour la société, mais est dépensé pour le bien-être des travailleurs qui fréquentent le bureau de placement.

Le système des fiches est très commode pour l'établissement des listes, statistiques. Les blocs des talons restants sont pourvus au dos, à la partie visible, de numéros d'ordre. On range les blocs par ordre sur des rayons munis de compartiments de la grandeur exacte des blocs, et l'employé peut, avec la plus grande facilité, se rendre compte du résultat de la journée, l'inscrire dans les listes journalières et établir à la fin du mois les listes mensuelles.

Le nombre des inscriptions se trouve facilement par le nombre des blocs. En plaçant les talons par année, mois et jour, on arrive au résultat.

Quelle est l'attitude du bureau de placement en cas de grève ? La direction de la fédération générale des bureaux de placement a pris, dans sa séance plénière du 8 mars 1903, la décision suivante :

a) D'après les expériences faites, et puisque plusieurs grandes maisons ont manifesté le désir qu'on fit part aux ouvriers de l'existence d'une grève dans leur exploitation, le curatorium trouve désirable que les ouvriers soient avertis, avant d'être envoyés dans les places vacantes, des différends qui existent dans ces exploitations. Cet avertissement empêchera que l'ouvrier arrivé à l'usine en question ne refuse l'emploi offert en apprenant sur place qu'il y existe des contestations.

b) Le bureau de placement ne doit supposer l'existence de différends que lorsqu'il sera en possession d'un avertissement écrit en due forme, envoyé par la fédération ouvrière. On ne doit pas tenir compte des communications téléphoniques ou verbales.

Si l'usine incriminée demande au bureau des ouvriers, la direction doit contrôler par une enquête la déclaration de la fédération ouvrière. Dans le cas où l'usine nie l'existence de différends, il faut en avertir les ouvriers.

c) Cette communication aux ouvriers sera faite ainsi : « Dans l'usine en question, il y a des différends, la maison le conteste. » La communication ne doit pas être faite en même temps que l'annonce de l'emploi vacant, mais seulement au guichet, à l'ouvrier choisi pour être envoyé. Cette façon de procéder est la meilleure solution de la question.

Il est très difficile de placer en province. Généralement les indications des salaires et autres conditions sont vagues, et les ouvriers ont une méfiance invincible, même si les offres sont tentantes.

Union centrale des bureaux de placement de Berlin.

Placement interlocal pour 1910.

	Places offertes	Placements effectués
Personnel masculin :		
Travailleurs non qualifiés plus		
âgés.	293 (1) (66)	203 (39)
Travailleurs non qualifiés très		
jeunes	78 (44)	53 (26)
Section des apprentis.	12	12
— peintres	784	694
— serruriers	—	—
— ferblantiers.	106	85
— tapissiers.	45	40
— relieurs	40	36
— corroyeurs	4	2
— stucateurs.	9	9
— couvreurs	106	87
— machinistes.	—	—
— brasseurs	—	—
— boulangers	15	14
Section de l'industrie du bois.	1.036	620
— des conducteurs d'ascen-		
seur	—	—
— des typographes.	18	18
— des paveurs	25	19
Personnel féminin :		
Section des ouvrières non quali-		
fiées.	55	55

(1) Les nombres entre parenthèses concernent le placement agricole, mais sont déjà compris dans les premiers chiffres.

Section des très jeunes ouvrières.	—	—
— des relieuses.	27	—
— du personnel de maison, Linksts	23	23
— du personnel de maison, Gormannsts	—	—
— des blanchisseuses et re- passeuses	—	—
Total	2.676 (110)	1.970 (65)

Le placement interlocal effectué par l'Union centrale est à peu près le même que celui de l'année 1909-1910. Il y eut en effet 2.676 (2.331) places vacantes déclarées, dont 1 970 (1.876) furent occupées.

Le téléphone est le grand auxiliaire : avant d'envoyer quelqu'un et de faire des frais de déplacements, il faut avoir la presque certitude que l'affaire réussisse.

Toutes les lignes de chemin de fer prussien-hessois accordent le tarif de faveur (depuis juillet 1907) en 4^e classe, le demi-tarif en troisième, c'est-à-dire 1 1/2 pfennig au lieu de 2 pfennigs par kilomètre.

Union centrale de Berlin.

Placement des apprentis.

	Personnes inscrites	Places vacantes	Placements effectués
1908.	564	940	181
1909.	861	583	209
1910.	719	913	166
1911.	811	652	625

Le placement des apprentis doit être centralisé, malheureusement les corporations, les écoles professionnelles, qui

jusqu'à présent se sont occupées du placement des apprentis, ont peu de sympathie pour la centralisation.

Faute de relations, bien souvent les jeunes gens ne trouvent pas ce qui convient à leurs aptitudes.

Quand toutes les places vacantes seront déclarées par les patrons et que l'on connaîtra le nombre et les aptitudes des garçons qui sortent de l'école, on pourra utilement conseiller les uns et les autres. « Les corporations pourraient peut-être conserver le droit de surveillance sur tous les apprentis de leur profession, disait l'inspecteur Steffen (1), cette surveillance n'étant pas du domaine des bureaux de placement. »

Actuellement la plupart des garçons rêvent de la construction d'automobiles, d'aéroplanes, d'électro-technique, etc... Il convient de faire remarquer aux parents et aux enfants le pour et le contre.

En examinant le budget de 1912, nous constatons que plus de la moitié des frais sont couverts par les subventions de la ville.

Les taxes d'inscriptions ne sont pas négligeables, puisqu'elles rapportent par an plus de 25.000 francs. Viennent ensuite les subventions des différents intéressés qui représentent, toutes réunies un peu plus de 10.000 marks (12.500 fr.).

Les résultats acquis par l'Union centrale de Berlin sont très intéressants, mais il ne faudrait pas visiter la Gormanstrasse en croyant y trouver une installation moderne, l'on serait très déçu, surtout lorsqu'on vient de voir le « bâtiment social » de Cologne.

(1) Congrès de Leipzig, 1908.

**Projet de budget de l'Union centrale des bureaux de placement
de Berlin pour 1912.**

L.f. N°	RECETTES	1912		1911	
		Marks	Dont pour le personnel de maison	Marks	Dont pour la Link- strasse
1	Subventions annuelles	4.000	1.000	4.000	
2	Subvention de la ville	35.000		45 000	
3	Versé pour 1 fois comme secours extraor- dinaire de la ville	14.000	5.000	14 000	5.000
4	Taxes d'inscription	20 5 0		18.000	
5	Bénéfice de la cantine	4.500		3.500	
6	Intérêt du dépôt.	300		200	
7	Subventions des sections professionnelles .	4.450		4 675	
8	Subventions des faubourgs	900		350	
9	Contrats de louage :				
	a) Bureau de placement des brasseurs . .	2 200		2.200	
	b) — des ébénistes	2.000		2 000	
	c) placement des sommeliers	2 200		2 200	
	d) demeure de l'inspecteur	550		550	
	e) office des tarifs des imprimeurs	600		600	
	f) union pour l'éducation professionnelle de la femme.	360	360	360	360
10	Taxes pour le placement extérieur des aides peintres.	500		600	
11	Taxes du placement du personnel de mai- son.				
	a) Section de la Linkstrasse :				
	1. Personnel de maison	7.700	7.700	7.500	7.500
	2. Femmes de ménage.	1.000	1.000	1.000	1.000
	b) Section de la Gormanstrasse :				
	Personnel de maison	2.500	2.500	2.000	
12	Divers (remboursements et recettes des ateliers).	500			
	Total.	123.760	17.560	108 735	13.860

**Projet de budget pour l'Union Centrale des bureaux de placement
de Berlin pour 1912 (suite).**

Lf. N°	DÉPENSES	1912		1911	
		Marks	Dont pour le personnel de maison	Marks	Dont pour la Link- strasse
1	Loyer.	31.600	5.520	30.120	4.200
2	Rétribution du personnel du bureau de placement.	46.010	6.255	45.395	4.230
3	Rémunérations spéciales.	4.254		4.254	
4	Honoraires et dédommagements.	2.420	900		
5	Téléphone.	1.800	200	1.500	200
6	Imprimés.	3.000	300	3.000	400
7	Port.	900	550	900	400
8	Insertions et réclames.	2.350	1.700	2.350	1.850
9	Chauffage.	7.500	90	7.600	85
10	Gaz et eau.	900		900	
11	Nettoyage du matériel.	3.500	520	3.700	460
12	Nettoyage des fenêtres.	700		600	
13	Réparations.	800	50	800	135
14	Ateliers de réparation et douches.	650		650	
15	Taxes de canalisation.	660		650	
16	Assurances contre l'incendie.	350		350	
17	Impôts commun et foncier.	3.200		2.900	
18	Eclairage.	800	600	600	450
19	Bibliothèque.	150			
20	Changement de construction.	500			
21	Achat de mobilier.	300	400	600	600
	Frais divers :				
22	Assurance contre maladie et invalidité ; secours à fédération allemande et de la Marche pour secours de maladie(300 m.), pour matériel à écrire.	5.850	475	5.851	850
23	Développement des sections profession- nelles.	2.016		2.015	
24	Frais antérieurs à couvrir.	3.550			
	Total.	123.760	17.560	114.735	13.860

OFFICE MUNICIPAL DE TRAVAIL DE SCHÖNEBERG

Sources.

Ordnung der Stadtgemeinde Schöneberg über die Förderung der Versicherung gegen Arbeitslosigkeit.
Geschäftsbericht des städtischen Arbeitsamts Berlin-Schöneberg über das Kalenderjahr 1911

Schöneberg, un des faubourgs les plus importants de Berlin, a environ 180.000 habitants. Sa population est donc à peu près aussi élevée que celle de Strasbourg.

Le Dr Dominicus, qui fut pendant plusieurs années adjoint au maire de Strasbourg, fut nommé bourgmestre de Schöneberg en 1911.

Un de ses premiers soins fut d'organiser le bureau de placement municipal, et pour cela il eut recours à M. Friedrich, son ancien collaborateur de Strasbourg.

L'office actuel, aménagé d'une façon moderne, est le modèle du genre. Nous ne saurions trop répéter qu'il est en petit ce que Cologne est en grand.

L'office du travail est très heureusement situé à l'angle de deux rues, de la Grunewaldstrasse et de la Schwäbische-strasse, ce qui permet d'avoir des entrées distinctes pour les patrons et les ouvriers ; les sections masculines et féminines, absolument séparées l'une de l'autre sont néanmoins reliées par un corridor intérieur, de sorte que lorsque les employés ont besoin de se demander des renseignements, ils ne sont pas obligés de traverser les salles d'attente du public.

Les employés, de leur place, peuvent surveiller les salles, les

domestiques et les maîtres ne peuvent conférer sans l'intermédiaire des employés de l'office.

Pour que ceux-ci ne soient pas troublés dans leurs opérations, le bureau a une téléphoniste spéciale qui note les commandes et les transcrit aux préposés intéressés, quand la clientèle ne désire pas leur parler directement. Le directeur de l'office a sur son bureau un appareil qui lui permet de suivre les entretiens téléphoniques des employés.

La façon de compter le nombre des offres et demandes de travail a été également modifiée, on a substitué à l'ancien système des listes, un système de cartes qui permet de savoir, à tout moment, le nombre des offres et demandes et celui des places occupées.

Cette réorganisation a nécessité une première dépense de 3.080 marks et les dépenses courantes, par suite de l'augmentation du personnel et de l'enrichissement des loyers, s'élèvent annuellement à environ 15.000 marks de plus.

Schöneberg.

1. — *Section du personnel masculin.*

	Placements	Cherchaient du travail	Places procurées
1911.	7.139	11.438	6.502
1910.	6.428	9.952	6.227
donc + ...	711	1.486	275
équivalent à 0/0 + ...	11,0	15,0	4,4

II. — *Section du personnel féminin.*

a) Femmes de journées et autres ouvrières, à l'exception des domestiques.

1911.	7.101	7.208	5.923
1910.	6.250	5.942	5.300
donc + ...	851	1.266	623
équivalent à 0/0	13,6	21,3	11,8

b) Domestiques.

1911.	2.059	1.239	1.041
1910.	2.094	940	832
donc	— 35	+ 299	+ 209
équivalent à 0/0.	— 1,7	+ 31 8	+ 25,1

Totalité.

1911.	16.299	19.885	13.466
1910.	14.772	16.834	12.359
donc + ...	1 527	3.051	1.107
équivalent à 0/0 + ...	10,3	18,1	9,0

Schöneberg ayant tenté de favoriser l'assurance contre le chômage, voici l'ordonnance qui fut rendue à cet effet.

**Ordonnance de la commune de Schöneberg en vue de
favoriser l'assurance contre le chômage.**

ART. 1^{er}. — La ville de Schöneberg accorde la somme annuelle de 15.000 marks en vue de favoriser l'assurance contre le chômage, en se basant sur les prescriptions suivantes. Cette subvention est accordée jusqu'au règlement légal de l'assurance contre le chômage ou jusqu'à la création d'une assurance contre le chômage dans Grand-Berlin, mais au plus tard jusqu'au 31 mars 1913.

*I. — Subvention accordée aux unions professionnelles
d'ouvriers et d'employés.*

ART. 2. — Du fonds fixé d'après le paragraphe 1, on accordera des subventions aux unions professionnelles d'ouvriers et employés, qui donnent à leurs membres un secours, en cas de chômage, à tous ceux qui demeurent depuis au moins un an sans interruption à Schöneberg et qui remplissent les autres conditions de cette ordonnance. Dans ce délai d'un an, il faut

compter le temps qui a pu être passé antérieurement sans interruption dans une autre commune de Grand-Berlin, si cette commune accorde également des subventions aux assurances contre le chômage et si elle compte aussi de la même façon le temps passé dans les autres communes.

ART. 3. — Le secours est la moitié de celui payé par l'union professionnelle à ses membres en cas de chômage, mais ne doit pas dépasser 1 mark par jour et par personne.

ART. 4. — Le secours n'est alloué que si l'ouvrier chôme sans qu'il en soit responsable. Il n'est pas accordé si le chômage de l'ouvrier est produit par une grève, un lock-out, ou résulte de leurs conséquences, ou si, dans le métier auquel appartient celui qui a droit au chômage, éclate ultérieurement une grève ou un lock-out.

Le secours n'est accordé que pour les jours où le membre remplit les prescriptions de contrôle indiquées au paragraphe 8 de cette ordonnance.

ART. 5. — Le secours alloué à un membre cesse le jour où le bureau municipal de placement lui a indiqué un travail pour lequel il le reconnaît apte, ou lorsqu'il lui a été donné des secours pendant 60 jours de la même année.

L'obligation d'accepter le travail indiqué n'existe plus si la place désignée n'est devenue vacante que par suite de grève ou de lock-out.

ART. 6. — Les unions professionnelles d'ouvriers et d'employés qui accordent à leurs membres des secours en cas de chômage, doivent, pour avoir droit aux subventions municipales, en faire la demande à la municipalité, soumettre leurs statuts et reconnaître cette ordonnance. Elles doivent également s'obliger à permettre l'examen de leurs livres à la députation administrative du bureau de placement municipal, en tant qu'il est nécessaire de savoir si les prescriptions de cette ordonnance sont observées.

ART. 7. — Les unions professionnelles admises doivent, après accord avec la municipalité, établir une liste de tous leurs membres habitant Schöneberg. Cette liste doit faire ressortir les points qui donnent à leurs membres droit à un secours.

ART. 8. — Le membre chômeur doit présenter au bureau de placement municipal la carte de chômeur délivrée par son union professionnelle, et si on le lui demande, faire connaître les faits qu'il invoque pour obtenir le secours municipal.

Le bureau de placement décide si le secours doit être accordé ou non au chômeur.

Tout membre secouru par la ville doit, au moins une fois par jour, se faire reconnaître au bureau municipal de placement à l'heure qui lui a été indiquée.

ART. 9. — Les caisses des unions professionnelles dépensent les subventions que la ville leur a accordées et soumettent chaque mois à la municipalité le compte de leurs dépenses du mois précédent avec les pièces à l'appui. La subvention est donnée par la ville aux caisses particulières dans un délai de trois semaines après la soumission des comptes.

II. — *Accord de secours aux porteurs de livret de caisse d'épargne.*

ART. 10. — Les ouvriers et employés du sexe masculin demeurant à Schöneberg, qui, soumis à l'assurance invalidité, ont fait avec leurs propres ressources des dépôts à la caisse d'épargne municipale de Schöneberg, peuvent sur leur demande être inscrits sur la liste du bureau de placement municipal, comme porteurs de livrets de caisse d'épargne.

ART. 11. — Les porteurs de livrets qui ne reçoivent aucun secours de la ville en raison des prescriptions énoncées au paragraphe 1 reçoivent néanmoins un secours de la ville pour

les retraits qu'ils ont faits à leur capital pendant la durée du chômage, s'ils remplissent les autres conditions de cette ordonnance.

ART. 12. — Ce secours est de la moitié de la somme retirée par le porteur du livret de caisse d'épargne.

Ce secours ne doit pas dépasser 1 m. par jour.

ART. 13. — Aux porteurs de ces livrets s'appliquent les paragraphes 4, 5 et 8.

ART. 14. — Le secours est accordé si le porteur de livret de caisse d'épargne demeure d'une façon ininterrompue depuis au moins un an à Schöneberg, et s'il est inscrit dans la liste des épargnants au moins depuis trois mois. Les dépôts faits les trois derniers mois qui précèdent le premier retrait, ne sont pas pris en considération. Le payement du secours ne commence que lorsque l'épargnant s'est, pendant une semaine, présenté chaque jour au bureau municipal de placement.

III. — *Prescriptions finales.*

ART. 15. — Celui qui essaye d'obtenir le secours municipal sans y avoir droit, ne pourra rien recevoir pendant un an et sera sous le coup de poursuites judiciaires.

ART. 16. — La députation administrative du bureau de placement municipal statuera sur les différends qui pourront s'élever sur l'application de cette ordonnance, sans qu'on puisse avoir recours aux voies de droit régulières.

ART. 17. — Cette ordonnance entre en vigueur immédiatement.

Schöneberg, le 29 novembre 1910.

La municipalité.

BLANKENSTEIN.

LEIDIG.

On ne peut encore juger de l'extension que prendra l'office municipal en comparant les chiffres de 1911 et de 1910, la réorganisation étant encore trop récente.

Mais nous sommes persuadés qu'avant quelques années l'office de Schöneberg, grâce à la haute compétence du Dr Dominicus, sera un des bureaux de placement municipaux les plus actifs de l'Allemagne.

COLOGNE

Source.

Gemeinsamer Tätigkeitsbericht der Allgemeine Arbeitsnachweis Anstalt Cöln und der angeschlossenen selbständigen Nachweistellen im Geschäftsjahre 1910-1911, 1^{er} juin 1910, 30 juin 1911.

Le premier bureau de placement public de Cologne, créé en 1894, était situé 28-30, Krebsgasse ; mais grâce à l'activité de M. Jean Pohl, qui préside à sa direction depuis la fondation, les placements augmentèrent considérablement et le bureau se trouva trop à l'étroit.

La ville érigea donc une superbe construction appelée « Bâtiment social », dont le prix dépassa 500.000 marks, et qui fut inaugurée en décembre 1912 (1).

Nous ne saurions trop insister sur la disposition de ce bâtiment qui est le modèle du genre, et qui a servi de type pour la construction du nouvel office que l'on est en train d'élever

(1) Le bureau public de Cologne n'appartient pas à la municipalité, c'est sous les auspices de la chambre des métiers qu'il a été créé, il reçoit des subventions de cette dernière et de la ville.

à Munich. Le bureau public de Cologne est situé à l'angle de la Badstrasse et du Mauritiuswall, ce qui permet d'avoir des entrées et sorties particulières donnant sur des rues différentes, pour les patrons et les ouvriers qui ne se rencontrent pas.

Les pièces du rez-de-chaussée sont groupées autour du bureau principal, de sorte que le service des employés et la surveillance des pièces sont possibles du même endroit.

On trouve au rez-de-chaussée le bureau de placement des ouvriers qualifiés et non qualifiés et des sections professionnelles non encore rattachées au bureau public, la section des blanchisseuses, femmes de ménage et de journées, et de toutes les ouvrières professionnelles, le bureau d'indication de logements, et enfin les bureaux du directeur et du surveillant. Il n'y a pas moins de 300 places assises pour les hommes et 120 pour les femmes. Des pupitres sont placés le long des murs où l'on doit remplir les formulaires. On trouve également des fontaines avec un dispositif spécial qui permet de boire sans gobelet, et une cantine vendant du lait et du café dont l'union pour le bien du peuple a assumé l'entreprise.

On a, pour éviter les dégradations volontaires, muni les bancs et les tables d'équerres en fer non disgracieuses, et les murs dans toute la maison sont, à hauteur d'homme, revêtus de plaques céramiques ou d'incrusta (carlon-pâte lavable).

Jusqu'ici on n'a pas à se plaindre de la tenue du public. Les salles sont ouvertes de 8 heures du matin à 6 heures du soir et les chômeurs ne sont pas astreints d'y séjourner pendant tout ce temps. Il est probable que prochainement l'on pourra mettre à leur disposition des journaux et des revues, car plusieurs maisons d'édition de Cologne ont laissé espérer qu'elles en feraient la livraison gratuitement.

Le premier étage abrite la grande salle et le bureau de l'as-

surance contre le chômage hivernal, les pièces sont, comme celles du rez-de-chaussée, toutes grandes et claires. La grande salle, où 70 personnes peuvent s'asseoir, ne doit pas servir de hall chauffé comme celle d'en bas, mais principalement au contrôle journalier (2 fois par jour) des chômeurs assurés.

On trouve encore à cet étage le bureau de placement des domestiques et du personnel féminin d'hôtel.

Les maîtres y trouvent une salle d'attente avec 4 pièces séparées servant de parloirs, que l'on peut fermer avec un rideau.

A mi-hauteur entre le rez-de-chaussée et le premier est installée la salle de réunions servant aux assemblées des unions affiliées. Le deuxième étage est réservé entièrement aux bureaux des sections professionnelles. Il y a encore en réserve deux bureaux avec salle d'attente qui serviront aux sections professionnelles à venir. Les bureaux paritaires de l'industrie hôtelière et celui des commerçants montrent une activité réellement réjouissante. La salle d'écritures des commerçants des deux sexes sans emploi peut contenir 32 personnes. L'emplacement d'un bâtiment supplémentaire est prévu pour le cas où tous les bureaux seront occupés.

La ventilation, le chauffage central, l'éclairage électrique sont très bien compris, les différents bureaux peuvent être reliés à volonté au téléphone central, de sorte que rien n'a été oublié et que la ville de Cologne peut être fière de son bureau qui est le modèle de l'installation moderne bien comprise.

En consultant le tableau statistique, nous voyons que de 1906 à 1910 :

Statistiques annuelles.

ANNÉES (du 1 ^{er} juill. au 30 juin)	Places vacantes			Demandes d'emploi			Placements effectués		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1894-1895.....	3 663	1 790	5 453	6 509	4 544	8 050	3 477	880	4 357
1895-1896.....	7 022	4 490	11 512	9 729	3 879	13 608	6 856	3 499	10 055
1896-1897.....	8 415	7 445	15 860	11 118	4 625	15 743	7 823	4 301	12 124
1897-1898.....	11 038	9 394	20 432	14 423	5 241	19 664	10 026	5 070	15 096
1898-1899.....	13 019	10 812	23 831	17 821	6 065	23 886	12 156	5 944	18 400
1899-1900.....	16 499	11 200	27 699	23 836	6 638	30 494	15 536	6 405	21 941
1900-1901.....	15 146	11 345	26 491	25 633	7 371	33 004	14 693	7 030	21 723
1901-1902.....	12 835	10 691	23 526	32 431	8 005	40 436	12 480	7 784	20 264
1902-1903.....	18 818	10 735	29 553	37 235	8 356	45 591	18 402	7 805	25 907
1903-1904.....	20 509	11 191	31 700	36 835	8 474	45 309	20 076	8 124	28 200
1904-1905.....	21 430	11 435	32 865	37 087	8 614	45 701	20 863	8 212	29 075
1905-1906.....	23 270	11 968	35 238	35 989	8 889	44 878	22 163	8 306	30 469
1906-1907.....	22 876	11 156	34 032	35 929	7 847	43 776	21 805	7 359	29 164
1907-1908.....	21 193	9 702	30 895	39 392	7 599	47 182	20 114	6 894	27 008
1908-1909.....	19 346	8 278	27 624	44 694	7 559	52 253	18 630	6 437	25 067
1909-1910.....	17 413	7 467	24 880	43 519	7 971	51 490	16 874	5 883	22 757
1910-1911.....	28 384	15 174	43 558	56 254	11 889	68 143	26 449	8 959	35 108

Le placement subit une véritable crise puisque, pendant 4 ans, son chiffre annuel diminua. Mais en 1910-1911, la progression fut réelle et s'éleva à un chiffre qui n'avait jamais été atteint jusqu'alors.

**Ordonnances s'adressant à ceux qui ont recours au
bureau de placement public de Cologne.**

ART. 1^{er}. — Les employeurs, les maîtres ainsi que leurs représentants qui viennent déclarer des places vacantes, sont priés de n'entrer que dans les salles destinées à cet usage, et que désignent des inscriptions à l'entrée.

ART. 2. — Il est de règle que tout postulant remplisse une fiche et la remette au guichet. Les fiches sont données gratuitement par le surveillant.

ART. 3. — Les personnes auxquelles on a indiqué du travail doivent se présenter sans retard chez l'employeur, à moins qu'ils n'aient d'autres ordres.

Il est formellement interdit de communiquer à qui que ce soit l'adresse reçue, de montrer ou de remettre la carte d'envoi. Les postulants ont l'obligation de faire remplir et signer leur carte d'envoi par l'employeur, de la rapporter autant que possible de suite, au plus tard le lendemain au bureau de placement ou de faire parvenir autrement la réponse.

Celui qui contrevient plusieurs fois à cette prescription s'expose à se voir refuser le bénéfice du bureau.

Celui qui a trouvé un emploi, même sans l'intermédiaire du bureau de placement, doit rendre immédiatement sa carte d'inscription ou l'envoyer affranchie par la poste, en tous cas, en indiquant l'endroit où il a trouvé du travail.

ART. 4. — Le stationnement dans les salles d'attente n'est permis qu'aux personnes qui cherchent du travail et qui sont en possession d'une carte d'inscription. Celle-ci doit être pré-

sentée à toute réquisition du surveillant. Le stationnement dans tous les corridors et les escaliers est interdit.

ART. 5. — Les postulants doivent toujours avoir un maintien tranquille et convenable. On attend d'eux qu'ils fassent le nécessaire pour maintenir la tranquillité, l'ordre et la propreté. Il est sévèrement interdit de salir les W. C. et les fontaines, d'écrire sur les tables, les bancs et les murs, ou de les détériorer. Le délinquant sera tenu pour responsable des frais qui en résulteraient.

ART. 6. — Les conversations à haute voix, fumer, jouer aux cartes et à tout autre jeu, sont interdits.

Les personnes en état d'ébriété, et celles qui sont reconnues comme ne cherchant pas sérieusement du travail, se verront refuser l'entrée des salles.

ART. 7. — Celui qui ne se soumet pas aux prescriptions, même après avertissement, doit s'attendre à être expulsé.

Les actes illicites, comme un maintien inconvenant habituel, des querelles, une opposition aux ordres des employés, des injures à leur adresse, seront poursuivis judiciairement.

ART. 8. — L'accès des salles est interdit aux placeurs professionnels et à leurs employés.

ART. 9. — Ces prescriptions s'appliquent également à la caisse municipale contre le chômage, de la ville de Cologne.

Aperçu des sections particulières.

SECTIONS	Places vacantes			Chercheurs de travail			Placements effectués		
	Ici	Au dehors	Total	De la ville	Du dehors	Total	Dans la ville	Au dehors	Total
Bureau de placement public :									
du 4 ^{er} juillet 1910 { Hommes..	19.172	2.229	21.401	35.537	12.733	48.270	18.512	1.902	20.414
au 30 juin 1911. { Femmes..	9.518	87	9.605	8.218	458	8.376	7.447	4	7.451
Bureau de placement du personnel féminin d'hôtel :									
Du 1 ^{er} février 1911 au 30 juin 1911....	2.613	173	2.786	1.001	172	1.173	634	27	661
Bureau de placement de l'industrie hôtelière :									
du 21 novembre 1910 { Hommes..	4.452	1.262	5.714	5.294	489	5.783	4.118	763	4.881
au 30 juin 1911 { Femmes..	1.428	692	2.120	1.101	142	1.243	339	151	490
Bureau de placement des employés de commerce :									
du 4 ^{er} juillet 1910 { Hommes..	1.435	134	1.569	1.919	282	2.201	808	46	854
au 30 juin 1911. { Femmes..	567	96	663	979	118	1.097	337	20	357

Du 1^{er} juillet au 30 juin 1911, le bureau de placement reçut 111.701 demandes contre 76.370 l'année précédente.

Il y en eut 84.638 concernant le personnel masculin, dont 28 384 de la part des employeurs, et 56 254 provenaient des travailleurs. Pour 100 places vacantes, il y eut 198,2 demandes (249,9) (1). 26 149 (16 874) hommes furent placés, ce qui donna satisfaction à 92,1 0/0 des demandes patronales et à 46, 5 0/0 des offres ouvrières.

En ce qui concerne le personnel féminin, le nombre total des demandes s'éleva à 27.063 soit 15.174 de la part des employeurs, et 11.889 pour les ouvrières. Les 8.959 placements féminins effectués satisfirent 59 0/0 des demandes des employeurs et 75,4 0/0 des offres du personnel féminin. Les domestiques femmes firent particulièrement défaut. Pour 100 places vacantes dans l'industrie hôtelière il en vint 34,8, et pour le même nombre dans les maisons privées, on n'enregistra que 42,1 postulantes.

Les chiffres exacts pour l'année 1911 sont les suivants :

(1) Les chiffres entre parenthèses sont ceux de l'année précédente.

Section du personnel féminin de maison.

	Places vacantes			Demandes de travail			Placements effectués		
	Dans la ville	Au dehors	Total	Dans la ville	Au dehors	Total	Dans la ville	Au dehors	Total
Bonnes seules.....	1.939	93	2.032	638	129	767	465	12	477
2 ^e et 3 ^e servantes.....	222	23	245	65	11	76	53		53
Cuisinières et filles de cuisine.....	288	23	311	167	11	178	69	3	72
Personnel pour les enfants.....	88	13	101	86	11	97	30	3	33
Comptables, etc.	54	21	75	104	9	113	46	9	25
Carrières libres.....	2		2	1	1	2	1		1
	2.613	173	2.786	1.001	172	1.173	634	27	661

On n'a pas encore trouvé les motifs pour lesquels le métier de domestique est délaissé par la classe ouvrière. Il est d'ailleurs à observer que, dans les différentes villes où a porté notre enquête, la même remarque nous a été faite.

Nombre d'Allemandes une fois mariées, ne veulent plus s'astreindre à être domestiques, et cherchent des travaux qui ne puissent les occuper que quelques heures. Aussi la section des femmes de ménage, femmes de journée, laveuses, est-elle partout encombrée et ne peut nulle part satisfaire les offres qui sont faites. Les jeunes filles vont également plus volontiers travailler à la fabrique, bien qu'y gagnant moins, parce que le soir elles sont libres et qu'elles peuvent alors s'occuper de leur intérieur.

Travaux d'écritures des employés de commerce sans places.

Il y eut 1.294 (1.247) commandes qui nécessitèrent les travaux suivants :

Payés à la pièce :

760.563 (646.225) adresses écrites.

82.216 (213.243) imprimés pliés.

136.607 (212.337) — mis sous enveloppes.

98.177 (160.504) — affranchis.

A l'heure furent exécutées des copies à la main, à la machine, etc., pour lesquelles 11.259 (7.233) heures furent payées. En tout furent employés 151 chômeurs pendant un laps de temps plus ou moins long, et même à différentes reprises, en tout 2.797 journées pleines. Comme salaires, ils reçurent 8.391 m. 86 (5.793,04), ce qui fait par homme et par jour en moyenne 3 marks, exactement 3 m. 12.

En moyenne furent employés chaque jour 11 personnes. Sur ces 151 personnes occupées à des travaux d'écritures, on put en placer 66, les unes comme auxiliaires pour un temps déterminé, les autres ayant des places stables.

Gains réalisés par les travaux d'écritures. — Salaires payés.

1907-1908 . . .	2.231 m. 63	2.075 m. 50
1908-1909 . . .	8.010 » 79	5.890 » 22
1909-1910 . . .	8.290 » 41	5.793 » 04
1910-1911 . . .	11.167 » 89	8.391 » 86

Tarif des placeurs professionnels.

L'autorité de surveillance de Cologne a fixé le tarif suivant qui doit entrer en vigueur le 1^{er} octobre 1910 et qui s'applique à tous les placeurs professionnels, à l'exception de ceux qui s'occupent du personnel des théâtres maritimes et des éditeurs de listes de vacances (places vacantes et personnel à placer).

Les taxes ne peuvent être perçues que lorsque le placement est effectué réellement par l'intermédiaire du placeur. Si les deux parties ont eu recours au placeur, la taxe devra être payée par moitié par chacune d'elles, toute convention contraire en faveur du patron est nulle.

1^o Pour le personnel agricole :

- a) Pour un Suisse (sachant donner les soins aux vaches), jusqu'à 10 marks
- b) Pour les autres employés masculins. 5 —
- c) Pour les femmes 4 —

2^o Pour le personnel commercial et professionnel :

- a) Pour le personnel masculin ayant une instruction commerciale (directeurs, comptables, etc.) . . . 10 —
- b) Pour le personnel féminin ayant une instruction commerciale 8 —
- c) Pour le personnel masculin ayant éducation professionnelle (artisans, cuisiniers, sommeliers). . . 6 —
- d) Pour le personnel féminin ayant éducation professionnelle 4 —

- e) Personnel masculin non qualifié. 3 marks
 f) Personnel féminin non qualifié 2 —
 3° Pour gens de maison, hommes et femmes
 dans la même ville 6 —
 4° Pour les nourrices 10 —
 5° Pour des extras de toutes espèces 20 pfen.

On doit donner connaissance au préfet de police royal ou au bureau de placement public, des majorations de la taxe ci-dessus en y joignant des preuves incontestables, l'adresse et la qualité des intéressés et éventuellement aussi leur adresse future.

Cologne.

Bureau d'indication de logements.

Ce bureau fut ouvert le 1^{er} avril 1898 et obtint rapidement un très vif succès.

Rien ne peut mieux donner un aperçu des offres et demandes que le tableau suivant.

Activité du bureau d'indication de logements pour l'année 1910-1911.

	Offres	Demandes	Pour 100 offres il y eut tant de demandes	Placements	Logements non placés	Au 30 juin 1911 étaient encore enregistrés
A. Logements non meublés de :						
1 pièce	368	402	109 3	222	105	41
2 pièces.	963	1 755	182 3	631	226	106
3 pièces.	1 027	2 459	200 4	733	203	91
4 pièces.	803	1 236	153 9	565	160	78
5 pièces	632	779	123 3	421	130	81
6 pièces et plus	956	928	97 1	552	222	182
	4 749	7 159		3 124	1 046	579
B. Logements meublés de 3 pièces						
	528	216	40 9	179	223	126
	5 277	7 375		3 303	1 269	705

65, 8 0/0 (65, 4 0/0) des propriétaires indiqués au tableau A eurent satisfaction, de même 43, 7 0/0 (46, 6 0/0) de ceux qui cherchaient des logements non meublés.

39, 9 0/0 (32, 7 0/0) des propriétaires du tableau B furent satisfaits et 82, 9 0/0 (57 0/0) des personnes qui cherchaient des habitations meublées.

Les locataires de ces logements appartenaient aux professions suivantes :

- 573 étaient des journaliers et des ouvriers de fabrique ;
- 209 des charretiers et cochers ;
- 517 des emballeurs, des garçons d'hôtel ;
- 406 des sommeliers, musiciens et négociants ;
- 1.956 des artisans ;
- 787 de petits employés ;
- 557 des employés de commerce et techniques ;
- 745 des professeurs, des commerçants et médecins ;
- 284 des architectes et ingénieurs ;
- 433 des personnes du sexe masculin sans profession ;
- 598 des couturières, lingères ;
- 310 des personnes du sexe féminin sans profession (principalement des veuves).

Total : 7 375

L'organisation de ce bureau d'indication de logements est fort bien comprise, on y trouve les plans des appartements avec la grandeur et la hauteur des pièces. Ceux qui ne veulent pas se déranger, indiquent au bureau le nombre de pièces qu'ils désirent et le prix qu'ils veulent mettre. L'employé envoie les plans qui répondent à ces indications en donnant également l'orientation du logement.

Ce bureau répond à un véritable besoin, la clientèle à la quelle il s'adresse dispose généralement de peu de temps pour chercher, aussi a-t-elle compris ce qu'elle pouvait en tirer. Nul doute qu'avant quelques années ce bureau ne prenne une très grande extension.

FÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE MOYENNE

Sources :

Jahresbericht des Mitteldeutschen Arbeitsnachweisverbandes für das geschäftsjahr, 1909-1910, 1910-1911.

Konferenz der Verwaltungsbeamten der Arbeitsnachweise des Mitteldeutschen Arbeitsnachweisverbandes am 26 juni 1912 in Frankfurt-a/-M.

Fédération de l'Allemagne moyenne.

La Fédération de l'Allemagne moyenne telle qu'elle existe actuellement, c'est à-dire comprenant les bureaux de placement du Grand-Duché de Hesse, de la principauté de Waldeck, de la province de Hesse-Nassau et des pays environnants ne date que de 1907; à cette époque elle remplaça la fédération dissoute du Rhin et du Mein à laquelle adhéraient dix bureaux de placement publics.

A la tête de cette fédération on trouve une commission appelée « direction » qui se composait, en 1910-1911, de 16 membres dont le premier président et deux suppléants (1).

(1) Le 23 avril 1910, la deuxième assemblée fédérale qui, selon les statuts, doit être convoquée tous les trois ans, changea le paragra-

La direction est aidée par une sous-commission chargée d'étudier les affaires soumises à la fédération. Elle se compose de 15 membres dont un président, son suppléant et un représentant des patrons et des ouvriers. Cette sous-commission s'est réunie 5 fois au cours de l'année 1910-1911.

La gérance est confiée à un administrateur que la fédération charge d'établir des rapports sur les points qui lui semblent réclamer des éclaircissements (exemple : assistance des ouvriers nomades, situation des ouvriers dans l'agriculture).

phe 9 du règlement qui fut ainsi modifié :

Ancien texte.

La direction est élue pour trois ans, elle se compose du président et de 10 membres. Elle peut s'adjoindre 2 représentants des employeurs et 2 également des employés.

La direction élit parmi ses membres 2 remplaçants du président et un gérant.

La direction peut prendre des décisions quand six de ses membres sont présents ; à égalité de voix, celle du président est prépondérante.

Nouvelle rédaction.

La direction est élue pour trois ans. Elle se compose du président et de 10 membres au moins, 15 au plus. Elle peut s'adjoindre en outre 2 représentants des employeurs et des employés (2).

La direction peut prendre des décisions quand 6 de ses membres sont présents ; à égalité de voix, celle du président est prépondérante. Si des vacances se produisent dans la direction entre deux assemblées fédérales, celle-ci peut les combler. Les nominations sont valables jusqu'à l'assemblée fédérale suivante.

STATUTS

Statuts de la fédération des bureaux de placement du Grand-Duché de Hesse, de la principauté de Waldeck, de la province de Hesse-Nassau et des pays environnants, arrêtés à Francfort-s.-Mein le 25 avril 1907 (1).

ART. 1^{er}. — Pour favoriser l'indication du travail (d'utilité publique) dans le Grand Duché de Hesse, la principauté de Waldeck, la province de Hesse-Nassau et les pays environnants, il sera créé une fédération sous le nom de Fédération des bureaux de placement de l'Allemagne moyenne. Le siège de la fédération est à Francfort s.-Mein.

ART. 2. — Pour atteindre son but principal, qui est le placement interlocal, la fédération se charge des obligations suivantes :

a) Créer des bureaux de placement nouveaux et animer l'activité des bureaux de placement existants, en collaboration avec les autorités communales et l'Etat.

b) Tenir des listes statistiques sur les résultats des bureaux de placement et le nombre des chômeurs dans le domaine de la fédération.

c) Représenter les intérêts communs des membres de la fédération.

d) Etablir des communications avec d'autres fédérations.

e) Organiser des conférences pour y discuter les questions relatives aux bureaux de placement et d'autres questions.

f) Favoriser la création des bureaux de consultations juridiques gratuites.

(1) Extrait du rapport du Dr Becker sur la fédération des bureaux de placement de l'Allemagne moyenne (Congrès de Leipzig, 1908).

ART. 3. — Peuvent être membres de la fédération : les communes et autres corporations des institutions, des unions, sociétés, fédérations libres, ainsi que les personnes privées qui, dans le ressort de notre fédération, possèdent un bureau de placement d'utilité publique, ou qui favorisent les bureaux de placement publics d'une autre façon.

La direction décide de l'admission.

La cotisation des membres est au minimum de 10 marks.

Les démissions ne peuvent être données que pour la fin de l'année commerciale et en prévenant six mois d'avance.

L'année commerciale finit le 31 mars.

ART. 4. — Tout membre de la fédération est libre d'être membre d'autres fédérations qui poursuivent le même but. Lorsqu'il s'agit de faire connaître une opinion ou une exigence quelconque, aux autorités ou à une autre fédération, aucun membre ne peut être empêché, par une décision de la fédération, de faire valoir son opinion ou ses exigences personnelles.

ART. 5. — L'assemblée et la direction sont les organes de la fédération.

ART. 6. — L'assemblée se compose des membres de la fédération ; quand les membres ne sont pas des personnes distinctes (communes, corporations), ils délèguent à l'assemblée leurs représentants.

Chaque membre a une voix.

ART. 7. — L'assemblée se réunit selon les besoins, elle est convoquée par le président de la direction, qui envoie l'invitation et l'ordre du jour aux membres, et qui dirige l'assemblée. L'invitation doit être faite au moins une semaine avant le jour fixé pour l'assemblée.

Sur proposition écrite d'un quart des membres de la fédération, le président est obligé de convoquer l'assemblée.

Toute assemblée convoquée selon les règlements peut prendre des décisions. On décide à la simple majorité ; à égalité de voix, celle du président est prépondérante. Pour changer ou compléter les statuts, pour provoquer la dissolution de la fédération et décider de l'emploi des fonds disponibles, il faut, pour que la décision soit valable, une majorité des $3/4$ des voix représentées à l'assemblée.

ART. 8. — L'assemblée élit la direction et décide :

- a) Des modifications des statuts ;
- b) Des limites de la mission de la fédération ;
- c) Du budget de la fédération ;
- d) Des plaintes éventuelles au sujet des affaires de la fédération ;
- e) De la dissolution de la fédération ;
- f) De toutes les matières soumises à ses décisions.

ART. 9. — La direction est élue pour trois ans (1), elle se compose du président et de 10 membres. Elle peut s'adjoindre deux représentants des employeurs et deux également des employés. La direction élit parmi ses membres deux remplaçants, un président et un gérant.

La direction peut prendre des décisions quand six de ses membres sont présents ; à égalité de voix, celle du président l'emporte.

ART. 10. — La direction administre les affaires de la fédération et la représente à l'extérieur. Elle statue sur tous les cas qui ne sont pas réservés à l'assemblée, elle nomme les employés et les révoque.

ART. 11. — La Fédération centrale (2) des bureaux de place-

(1) Voir la nouvelle modification de ce paragraphe (p. 176).

(2) La confédération ne se fait représenter que lorsque l'ordre du jour porte à son programme l'annonce d'une question qui l'intéresse particulièrement.

ment allemands, ainsi que les autorités de l'Etat et des communes, sont invitées de droit aux assemblées et aux séances de la direction.

ART. 12. — Les communications de la fédération sont faites par le périodique de la confédération des bureaux de placement allemands et par les journaux que la direction désignera.

La fédération suit une progression très favorable. Depuis sa création, les places vacantes ont augmenté de 53.859, ou 58, 1 0/0, les demandes de travail de 76.581, ou 60, 3 0/0.

Les placements effectués de 44.793, ou 68, 6 0/0.

Le nombre des bureaux de placement augmente de la même façon (de 8 à 36).

Les bureaux de placement publics professionnels (des métiers) qui adressent des rapports mensuels à l'Office impérial statistique et au *Bulletin de travail impérial* (en moyenne 722) ont enregistré en l'année 1910-1911 :

4.371.000 demandes de travail contre 3.826.000 l'année précédente, soit 14, 2 0/0 d'augmentation.

2.927.000 places vacantes contre 2.349.000, soit 24, 6 0/0 en plus.

2.217.000 placements effectués contre 1.767.000, soit 25, 5 0/0 en plus.

La fédération de l'Allemagne moyenne, dont les bureaux de placement font des rapports à l'Office impérial statistique, nota :

196.402 demandes de travail contre 177.185 l'année précédente, soit 10, 8 0/0 en plus.

140.129 places vacantes contre 113.685, soit 23, 3 0/0.

105.378 placements effectués contre 85.981, soit 22, 6 0/0.

Il faut remarquer que les places vacantes ont augmenté dans des proportions beaucoup plus fortes que les demandes de travail.

Totalité des placements effectués par tous les bureaux de la Fédération.

MOIS	PLACES VACANTES						DEMANDES DE TRAVAIL						PLACEMENTS EFFECTUÉS					
	1909-1910			1910-1911			1909-1910			1910-1911			1909-1910			1910-1911		
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
Avril.....	7 041	6 702	13 743	7 926	6 937	14 863	15 640	6 021	21 661	13 956	6 172	20 130	5 244	3 710	8 954	6 163	4 246	10 409
Mai.....	6 440	5 888	12 327	6 696	5 896	12 592	13 035	5 170	20 205	13 721	5 473	19 199	5 017	3 402	8 419	5 283	3 354	8 637
Juin.....	6 559	5 251	11 810	7 766	5 636	13 402	15 330	4 630	19 960	14 194	5 666	19 860	5 155	2 945	8 100	6 067	3 190	9 257
Juillet....	6 444	4 883	11 327	8 277	4 944	13 221	15 944	4 715	20 659	14 871	5 304	20 175	5 312	2 715	8 027	6 747	2 756	9 503
Août.....	6 849	5 424	11 273	9 111	6 089	15 200	15 103	4 712	19 815	15 906	6 107	22 013	5 551	3 059	8 610	7 261	3 440	10 701
Septembre	8 420	5 980	14 400	9 407	6 512	15 919	15 189	5 233	20 142	15 011	6 713	21 724	6 499	3 317	9 816	7 259	3 845	11 104
Octobre...	8 591	4 602	13 193	8 204	5 321	13 525	15 618	4 667	20 285	14 113	6 770	20 883	6 512	2 843	9 355	6 547	3 450	9 997
Novembre.	5 998	3 489	9 487	5 682	3 802	9 484	13 799	3 985	17 784	12 536	5 913	18 471	4 744	2 287	7 031	4 800	2 597	7 397
Décembre.	4 615	3 358	7 973	4 983	4 516	9 499	12 143	3 365	15 508	10 714	4 703	15 417	3 760	2 168	5 928	4 297	2 385	6 682
Janvier....	4 321	4 764	9 085	5 171	6 217	11 388	12 316	4 342	16 658	11 996	5 760	17 756	3 502	2 678	6 180	4 350	3 117	7 467
Février....	4 751	5 762	10 513	5 277	6 817	12 094	12 322	4 824	17 146	12 032	6 243	18 275	3 707	2 940	6 647	4 248	3 033	7 281
Mars.....	7 176	7 124	14 300	9 584	8 731	18 315	13 889	5 919	19 808	14 647	7 257	21 904	5 511	4 049	9 560	7 132	4 518	11 650
Dans l'année	72 596	54 209	126 805	82 403	63 089	145 492	143 438	50 664	194 402	140 418	63 095	203 513	60 514	36 113	96 627	70 154	39 936	110 090

a) *Conférences.* — La direction estime qu'il est absolument nécessaire à la fédération d'être continuellement en rapport avec les différents bureaux (de placement) fédérés en vue de connaître leurs particularités et leurs besoins. Au cours de l'année, presque tous les bureaux sont visités, quelques-uns même plusieurs fois. Le représentant de la fédération s'entretient alors avec les conseillers provinciaux, les conseillers d'arrondissement et les bourgmestres.

Le but poursuivi est de *développer les bureaux existants et d'étendre le champ de leur activité.*

L'action des bureaux isolés et la portée qu'elle peut avoir sur les environs ne sont pas non plus dédaignées.

Par des circulaires, on attire l'attention des bureaux de placement sur les questions importantes telles que le placement agricole, celui des apprentis, etc.

On envoie en outre des questionnaires concernant les listes de vacances, et surtout le tarif des taxes des bureaux professionnels. En vue de démontrer la nécessité du placement public, de nombreuses conférences sont organisées.

Le Dr Schlotter, le distingué et très actif chargé d'affaires de la fédération, fit à diverses reprises de nombreux rapports sur « le but et l'organisation de la fédération des bureaux de placement de l'Allemagne moyenne ».

On étudie aussi très attentivement la question de bienfaisance et l'hébergement des chômeurs ambulants.

Depuis le 1^{er} avril 1911, le rapport à l'*Arbeitsmarkt* sur l'état du marché du travail n'est plus fait, les bureaux de placement adressent leurs rapports à la fédération de l'Allemagne moyenne, en se servant de formulaires spéciaux établis à cet effet.

La fédération met ces matériaux à la disposition de l'office impérial de statistique, du bureau central statistique, du

Grand-Duché de Hesse, de l'*Arbeitsmarkt*, et des autres journaux du ressort fédéral.

Les bureaux de placement non publics (corporations, syndicats, unions) doivent également adresser un rapport mensuel, l'office statistique de Francfort complète comme par le passé les résultats des bureaux de placement publics ; la fédération, par contre, rassemble ceux des bureaux de placement non publics et est chargée d'envoyer ces deux listes aux intéressés.

Les bureaux de placement publics qui envoient leurs rapports à l'office impérial statistique dressent chaque mois les listes de groupements par métiers, sur des formulaires spéciaux qui sont publics. De cette façon les rapports sont simplifiés et centralisés à la fédération. Celle-ci tient beaucoup à la publication mensuelle des rapports, persuadée que c'est, pour le marché du travail, le meilleur mode de centralisation et qu'elle fait ainsi mieux connaître son but et ses travaux.

La presse et la réclame. — Des communications constantes existent avec la presse. Les rapports sur l'état du marché du travail sont envoyés chaque mois à 300 journaux. Des communiqués sont également adressés sur les conférences et les rapports annuels des bureaux de placement.

Les bureaux de placement ont grand intérêt à attirer l'attention sur leur activité placière, aussi des arrangements spéciaux sont-ils passés avec les journaux. La fédération a accordé des subventions à de petits bureaux de placement pour qu'ils puissent faire quelques annonces qui partout ont eu beaucoup de succès. Les bureaux de placement ont reçu aussi gratuitement des affiches.

La fédération a adressé, par l'intermédiaire des offices d'arrondissement et des conseillers provinciaux, en se servant des bureaux de placement, des circulaires, la nomenclature des bureaux de placement publics et des cartes de demandes à environ 15.000 patrons industriels.

Subventions et remboursements. — En 1910-1911 furent distribuées les subventions suivantes aux bureaux de placement, soit comme secours, soit pour payer le déficit de l'année précédente :

Friedberg i. H.	500 m.	Bad Nauheim	100 m.
Limbourg (1) a. L	600 »	Rüdesheim-s/-R.	300 »
Nastätten	150 »	Limbourg-s/-L.	480 »
Oppenheim.	150 »	Wildungen	200 »
Alzep	150 »	Gersfeld	50 »

Hungen et Grünberg i. H. ensemble	150 m.
Bingen-sur-le Rhin	100 »

En outre, le premier président, sur la proposition de la direction de la fédération de l'Allemagne moyenne, paya directement les sommes suivantes prises sur les fonds des ambulants pauvres de l'arrondissement gouvernemental de Wiesbaden.

Bureau de placement de Francfort	1.200 m.
— — — — — de Limbourg-s/-L.	650 »
— — — — — de Wiesbaden	200 »
— — — — — de Herborn.	150 »
— — — — — de Weilbourg	100 »
soit	<u>2 300 m.</u>

Les frais de port (de lettres) et de téléphone remboursés en 1910-1911 s'élevèrent à 1.075 m. 76 contre 574 m. 12 l'année précédente.

Les frais de voyage des administrateurs montèrent à 926 m. 50 contre 428 m. 08 en 1909-1910.

Listes des vacances. — Les listes des vacances ont subi deux réformes importantes :

(1) Pour couvrir le déficit de l'année 1909-1910.

1^o Ces listes ne sont plus envoyées qu'aux bureaux de placement organisés ;

2^o Les bureaux de placement des villes moyennes et de petite importance ont été priés instamment de ne plus afficher les listes de vacances pour éviter que les chômeurs n'aillent chercher à l'aveuglette du travail à la ville sans y être conseillés ;

3^o La direction a résolu d'insérer dans les listes de vacances principalement dans les villes, à côté des places vacantes, les noms des chômeurs qui acceptent du travail hors de la ville.

Par ce moyen le marché de travail des grandes villes sera décongestionné et les petits bureaux de placement auront le moyen de faire quitter la ville aux chômeurs qui n'y trouvent pas d'emploi. Il est particulièrement important que les bureaux de placement petits et moyens arrivent à balancer les offres et les demandes de travail dans un cercle économique déterminé.

C'est pourquoi à Bingen-sur-le-Rhin fut établie une liste des vacances sur le modèle de celle de Limbourg, avec cette différence que la feuille n'est pas affichée, mais simplement déposée à la mairie, et on invite le public à y prêter attention.

INDICATION

(reproduction d'une de ces listes),

**des places vacantes et des chômeurs dans
l'arrondissement de Bingen.***Organe officiel de l'arrondissement de Bingen,*

imprimé comme manuscrit.

paraît une fois par semaine, édité par le bureau de place-
le jeudi. ment de l'arrondissement de
Bingen.

Numéro

Bingen-sur-le-Rhin, le

1^{re} année

Le bureau de placement se trouve à Bingen, Amtstrasse 8, téléphone 51, il donne gratuitement aux employeurs et employés les renseignements concernant les postulants et les occasions de travail. Seulement, pour le placement des domestiques femmes, il est perçu une taxe de 1 mark. Cette « indication » se trouve dans toutes les mairies de l'arrondissement.

Des formulaires (cartes) de demandes pour l'envoi de travailleurs des deux sexes et de toutes espèces, sont délivrés *gratuitement* dans les bureaux de placement et *dans toutes*

Tous les employeurs qui utilisent cette « indication » et les bureaux de placement de l'arrondissement, sont instamment priés, pour que les affaires (de placement) soient rapidement expédiées, et les conflits évités, de vouloir bien prévenir immédiatement par carte postale, ou par la carte d'envoi apportée par l'ouvrier, que la place qu'ils avaient déclarée libre est occupée.

Cet avis doit être donné au bureau de placement de Bingen.

Il est de règle que chaque *demande* d'ouvriers ou de tra-

les mairies de l'arrondissement.

Des renseignements gratuits sur les postulants et les occasions de travail, éventuellement même par téléphone, sont donnés par le bureau de placement de l'arrondissement.

vail ne soit publiée qu'une fois et gratuitement.

Si l'on désire qu'elle soit répétée, il faut le spécifier.

Office de l'arrondissement grand-ducal de Bingen.

Dr STEEG.

Bingen, le 6 avril 1911.

L'office d'arrondissement grand-ducal de Bingen aux maires de l'arrondissement.

Nous vous recommandons de faire publier l'avertissement ci-dessus dans votre commune à des intervalles convenables, d'un mois environ, et selon l'usage local.

Veuillez exposer dans votre bureau les indications contenues dans la liste des vacances ci-dessous, d'une façon visible. Veuillez donner une carte d'envoi aux ouvriers qui cherchent du travail et se présentent chez vous, leur faire remarquer qu'ils doivent se présenter eux-mêmes chez l'employeur qui, d'après la liste des vacances, cherche un ouvrier, et qu'ils doivent lui remettre cette carte. L'employeur doit inscrire sur cette carte d'envoi ou sur une carte postale, s'il a engagé l'ouvrier en question, et envoyer sans retard la carte au bureau de placement de l'arrondissement de Bingen.

Les renseignements et les explications doivent, le cas échéant, être donnés verbalement. On vous fera parvenir prochainement un certain nombre de cartes d'envoi.

Dr STEEG.

En exposant les listes de vacances dans les mairies, on veut empêcher que les chômeurs se rendent sans renseignements sur le lieu de travail. Le bureau de placement a grand intérêt à savoir si la place est occupée et par qui, s'il s'agit d'ouvriers indigènes ou de nomades. Ceci est nécessaire pour se rendre compte des résultats du bureau de placement et pour qu'on n'envoie pas inutilement des ouvriers si la place est déjà occupée.

Il ne faut pas se dissimuler que le placement interlocal, tel qu'on le comprend actuellement, entraîne de grands frais, et il est douteux que la fédération puisse continuer à rembourser aux petits bureaux (de placement) les frais de leurs placements interlocaux si sa subvention n'est pas notablement augmentée.

Le mouvement interlocal a généralement monté. Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que le placement des nomades joue le rôle le plus important dans les villes moyennes et petites, alors que dans les bureaux des grandes villes (1), c'est le placement des ouvriers indigènes qui croît le plus.

L'échange des listes de vacances donne la possibilité de satisfaire les demandes des industries rurales et urbaines et de ralentir, si on ne peut l'empêcher complètement, la migration vers les villes. Différents procédés sont employés par les fédérations allemandes en vue d'obtenir les meilleurs résultats.

Des listes de vacances sont émises par le Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade, la Bavière, l'Alsace-Lorraine et la Marche. Par contre, la fédération de Westphalie les a supprimées depuis le 1^{er} juillet 1912 et remplacées par *l'échange de cartes postales*. Le district général est partagé en huit par-

(1) Sont considérées comme grandes villes celles de 100.000 âmes.

Placement interlocal effectué par les bureaux de placement de la Fédération de l'Allemagne moyenne.

SIÈGE DES BUREAUX DE PLACEMENT	ANNÉES	PLACES VACANTES			DEMANDES DE TRAVAIL			PLACEMENTS EFFECTUÉS			
		Total	Places vacantes au dehors		Total	Demandes adressées par des chômeurs du dehors	0/0	Total	Placements effectués au dehors	Places occupées par des chômeurs du dehors	0/0
Bingen-sur-le-Rhin	1909-10	273	452	55.7	603	577 65	7	90	48 53	3	78 86.7
	1910-11	1 052	563	53.5	1 411	1 219 86.4		547	267 48.8		464 84.8
Cassel	1909-10	14 219	1 466	10.3	18 368	3 700 30.1		10 248	659 6.4		1 793 17.5
	1910-11	17 463	2 257	12.9	20 002	4 648 23.2		12 927	1 130 8.7		2 107 16.3
Darmstadt	1909-10	6 256	985	15.8	11 380	4 800 42.2		3 502	625 17.8		944 27.0
	1910-11	5 748	563	9.8	10 635	4 336 40.8		3 193	314 9.8		848 26.6
Francfort-sur-Mein	1909-10	50 988	9 740	19.1	77 993	27 993 36.3		43 995	7 932 18.0		9 252 24.0
	1910-11	66 124	11 782	17.8	88 214	24 735 28.0		53 185	9 026 17.0		11 237 21.1
Friedberg i. H.	1909-10	3 750	1 602	42.7	3 688	1 807 49.0		3 493	1 660 47.5		1 804 51.6
	1910-11	2 489	875	35.2	2 482	896 36.1		2 348	772 32.9		788 33.6
Giessen	1909-10	1 733	708	40.9	2 927	1 755 60.0		1 433	508 44.8		602 53.1
	1910-11	4 818	609	33.5	2 796	1 629 58.3		1 195	469 39.2		501 41.9

Hanovre a. M.	{ 1909-10. }	805 4.229	206 499	25.6 16.2	1.176 4.319	503 47.9 750 56.9	514 704	133 25.9 84 11.9	258 50.2 414 58.8
Herrborn	{ 1909-10. 1910-11. }	574 574	249 281	43.4 49.0	3.013 3.169	3 007 99.8 2 930 92.5	432 401	438 34.9 168 41.9	429 99.3 361 90.0
Kreuznach	{ 1909-10. 1910-11. }	364 458	424 439	34.1 30.3	2.424 2.613	4 913 78.9 2 480 83.4	173 189	55 31.8 68 36.0	130 75.1 148 78.3
Mayence	{ 1909-10. 1910-11. }	8.327 9.918	2.421 3.039	29.1 30.6	16 876 17.487	6 421 36.3 6 607 37.8	6.045 7.341	1 040 27.1 2 020 27.5	2 122 35.1 2 696 36.7
Marbourg a. L.	{ 1909-10. 1910-11. }	316 529	14 486	43.9 35.2	219 235	483 83.6 207 88.1	138 166	49 43.8 73 44.0	100 72.5 144 86.7
Offenbach a. F.	{ 1909-10. 1910-11. }	3.885 4.573	208 224	5.3 4.9	7.825 8.754	1 728 22.1 1 853 21.2	3.027 3.718	137 4.5 153 4.1	256 9.8 341 9.2
Weilbourg a. L.	{ 1909-10. 1910-11. }	433 455	110 163	25.4 35.8	860 908	620 72.8 908 100	345 353	62 18.0 90 25.5	233 67.5 353 100
Wiesbaden	{ 1909-10. 1910-11. }	20.734 21.727	2.937 3.796	14.2 17.5	23.579 24.417	6 667 28.3 6 169 25.3	14.071 15.711	1 484 10.5 2 255 14.6	3 240 23.0 3 093 19.7
Worms-sur-Rhin, ...	{ 1909-10. 1910-11. }	4.181 4.656	984 1.226	23.5 26.3	11.009 9.858	6 076 55.2 4 567 46.3	3.435 3.400	923 29.4 1 035 30.4	981 31.3 1 575 46.3
Total	{ 1909-10. 1910-11. }	116.818 138.813	21.936 25.902	18.8 18.7	180.968 194.290	67 516 37.3 63 634 32.8	90.341 103.378	16 023 17.7 17 964 17.0	22 262 24.6 25 070 23.8
Les autres bur. de placement	{ 1909-10. 1910-11. }	7.937 6.207	2.534 1.464	31.9 23.6	8.609 6.940	3 968 46.1 2 571 37.0	6.286 4.721	1 812 28.7 876 18.6	2 595 41.3 1 736 36.8
Total général...	{ 1909-10. 1910-11. }	124.755 145.020	24.470 27.366	19.6 18.9	189.577 201.230	71 484 37.7 66 203 32.9	96.627 110.090	17 835 18.5 18 840 17.1	24 857 25.7 26 206 24.3

ties, ayant chacune un bureau central. Les offices étant rattachés exclusivement à leur bureau central respectif, avec lequel ils sont continuellement en rapport, on a ainsi un échange de vacances décentralisées. Il faudra attendre avant de se prononcer sur la valeur de ce système.

La fédération de la province rhénane préconise l'échange de communications téléphoniques entre les divers bureaux, principalement entre ceux avoisinant ou ayant des industries similaires.

Les défauts reprochés aux listes de vacances sont les suivants :

a) La liste des vacances paraît à la fin de la semaine, le samedi, jour où les embauchages sont rares.

b) La liste ne paraissant qu'une fois par semaine, beaucoup de bureaux ne déclarent pas leurs vacances réelles, aussi la liste n'a-t-elle qu'une valeur relative.

c) La liste est trop vite surannée, car le délai qui sépare la déclaration de l'office (jeudi à midi) et l'apparition de la liste (samedi matin) est trop long.

d) Par suite des déclarations irrégulières des bureaux, ces listes sont peu claires.

e) Des erreurs se produisent souvent, principalement chez les postulants, du fait de l'inscription du nombre des chômeurs à côté de la colonne des places vacantes.

f) Les indications portées sur les listes causent souvent des frais inutiles de téléphone, car les conditions de travail ne sont pas indiquées, et généralement on ignore à qui incombent les frais de voyage. Bien que l'emploi des listes de vacances n'ait pas donné ce qu'on en attendait, les offices de travail ne veulent pas y renoncer tant qu'on n'aura pas trouvé de meilleur mode de communication interlocal, aussi doit-on s'efforcer de les perfectionner.

1° La base du système, c'est que les renseignements doivent être centralisés dans une seule localité (comme ce que l'on fait à Berlin pour Grand-Berlin).

2° Les offres et demandes doivent être transmises rapidement par téléphone ou par télégraphe au bureau central, l'idéal serait une liste de vacances journalière.

3° Les renseignements doivent être plus complets, il faut indiquer le genre et le nombre d'ouvriers dont on a besoin, l'âge des employés, les salaires, le logement qu'on donne ou qu'on demande, qui payera les frais de voyage.

4° Les frais du placement interlocal ne doivent pas être à la charge des bureaux de placement, c'est pourquoi dans l'Allemagne du Sud, l'Etat ou les districts gouvernementaux se sont chargés des frais du mouvement interlocal. S'il n'en est pas ainsi, qu'au moins l'on supprime les subventions en argent que les fédérations doivent accorder aux bureaux de placement, et elles pourront alors supporter les frais d'établissement des listes de vacances, de port de lettres, de téléphone, etc...

5° En vue de faciliter la lecture des listes, on devrait les établir en double, l'une concernant les patrons, l'autre les ouvriers. Enfin, il est préférable de ne pas les afficher, il vaut même mieux les laisser entre les mains des employés des offices, car autrement il se produit toujours des erreurs, et les ouvriers, au lieu de consulter les employés, vont directement dans les localités indiquées.

Nombre des placements effectués dans le ressort de la Fédération des bureaux de placement de l'Allemagne moyenne en classant les villes d'après leur importance.

CLASSIFICATION d'après l'importance	ANNÉES	NOMBRE DES PLACEMENTS PROCURÉS					
		hommes	0/0	femmes	0/0	total	0/0
Grandes villes (100.000 habit. et plus).	1908-09.	33.177	76.7	29.305	93.3	62.482	83.7
	1909-10.	41.364	68.6	32.995	91.4	74.359	76.9
	1910-11.	52.602	75.0	36.562	91.5	89.164	81.0
Villes moyennes (de 20.000 à 100.000 habit.)	1908-09.	7.864	18.2	1.862	5.9	9.726	13.0
	1909-10.	9.273	15.4	2.349	6.4	11.622	12.0
	1910-11.	9.912	14.1	2.653	6.7	12.565	11.4
Petites villes (de moins de 20.000 habit.)	1908-09.	2.196	5.1	244	0.8	2.440	3.3
	1909-10.	9.877	16.0	769	2.2	10.646	11.1
	1910-11.	7.649	10.9	721	1.3	8.370	7.6
Total. . .	1908-09.	43.237	100.0	31.411	100.0	74.648	100.0
	1909-10.	68.514	100.0	36.113	100.0	96.627	100.0
	1910-11.	70.163	100.0	39.936	100.0	110.009	100.0

Bien que les bureaux de placement aient dans les petites villes des devoirs significatifs à remplir et aient réellement comme exemple les bureaux de Friedberg, Limbourg, Wilzenhausen, beaucoup de placements à réaliser jusqu'à présent, l'indication de travail est encore beaucoup trop souvent concentrée dans les grandes villes, de sorte qu'existe encore fréquemment cette opinion erronée : à savoir que le placement, qui est une des affaires les plus importantes de l'Etat, n'est à proprement parler qu'une charge incombant principalement aux grandes villes et aux frais de laquelle l'Etat n'a pas plus à s'intéresser qu'il ne s'est jusqu'à présent occupé de l'organisation des bureaux de placement publics.

Placement des réservistes.

La fédération avait adressé, le 1^{er} juillet 1910, une pétition au ministère de la guerre pour lui demander d'encourager les efforts de la fédération de l'Allemagne moyenne, en faisant assister les hommes accomplissant leur service militaire à des conférences où leur seraient démontrées l'importance et l'utilité des bureaux de placement publics. Les autorités militaires étaient également sollicitées d'aider les bureaux de placement publics à placer les hommes libérables dans leurs propres pays.

Le ministère de la guerre ayant répondu, le 27 octobre 1910, que pour des considérations de principe, il ne pouvait agréer la demande qui lui avait été adressée, la fédération engagea les bureaux à suivre l'exemple de l'office de Limbourg :

Chaque année, le conseiller provincial fait noter dans les bureaux de recrutement, les noms des régiments où sont appelés les réservistes de l'arrondissement.

Au mois de juillet on envoie aux commandants des régiments des circulaires où l'on fait ressortir le rôle et l'utilité des bureaux de placement publics, les priant de recommander aux hommes de s'en servir le cas échéant.

On envoie autant d'exemplaires de ces circulaires qu'il y a dans le régiment de compagnies, batteries ou d'escadrons, ce qui évite au régiment d'avoir à passer des écritures.

Ceci à Limbourg donne, paraît-il, de bons résultats.

Cet aperçu montre une augmentation réjouissante dans le placement des ouvriers qualifiés. Ceci anéantit l'affirmation toute gratuite d'ailleurs que les bureaux de placement publics ne sont pas en mesure de procurer des ouvriers professionnels. Ce placement d'ouvriers qualifiés est un bienfait pour les petits patrons et les exploitations moyennes ; en

effet, il est de notoriété que les grands industriels ne s'adressent pas aux bureaux de placement publics quand ils ont besoin d'ouvriers professionnels.

Le bureau de placement municipal de Francfort eût été, en 1909-1910, en mesure de placer un grand nombre de serruriers, machinistes, d'ouvriers en outils, de mécaniciens, et de monteurs, s'il y avait eu plus de places vacantes.

La faute en est que les bureaux de placement publics ne sont pas en relation avec la grande industrie.

Aperçu du placement des domestiques effectué par les bureaux de placement ayant des sections féminines spéciales.

SECTIONS féminines de :	1908-1909			1909-1910			1910-1911		
	Domestiques	Femmes de ménage et laveuses	Total	Domestiques	Femmes de ménage et laveuses	Total	Domestiques	Femmes de ménage et laveuses	Total
Cassel.....	1.697	1.417	3.114	1.571	1.991	3.562	1.645	2.301	3.946
Darmstadt.....	668	173	841	968	224	1.192	1.219	253	1.472
Francfort.....	462	17.098	17.560	995	18.355	19.350	2.402	18.178	20.580
Mayence.....	326	1.694	2.020	402	1.410	1.812	438	1.750	2.188
Wiesbaden.....	1.796	2.485	4.281	1.967	3.385	5.352	2.093	3.544	5.637
Worms.....	202	445	647	228	479	707	276	519	795
Totaux des 6 villes.....	5.151	23.312	28.463	6.131	25.844	31.976	8.073	26.545	34.618
Tous les autres bur. ensemble..	49	130	149	22	177	199	137	231	368
Total général.	5.170	23.442	28.612	6.153	26.021	32.174	8.210	26.776	34.986

Placement des apprentis.

La fédération estime que la question de l'apprentissage, une des branches spéciales du placement qui présente le plus de difficultés, doit être traitée de la façon suivante :

1° Dans les grandes villes, le placement des apprentis n'est

pas exclusivement l'affaire des bureaux de placement. La responsabilité est trop grande et chaque cas doit être examiné individuellement, il faut donc s'adjoindre d'autres facteurs, principalement les chambres des métiers et les organes de la prévoyance pour la jeunesse.

Dans les petites villes où les difficultés sont moindres, les bureaux de placement publics peuvent s'occuper avec fruit du placement des apprentis.

2° La fédération doit se borner à aider à la formation des Comités particuliers qui s'occuperont du placement des apprentis et qui devront être étroitement rattachés aux bureaux de placement.

3° Une feuille centrale des places vacantes d'apprentis, contenant les noms et métiers des maîtres qui désirent des apprentis et des enfants qui désirent entrer en apprentissage, est envoyée aux intéressés qui collaboreront avec la fédération. Cette feuille ne doit en aucun cas être publiée, ce qui occasionnerait des démarches et écritures inutiles, et le but poursuivi ne serait pas atteint. De plus, en publiant les listes on ne pourrait maintenir entre la ville et la campagne l'équilibre nécessaire à la communauté.

La fédération a accordé pour l'établissement de ces listes une somme de 50 marks.

Les listes (300 exemplaires environ) doivent paraître une fois par semaine au commencement de décembre et à Pâques, moments les plus propices pour l'entrée en apprentissage. Les autres mois elles ne paraissent que tous les quinze jours.

La fédération, dans cette œuvre, a comme collaborateurs, outre tous les bureaux de placement, les chambres de métiers de Cassel, Wiesbaden et Darmstadt.

**Nombre des placements effectués dans l'industrie hôtelière, limonnière et des restaurants
dans les années 1908-1909 (1), 1909-1910 (2), 1910-1911.**

CATÉGORIES	Section professionnelle Frankfort-s-le-Mein			Section professionnelle Wiesbaden			Tous les autres bureaux de place- ment ensemble				Total		
	1908-	1909-	1910-	1908-	1909-	1910-	1908-	1909-	1910-	1911-	1908-	1909-	1910-
	1909	1910	1911	1909	1910	1911	1909	1910	1911		1909	1910	1911
Sommeliers		3 261	5 200		2 402	3 297		83	126			5 742	8 623
Cuisiniers.		1 111	1 352		744	623		1	13			1 856	1 968
En tout, personnel masculin . .	2 513	4 372	6 552	778	3 146	3 920	511	84	139		3 802	7 602	10 591
Personnel de maison		53	67		758	1 020		86	64			897	1 151
Personnel de cuisine		165	651		413	614		458	489			1 036	1 741
En tout, personnel féminin. . .	102	218	718	664	1 171	1 621	506	544	553		1 272	1 933	2 892
Total	2 615	4 590	7 250	1 442	4 317	5 541	1 017	628	692		5 074	9 535	13 483

(1) Dans les chiffres de 1908-1909 sont compris les garçons-valets.

(2) Depuis 1909-1910, l'office statistique impérial compte les garçons-valets d'hôtel sous la rubrique autres salariés et services domestiques (groupe 24).

Le placement du personnel hommes a triplé en deux ans, celui des femmes a plus que doublé.

Ce développement pour Francfort provient du transfert du bureau dans des locaux mieux appropriés et de l'ouverture d'une succursale, et à Wiesbaden de ce qu'on a pris comme employés un ancien chef-cuisinier et un ancien secrétaire d'hôtel.

Furent effectués à Francfort :

Du 1^{er} octobre 1908 au 1^{er} avril 1909. . 1.077 placements

Du 1^{er} octobre 1909 au 1^{er} avril 1910. . 2.784 —

Du 1^{er} avril 1909 au 1^{er} octobre 1909. . 1.806 —

Du 1^{er} avril 1910 au 1^{er} octobre 1910. . 3.992 —

Le placement à l'extérieur a également considérablement monté.

	1908-09	1909-10	1910-11
Sommeliers.	534	896	709
Cuisiniers		58	58
Garçons de service et de cuisine. .	128	148	211
Demoiselles de buffet et femmes de			
chambre.	13	20	87
Personnel de cuisine.	8	130	154
Total.	683	1.252	1.219

Tous les ans ont lieu des conférences qui réunissent les directeurs des bureaux de placement de la fédération. Ceux-ci reçoivent 6 marks d'indemnité et le remboursement de leur voyage en 3^e classe.

Les intéressés étant tous représentés au sein de la fédération, on évite ainsi que les questions ne soient traitées au profit d'un des partis, et au détriment des autres. On obtient également de cette façon une direction impartiale ; c'est pour cette raison que la fédération de l'Allemagne moyenne a servi de modèle aux fédérations des provinces prussiennes.

Aperçu des recettes de la Fédération depuis sa fondation.

GENRE DE RECETTES	1907-1908		1908-1909		1909-1910		1910-1911	
	Marks	Pf.	Marks	Pf.	Marks	Pf.	Marks	Pf.
I. Subventions :								
<i>a) de la Prusse.</i>								
1. Du Ministère de l'Intérieur .	4 000	—	5.000	—	5.000	—	—	—
2. Du Ministère du Commerce et de l'Industrie.	—	—	4.000	—	4.000	—	4 000	—
3. Du Ministère de l'Agriculture. .	—	—	—	—	1.700	—	1.700	—
4. Fédération d'arrondissement nassauvienne	1.000	—	2 000	—	3.000	—	3.000	—
5. Fédération d'arrondissement de Hesse.	1.000	—	2.000	—	2.000	—	2.000	—
6. Chambres agricoles de Wiesbaden	—	—	—	—	300	—	400	—
7. Chambres agricoles de Cassel. .	—	—	—	—	500	—	500	—
8. Bureau de placement municipal de Francfort	—	—	—	—	—	—	757	—
	6.000	—	13.000	—	16.500	—	12.357	—
<i>b) de la Hesse.</i>								
1. Ministère de l'Intérieur. . .	—	—	2.000	—	2.000	—	2.000	—
2. Province de la Hesse supérieure.	—	—	500	—	—	—	(3) 1.000	—
3. Province de la Hesse Rhénane	—	—	—	—	—	—	500	—
4. Chambre agricole de Darmstadt.	—	—	—	—	400	—	600	—
II. Contributions des membres. .	2.355	—	1.925	20	1.620	—	1.900	—
III. Autres recettes	—	—	(1) 2.515	03	(2) 664	38	38	20
Total	8.355	—	19.940	25	21.184	38	(4) 18.395	20

(1) Y compris 2.300 marcs provenant d'un fonds du Comité de la lutte contre le chômage formé à Francfort.

(2) Y compris 580 marcs des recettes pour le 1^{er} cours administratif des bureaux de placement.

(3) Pour les années 1909-1910 et 1910-1911.

(4) En plus une somme de 2.300 marcs disponible, provenant d'un fonds de bienfaisance pour les nomades pauvres, sur la proposition de la Fédération, a été distribuée dans l'arrondissement gouvernemental de Wiesbaden.

La fédération a vu en 1911-1912 son budget augmenté. Le ministre du commerce et de l'industrie a porté sa subvention de 4.000 à 5.000 marks, le ministre de l'agriculture de 1.700 à 1.800 marks, la fédération d'arrondissement nassauvienne de 3.000 à 4.000 marks, les chambres agricoles de Wiesbaden de 400 à 500 marks, celles de Darmstadt de 600 à 700 marks

Pour la première fois, la province rhénane donne une subvention de 500 marks, la province de Starkenbourg 200 marks, et la direction provinciale d'Arolsen 200 marks.

La subvention de la chambre de commerce de Francfort a été portée de 50 marks à 300 marks.

Le budget total s'élève à 21.600 marks.

Francfort (1).

Bureau de placement municipal.

Le bureau municipal de Francfort, qui fut créé le 18 juin 1895, se trouva dès sa fondation sous la surveillance d'un Comité paritaire composé de patrons et d'ouvriers en nombre égal. Les représentants des deux partis étaient nommés par le conseil des prud'hommes.

Comme on pourra le voir, le bureau obtint un grand succès, puisqu'en dix ans le nombre des placements s'éleva de 6.493 à 37.866. De 1905 à 1909 se produisit une période de régression due à des causes diverses.

Au point de vue matériel, le bureau était très mal situé, dans un vieux bâtiment au bord du Mein qui ne se prêtait pas

(1) Source : Städtische Arbeitsvermittlungstelle Sechzehnter Jahresbericht, 1910.

à la spécialisation des sections. Ainsi, en 1908, la branche féminine fut-elle transférée dans un autre immeuble. Mais la véritable cause de régression fut l'attitude que prirent les syndicats ouvriers vis-à-vis du bureau municipal, qu'ils cherchèrent à faire désertier par leurs membres.

Cette situation heureusement ne dura pas, lorsque les ouvriers comprirent que le bureau municipal ne voulait pas se mêler aux luttes des ouvriers et des patrons, et qu'il désirait conserver son caractère impartial, alors ils lui revinrent. Enfin, le 20 janvier 1911, la municipalité accorda les crédits nécessaires à la restauration de la vieille école de Notre-Dame, 28, Grosse Friedbergstrasse, en vue d'y installer le bureau de placement public.

Les locaux sont suffisamment grands pour que la fédération puisse également y trouver un abri. Outre les diverses sections professionnelles, on créa un bureau d'indications de logements, un atelier d'écritures pour les chômeurs et un bureau de placement pour les commerçants.

Il n'y a que les sections féminines et l'auberge familiale des domestiques femmes sans place qui se trouvent dans une construction particulière.

On pourra se rendre compte de l'activité déployée par le bureau depuis sa création, et particulièrement de celle de la dernière année, en examinant le tableau ci-dessous :

Bureau de placement municipal de Francfort.
Résultats de 1910 comparés à ceux des années précédentes.

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS	1901-02	1902-03	1903-04	1904-05	1905-06	1906-07	1907-08	1908-09	1909-10	1910-11
Ouvriers non qualifiés, ...	7.498	8.319	8.842	9.864	8.923	10.481	10.340	10.547	12.451	15.154
Sommeliers, cuisiniers, jeunes gens qui tirent la bière . . .	1.699	1.784	2.546	3.080	2.737	2.307	2.270	2.313	4.372	6.532
Menuisiers et encadreurs. . .	1.415	1.668	1.577	1.635	1.900	1.270	1.241	797	988	4.263
Cordonniers.	789	864	1.068	944	760	788	1.528	1.580	1.439	1.406
Peintres, vernisseurs, badigeon.	657	843	847	780	560	528	697	662	518	994
Selliers et tapissiers. . . .	666	835	935	924	1.169	69	671	664	722	804
Tailleurs.	774	826	781	652	522	593	606	619	605	604
Serruriers.	525	637	763	1.075	1.482	1.127	947	461	732	927
Forgerons.	391	484	533	539	762	454	499	376	434	476
Ferblantiers et installateurs.	440	423	435	426	642	520	456	391	498	647
Charrons	178	200	171	177	208	162	166	145	174	196
Relieurs, carton., portefeuilleiers.	145	190	211	198	283	162	130	105	187	163
Tonnel., brasseurs et malteurs.	189	456	418	467	121	88	91	76	2	7
Typographes, lithographes, compositeurs et fondeurs de caractères	94	105	81	30	17	9	41	4	6	2
Jardiniers	121	94	115	389	227	469	151	166	103	108
Tourneurs sur métaux, mouleurs et similaires.	75	93	163	200	371	183	183	68	196	357
Vitriers	67	84	72	30	40	47	29	105	140	146
Taillieurs de pierre et sculpteurs.	102	74	70	61	85	—	60	90	78	83
Maçons et stucateurs. . . .	36	60	86	78	66	39	45	40	92	96
Machinistes, chauff. et monteurs	36	59	182	235	290	338	348	136	163	256
Charpentiers	93	58	84	73	69	94	99	79	157	92
Tourneurs sur bois, broisseurs et peigniers	54	56	159	132	210	120	130	114	52	80
Mécaniciens, horlogers. . .	18	27	—	—	—	—	—	—	—	—
Boulangers, confiseurs . . .	32	22	36	19	24	15	34	58	58	778
Barbiers, coiffeurs	6	7	7	2	4	1	5	9	40	16
Bouchers.	—	—	3	1	3	1	4	43	26	13
Métiers divers	59	71	576	837	720	960	539	289	342	347
Femmes et jeunes filles . . .	5 913	7.316	8.755	11.535	15.701	16.400	16 375	17.724	19.780	21 633
Total.	22.072	25.352	29.216	34.050	37.896	37 780	37.622	37 631	43.995	53.185

On a maintenant beaucoup plus recours au bureau municipal, les patrons annoncèrent près de 16.000 places vacantes de plus qu'en 1909-1910, les employés également vinrent en plus grand nombre. On en compte 11.000 de plus que l'année antérieure.

Les métiers qui firent le plus usage du bureau, et dont le nombre de placements augmenta considérablement, furent ceux des menuisiers, boulangers, confiseurs, peintres, sommeliers, garçons de maison, journaliers et domestiques. En ce qui concerne ces derniers, le mérite en revint à la nouvelle directrice, pour les ouvriers qualifiés au changement de sentiments des syndicats à l'égard du bureau, également aussi aux efforts constants de la direction, mais surtout à ce que les demandes adressées par les patrons ont été beaucoup plus élevées (43.885, 50.988, 66.124).

Pour cette raison, les employés y affluèrent aussi en grand nombre.

Si l'on compare le nombre des placements effectués à celui des habitants, nous trouvons que pour l'année 1910-1911 il y a eu un placement de fait sur 7, 3 habitants.

En tenant compte de l'adjonction des 11 faubourgs, nous ne trouvons plus que un placement sur 7,67 habitants.

Comparaison de Francfort et des principales villes de l'Allemagne.

VILLES	Nombre d'habitants en 1910	Places * vacantes en 1910	Demandes en de travail * en 1910	Placements effectués * en 1910	Places procurees sur 4000 habi- tants	Placements effectués d'après le nombre d'habitants
1	2	3	4	5	6	7
Berlin	2.070.695	476.914	204.960	438.389	66.85	44.96
Breslau	54.891	46.047	45.668	43.477	26.37	37.98
Cassel	453.078	45.453	20.663	44.448	72.86	43.73
Cologne	516.167	26.394	53.454	23.719	45.97	21.76
Düsseldorf	337.702	38.463	45.159	33.207	93.00	40.77
Erfurt	121.461	43.255	45.442	9.329	84.00	41.95
Francfort-s/Mein.	(1) 379.582	61.334	83.959	50.363	432.64	7.53
Hanovre	302.384	30.342	62.874	23.718	78.50	42.75
Königsberg	245.853	9.070	12.009	7.337	30.00	33.51
Magdebourg	279.685	26.232	33.606	21.696	77.76	42.76
Posen	456.696	34.263	37.634	29.868	494.41	5.25
Wiesbaden	409.033	20.981	23.895	45.009	437.61	7.26
Villes non prussiennes :						
Meyence	440.634	9.395	46.884	6.968	62.72	45.88
Munich	595.053	96.449	98.720	78.918	432.62	7.54
Stuttgart	283.589	86.455	96.193	67.138	227.65	4.22
Strasbourg	478.290	—	—	—	—	—

(1) Sans les faubourgs ; avec les faubourgs, 444.598.

* Indication du calendrier, d'après le rapport du ministre du commerce prussien.

Le bureau municipal de Francfort est donc au niveau de Munich et n'est plus dépassé en Prusse que par Wiesbaden (7,26) et Posen (5,25).

Le coût moyen d'un placement revient, pour l'année 1910-1911, comme l'année précédente à 0 m. 83. C'est peu si on le compare par exemple au coût des placements commerciaux des bureaux de placement publics de Cologne qui, pour l'année 1909-1910, s'est élevé à 8 m. 20 (prix moins élevé que celui des années précédentes), et qui est à peine plus bas dans les bureaux de placement des unions commerciales francfortoises.

Cette somme de 0 m. 83 est encore élevée si l'on considère que la moitié des places procurées ne sont que de courte durée, et la subvention de la ville qui s'est élevée pour cette dernière année à 49.714 m. 56 devra encore augmenter considérablement si l'activité du bureau s'accroît (1).

(1) Voir réflexions des préposés au Congrès de Francfort (1912) : les dépenses augmentent parce que les patrons ne payant pas, sont enclins à changer souvent de personnel. On peut envisager, pour le jour où les bureaux de placement publics n'auront plus à craindre de concurrence, la possibilité de faire rembourser par les patrons le montant de certains frais, tels les dépenses téléphoniques.

Placements effectués par le bureau de Francfort avec le prix de revient de chacun d'eux.

ANNÉES 1	Nombre d'habitants 2	Nombre de placements procurés 3	Dépenses effectives d'après le compte annuel 4	Couvertes en partie par recettes 5	Rapport du pla- cement au nombre d'habitants 6	Prix de revient de chaque pla- cement 7
1895	209.000	6.492	—	—	32.49	—
1896	235.000	9.699	40.475	—	24.23	4.08
1897	242.000	12.435	44.113	—	49.43	0.89
1898	250.000	45.297	42.726	—	46.34	0.83
1899	256.000	48.655	43.965	—	43.72	0.75
1900	266.000	20.881	46.039	—	42.74	0.77
1901	280.000	22.612	45.896	—	42.69	0.72
1902	302.000	25.352	46.256	—	41.91	0.64
1903	309.000	29.216	47.532	—	40.58	0.60
1904	318.000	34.650	49.431	—	9.34	0.57
1905	336.000	37.866	20.746	—	9.10	0.55
1906	343.000	37.780	23.733	4.010	9.04	0.63
1907	352.000	37.632	27.400	744	9.38	0.72
1908	360.000	37.631	33.854	4.705	9.83	0.90
1909	369.000 (1)	43.995	36.754	2.503	8.39	0.83
1910	374.000 (2)	53.485	49.714	5.413	7.03	0.83
1911	408.000	53.485	49.714	5.413	7.67	0.83

(1) Nombre d'habitants sans les 11 faubourgs.
(2) — avec les 11 faubourgs.

Bien qu'on ne puisse jamais envisager la possibilité pour le bureau de placement de subvenir à ses frais, puisqu'il doit procurer rapidement et facilement du travail à la partie de la population qui est sans ressources, on ne peut s'empêcher de se demander si les recettes du bureau ne pourraient être tant soit peu augmentées.

L'accroissement des recettes de l'année 1909-1910 provenait de ce que, dans la section des domestiques, les patrons doivent payer une taxe, et parce que le ministre de l'intérieur avait accordé un crédit de 1.200 marks à la municipalité de Francfort en vue d'encourager le placement des nomades de l'arrondissement de Wiesbaden. Cette subvention avait été répartie ainsi : 757 marks à la fédération et 443 marks au bureau de Francfort.

Le ministre du commerce avait en plus accordé une somme de 320 marks destinée à rembourser spécialement au bureau les frais de téléphone, etc..., que lui avait occasionné le placement du personnel de l'industrie hôtelière.

Il ressort du tableau suivant que ces subventions minimales ne sont pas du tout en rapport avec le placement interlocal effectué par le bureau de Francfort.

Développement du placement interlocal du bureau de placement de Francfort.

ANNÉES	SEXE	PLACES VACANTES		DEMANDES DE TRAVAIL		PLACES PROCURÉES			
		Total	A l'extérieur	Total	Adressées par des étrangers	Total	Chez des employeurs étrangers	0/0	A des ouvriers venant de l'étranger 0/0
1907-1908.....	Hommes..	24.471	7.835	45.961	21.927	21.247	5.967		7.597
	Femmes..	49.708	307	19.212	1.006	46.375	45		581
	Total...	44.179	8.142	65.173	22.933	37.022	5.982		8.178
1908-1909.....	Hommes..	22.213	8.343	56.243	27.356	19.907	6.828	34.3	7.096
	Femmes..	21.672	395	20.505	1.405	47.724	485	1.0	745
	Total...	43.885	8.738	76.748	28.461	37.631	7.013	18.6	7.841
1909-1910.....	Hommes..	26.402	9.052	55.648	26.607	24.245	7.545	31.2	8.424
	Femmes..	24.586	688	21.373	1.386	49.780	387	2.0	4.128
	Total...	50.989	9.740	77.021	27.993	43.995	7.932	18.0	9.252
1910-1911.....	Hommes..	34.576	40.512	56.406	24.850	31.552	8.539	27.1	40.229
	Femmes..	31.548	4.270	32.408	2.885	21.633	487	2.3	1.008
	Total...	66.124	44.782	88.214	24.735	53.185	9.026	17.0	41.237

Il résulte de ce tableau que les placements effectués à l'extérieur augmentent toujours davantage.

En 1910-1911, on déclara comme vacantes au dehors 11.782 places, alors qu'en 1907 on n'en comptait que 8.142. D'autre part, le placement local, loin de diminuer, a également augmenté, de sorte que tous, la ville, la province, l'Etat sont intéressés au développement du bureau municipal qui répond à un besoin manifeste.

Placement agricole (y compris celui des jardiniers) :

En 1909-1910 furent placés 3.053 ouvriers agricoles, et 3.182 en 1910-1911. Etant donné l'importance du placement agricole pour l'équilibre du marché de travail en général, la commission, par décision du 18 avril 1910, chargea l'administrateur, le Dr Schlotter, de faire un rapport sur la durée et la nature des placements agricoles.

Placement agricole du bureau de placement municipal de Francfort par catégories d'ouvriers et par cantons pour l'année 1910-1911.

Cantons	Total	Nombre de placements comprenant			
		valets de ferme	journaliers	suisses	valets d'écuries
Biedenkopf	11	3		9	
Dillkreis	1		1		
Oberwesterwald	9	6	3		
Westerburg	10	7		3	
Oberlahn	71	43	21	6	1
Unterlahn	1		1		
Limbourg	43	11	26	1	5
St-Goarshäusen	3		1	2	
Obertaunus	386	111	252	17	6
Untertaunus	38	14	20	1	3
Usingen	45	27	17	1	
Höcht	314	66	218	22	8
Wiesbaden ville, Wies-					
baden land	144	50	67	22	5
Francfort ville, Franc-					
fort land	901	164	681	35	21

Cantons	Nombre de placements comprenant				
	Total	valets de ferme	journaliers	suisses	valets d'écurie nourrissant les bestiaux
Total du district gouver- nemental de Wiesba- den.	1.977	501	1.308	119	49
Gelnhausen.	12	6	3	2	1
Hünfeld	4	2	2		
Hersfeld	3	3			
Hanau	87	26	54	5	2
Frankenberg	8	7	1		
Schlüchtern.	23	12	11		
Marbourg.	11	9	2		
Witzenhausen.	1	1			
Ziegenhain.	2	2			
Total du district gouver- nemental de Cassel .	151	68	73	7	3
Total de la province de de Hesse-Nassau . .	2.128	569	1.381	126	52
Offenbach.	148	62	77	4	5
Grosz-Geran.	52	10	41	1	
Brusheim.	4	3	1		
Heppenheim	42	9	26	7	
Erbach.	29	10	10	6	3
Diebourg.	55	14	18	16	7
Darmstadt	46	16	27	2	1
Mayence	65	14	39	10	2
Bingen.	11	3	7	1	
Alzep.	33	21	12		
Worms.	5	5			
Oppenheim.	40	22	2	14	2
Büdingen.	31	21	10		
Lauterbach	1	1			
Asfeld	1	1			
Giessen.	12	1	11		
Friedberg.	401	78	288	21	14
Schotten	19	10	9		
Total du Grand-Duché de Hesse.	995	301	578	82	34
Kreuznach	1			1	
Wetzlar	6	4	2		
Total.	7	4	2	1	
En dehors	52	35	3	9	5
Total pour 1910-1911 .	3.182	909	1.964	218	91
Pour 1909-1910	3.053	855	1.965	141	92
Pour 1908-1909	2.860	847	1.803	123	87

Il n'y a pas eu de changements notables dans le nombre et le genre des placements, c'est à peu près le même tableau qu'en 1908-1909 et 1909-1910. Ceci décida à faire des recherches sur la fréquence de l'utilisation du bureau de placement par les employeurs et sur les salaires des personnes placées.

Fréquence de l'utilisation de la part des employeurs	Nombre des employeurs	0/0	Nombre du personnel demandé	0/0
1 fois.....	389	40.7	389	9.6
2 fois.....	165	17.2	330	8.2
3 fois.....	107	11.2	321	7.9
4 fois.....	68	7.1	272	6.7
5 fois.....	51	5.3	255	6.3
6 fois.....	37	4.0	222	5.6
7 fois.....	22	2.3	154	3.8
8 fois.....	20	2.1	160	4.0
9 fois.....	20	2.1	180	4.5
10 fois.....	11	1.1	110	2.7
11-20 fois.....	45	4.7	642	15.9
21-30 fois.....	9	0.9	221	5.5
31-40 fois.....	6	0.6	203	5.0
41-50 fois.....	2	0.2	94	2.3
51-100 fois.....	5	0.4	381	9.4
Au-dessus de 100.	1	0.1	105	2.6
Total.....	958	100 0	4.039	100.0

Ce tableau montre que 958 employeurs ont eu environ 4.000 ouvriers ; chacun d'eux a donc eu, en moyenne, quatre fois recours au bureau de placement.

On en peut conclure que les contrats sont de courte durée. Les employeurs qui n'ont eu recours au bureau de placement qu'une fois (les 2/5) sont de petits agriculteurs qui conservent leur valet ; le nombre des demandes d'ouvriers augmente aussi avec l'étendue de l'exploitation.

La difficulté du placement agricole réside donc dans la nature du contrat.

Il résulte de l'enquête que 3.183 placements furent effectués pour le compte de 965 employeurs. La plupart des engage-

ments n'était donc que de très courte durée. Plus de la moitié des placements agricoles furent faits pour des employeurs qui eurent recours plus de 20 fois au bureau de placement. Ceci concorde avec le fait suivant : ayant comparé le nombre des placements agricoles effectués ces dernières années dans les villes environnantes, on ne put presque pas constater une élévation du nombre des placements dans les années mauvaises pour l'industrie, ni qu'il y eût de diminution durant les bonnes années.

Le bureau municipal procure aux ouvriers agricoles des engagements de plus longue durée, principalement aux ouvriers occupés à la ville et qui demeurent à la campagne où ils ont quelques biens. Les chômeurs urbains trouvent rarement à se placer à la campagne, n'entendant rien aux travaux agricoles qu'ils ne veulent pas accepter et auxquels ils renoncent au bout de très peu de temps.

Grâce à l'activité des bureaux de placement publics et aux rapports étroits que la fédération de l'Allemagne moyenne a établis, l'ouvrier connaît maintenant mieux les places vacantes existant à la campagne et n'a plus besoin d'aller à la ville chercher du travail. C'est d'autant plus important que l'agriculture tend à devenir un métier de saison.

Les salaires des ouvriers agricoles placés par l'intermédiaire du bureau municipal paraissent à peu près uniformes. Malgré la différence des catégories d'ouvriers et le mode de paiement, le salaire journalier est d'environ 3 marks, y compris le coût de la nourriture et du logement, mais il faut rappeler que la vie à la campagne est moins coûteuse qu'à la ville, malheureusement les changements fréquents de résidence ne peuvent se faire sans frais.

Offres de salaires telles qu'elles ont été faites au bureau de placement de Francfort en 1910-1911 pour les travailleurs agricoles.

			m.	m.	Nombre de cas	Calcul sur 1000 cas
Salaire hebd. avec nourriture et logem.	de 8	à 9			545	249.4
—	—	—	7	à 8	489	223.8
Salaire journalier	—	—	1.40	à 1.60	247	113.0
Salaire hebd.	—	—	6	à 7	192	88.0
—	—	—	9	à 10	132	60.4
Salaire journalier	—	sans log.	2	et moins	125	57.2
—	—	et log.	1.60	à 1.80	71	32.5
Salaire hebd.	—	—	5	à 6	42	19.2
Salaire mensuel	—	—	30	à 40	30	13.7
Salaire hebd.	—	—	11	à 12	29	13.2
Salaire mensuel	—	—	25	à 30	28	12.8
Salaire journalier	—	sans log.	2	à 2.50	24	11.0
Salaire hebd.	—	et log.	5	et moins	23	10.5
Salaire à l'heure	—	—	0.30	à 0.40	20	9.2
—	—	—	0.25	—	18	8.2
Salaire journalier	—	—	1.20	et moins	17	7.8
Salaire hebd.	—	—	12	—	16	7.3
Salaire à l'heure	—	—	0.25	à 0.30	15	7.0
Salaire mensuel	—	—	20	à 25	14	6.4
Salaire journalier sans nourriture ni log.	—	—	3	et moins	12	5.5
—	—	—	3	à 3.50	10	4.6
Salaire annuel avec nourriture et logem.	200	à 250			9	4.1
Salaire mensuel	—	—	18	à 20	8	3.7
Salaire annuel	—	—	250	à 300	8	3.7
Salaire mensuel	—	—	40	—	7	3.2
Salaire hebd.	—	—	10	à 11	6	2.7
Salaire annuel	—	—	300	à 350	6	2.7
—	—	—	350	à 400	4	1.8
Salaire à l'heure	—	—	0.40	à 0.50	3	1.4
Salaire annuel	—	—	200	et moins	3	1.4
Salaire journalier	—	—	1.20	à 1.40	2	0.9
—	—	sans log.	2.50	à 2.80	2	0.9
Salaire mensuel	—	et log.	18	et moins	2	0.9
Salaire annuel	—	—	au-dessus de 400	—	2	0.9
Salaire journalier sans nourriture ni log.	—	—	4	à 4.50	1	0.5
					2.185	1.000.0

Ce tableau montre que malgré la diversité de modes de paiement de catégories de travailleurs et de tarifs, les salaires sont assez uniformes. Ils sont en moyenne d'environ 3 marks par jour, y compris le logement et la nourriture.

Les plaintes adressées aux bureaux de placement par les travailleurs provenaient moins de la faiblesse des salaires que de la mauvaise qualité de la nourriture et du mauvais état des logements. Il fut dans la plupart des cas impossible de se rendre compte du bien fondé de ces plaintes.

Aussi la fédération a-t-elle décidé, d'accord avec les chambres agricoles fédérales, que dorénavant toutes les plaintes de ce genre seraient soumises à la chambre agricole dans le ressort de laquelle le fait incriminé aurait eu lieu.

Les devoirs des employeurs doivent être mieux définis. Les conditions stipulées avec les ouvriers, relatives au logement et à la nourriture, doivent être mises par écrit.

Les plaintes qui furent faites au bureau municipal par des ouvriers, s'adressaient moins à l'insuffisance de salaires qu'à la soi-disant mauvaise nourriture et au mauvais état des logements. Il est très difficile d'apprécier le bien fondé de ces plaintes, car les autorités locales se montrent généralement peu disposées à enquêter. Aussi la fédération de l'Allemagne moyenne a-t-elle décidé qu'à l'avenir toutes les plaintes seraient soumises à l'examen des chambres agricoles respectives qui sont mieux à même de se renseigner sur la valeur des plaintes qui leur sont adressées.

Boulangers et confiseurs. — En 1909-1910, 58 furent placés et 778 en 1910-1911. La raison en est que l'union des boulangers, confiseurs et autres métiers similaires a, d'accord avec un certain nombre de patrons boulangers de Francfort, établi l'année précédente un tarif uniforme, puis ont proposé la création d'une section spéciale pour les boulangers.

La commission décida (20 mai 1910), bien qu'il ne fût pas possible d'appliquer ce tarif à tous les boulangers qui s'adressaient au bureau de placement, et puisqu'un certain nombre de maîtres et de compagnons boulangers voulaient utiliser le bureau de placement municipal, que rien ne s'opposait à ce qu'on fixât une heure spéciale pour le placement des boulangers.

En plaçant, le préposé pouvait dire aux compagnons si l'employeur en question appartenait à l'union boulangère ou à la nouvelle union des tarifs. La fédération des boulangers, confiseurs et métiers similaires, fut avisée qu'elle serait autorisée à exercer la surveillance de la section boulangère, mais qu'elle ne devrait pas s'immiscer dans la direction des affaires.

Le placement s'est fait sur la base de cette entente, sans heurt, et, comme le démontrent les chiffres, avec plein succès.

Etaient encore importantes les négociations relatives à la lettre adressée par la société coopérative : l'« Union des acheteurs » (1) qui exigeait qu'on ne lui envoyât comme travail-

(1) Le premier qui, en Allemagne, eut l'idée de créer une société coopérative, fut Schulze-Delitzsch. Il fonda en 1850 la première réunion qui accorda des avances à ses membres (Vorschuss-verein). Aujourd'hui il y en a dans toutes les communes un peu importantes de l'Allemagne.

Les premières sociétés coopératives de consommation datent, pour l'Allemagne, de 1860 ; on en trouve maintenant dans toutes les villes et même dans les villages. Les plus importantes sont réunies en fédérations. La confédération centrale des Konsumvereine de l'Allemagne a été fondée en 1903.

En 1909, elle comptait 1.047.000 membres et faisait pour 247 millions de marks d'affaires ; en 1911, elle comptait 1.182 unions, 1.324.000 membres, et faisait pour 479 millions de marks d'affaires. Elle occupait 24.600 personnes : son capital (fonds de commerce) était de 48 millions de marks, la caisse d'épargne des membres de

leurs que des membres de la fédération des boulangers, confiseurs, n'en voulant pas employer d'autres.

Le 15 juillet 1910 fut prise la résolution suivante : « La commission admet que les communications des employeurs concernant les conditions générales qu'ils exigent des ou-

60 millions. Parmi les 1.482 unions de la confédération centrale, il y en avait 65 qui avaient fait plus d'un million d'affaires. La société des achats en gros des coopératives allemandes a fait en 1911 pour 110 millions de marks d'affaires (en 1910 : 88 millions). La section des affaires de banque a fait pour 491 millions d'affaires (1910 : 347) ; la fabrique de savon de Groba-Riesa a fait pour 4.700.000 marks d'affaires, elle occupait 226 personnes. Les trois fabriques de cigares de Frankenberg, Hockenheim et Hambourg ont fait 2.700.000 marks ; on a vendu 37 millions de cigares (en 1910 : 30 millions) ; la torréfaction du café s'est élevée à 1.667.081 kilogrammes. Il y a une fabrique de tabac à chiquer, et une deuxième fabrique de savon est projetée. La société des achats en gros occupait en 1911 : 1.297 personnes. Les bénéfices nets se sont élevés à 1.100.000 marks. Les coopératives allemandes ont décidé, à leur 7^e assemblée générale (juin 1910) à Munich : 1^o de ne pas acheter ni directement ni indirectement d'objets fabriqués dans les prisons ou maisons de correction ; 2^o de ne pas acheter du tout, ou du moins avec beaucoup de circonspection les objets fabriqués en chambre, où les garanties sanitaires sont insuffisantes pour le consommateur. En ce qui concerne les articles d'alimentation, ils ne doivent pas être achetés dans la petite industrie où les lieux de travail mal installés et le mauvais état des travailleurs sont souvent un danger pour les consommateurs ; 3^o d'accorder, tant pour les travaux que pour les fournitures et les achats, la préférence aux industries, fabricants et maisons de commerce qui reconnaissent les fédérations ouvrières et les conventions des tarifs qui ont été conclues ; 4^o de recommander à tous les membres des fédérations ouvrières et des coopératives de faire une propagande active en faveur des deux institutions.

La confédération des Konsumvereine allemands a ses caisses de secours et ses écoles professionnelles, qui en 1909, lui coûtèrent 400.000 marks, incessamment elle créera une assurance populaire pour laquelle un million de marks sera versé, moitié par les coopératives, moitié par les Gewerkschaften.

vriers qu'on doit leur envoyer, puissent être communiquées à ces derniers. L'attention que l'on portera à ces communications dépendra des circonstances particulières. Les employés doivent uniquement prendre connaissance de la communication et la faire connaître à l'ouvrier qui décidera s'il accepte ou non de faire usage de l'offre qui lui est faite.

Par contre est interdite toute communication qui pourrait être interprétée comme devant favoriser une organisation particulière ou porter préjudice à ceux qui n'appartiennent pas à cette organisation.

Les heures de placement furent fixées : en semaine de onze heures à midi et de quatre heures à cinq heures, le dimanche de dix heures et demi à onze heures. Les demandes et ordres sont naturellement reçus aussi à tout autre moment.

Peintres en bâtiment. — En 1909-1910, furent effectués 518 placements ; en 1910-1911, 994. L'augmentation n'est pas aussi forte que pour les boulangers qui, comme les bouchers, ne fréquentaient auparavant que très peu le bureau municipal.

Le 13 décembre 1910 la municipalité ratifia l'accord suivant relatif aux peintres, vernisseurs, passé entre l'office des tarifs locaux et le bureau de placement public.

1° « En exécution du paragraphe 11 (1) du tarif de l'empire concernant le métier des peintres en bâtiment, il sera établi par les deux parties contractantes une section de placement, d'après le principe paritaire, et cette section sera jointe au bureau de placement public.

(1) Qui ordonne « d'établir dans toutes les communes, où les conditions locales le permettent, des bureaux de placement reposant sur la base paritaire ou d'adjoindre leurs bureaux aux bureaux de placement paritaires. Les deux partis seront obligés de s'en servir ».

2° Une commission paritaire de six membres sera chargée d'administrer cette section.

L'élection de cette commission sera faite par les organisations patronales et ouvrières.

L'office des tarifs locaux surveillera l'activité de cette commission sous réserve de la prescription du paragraphe 5.

Le règlement du bureau de placement municipal s'applique à tous ceux qui fréquentent la section, aux membres des deux organisations (patrons et ouvriers) et aux employés nommés par eux.

Les représentants des parties contractantes peuvent, en tout temps, prendre connaissance de l'état des affaires.

3° La ville fournit le local, l'éclairage et le chauffage. Par contre, la section est obligée, en vue de la centralisation du placement, de se servir des formulaires existants ou que le bureau municipal introduirait, principalement de ceux relatifs aux rapports et à la statistique, et elle doit mettre à la disposition de l'office municipal, les tableaux nécessaires à cet effet qu'il peut désirer.

L'office de statistique met à la disposition du bureau de placement municipal le matériel statistique qui doit servir à ses travaux.

4° Lorsque ce contrat entre en vigueur, le bureau municipal cesse le placement des peintres, vernisseurs, etc..

5° L'office des tarifs locaux statue, juge les plaintes relatives aux prescriptions du bureau de placement particulièrement sur celles concernant l'application des règlements. Il est admis que l'on peut faire appel de ces décisions à l'office des tarifs de l'arrondissement.

La commission administrative du bureau de placement municipal statue sur toutes les autres plaintes.

La sous-commission envoie à cette commission un repré-

sentant des employeurs et des employés qui ont voix délibérative.

6° S'il se produit un différend concernant le bien fondé d'une plainte, la commission municipale et l'office des tarifs locaux négocient pour que tout ce qui se rapporte aux tarifs soit de la compétence du métier et que la commission municipale n'exerce son activité que pour assurer l'uniformité de conduite des affaires dans toutes les sections du bureau de placement public. Si ces négociations n'avaient pas de résultat, l'union des tarifs et le bureau de placement municipal peuvent résilier le contrat. »

Le bureau de la section est ouvert tous les jours de 9 à 10 heures. Ouvriers, organisés ou non, peuvent s'y adresser. « Il ne faut pas exercer de pression sur les chômeurs pour les engager à accéder à une organisation », décida l'office des tarifs locaux le 17 février 1911, à la demande du bureau municipal.

Il serait à souhaiter que des unions semblables soient formées dans les autres métiers, ou qu'on adoptât, dans ceux où elles ne sont pas possibles, le procédé de Munich. En voici le système : Lorsqu'on ne peut créer de bureaux particuliers pour un métier, on établit dans le bureau de placement public des sections professionnelles correspondantes dont les membres, moitié patrons, moitié ouvriers (sauf le préposé), sont nommés par la municipalité après avis de la commission administrative suivant les propositions des organisations existantes participant au placement.

Les longues discussions qui eurent lieu au sein de la commission en 1909-1910 et dont la création de sections professionnelles était cause, montrent malheureusement qu'on rencontre, de la part des intéressés, une vive opposition.

Sommeliers et cuisiniers. — En 1909 furent effectués

4.372 placements ; en 1910, 6.332. Cette augmentation est due à la nouvelle installation, 7 Neue Krame, qui date de l'automne 1909. La nouvelle loi du 2 juin 1910 sur les placeurs y a également contribué.

En outre les différentes unions des employés de restaurants et d'hôtels abandonnent de plus en plus leurs bureaux de placement particuliers qu'elles considéraient jusqu'à présent comme indispensables. Malgré cela, les divers essais tentés par la commission pour amener les unions de patrons et d'employés à créer une section professionnelle sur le type de celles de Hanovre et de Dortmund, ont échoué.

D'abord parce que la corporation des hôteliers s'y montrait franchement opposée, ensuite parce que les unions des employés de restaurants et d'hôtels, au lieu de se prononcer sur la dissolution ou la continuation de leurs bureaux de placement particuliers (à l'exception toutefois de l'union des aides d'hôtels), se contentaient de réclamer toujours, dans les conférences où les invitait la commission, une augmentation du nombre des préposés du bureau de placement public.

Il y a ici un cercle vicieux. L'influence des placeurs professionnels est encore très grande, les ouvriers qui se brouillent avec eux ont peur de ne plus trouver de places, et les unions qui soutiennent le bureau de placement municipal, doivent craindre aussi que leurs membres ne soient lésés.

La commission se crut obligée de tenir compte de cette situation et recommanda à la municipalité d'accorder les subsides nécessaires à l'établissement d'un employé supplémentaire et qui permettent d'étendre l'activité de la section des aides hôteliers. Bien que la ville ne puisse pas faire de grandes dépenses pour chaque métier en particulier, il est certain qu'ici les difficultés sont plus grandes.

Les patrons ayant l'habitude d'être servis gratuitement par

les placeurs professionnels, il est bien difficile de les frapper d'une taxe, car ils ne s'adresseraient plus au bureau municipal.

Personnel féminin. — a) Personnel de cuisine des restaurants et d'hôtels. En 1909-1910, 165 places leur furent procurées ; en 1910-1911, 651.

b) Gens de maison (domestiques pour maisons privées) en 1909-1910, 995 placements furent effectués, en 1910-1911, 2.402.

L'augmentation constatée dans cette branche est due au remplacement de la directrice, et surtout à la loi du 2 juin 1910, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1910, qui rend aux placeurs professionnels l'exercice de leur métier beaucoup plus difficile.

Un agrandissement des bureaux étant nécessaire, on dut installer une salle dans la maison du peuple Senkenberg Strasse. L'auberge pour les domestiques-femmes, qui ne comptait que huit lits, en compte aujourd'hui 24 qui sont occupés tous les soirs.

Pour couvrir une partie des frais nécessités par diverses transformations (telle une salle d'attente pour les laveuses et femmes de ménage), la municipalité autorisa que les patrons situés hors de la ville, auxquels on procurait des domestiques, fussent taxés à 2 marks pour une domestique, et à 1 mark par personne appartenant au personnel hôtelier féminin (à l'exception des domestiques comme les laveuses de vaisselle, etc...).

La gratuité prévue dans les statuts du bureau de placement est accordée aux employés.

Commerçants. — Le métier de commerçant manque à la liste des travailleurs auxquels le bureau de placement municipal procure du travail. Avant de créer une section spéciale, la commission (décision du 20 mai 1910) décida de se renseigner sur l'accueil qui lui serait fait. De longues négociations

eurent lieu qui montrèrent que la plupart des unions d'employés de commerce, précisément les plus importantes et les plus anciennes, considéraient le placement comme faisant partie de leur activité commerciale et qu'elles n'étaient nullement disposées à y renoncer.

D'autre part, le placement commercial est très défectueux surtout pour les commerçants qui ne peuvent ou ne veulent faire partie d'unions ayant de bons bureaux, de même le placement des apprentis, et celui des commis dénués de ressources ; sont également extrêmement gênés les commerçants que leur résidence ou d'autres raisons empêchent d'être en rapport avec les unions commerciales.

Par décision du 10 juin 1910, n° 731, la municipalité accorda la somme de 3.000 marks à l'union « pour l'occupation des chômeurs » et au Comité social des unions commerciales qui étaient chargés de diriger le bureau d'écritures des commerçants sans place.

Le 5 janvier, nouvelle enquête de la commission auprès des organisations des employeurs et des employés pour la création d'une section commerciale, mais les négociations échouèrent à nouveau, principalement par suite de l'hostilité des organisations du Comité social.

Bureaux de consultations juridiques.

Le gouvernement prussien prévoit, depuis 1904, chaque année dans son budget une somme à la disposition des communes qui organisent des bureaux de consultations juridiques.

Les frais n'en sont d'ailleurs pas élevés. Deux pièces suffisent : l'une comme salle d'attente, l'autre comme salle de consultations, pour que la personne qui vient se renseigner soit seule avec le conseiller.

Ces bureaux rendent de réels services à la classe ouvrière et aux petits commerçants et les empêchent de tomber dans les mains d'avocats de bas-étage ; aussi M. Schülz de Karlsruhe disait-il au Congrès de Leipzig (1908) que les bureaux de consultations juridiques devraient toujours se trouver dans le même immeuble que le bureau de placement public. « Car, ajoutait-il, n'arrive-t-il pas tous les jours que les ouvriers, à la recherche d'ouvrage, auxquels l'on demande leur carte d'invalidité, leur certificat, fassent la réponse suivante : « Le patron ou le contre-maitre m'ont déclaré n'avoir pas le temps ou n'ont pas voulu le faire ». Si le bureau de consultations juridiques se trouve à l'autre bout de la ville, il est probable que les choses traîneront plusieurs jours, mais s'il est à côté, on y envoie l'ouvrier, il explique son cas et on fera prendre sa carte ou son certificat par la police. Sachant cela, les patrons ou contre-maîtres délivreront à l'employé son dû une autre fois tout de suite.

« De même les patrons qui ont affaire à un querelleur ou à un ouvrier de mauvaise foi, s'adresseront au même bureau qui aura l'autorité nécessaire pour mettre fin au conflit. »

Le tableau précédent donne une idée du bureau d'utilité publique de consultations juridiques qui est administré en commun par la municipalité et l'institution pour le bien public.

Le tableau montre son développement progressif, aussi il est inévitable qu'il devra compter bientôt un plus grand nombre d'employés.

Aperçu des offres et demandes d'habitations et des locations effectuées.

[illegible]

Les résultats, étant donné les circonstances, ne sont pas peu satisfaisants. Dans les 8 mois se présentèrent 2.771 personnes cherchant des logements, 1.300 locaux furent offerts, dont 497 furent loués directement par le bureau de logements. Il va de soi que les résultats eussent été meilleurs si le bureau (de logements) n'eût pas été isolé, et si son développement n'eût pas été rendu difficile par la proposition qui fut faite de le rattacher à un bureau de révision des logements, qui devait être créé aussitôt que l'ordonnance de police le concernant aurait paru.

Wiesbaden (1).

Wiesbaden, appelée la ville d'eau mondiale, est l'ancienne capitale du duché de Nassau annexé à la Prusse en 1866.

Sa population est de 110.000 habitants. Les étrangers y affluent en grand nombre, chaque année davantage. En 1911 leur nombre s'éleva à 170.000.

L'union pour l'indication du travail fut fondée en 1894. Bien que la ville eût mis à la disposition de l'union des locaux et une subvention importante, il lui était difficile d'imposer sa manière de voir, ne disposant au sein du Comité que de deux membres sur 12.

Cette situation dura jusqu'en 1912, où le bureau de placement fut converti en office municipal de travail. Le bureau de placement, qui jusqu'en septembre 1912 était situé dans les sous-sols de l'hôtel de ville, fut transféré à cette date dans l'ancien hôpital militaire aménagé à cet effet.

(1) Sources : XVII. Jahresbericht des Vereins für Arbeitsnachweis in Wiesbaden über das Geschäftsjahr, 1911, satzung und geschäfts = Ordnung für das Arbeitsamt zu Wiesbaden.

Les statuts de l'office municipal ont été établis d'après ceux de Cologne, ils n'en diffèrent que sur un point capital : la liaison étroite qui existe entre le bureau de placement de Wiesbaden et l'administration ne s'y rencontre pas à Cologne.

Les chambres de commerce, des métiers et des corporations, les différentes unions et associations (au nombre d'une cinquantaine) ont formé une fédération locale qui a pour but de servir d'intermédiaire aux employeurs et employés.

L'indication de travail est gratuite, et faite d'abord en faveur des indigènes et de ceux qui se sont trouvés à Wiesbaden sans emploi ; néanmoins on peut réclamer les frais occasionnés par les placements effectués hors de la ville.

La défense des intérêts de la fédération est confiée à une assemblée fédérale qui se compose toujours d'employeurs et d'employés en nombre égal (1). Les membres ayant droit de vote sont élus pour deux ans par les unions affiliées. Chaque membre a un suppléant élu de la même façon et dont le mandat a la même durée. Toutes les décisions de l'assemblée sont prises à la simple majorité, mais nécessitent la présence d'au moins la moitié plus un des représentants des unions fédérales. En cas de partage égal de voix, celle du président est prépondérante.

Au cas où l'on n'a pu prendre de décision par suite de la majorité nécessaire, une seconde assemblée doit être convoquée avec le même ordre du jour, et celle-ci décide à la simple majorité des présents, la convocation toutefois doit le faire remarquer.

Les statuts ne peuvent être changés qu'autant que les 2/3 au moins des membres ayant droit de vote sont présents.

Le directeur du bureau municipal de placement, son sup-

(1) Actuellement 16 de part et d'autre.

pléant, le comptable, le caissier et l'administrateur sont désignés pour deux ans par la municipalité. Tant qu'ils sont en fonctions ils ne peuvent représenter les unions adhérentes.

Le directeur, ou son suppléant lorsqu'il en est empêché, assiste aux réunions de l'assemblée fédérale en qualité de membre ayant droit de vote. Lui seul dirige l'office de placement et donne des ordres aux employés. Il préside non seulement les assemblées fédérales, mais aussi les Comités des sections professionnelles.

Le directeur surveille également l'exécution des décisions de l'assemblée fédérale et fixe son ordre du jour d'après les règlements qu'elle a édictés. Il est obligé de convoquer l'assemblée dans les quinze jours lorsque le tiers des représentants des unions affiliées en ont manifesté le désir par écrit.

Sont soumis aux décisions de l'assemblée fédérale :

1° L'emploi des ressources pécuniaires dont dispose la fédération.

2° La vérification et la ratification du compte annuel du bureau de placement.

3° La décharge du comptable et du caissier lorsqu'ils ont rendu leur compte.

4° La fixation du règlement du bureau de placement.

5° Les vœux et les plaintes concernant le fonctionnement de l'office de travail que le directeur aurait repoussés comme non fondés, dans le cas où les intéressés ne veulent pas se contenter de cette décision.

6° Les modifications des statuts, des règlements des sessions de l'assemblée fédérale et de l'exploitation du bureau de placement.

7° La fixation du jour à partir duquel l'union qui a donné

sa démission (1) ne fait plus partie de la fédération. Le délai le plus long exigé s'élève à une année comptée du jour où l'union en question a signifié qu'elle se relevait,

8° L'admission des nouvelles unions et corporations comme membres de la fédération (2).

9° La formation de comités professionnels particuliers des sections qui pourraient être jointes éventuellement au bureau de placements ainsi que l'établissement des règlements particuliers jugés nécessaires. On dresse un procès-verbal des décisions de l'assemblée fédérale qui doit être contresignée du directeur et de deux représentants de la fédération.

Des cartes spéciales de légitimation sont données aux unions qui, par l'intermédiaire de leurs représentants, membres de l'assemblée fédérale, ont droit d'examiner personnellement en tout temps la façon dont le bureau de placement est exploité.

Les unions et corporations adhérentes s'engagent à recommander chaudement à leurs membres d'utiliser et de secourir effectivement le bureau de placement. La municipalité, par suite de ces dispositions, est sûre d'imposer sa manière de voir. Nommant le directeur, son suppléant, le comptable, le caissier, l'administrateur, elle ne désignera que des fonctionnaires lui étant absolument dévoués ; et comme leur mandat n'a qu'une durée de deux ans, si jamais elle s'était trompée sur l'un d'eux, ce délai une fois écoulé, elle le remplacerait immédiatement par un plus docile.

(1) La notification des démissions doit être adressée au directeur qui doit en donner reçu.

(2) Les unions et corporations qui désirent faire partie de la fédération doivent en faire la demande par écrit au directeur qui doit provoquer la décision de l'assemblée fédérale dans les quinze jours. La fédération peut également admettre des unions situées hors de la ville.

De plus le directeur est *d'office* président de l'assemblée fédérale, et à ce titre fera, en cas de partage égal de voix, pencher en sa faveur le vote de l'assemblée.

Le bureau de placement, organisé de façon que les hommes et les femmes soient séparés, est ouvert le matin de 8 heures à 1 heure, et l'après-midi de 3 heures à 6 heures. Un employé au moins doit toujours être présent dans le bureau.

Les offres et les demandes adressées par les patrons et les employés sont classées par profession et enregistrées dans des registres séparés. Elles sont valables pendant 15 jours, à moins qu'elles n'aient été retirées. Les employeurs qui recourent au bureau de placement doivent l'aviser dès que la place qu'ils avaient déclarée vacante est occupée, les employés également doivent l'informer immédiatement s'ils ont accepté ou refusé la place qu'on leur avait indiquée. Les 10 pfennigs qu'ils avaient dû déposer pour leur carte d'envoi leur sont alors remboursés (1).

Quant aux employeurs habitant hors de la ville, qui n'auraient pas prévenu l'office de travail, ils devront rembourser les frais de voyage d'aller et retour des employés qui leur auraient été envoyés régulièrement s'ils ne peuvent obtenir la place qui avait été déclarée vacante.

En vue d'éviter des déplacements inutiles et des mécomptes, les postulants qu'on envoie se présenter dans des places devenues vacantes par suite de grève ou de lock-out en sont avisés.

Les vœux et les plaintes peuvent être inscrits sur un registre spécial placé dans les bureaux. Le directeur de l'office doit,

(1) Cette mesure a donné de bons résultats ; bien que la somme soit minime, nombre d'ouvriers préviennent le bureau pour ne pas perdre les deux sous qu'on leur a fait verser.

dans les 24 heures, en informer le président des assemblées fédérales et inscrire à la suite de la plainte que cette communication a été faite.

C'est une commission composée de deux employeurs, de deux employés et du président de l'assemblée fédérale ou son suppléant qui statue sur les plaintes et les renvoie s'il y a lieu à l'assemblée fédérale.

L'office de travail comprenait, en 1911, 4 sections :

1^o La section masculine s'adresse aux ouvriers qualifiés, non qualifiés et agricoles ;

2^o La section hôtelière et limonadière est la plus prospère, les hôtels étant la seule industrie du pays ;

3^o A partir du 24 août 1912, doit également fonctionner une section professionnelle pour les peintres et vernisseurs.

Pour les femmes, on trouvait dans le dernier rapport 1911-1912 deux sections :

La première était ouverte aux domestiques et aux ouvrières ;

La seconde, aux carrières supérieures.

Depuis le 15 avril 1912 est ouverte une section pour le placement des masseurs, masseuses et garde-malades des deux sexes.

En novembre 1912 vient d'être inaugurée une section pour le placement du personnel commercial.

Cette section, dirigée par un commerçant connaissant les usages de la ville, a pour but de procurer aux patrons commerçants les aides des deux sexes qu'ils peuvent désirer, et aux employés une situation en rapport avec leurs capacités.

Elle s'adresse à tout le personnel commercial, y compris les apprentis, et est gratuite pour les patrons demeurant dans le district de la chambre de commerce de Wiesbaden.

Les employés (hommes et femmes) demeurant dans la com-

mune payent un droit d'inscription de 1 mark, ceux du dehors 2 marks (1).

Une salle d'écritures pour les commerçants sans travail sera établie incessamment, et les journaux locaux aviseront le public de son ouverture.

On espère que la création de cette section fera disparaître les inconvénients de la division du placement commercial.

Le rapport de l'année 1911-1912 est extrêmement satisfaisant. Les trois sections reçurent à elles trois 24.841 demandes de la part des employeurs contre 20.981 en l'année 1910-1911, et 26.206 des employés contre 23.895 l'année précédente. 36.926 demandes en tout furent donc satisfaites, soit 72,3 0/0 (66,9 0/0) (2).

(1) Cette taxe n'est pas exigée des apprentis.

(2) Sont mis entre parenthèses les chiffres correspondants de l'année précédente.

Sur les 5.780 (5.735) postulants qui étaient de Wiesbaden, 3.295 (2.592) furent placés ; 2.895 (2.168) dans la ville même, et 400 (424) au dehors.

Des 1.964 (1.847) chômeurs étrangers, 951 (861) trouvèrent à s'employer, 685 (571) à Wiesbaden, et 266 (290) en dehors de la ville.

Le nombre des ouvriers qualifiés qui s'adressèrent au bureau de placement est supérieur à celui des non qualifiés

	Postulants	Places vacantes	Placements effectués
Ouvriers qualifiés . .	4.048	2.948	2.220
— non qualifiés .	3.453	2.178	1.891
— agricoles . .	242	193	135
	7.744	5.319	4.346

Les travailleurs qui se présentèrent peuvent se classer ainsi :

1.493 avaient moins de 20 ans ; 3.091, de 20 à 30 ans ; 1.716, de 30 à 40 ans, et 1.444, plus de 40 ans.

3 042 chômeurs étaient mariés à Wiesbaden, 473 ailleurs.

En consultant le tableau de la section masculine, nous constatons qu'il y eut 5.319 (4.486) demandes des employeurs et 7.744 (7.582) des employés, soit 13.063 contre 12.068 l'année précédente.

Il y eut 146 (169) postulants pour 100 places vacantes. Le bureau municipal trouva du travail à 4.246 hommes (3.453).

Dans la section féminine on peut remarquer qu'il y a plus d'offres que de demandes de travail, la main-d'œuvre fait toujours défaut.

Statistiques mensuelles pour 1911-1912.

Section I, pour les domestiques et ouvrières. — Section II, pour les carrières supérieures.

	Cherchaient du travail				Places vacantes				Placements procurés					
	Section I		Section II		Section I		Section II		Section I			Section II		
	Postulantes ouvrières et domestiques		Postulantes étrangères		Total des places vacantes des domestiques et ouvrières		Total des places vacantes des carrières supérieures		Total des placements effectués pour les domestiques et ouvrières		Total des placements effectués dans les carrières supérieures		Total des placements effectués pour les personnes du dehors	
	Nombre total	Postulantes étrangères	Nombre total	Postulantes étrangères	vacantes des domestiques et ouvrières	Déclarées par patrons du dehors	des places vacantes des carrières supérieures	Déclarées par patrons du dehors	A des postulantes du dehors	Qui avaient été déclarées par patrons du dehors	Totalité des placements effectués dans les carrières supérieures	A des personnes du dehors	Qui avaient été déclarées par patrons du dehors	Total
Janvier	513	52	61	26	687	22	28	9	383	42	3	9	4	393
Février	512	88	71	24	800	36	37	47	422	66	10	6	2	428
Mars	790	442	89	32	879	49	57	16	1.139	107	40	48	3	684
Avril	795	420	65	23	866	29	31	16	1.071	97	3	42	2	743
Mai	774	95	107	34	881	970	37	42	1.012	649	94	47	3	666
Juin	629	111	78	30	707	825	28	40	853	494	8	6	2	500
Juillet	518	73	51	16	569	652	21	24	676	57	5	5	1	428
Août	591	68	60	28	651	873	25	12	898	52	11	8	3	533
Septembre	827	101	99	38	926	21	33	6	1.103	79	5	16	1	682
Octobre	705	78	90	31	795	746	17	23	769	603	7	45	4	618
Novembre	416	41	48	10	464	477	14	3	490	381	5	9	2	390
Décembre	392	20	44	13	377	6	15	3	392	270	1	7	1	277
	7.372	989	863	305	9.599	334	356	121	9.953	6.483	773	128	27	6.311

Les résultats de la domesticité féminine ne diffèrent guère de ceux de l'année précédente. On enregistra au bureau municipal : 4.928 (4.450) demandes d'employeurs et 2.587 (2.723) d'employés, 2.052 (2.041) placements furent effectués.

4.785 (4.367) ouvrières s'adressèrent à l'office de placement pour obtenir du travail ; à 4.131 (3.612) d'entre elles un emploi fut trouvé. On compta 4.671 demandes de patrons contre 4.209, en 1910.

Contrastant avec la branche féminine domestique, le nombre des personnes appartenant à des carrières plus élevées et qui cherchaient des emplois s'élevait à 863 (940), dépassant les offres de 507.

Pour 100 places vacantes, il n'y a que 83 postulantes, ce chiffre est en régression sur celui de 1910 qui était de 88. Aussi le nombre correspondant aux demandes satisfaites des employées est-il plus élevé que celui des patrons, 76.6 0/0 (72.3 0/0) contre 63.4 0/0 (63.4 0/0).

Wiesbaden étant une ville d'eau, son placement le plus actif est celui du personnel hôtelier.

Le mouvement ascensionnel qui existe depuis l'ouverture de cette section a continué encore cette année-ci. Les 7.906 placements effectués se répartirent ainsi :

α) Personnes masculines ayant une place stable :

16 directeurs et comptables ;

61 chefs sommeliers et portiers ;

759 garçons d'hôtel, de restaurant et de salles ;

232 chefs de cuisine et cuisiniers ;

36 maîtres d'hôtel (buffetiers), tonneliers, ver-seurs ;

835 garçons d'hôtel, de maison et de cuisine ;

98 « liftiers » et grooms ;

31 apprentis cuisiniers et sommeliers ;

Total : 2.068.

En extras furent placées : 3.598 personnes.

b) Personnel féminin.

- 3 comptables et caissières ;
- 17 intendantes ;
- 39 femmes de charge et aides de maîtresse de maison ;
- 604 filles de chambre ;
- 202 femmes de chambre ;
- 23 lingères ;
- 29 blanchisseuses et repasseuses ;
- 1 fille de bain (servante) ;
- 212 cuisinières, cafetières et aides de cuisine ;
- 9 apprenties cuisinières ;
- 338 filles de cuisine.

En tout : 1.604 personnes.

Plus 636 extras furent placées.

Le placement interlocal pour cette industrie est en grand progrès. Les patrons étrangers (1) eurent particulièrement recours à l'office municipal.

Les places procuréessont montées de 2.122, en 1910 à 2.508. On délivra 1.312 légitimations donnant droit à la réduction des billets de chemin de fer.

Le coût moyen de chaque placement s'élève à 0 m. 67.

Si l'on compte par section, les frais s'élèvent chez les hommes à 0 m. 63, chez les femmes à 0 m. 48 et chez les gens d'hôtel à 0 m. 85. Les tenanciers de pensions s'étant en 1911 joints aux autres unions de l'industrie hôtelière, la section

(1) Par étrangers nous n'entendons pas des non-nationaux, mais des personnes n'habitant pas la même ville.

professionnelle se trouve réunir toutes les unions de cette industrie au nombre de onze (1).

L'administration de la « section pour l'industrie hôtelière » est confiée à un Comité composé d'un président et de 14 membres élus, représentants des employeurs et employés en nombre égal. Ne sont éligibles comme représentants et suppléants des employeurs ayant droit de vote, que les personnes qui exercent ou ont exercé le métier d'hôtelier dans la commune de Wiesbaden, soit à leur propre compte, soit comme directeurs.

Seules, les personnes appartenant à l'industrie hôtelière qui sont, ou ont été employées dans la ville, peuvent être éligibles comme représentants ou remplaçants des employés ayant droit de vote.

Le président du Comité et son suppléant sont le directeur en exercice du bureau de placement public ou son remplaçant. Si l'un et l'autre sont simultanément empêchés, la municipalité désigne quelqu'un faisant fonction de président.

La durée de mandat des membres du Comité est de deux ans. Les suppléants, pendant la période électorale, remplissent

- (1) 1^o Unions des tenanciers d'hôtels et de maisons de bains ;
- 2^o Unions des hôteliers de Wiesbaden et des environs ;
- 3^o Union des hôteliers de 1906 ;
- 4^o Union des tenanciers de pensions de Wiesbaden ;
- 5^o Fédération des sommeliers allemands, union de l'arrondissement de Wiesbaden ;
- 6^o Union de Genève filiale de Wiesbaden ;
- 7^o Club des cuisiniers ;
- 8^o Fédération allemande des employés d'hôtels ;
- 9^o Union des cuisiniers ;
- 10^o Union des portiers d'hôtels de Wiesbaden ;
- 11^o Union des sommeliers de Wiesbaden.

leurs fonctions ainsi que celles des représentants qui en ont été empêchés temporairement.

Le Comité se réunit régulièrement au commencement de chaque trimestre, sur convocation du président ou de son suppléant. Les décisions sont prises à la majorité simple, mais exigent la présence d'au moins 4 employeurs et employés. Si une décision n'a pu être prise par suite du manque de la majorité nécessaire, le président adresse une nouvelle convocation aux membres du Comité qui statue cette fois-là à la simple majorité, mais les représentants des deux partis devront en être avertis.

Le placement des extras est fait gratuitement, néanmoins les frais occasionnés par les placements hors de la ville devront être remboursés.

On prélève un droit d'inscription de 50 pfennigs pour les places stables. Les postulants sont envoyés autant que possible par ordre d'inscription, en tenant compte des désirs de l'employeur ; cependant on doit placer de préférence les membres des unions de la section professionnelle, les indigènes avant les nationaux et les étrangers, de même les postulants chargés de famille, avant les célibataires.

Le bureau de placement de la section hôtelière est ouvert en semaine le matin de 8 heures à 1 heure, et l'après-midi de 3 à 6 heures. Les dimanches et fêtes de 10 à 1 heure.

Toutes les demandes sont considérées comme valables pendant quatre semaines ; ce délai écoulé, on les regarde comme solutionnées, à moins qu'elles n'aient été renouvelées. Employeurs et employés doivent sans délai faire connaître au bureau de placement le résultat de leurs démarches, que leur demande ait été solutionnée ou non par l'intermédiaire du bureau municipal, et ce pour éviter des envois

inutiles. Ceux qui ne se conforment pas à cette prescription doivent rembourser les frais qu'ils auront pu occasionner.

Les postulants sont munis de cartes d'envoi particulières, qui doivent être signées par l'employeur et rendues le plus vite possible au bureau de placement.

Un droit d'inscription de 50 pfennigs est perçu pour les places stables ; un cautionnement de 10 pfennigs qui est remboursé doit être déposé pour les places d'extras.

On envoie les postulants autant que possible par ordre d'inscription en tenant compte des désirs de l'employeur ; cependant on doit placer de préférence les membres des unions de la section professionnelle, les indigènes avant les nationaux et les étrangers, de même les employés chargés de famille avant les célibataires.

En cas de grève ou de lock-out les prescriptions du bureau de placement s'appliquent à la section (1).

Il est rigoureusement interdit aux employés du bureau d'accepter des cadeaux, de l'argent ni des victuailles.

Le directeur ou le Comité ont le droit de renvoyer immédiatement ceux qui contreviennent à cette règle. Quant à ceux qui essayent d'influencer les employés (2) en leur offrant des

(1) Les postulants qui sont envoyés pour se présenter dans une place devenue vacante par suite d'une grève ou d'un lock-out doivent en être avisés.

(2) A la conférence de la fédération de l'Allemagne moyenne, qui s'est tenue à Francfort en 1912, plusieurs directeurs de bureaux de placement municipaux se plaignirent de ce que nombre d'employeurs et d'ouvriers, faisaient des offres d'argent aux employés de leurs bureaux dans l'espoir d'être mieux traités. C'est un peu le même état d'esprit que l'on trouve chez les dames de Strasbourg qui ont exigé de l'office de travail qu'une taxe fût perçue pour le placement des domestiques féminins, et chez tous ceux qui en Allemagne vont chez les placeurs professionnels, qu'ils soient maîtres ou employés, persuadés qu'ils sont qu'en payant ils seront mieux servis.

présents, on peut les priver pour toujours ou temporairement de recourir au bureau de placement.

Le bureau de placement municipal de Wiesbaden, grâce au zèle diligent de son directeur, M. Sälzer, est en tête des bureaux prussiens.

Si l'on compare le nombre des placements effectués à celui des habitants, nous trouvons qu'alors que Francfort et Munich ne comptent qu'un placement sur 7,67 habitants, Wiesbaden obtient 7,26 et n'est dépassé que par Posen avec 5,25.

Pour s'en rendre compte il nous suffira de jeter un coup d'œil sur les placements effectués en ces dernières années.

En 1895	1.660
En 1900	6.752
En 1905	7.068
En 1906	7.360
En 1907	7.434
En 1908	7.970
En 1909	13.628
En 1910	15.004
En 1911	18.463

La hausse remarquable constatée depuis 1909 est due à l'adjonction de la section hôtelière et au bon fonctionnement de la section féminine.

En août 1912, l'office local des tarifs des métiers de peintres, vernisseurs, d'accord avec les organisations respectives des employeurs et employés, après la ratification par la municipalité de la convention passée avec l'office du travail, décida : « la création d'une section paritaire de placement et son adjonction à l'office du travail. »

L'office de travail renonce à partir du 24 août 1912 à son rôle de placeur pour les métiers ci-dessous en faveur de la

nouvelle section professionnelle, et lui donne un local gratuitement dans ses bureaux situés Schwalbacherstrasse 16 (ancien hôpital militaire).

L'office de travail prend à sa charge tous les frais matériels et rattache la nouvelle section à son réseau central téléphonique.

L'administration est dirigée par une commission paritaire dont les membres sont élus par les organisations des patrons et des ouvriers des métiers de peintres et vernisseurs. Le placement est fait par des personnes connaissant la ville et désignées par la commission, tous les jours avant et après midi. Les ordres des employeurs, téléphoniques, verbaux ou écrits, continuent à être reçus par l'office de travail à toute heure du jour et sont transmis au bureau de la section pour être solutionnés.

Le bureau de la section, en vue de la centralisation du placement, est obligé de se servir des formulaires existants ou à venir que l'office pourrait établir, principalement des formulaires de rapports et des statistiques, et de mettre enfin à la disposition de l'office du travail toutes les pièces s'y rapportant.

L'office des tarifs locaux juge les plaintes relatives aux prescriptions du bureau de placement et en particulier celles concernant l'exécution des règlements.

On peut faire appel de ces décisions à l'office de l'arrondissement des tarifs. L'assemblée fédérale de l'office du travail statue sur toutes les autres plaintes.

Le règlement du bureau de placement paritaire des métiers de peintres et de vernisseurs est le suivant :

ART. 1^{er}. — Le placement est fait par un commis nommé par les patrons et les ouvriers. Les frais de placement sont supportés par moitié par les deux partis.

Le bureau de placement concerne la commune de Wiesbaden et les environs.

ART. 2. — Le bureau de placement est obligatoire pour tous les patrons et ouvriers. Aucun placement ne peut être fait autrement. L'usage du bureau est gratuit.

ART. 3. — On place tous ceux exerçant les métiers de peintres et de vernisseurs, en tant que les tarifs fixés pour la commune en question sont admis et observés. Si, dans une commune, il n'existe pas de tarif déterminé, le placement est effectué d'après les conditions en usage.

ART. 4. — Les bulletins statistiques réguliers des bureaux de placement de l'arrondissement et de l'empire devront être tenus, de façon à pouvoir établir la balance des offres et demandes de travail.

ART. 5. — La carte de membre sert de légitimation aux patrons, le livret rend le même service aux ouvriers.

ART. 6. — Le placement ne peut être fait que par les employés du bureau de placement. On ne pourra faire de placement clandestin ni à l'intérieur ni au dehors du bureau.

ART. 7. — Les patrons sont obligés de faire connaître au bureau de placement toutes leurs demandes de forces ouvrières. Le placement doit être fait par ordre d'inscription. L'employé n'y peut déroger que lorsqu'il s'agit d'un ouvrier spécialiste ou lorsqu'il est démontré que celui dont c'est le tour ne remplit pas les conditions exigées.

Les ouvriers qui ont été pendant longtemps occupés chez un patron, et qui doivent temporairement cesser de travailler, peuvent être repris par l'employeur à condition qu'ils aient été munis d'une carte d'envoi et inscrits sur les listes du bureau de placement.

Seront placés hors de leur tour, et en premier lieu, les

compagnons qui, au su de tous, ont perdu leur place pour avoir défendu l'application du tarif.

ART. 8. — Les patrons et les ouvriers sont obligés d'accepter les personnes et places qui leur sont offerts à moins de raisons péremptoires.

Celui qui trois fois, sans motif, a refusé la place offerte, ou l'ouvrier qui lui a été adressé, sera rayé de la liste, mais pourra se faire réinscrire à la suite des autres.

ART. 9. — Les compagnons venus du dehors seront, après inscription au bureau, placés dans les mêmes conditions que les autres chômeurs.

ART. 10. — Il faut indiquer la durée approximative du travail et verser à l'avance les frais de voyage, pour les placements hors de la ville. Si la place est prise, il faudra rembourser les frais de voyage aller et retour, et donner une indemnité pour le temps perdu.

Les ouvriers mariés ne peuvent être obligés d'accepter du travail hors de la ville. Les placements au dehors ne sont faits que lorsqu'il s'agit d'un endroit ne dépendant pas d'un autre bureau de placement public et dont le tarif est le même.

ART. 11. — Lorsque la main-d'œuvre est très demandée, on devra faire en sorte de la répartir proportionnellement aux inscriptions. Si les forces ouvrières sont insuffisantes, le bureau de placement doit faire venir le complément.

Il est formellement interdit d'adresser des offres et demandes aux journaux publics, d'utiliser d'autres bureaux ainsi que de demander de porte en porte (umschau).

ART. 12. — L'intéressé auquel l'emploi indiqué n'a duré que trois jours ou moins, reste en possession de son numéro d'inscription.

L'ouvrier qui reçoit un secours pour maladie sera rayé de

la liste d'inscription au bout de 14 jours, c'est-à-dire après 12 jours ouvrables.

Celui qui a omis de déclarer qu'il est malade, perd le bénéfice de son inscription. Les malades qui n'ont plus droit aux secours et qui apportent un certificat le prouvant, conservent leur numéro d'inscription.

ART. 13. — Tout compagnon, dans son propre intérêt, a l'obligation d'avertir le bureau de placement dès qu'il a cessé de travailler. En faisant cette déclaration, il se fait inscrire, et on lui donne une carte qu'il doit présenter chaque jour pour la faire apostiller. L'appel des chômeurs inscrits est fait journellement. Celui qui manque sans excuses quatre jours de suite, sera rayé, mais pourra se faire réinscrire à la suite des autres.

ART. 14. — Toutes les personnes indiquées par le bureau de placement, reçoivent une carte de légitimation.

Les patrons ne doivent accepter que les ouvriers munis de ces cartes. L'employeur doit prendre la carte d'envoi de l'ouvrier, y inscrire l'acceptation ou non acceptation et la renvoyer affranchie dans les 24 heures au bureau de placement.

ART. 15. — S'il existe des différences de tarifs par suite d'arrêt d'exploitation, de grève ou de lock-out, le placement chez les employeurs atteints doit, sur décision de l'office local des tarifs, être suspendu jusqu'à la solution régulière du différend.

L'office local des tarifs doit en aviser immédiatement le bureau de placement.

ART. 16. — Les patrons et compagnons qui contreviennent plusieurs fois aux prescriptions du bureau de placement, peuvent se voir interdire, par décision de l'office local des tarifs, l'usage du bureau de placement.

ART. 17. — Les plaintes concernant les bureaux de place-

ment doivent être adressées au directeur de l'office local des tarifs qui a le droit de modifier les règlements du bureau.

Les modifications doivent être soumises à la commission administrative du bureau de placement.

Placement des apprentis.

En 1911, il y eut 57 places d'apprentis masculins déclarées vacantes, pour lesquels on compta 52 demandes ; sur ce nombre 32 furent placés.

Les chiffres sont encore moindres chez les jeunes filles, pour cinq places il y eut quatre candidates, mais aucun placement ne fut effectué.

Les résultats pourraient être considérés comme particulièrement médiocres si l'on oubliait que Wiesbaden n'a pas d'industrie propre, étant uniquement une ville d'eau ; aussi le placement des apprentis ne pourra jamais y être très élevé.

Cette question si intéressante du recrutement de la main-d'œuvre professionnelle, n'a pas laissé indifférente la municipalité qui s'est tracé le plan suivant :

Elle fait distribuer pour les diverses organisations ci-dessous :

La chambre de commerce, la chambre des métiers, le Comité des corporations, l'office des métiers, la direction centrale, l'union locale des métiers, les unions de limonadiers, de l'industrie hôtelière, et les unions commerciales, des cartes de demandes d'apprentis qui sont envoyés aux patrons susceptibles de les utiliser ou qui en réclament.

A la demande de la députation scolaire et de la municipalité, les recteurs et les instituteurs se sont très volontiers chargés de distribuer aux enfants des deux sexes qui quittent

définitivement l'école, à Pâques, des formulaires où ils inscrivent les métiers dont ils désireraient suivre l'apprentissage.

Une fois remplie par les intéressés, ces cartes sont communiquées au médecin scolaire qui fait connaître son appréciation personnelle sur l'état physique de l'enfant, sans que ce dernier en ait connaissance, puis les formulaires sont envoyés à l'office de placement.

L'office municipal s'est mis également en rapport avec l'inspection scolaire de l'arrondissement en vue de faire distribuer de la même façon des cartes dans les écoles communales des environs de Wiesbaden.

Les parents également ignorent les aptitudes physiques et mentales de leurs enfants, c'est pourquoi ceux-ci sont dirigés vers des carrières dont ils n'ont pas la moindre connaissance, et qui ne répondent ni à leurs goûts ni à leurs capacités.

L'instituteur et le médecin scolaire doivent donc renseigner les familles, mais vers quelle profession les enfants devront-ils être orientés. Grave problème !...

C'est principalement dans les métiers manuels que le manque d'apprentis se fait le plus sentir, le gros écueil de l'apprentissage provient de ce que, malheureusement trop souvent, les parents voudraient voir leurs enfants gagner de suite. Il semble que la municipalité de Wiesbaden devra, tôt ou tard, accorder des avantages pécuniaires aux enfants appartenant à des familles pauvres qui entrent en apprentissage, comme cela se fait dans l'Allemagne du Sud et en Alsace-Lorraine.

En attendant, des soirées sont organisées où parents et enfants sont invités, et où on tentera de les éclairer l'un et l'autre sur les aptitudes que nécessitent les carrières choisies.

Ces mesures prises semblent devoir donner de bons résultats, puisque d'avril 1912 à novembre de la même année, le bureau de placement de Wiesbaden avait placé 260 apprentis,

ce qui est très beau pour la ville qui n'a pas d'industrie proprement dite.

Recettes de l'office de Wiesbaden.

L'office de Wiesbaden a un certain budget intéressant à étudier à divers points de vue.

Ses ressources proviennent de cotisations des unions intéressées à son fonctionnement, des dons qui lui sont faits par des personnes privées, enfin des subventions de l'Etat et de la ville.

Rapport financier de 1911-1912.

Recettes.

	m.	pf.
1. Solde en caisse au 1 ^{er} janvier 1911.	227	86
2. Avoir en compte courant au 1 ^{er} janvier 1911	2.365	50
3. Cotisations :		
a) Des unions	1.870	
b) De particuliers	1.505	50
c) De la ville.	5.500	
d) De l'Etat	376	
4. Recettes diverses.	288	40
5. Produit des troncs, taxes d'inscriptions, cautionnements, etc.	3.161	57
6. Intérêt en compte courant.	130	
	15.424	83

Dépenses.

1. Frais administratifs :

<i>a)</i> Traitement du personnel.	10.347 70
<i>b)</i> Matériel	
2. Annonces	226 05
3. Inventaire	312 20
4. Divers	146 50
5. Avoir en compte courant au 31 déc. 1911 .	2.870 50
6. En caisse au 31 décembre 1911	148 61
	15.424 83

Comme on peut le voir d'après le rapport de 1911, la subvention de l'Etat est très minime. Cette somme n'a pour but que de couvrir les frais téléphoniques qu'a nécessités le placement interlocal. Ils sont intégralement remboursés.

La municipalité fait beaucoup plus, outre le local fourni pour l'aménagement de l'office de travail, elle s'est engagée à combler le déficit qui pourrait se produire.

Les 5.500 marks donnés pour l'année 1911, représentent justement cette somme.

QUATRIÈME PARTIE

ALLEMAGNE DU SUD, ALSACE-LORRAINE ET APPRÉCIATION DU SYSTÈME ALLEMAND

Fédération du Wurtemberg.

Stuttgart.

Fédération du Grand-Duché de Bade.

Mannheim.

Fédération bavaroise.

Munich.

Fédération d'Alsace-Lorraine.

Strasbourg.

Appréciation du système allemand

LE WURTEMBERG (1) ET STUTTGART (2)

En Wurtemberg, on ne trouve pas de fédération comme celle de l'Allemagne moyenne ou celle de la Marche.

C'est l'office de Stuttgart qui tient lieu de bureau central. La fédération wurtembergeoise réunit 18 bureaux qui effectuaient en :

1908.		79.047	placements
1909.		83.761	—
1910.		96.240	—
1911.		119.349	—

Les offices du travail dépendent du ministère de l'intérieur.

Les listes des places vacantes qui paraissent, deux fois par semaine, fonctionnent très bien dans le Wurtemberg. Elles comprennent le domaine fédéral en entier, et les métiers y sont classés par ordre alphabétique. On n'indique que les places vacantes. L'échange des listes est réglementé par des ordonnances de l'Etat, qui supporte tous les frais de communications téléphoniques qu'a nécessités pour les offices et le bureau central, le placement interlocal des listes de vacances.

(1) Source : 13 Geschäfts-bericht des städtischen Arbeitsamt. Stuttgart für die Jahre, 1908, 1909, 1910.

Uebersicht über die Tätigkeit Kalenderjahr 1911.

(2) Source : Uebersicht über die Tätigkeits-Ergebnisse der württemb. Arbeitsämter in den Jahren 1910 et 1911 im worgleich mit den Vorjahren.

L'Etat accorde une subvention au bureau central pour l'émission et les frais d'impression de ces listes.

Des primes pour les frais du mouvement interlocal, sont également accordées aux administrateurs des bureaux de placement.

**Aperçu de l'activité des Offices de travail Wurtembergeois pour les années
1910 et 1911.**

OFFICES DE TRAVAIL		OFFRES DE TRAVAIL									
		HOMMES							FEMMES		
		Annoncés			Placés				Annoncées		
		Par	Aude-	Total	Dans	Aude-	Total	Dont indirect.	Par	Aude-	Total
		le lieu	hors		le lieu	hors			le lieu	hors	
Aalen	1910	417	261	678	349	166	515	142	102	17	119
	1911	424	204	628	368	142	510	139	111	30	141
Esslingen....	1910	3.374	1.672	5.046	2.283	1.008	3.291	375	497	93	590
	1911	3.989	2.028	6.017	2.533	1.016	3.549	285	601	60	661
Friedrichshafen.....	1910										
	1911	705	903	1.608	404	310	714	57	284	260	544
Geislingen....	1910	650	173	823	413	81	494	236			
	1911	480	145	625	356	55	411	154			
Gmünd.....	1910	602	334	936	264	82	346	94	505	151	656
	1911	750	448	1.198	322	97	419	116	649	61	710
Göppingen....	1910	3.865	1.830	5.695	2.618	774	3.392	397	1.228	229	1.457
	1911	6.490	2.330	8.820	3.761	996	4.757	470	1.824	231	2.055
Hall.....	1910	122	515	637	103	202	305	99	23	6	29
	1911	147	597	744	119	223	342	96	29	7	36
Heidenheim..	1910	933	253	1.186	396	47	443	149	159	17	176
	1911	1.131	294	1.425	483	38	521	111	161	18	179
Heilbronn....	1910	4.062	2.052	6.114	3.501	1.171	4.672	186	786	165	951
	1911	4.966	2.294	7.260	4.123	1.292	5.415	208	800	178	978
Ludwigsbourg	1910	3.020	1.221	4.241	2.372	728	3.100	289	1.077	110	1.187
	1911	2.903	1.065	3.968	2.413	681	3.094	275	1.114	110	1.224
Ravensbourg.	1910	1.060	1.545	2.605	713	931	1.644	71	143	188	331
	1911	1.867	3.575	5.442	1.110	1.647	2.757	448	1.137	986	2.123
Reutlingen ...	1910	854	418	1.272	372	74	446	116	833	140	973
	1911	856	360	1.216	385	72	457	156	880	152	1.032
	1910										
Rottweil.....	1911	290	91	381	158	28	186	71	127	46	173
Schwenningen	1910	248	28	276	93	1	94	6	59	1	60
	1911	191	33	224	65		65	9	51	3	54
Stuttgart.....	1910	34.032	11.772	45.804	30.942	8.309	39.251	1.077	35.610	4.741	40.351
	1911	44.364	12.642	57.006	39.670	8.787	48.457	777	42.654	5.214	47.868
Tübingen....	1910	301	135	436	107	15	122	23	15	2	17
	1911	327	187	514	83	27	110	27	464	100	564
Tüttlingen....	1910	364	137	501	160	32	192	44	20	12	32
	1911	341	246	587	173	88	261	31	13	8	21
Ulm	1910	4.522	2.960	7.482	3.995	1.616	5.611	510	2.763	788	3.551
	1911	6.620	3.780	10.400	5.202	1.449	6.651	499	3.763	665	4.428
Total....	1910	58.416	25.306	83.722	48.681	15.237	63.918	3.814	43.820	6.660	50.480
Friedrichshafen.				1.437			608				62
Somme.....	1910			85.159			64.526				51.10
	1911	76.841	31.222	108.063	61.728	16.948	78.626	3.929	54.662	8.129	62.79
	1908			64.911			49.691				44.68
	1909			66.416			52.721				46.58

perçu de l'activité des Offices de travail Wurtembergeois pour les années
1910 et 1911 (Suite).

OFFRES DE TRAVAIL											
FEMMES				ENSEMBLE							
Placées				Annoncés			Placés				
ans le lieu	Aude- hors	Total	Dont in- direc.	Par le lieu	Du dehors	Total	Dans le lieu	Au dehors	Total	Dont indirec.	
72	2	74	3	519	278	797	421	168	589	145	
85	9	94		533	234	769	453	151	604	139	
206	34	240	10	3.871	1.765	5.636	2.489	1.042	3.531	385	
287	21	308	8	4.590	2.088	6.678	2.820	1.037	3.857	293	
102	68	170	14	989	1.163	2.152	506	378	884	71	
				650	173	823	413	81	494	236	
				480	145	625	356	55	411	154	
148	6	154	3	1.107	485	1.592	412	88	500	97	
140	3	143	2	1.399	509	1.908	462	100	562	118	
395	32	427	1	5.093	2.059	7.152	3.013	806	3.819	398	
708	47	755	6	8.314	2.561	10.875	4.469	1.043	5.512	476	
17	4	21		143	521	666	120	206	326	99	
21	3	24		176	604	780	140	226	366	96	
30	1	31		1.092	270	1.362	426	48	474	149	
14	2	16		1.292	312	1.604	497	40	537	111	
451	24	475	1	4.848	2.217	7.065	3.952	1.195	5.147	187	
474	15	489		5.766	2.472	8.238	4.597	1.307	5.904	208	
564	8	571	1	4.087	1.331	5.418	2.935	736	3.671	290	
688	15	703	22	4.017	1.175	5.192	3.101	696	3.797	297	
72	57	129	2	1.203	1.733	2.936	785	988	1.773	73	
516	173	689	14	3.004	4.561	7.565	1.626	1.820	3.446	462	
321	16	337		1.687	558	2.245	693	90	783	116	
341	13	354		1.736	512	2.348	726	85	811	156	
58	1	59		417	137	554	216	29	245	71	
5		5		307	29	336	98	1	99	6	
6		6		242	36	278	71		71	9	
643	1.844	28.487	18	69.642	16.513	86.155	37.585	10.152	67.738	1.095	
470	2.230	34.700	16	87.018	17.856	104.874	72.140	11.067	83.157	793	
	1	1	1	216	137	453	107	16	123	24	
249	25	274	1	791	287	1.078	332	52	384	28	
8		8		384	149	533	168	32	200	44	
3	1	4		354	254	608	176	89	265	31	
207	124	1.431	3	7.285	3.748	11.033	5.302	1.740	7.042	513	
994	60	2.054	2	10.383	4.445	14.828	7.196	1.509	8.705	501	
238	2.153	32.391	43	102.236	31.966	134.209	78.919	17.390	96.309	3.857	
		175				2.061			781		
		32.566				136.263			97.090		
156	2.686	40.842	85	131.503	39.351	170.854	99.884	19.634	119.518	4.014	
		29.213				109.794			78.904	987	
		30.888				112.997			83.609	1.493	

**Aperçu de l'activité des Offices de travail Württembergeois pour les années
1910 et 1911.**

OFFICES DE TRAVAIL		DEMANDES D'EMPLOI									
		HOMMES							FEMMES		
		Annoncés			Placés				Annoncées		
		Par le lieu	Aude- hors	Total	Dans le lieu	Aude- hors	Total	Dont in- direct.	Par le lieu	Dude- hors	Total
Aalen.....	1910	103	545	648	102	352	454	81	35	39	74
	1911	76	623	699	56	417	473	102	51	45	96
Esslingen....	1910	2.235	5.287	7.522	1.132	2.069	3.201	300	272	147	419
	1911	1.985	5.078	7.063	1.109	2.360	3.469	216	273	188	461
Friedrichsha- fen.....	1910										
	1911	353	2.451	2.804	118	807	925	268	179	323	502
Geislingen....	1910	19	930	949	8	376	384	126			
	1911	20	1.320	1.340	6	364	370	113			
Gmünd.....	1910	1.109	1.914	3.023	119	253	372	120	307	168	475
	1911	1.027	1.682	2.709	128	302	430	129	452	258	710
Göppingen....	1910	2.136	5.031	7.167	1.100	2.249	3.349	354	540	296	836
	1911	3.080	6.523	9.603	1.731	3.134	4.865	376	664	498	1.162
Hall.....	1910	225	165	390	186	41	227	21	26		47
	1911	300	123	423	254	16	270	33	24	1	25
Heidenheim..	1910	256	977	1.233	90	316	406	106	84	43	127
	1911	149	1.075	1.224	93	430	523	141	47	22	69
Heilbronn....	1910	3.273	7.355	10.628	1.646	3.127	4.773	288	622	397	1.019
	1911	3.373	7.403	10.776	1.989	3.311	5.300	293	569	430	999
Lüdwigsbourg	1910	797	5.127	5.924	525	2.522	3.047	236	366	404	770
	1911	897	4.670	5.567	561	2.416	2.977	160	435	495	930
Ravensbourg.	1910	447	3.970	4.417	172	1.453	1.625	52	96	201	297
	1911	803	5.481	6.284	309	2.294	2.603	292	826	1.169	1.995
Reutlingen...	1910	112	1.388	1.500	61	352	413	82	290	412	702
	1911	82	1.136	1.218	70	273	343	42	275	488	763
Rottweil.....	1910										
	1911	32	443	475	13	144	157	42	23	106	129
Schwenningen	1910	86	167	253	34	64	98	9	12	3	15
	1911	72	151	223	25	41	66	12	3	6	9
Stuttgart.....	1910	33.789	29.976	63.765	21.666	17.258	38.924	750	27.294	5.035	32.329
	1911	38.478	35.480	73.958	26.036	22.495	48.531	837	32.200	6.303	38.503
Tübingen....	1910	8	488	496	3	133	136	37		12	49
	1911	21	488	509	10	108	118	36	356	151	509
Tütlingen....	1910	55	2.546	2.601	19	361	380	233	10	4	14
	1911	71	3.058	3.129	29	533	562	332	4	4	8
Ulm.....	1910	2.721	9.374	12.095	1.089	4.158	5.247	149	2.049	642	2.691
	1911	3.034	12.230	15.264	1.065	5.255	6.270	118	3.295	1.224	4.519
Total.....	1910	47.311	75.210	122.521	27.952	35.114	63.066	2.945	32.103	7.803	39.906
Friedrichshafen..	1910			2.689			608				611
Somme.....	1910			125.300			63.674				40.517
	1911	52.853	89.415	142.268	33.552	44.903	78.455	3.542	39.678	11.713	51.391
	1908			118.885			19.859				35.454
	1909			127.821			52.289				38.504

perçu de l'activité des Offices de travail Wurtembergeois pour les années
1910 et 1911 (Suite).

DEMANDES D'EMPLOI											
FEMMES				ENSEMBLE							
Placées				Annoncés			Placés				
Dans le lieu	Au dehors	Total	Dont indirect.	Dans le lieu	Au dehors	Total	Dans la ville	Au dehors	Total	Dont indirect.	
35	38	73	2	138	584	722	137	390	527	83	
47	48	95	1	127	668	795	103	465	568	103	
148	88	236	7	2.507	5.434	7.941	1.280	2.157	3.437	307	
176	128	304	3	2.258	5.266	7.524	1.285	2.488	3.773	219	
68	94	162	6	332	2.776	3.308	186	901	1.087	274	
				19	930	949	8	376	384	126	
				20	1.320	1.340	6	364	370	113	
148	6	154	3	1.416	2.082	3.498	267	259	526	123	
93	56	149	7	1.479	1.940	3.419	221	358	579	136	
260	168	428	2	2.676	5.327	8.003	1.360	2.417	3.777	356	
428	325	753	4	3.744	7.021	10.765	2.159	3.459	5.618	380	
19		19		251	165	416	205	41	246	21	
24		24		324	124	448	278	16	294	33	
20	12	32	1	340	1.020	1.360	110	358	468	107	
10	7	17		196	1.097	1.293	103	437	540	141	
306	174	480	6	3.895	7.752	11.647	1.952	3.301	5.253	294	
317	176	493	4	3.942	7.833	11.775	2.306	3.687	5.993	297	
271	300	571	1	1.163	5.531	6.694	796	2.822	3.618	237	
320	361	681		1.332	5.165	6.497	881	2.777	3.658	160	
34	95	129	2	543	4.171	4.714	206	1.548	1.754	54	
309	388	697	22	1.629	6.650	8.279	618	2.682	3.300	314	
125	212	337		402	1.800	2.202	186	564	750	83	
138	216	354		357	1.624	1.981	208	489	697	42	
9	50	59		55	549	604	22	194	216	42	
6	5	5		98	170	268	39	64	103	9	
1	5	6		75	157	232	26	49	75	12	
584	3.903	28.487	18	61.183	35.011	96.194	76.250	21.161	67.411	768	
648	5.107	34.755	71	70.678	41.783	112.461	55.684	27.602	83.286	908	
	3	3	3	8	500	508	3	136	139	40	
200	73	273		379	639	1.018	210	181	381	36	
6	2	8		65	2.550	2.615	25	363	388	233	
1	3	4		75	3.062	2.137	30	536	566	232	
103	326	1.429	1	4.770	10.016	14.786	2.192	4.484	6.676	150	
548	510	2.058	6	6.329	13.454	19.783	2.563	5.765	8.328	124	
064	5.327	32.391	46	79.474	83.043	162.517	55.016	40.461	95.457	2.991	
		175				3.297			783		
		32.566				165.814			96.240		
337	7.547	40.884	124	93.531	101.128	194.659	16.889	52.450	119.399	3.666	
		29.238				154.322			79.047	1.158	
		30.882				166.329			83.761	1.393	

STUTTGART

C'est dans la capitale du Wurtemberg que fut créé en 1895 le premier bureau de placement municipal, qui servit de modèle à toute l'Allemagne.

L'office de travail, situé Schmalzerstrasse 11, est un vieil immeuble restauré qui ne peut certes rivaliser comme aménagement avec les bureaux de Cologne ni même avec celui de Francfort.

**Aperçu de l'activité de l'office de travail pendant
les 5 dernières années.**

Années	Hommes placés	Femmes placées	Total
1907	39.556	23.724	63.280
1908	35.257	26.261	61.518
1909	35.622	27.587	63.209
1910	38.924	28.487	67.411
1911	48.457	34.700	83.157

L'office municipal de Stuttgart, dirigé par un inspecteur, est sous la surveillance du conseil municipal. Son personnel, y compris celui de la succursale de Cannstatt, se compose actuellement de 22 personnes : 1 directeur et son remplaçant, 1 assistant pour la conduite du bureau des chômeurs, 9 employés, 3 commis auxiliaires, 4 aides-employées, 2 téléphonistes prises parmi les femmes auxiliaires et un surveillant.

Le système des cartes, qui fut essayé pendant 6 mois, n'ayant pas donné l'allègement espéré, on revint au système des listes.

L'office de travail a été adopté par le plus grand nombre des corporations, mais les négociations engagées jusqu'ici avec l'industrie du bâtiment et l'industrie du bois n'ont pas encore abouti.

Le conseil municipal, le 29 octobre 1908, prescrit le règlement suivant concernant l'indication du travail des exploitations municipales et des entreprises de travaux de la ville :

ART. 1^{er}. — Les offices municipaux reçoivent l'ordre de se procurer à l'avenir les ouvriers dont ils auront besoin, par l'intermédiaire de l'office du travail, sauf les cas urgents où il est par exemple nécessaire d'avoir immédiatement un grand nombre d'ouvriers ; dans ces cas, ils pourront se procurer également des ouvriers qui ne leur seront pas fournis par l'office. Les directions des exploitations ne doivent cependant engager que des ouvriers capables. Ce sont elles qui décident si les travailleurs sont aptes ou non.

ART. 2. — Cette clause doit être ajoutée au cahier des charges des soumissions de travaux municipaux, à savoir que l'entrepreneur est tenu de s'adresser à l'office de travail si, en vue d'exécuter les travaux, ou au cours de l'exécution, il a besoin d'engager des ouvriers.

C'est à l'entrepreneur qu'il appartient de décider de l'engagement des travailleurs.

Si l'office municipal de travail ne peut lui procurer les ouvriers aux conditions en usage, l'entrepreneur peut se les procurer ailleurs. Dans ce cas, il doit aviser l'office de travail du nombre d'ouvriers qu'il a engagés sans son intermédiaire.

L'office de travail a le droit de contrôler si l'entrepreneur s'est soumis aux prescriptions ci-dessus concernant le recrutement des ouvriers. Aussi doit-il être informé par l'office technique respectif de chaque soumission de travaux avec indication des conditions du cahier des charges.

ART. 3. — Dans les conditions du contrat doit être insérée cette clause, que l'entrepreneur est obligé de n'employer d'abord que des ouvriers capables de Stuttgart et des environs, à défaut, des Allemands, mais les étrangers seulement

si la nature des travaux l'exige ou s'il est impossible de se procurer, pour le travail en question, des ouvriers indigènes capables aux conditions en usage. C'est l'entrepreneur qui décide si l'ouvrier est apte ou non.

ART. 4. — En vue de faire des expériences plus étendues dans le domaine des conventions de tarif entre organisations patronales et ouvrières, il faut établir pour certaines soumissions de travaux que l'entrepreneur devra se conformer aux conventions fixées à Stuttgart par les syndicats des entrepreneurs et des travailleurs concernant la durée du travail journalier, le temps de repos, le repos dominical, les salaires, les notifications de congé, etc...

En ce qui concerne l'exécution des travaux de nécessité et l'engagement des ouvriers qui s'offrent pour ces travaux, on a décidé :

1° Pour les travaux que la ville fait exécuter en régie, comme travaux d'hiver, pour procurer de l'occupation aux chômeurs, ne devront être admis à concourir que les entrepreneurs de Stuttgart, et qu'une note expliquant cette exception devra être ajoutée dans les publications relatives à ces travaux.

2° Que la section des travaux publics devait être autorisée à fixer l'époque à laquelle commencerait chaque partie des travaux d'hiver.

3° Que l'office municipal de travail devait être désigné comme l'endroit où les chômeurs devront s'adresser pour obtenir d'être occupés aux travaux de la ville et de ne pas poser cette condition que seuls seraient occupés les ouvriers dignes de travail.

4° De recommander à l'office de travail de limiter le plus possible le placement des ouvriers non domiciliés à Stuttgart pendant la durée du chômage.

STUTTGART

Activité des bureaux de placement des métiers.

Les bureaux de placement des métiers qui existent indépendamment de l'office de travail avaient obtenu, suivant leurs rapports, les résultats suivants :

	OFFRES D'EMPLOI			DEMANDES DE TRAVAIL			PLACEMENTS EFFECTUÉS		
	1908	1909	1910	1908	1909	1910	1908	1909	1910
Corporation obligatoire des boulangers	855	1013	1519	1193	1096	2045	855	1007	1358
Typographes (paritaires).	812	1013	544	1048	1333	1135	648	1000	342
Fédération des coiffeurs.		1202	1185		1214	1247		666	823
Union des commerçants.	707	597	554	847	950	762	162	135	140
Apprentis.	71	73	83	55	49	55	14	16	42
Union des employées . .	85	87	85	68	67	65	35	36	33
Syndicats :									
Des boulangers	24	37	49	76	90	93	22	37	49
Des sculpteurs	68	76	105	185	148	296	68	56	141
Des graveurs à l'eau forte (aqua-fortistes)	62	93	87	80	202	108	43	58	73
Des aides commis de commerce	2	3	2	11	7	5	2	1	2
Des gantiers et cor- royeurs	—	45	175	—	84	303	—	43	175
Des chapeliers	12	7	11	21	12	47	12	7	11
Des lithographes . . .	71	44	61	143	169	143	71	44	61
Des xylographes	27	—	—	7	—	—	5	—	—
Des machinistes et chauf- feurs	—	—	42	—	—	36	—	—	8

Bureau des chômeurs.

Ce bureau est muni de quatre machines à écrire et de deux appareils reproducteurs.

Le nombre des commandes données atteignit :

En 1908-1909 : 1.242 ; en 1909-1910 : 1.400, et en 1910-1911 : 1.755, auxquelles furent occupés :

En 1908-1909 : 412 chômeurs ; en 1909-1910 : 284, et en 1910-1911 : 201.

La durée moyenne des occupations était :

En 1908-1909 : de 7,31 jours ; en 1909-1910 : de 13,7, et en 1910-1911 : de 23,9.

Les recettes des travaux terminés se montèrent :

En 1908-1909, à 12.175.20 marks ; en 1909-1910, à 14.552.25 marks, et en 1910-1911, à 15.942.06.

Dont furent payés aux employés :

En 1908-1909 : 10.594, 35 marks ; en 1909-1910 : 11.932, 28 marks, et en 1910-1911 : 13.352, 29 marks.

La rémunération journalière moyenne atteignait :

En 1908-1909 : 3.52 marks ; en 1909-1910 : 3.06 marks ; en 1910-1911 : 2.77 marks.

Les deux auberges de femmes qui s'occupent du placement des domestiques, avaient, d'après leurs communiqués mensuels, obtenu les résultats suivants :

	Offres de places			Demandes de places			Places procurées		
	1908	1909	1910	1908	1909	1910	1908	1909	1910
Martahaus.....	2864	3069	3502	1109	1382	1511	557	750	872
Marienanstalt...	1602	1545	1737	632	682	951	418	468	630

Avec un champ plus restreint s'occupent aussi du placement des domestiques, l'Union des femmes de Souabe et l'Union des amies des jeunes filles, mais le chiffre le plus élevé de placements effectués atteint 100 par an.

Par suite de l'établissement de la loi du 1^{er} octobre 1910 sur les placeurs, le nombre des placeurs professionnels est tombé de 74 à 47 et descendra encore plus bas.

ANNÉES	Offres de places					
	annoncées			procurées		
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
1908	4.574	17.222	21.796	1.607	7.321	8.923
(51 placeurs)						
1909	4.973	18.754	23.727	1.659	9.266	10.925
(57 placeurs)						

ANNÉES	Demandes de places					
	enregistrées			procurées		
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
1908	3.781	12.442	16.223	976	6.683	7.659
(51 placeurs)						
1909	3.803	13.999	17.802	1.254	7.877	9.131
(57 placeurs)						

ANNÉES	Taxes perçues des		
	patrons	ouvriers	total
	Marks	Marks	Marks
1908	10.419,30	31.383,05	41.801,35
(51 placeurs)			
1909	14.701,83	36.953,48	51.655,31
(57 placeurs)			

Aperçu du placement des travailleurs à capacité restreinte.

Le placement des travailleurs à capacité restreinte fut malheureusement éprouvé, parce que l'employé chargé de ce service eut trop souvent à remplacer d'autres employés et ne put par conséquent se consacrer d'une façon satisfaisante à sa tâche. Cette branche eut particulièrement à souffrir, d'abord de ce que les patrons se montrent peu disposés à les employer. D'autre part, les travailleurs, malgré leur capacité restreinte de travail, n'entendent pas accepter d'offres d'emploi à salaire réduit, en rapport avec leur savoir faire, et craignent de perdre leur rente ou de la voir diminuée, s'ils obtiennent un salaire plus élevé ; aussi renoncent-ils bientôt aux places qu'ils avaient tout d'abord acceptées.

	Offres de places	Demandes de places	Places procurées	Dont devant durer
1907.	550	668	507	92
1908.	549	718	533	48
1909.	495	727	487	90
1910.	476	654	471	94

Placement des réservistes.

	Se présentèrent	Furent placés
1907	406	281
1908	414	253
1909	519	276
1910	552	348

Le placement des apprentis.

Le placement des apprentis n'était pas sans préoccuper l'office de travail. Le 12 février 1910, après entente entre le

conseil municipal et les intéressés, fut formée une commission composée des représentants des principales unions :

Un représentant de la Centrale de l'industrie et du commerce.

- de la chambre des métiers.
- de la chambre de commerce.
- de l'union de commerce.
- de l'union des métiers.
- de la fédération protectrice de la jeunesse.
- de l'union de la jeunesse.
- du recteur de l'école bourgeoise.
- de l'inspection scolaire de l'arrondissement de Cannstadt.
- de l'inspection scolaire catholique de l'arrondissement.
- de la direction de l'office de travail.

Elle fut chargée de surveiller « la Centrale pour le placement des apprentis professionnels et commerçants de la ville de Stuttgart », pour qui le règlement suivant fut institué.

ART. 1^{er}. — Le placement s'adresse aussi bien aux apprentis commerçants qu'aux apprentis professionnels, il a lieu généralement en présence des membres du Comité, les mercredi et samedi après-midi.

ART. 2. — Des 12 membres composant le comité, doit environ un quart être présent. Ils peuvent à leur gré se faire représenter, mais doivent toujours être là les représentants de l'école et de la fédération protectrice de la jeunesse.

ART. 3. — Les demandes éventuelles concernant le placement des apprentis, qui seraient faites dans les écoles, seront renvoyées à l'office de travail.

ART. 4. — Les questionnaires qui étaient envoyés jusqu'ici

par l'office de travail aux directeurs d'école, devront à l'avenir être également adressés aux écoles supérieures.

ART. 5. — De même les communes des environs de Stuttgart seront invitées à attirer l'attention des enfants qui quittent l'école sur le placement des apprentis.

ART. 6. — Des annonces et des articles concernant le placement des apprentis, devront être publiés dans les journaux.

ART. 7. — Si l'on ne peut arriver immédiatement à placer les garçons déclarés, au moins ne doit-on pas les perdre de vue, soit qu'on corresponde avec leurs parents, ou qu'ils soient contrôlés par les instituteurs de la classe, soit qu'ils se rendent en personne au secrétariat de la jeunesse.

ART. 8. — Il faut à l'avenir s'adresser à nouveau aux corporations de la ville, pour pouvoir disposer du nombre de places nécessaires aux apprentis. La chambre des métiers a déjà promis son appui.

ART. 9. — Les annonces faites dans les journaux doivent faire remarquer expressément que le placement des apprentis s'étend non seulement aux places vacantes dans la ville, mais encore à celles du dehors, et ce, pour éviter le reproche qu'on veut enlever les apprentis aux maîtres artisans habitant hors de la ville.

Placements des apprentis.

Les résultats obtenus jusqu'à présent sont les suivants :

ANNÉES	QUESTIONNAIRES		ÉCOLIERS		
	qui furent distribués	qui revinrent remplis	qui avaient déjà trouvé une place	qui en désiraient une	qui n'avaient pas encore pris de décisions
1907	1.200	854	319	387	148
1908	1.355	934	265	477	192
1909	1.384	943	270	458	215
1910	1.400	987	302	516	169

ANNÉES	Places d'apprentis qui furent								
	annoncées			demandées			procurées		
	ici	dehors	total	ici	dehors	total	ici	dehors	total
1907	1.438	160	1.598	493	109	602	312	17	329
1908	1.264	146	1.410	423	116	539	300	21	321
1909	910	121	1.031	461	192	653	334	26	360
1910	767	111	878	433	133	566	285	25	310

STUTTGART.

Recettes.

1^{er} avril
1909-1910
marks

1^{er} avril
1911-1912
marks

1. De la caisse de l'Etat :

- a) Remboursement des frais de téléphone, de port du placement interlocal, ainsi que des dépenses occasionnées par l'acceptation des fonctions de centrale provinciale.

5.396 79

5.200

	1908-1910	1914-1912
Report	5.396 79	5.200
b) Contribution aux frais généraux. .	2.000	3.150
c) Gratification au personnel. . . .		1.925
2. Secours accordé par l'Union hôte- lière de Stuttgart.	100	100
3. Bénéfices du bureau des chômeurs.	1.159 09	925
4. Remboursement	18 10	
Total	8.673 98	11.300

Dépenses.

1. Appointements et payes journalières	35.944 21	40 109 50
2. Secours pour les frais de voyage des travailleurs indigents qui se dépla- cent.	10	50
3. Frais d'impression, d'insertions, de reliure, livres et écrits, matériel à écrire, y compris les hectogra- phes (1).	3.415 94	4.000
4. Dépenses téléphoniques et postales.	3.418 69	4 000
5. Pour le mobilier et l'inventaire . .	199 10	300
6. Divers (jetons de présence, frais de voyage, imprévu).	124 95	440 50

40.112 89 48.900

A déduire les recettes 8.673 98 11.300

Supplément nécessaire . . . 31.438 91 37.600

De plus, valeur locative des locaux en

somme ronde 10.600

En prenant pour base les résultats de l'office de travail pen-
dant l'année 1908 et les comptes du 1^{er} avril 1908 au 1^{er} avril

(1) Appareils à multiplier, centupler les lettres.

1909, et en y ajoutant la valeur locative des locaux, la caisse municipale a établi le montant des dépenses qui s'élève :

- a) Pour une demande ou offre de place, à 25,7 pfennigs ;
- b) Pour un placement, à 72 pfennigs.

FÉDÉRATION BADOISE (1)

La fédération des bureaux de placement du Grand-Duché de Bade a été instituée sur le modèle de celle de Wurtemberg en 1896. Elle groupe actuellement 18 offices de travail. C'est l'office de Carlsruhe qui sert de bureau central.

(1) Sources : Statistische Mitteilungen über das groszherzogtum Baden Neue Folge Band, V mai Jahrgang, 1912.

Bulletin de l'association contre le chômage, n° 3, 1912.

**Activité fédérale des professions les plus importantes du
Grand-Duché de Bade, 1911.**

GROUPES PROFESSIONNELS	Nombre des		Nombre de chô- meurs sur 100 places vacan- tes	Personnes placées		
	places vacantes	cher- cheurs de travail		total	tant pour cent	
					forces ou- vrières désirées	cher- chaient du travail
a) Section des hommes.						
I et II. Agriculture, jardinage, éle- vage, silviculture et pêcheries . . Y compris :	5.771	11.134	192.9	4.164	72.2	37.4
Les ouvriers agricoles, forestiers, valets de ferme de tous genres, vignerons	4.505	8.785	195.0	3.150	69.9	35.9
Jardiniers et commis-jardiniers . .	1.266	2.349	185.5	1.014	89.1	43.2
IV. Industrie de la pierre et de la terre	982	1.647	167.7	530	54.0	32.2
V et VI. Travail métallurgique, in- dustrie des machines, outils, ins- truments, appareils	18.389	32.654	177.6	14.200	77.2	43.5
Y compris :						
Orfèvres et ouvriers en argent de tous genres	6.695	7.856	117.6	5.290	79.0	67.3
Serruriers	3.391	6.402	180.0	2.796	82.5	45.8
Ferblantiers, installateurs	2.645	4.942	186.8	2.126	80.4	43.0
Serruriers en machines, monteurs, etc	1.807	5.888	325.8	1.421	78.6	24.1
XI. Industrie du cuir	2.162	4.281	198.0	1.583	73.2	37.0
Y compris :						
Les selliers	2.158	4.140	191.8	1.580	73.2	38.2
XII. Industrie du bois	9.321	14.374	154.2	6.728	72.2	46.8
Y compris :						
Les ébénistes, menuisiers, etc . .	8.237	11.874	144.2	6.052	73.5	51.0
Tonneliers, boisseliers	620	1.459	235.3	410	66.1	28.1
XIII. Industrie alimentaire	1.978	3.290	419.1	1.561	78.9	48.8
Y compris :						
Boulangers, confiseurs	1.069	3.844	359.6	899	84.1	23.4
Bouchers, charcutiers	588	2.448	416.3	447	76.0	18.3
XIV et XV. Habillement et net- toyage	5.742	9.738	169.6	4.082	71.1	41.9
Y compris :						
Tailleurs de tous genres	2.920	4.209	144.1	1.990	68.1	47.3
Cordonniers	2.137	4.521	211.6	1.722	80.6	38.1
Barbiers, coiffeurs, perruquiers .	682	962	141.1	370	54.3	38.5

**Activité fédérale des professions les plus importantes du
Grand-Duché de Bade, 1911 (suite).**

GROUPES PROFESSIONNELS	Nombre des		Nombre de chô- meurs sur 100 places vacan- tes	Personnes placées total	tant pour cent	
	places vacantes	cher- cheurs de travail				
XVII Industrie du bâtiment.	12.703	18.921	148,9	9.067	71,4	47,9
Y compris :						
Maçons, nettoyeurs, plâtriers, stu- cateurs.	2.851	4.759	166,9	1.861	65,3	39,1
Charpentiers, ouvriers d'escaliers. Peintres, badigeonneurs, menui- siers de tous genres.	2.142	2.929	136,7	1.421	66,3	48,5
6.190	943	147,2	4.881	78,9	53,6	
Vitriers de tous genres.	1.126	1.187	105,4	690	61,3	58,1
XIX. Machinistes, chauffeurs, ou- vriers de fabrique sans désigna- tion spéciale.	2.290	7.022	306,6	1.868	81,6	42,3
XXIV. Journaliers et gens de mai- sons.	36.415	74.776	205,3	31.546	86,6	42,2
Y compris :						
Domestiques et personnel de mai- son.	580	1.351	232,9	473	81,6	35,0
Portiers, garçons de course, petits domestiques, etc.	8.550	19.806	231,6	7.157	83,7	36,1
XXV. Apprentis de tous genres.	2.698	1.916	71,0	1.023	37,9	53,4
b) Section féminine.						
V. Travail métallurgique.	3.000	3.000	100,0	3.000	100,0	100,0
XII et XV. Habillemeut et net- toyage.	3.144	4.227	136,0	2.400	76,4	56,2
Y compris :						
Tailleuses, nettoyeuses, lingères, confectionneuses de linge, etc.	314	427	136,0	240	76,4	56,2
Repasseuses, blanchisseuses et au- tres professions similaires.	388	455	117,3	292	75,3	64,2
XIX. Ouvrières de fabrique de tous genres.	2.188	2.372	108,4	1.575	72,0	66,4
XX. Commerce.	469	1.089	232,2	251	53,5	23,0
XXIII. Industrie hôtelière et limo- nadière.	12.797	12.203	95,4	8.298	64,8	68,0
Y compris :						
Sommelières, femmes de chambre d'hôtel, etc.	7.737	8.998	116,3	6.139	79,3	68,2
Personnel féminin de cuisine de tout genre.	5.060	3.205	63,3	2.159	42,7	67,4
XXIV. Journalières et domestiques de maison.	31.925	31.397	98,4	21.490	67,3	68,4
Y compris :						
Domestiques et personnel de mai- son de tout genre.	18.673	16.197	86,7	10.021	53,7	61,9
Femmes de ménage, laveuses et femmes de course.	13.050	14.997	114,9	11.346	86,9	75,7

Les résultats obtenus sur le marché du travail sont en somme satisfaisants. En 1911 furent enregistrés, par les 18 bureaux de placement municipaux affiliés à la fédération, 153.606 places vacantes (soit 25.634 de plus que l'année précédente), 244.001 demandes de travail (18.480 de plus qu'en 1910) et 112.882 placements effectués (avec une augmentation de 17.977 sur 1910).

En 1911, pour 100 places, il y eut 158,8 candidats contre 176,2 l'année précédente, et 73,4 placements effectués contre 74,2.

La régression constatée dans le tant pour cent des placements procurés, provient de la forte augmentation des offres des places vacantes.

Si l'on observe les variations du marché du travail, c'est durant les mois d'hiver, naturellement, que les plus grandes oscillations sont constatées entre les offres et demandes de travail. Dans les sections masculines, pour 100 places vacantes, on trouve au mois de janvier 246,3 postulants, 254,2 en février, en novembre 282,2, et en décembre 312, alors que le chiffre normal de l'année n'atteint que 190,5.

Décembre est également le mois où les placements effectués furent le plus bas. On ne put en effet procurer du travail qu'à 27,4 des postulants masculins. Le mois le meilleur est juin. L'offre surabondante de main-d'œuvre masculine n'atteignit que 152 0/0, et 51,6 0/0 des chômeurs purent être placés. Chez les femmes la surabondance de la main-d'œuvre fut la plus élevée au mois de novembre, avec 132,5 0/0, en octobre avec 125,3 0/0, et décembre avec 104,9 0/0. C'est en février et mai, avec 86,4 et 84 de demandes de places vacantes que les résultats obtenus furent les meilleurs.

Le chômage chez les hommes, au cours de l'année, s'élève à 70 0/0, chez les femmes à 30 0/0. C'est en décembre, chez

les hommes, qu'il fût le plus haut avec 73,6 0/0, chez les femmes en octobre avec 36,4 0/0. Près de la moitié de tous les postulants (42,9 0/0 des hommes, 48,3 0/0 des femmes), en quête d'ouvrage, ne resta pas une semaine sans travail, la durée du chômage le plus élevé atteignit 4 semaines, soit 18,3 0/0 des hommes et 25,0 0/0 des femmes.

Le bureau de placement patronal de l'industrie pour Mannheim Ludwigshafen, enregistra pour Mannheim en 1911, 20.983 demandes de travail et 23.376 placements effectués. Cela provient de ce que chaque chômeur n'est inscrit, comme tel, qu'une fois par an, alors qu'il est compté comme « placé » chaque fois qu'un emploi au cours de l'année lui est procuré. Ainsi s'explique que le nombre des placés soit supérieur à celui des demandes de travail.

Placeurs professionnels. — Le nombre des placeurs professionnels et des placeurs de domestiques dans le Grand-Duché de Bade, qui en 1909 atteignait 216, et 209 en 1910, baisse dans le premier trimestre de 1911, à 144, puis dans les autres à 142, 129, enfin à 124.

Depuis dix ans, on n'avait jamais enregistré une telle régression ni de chiffres aussi bas.

En 1900, il y existait 172 placeurs, leur nombre s'éleva rapidement et d'une façon presque ininterrompue jusqu'à 299 en 1908. De 1906 à 1910, à quelques variations près, le chiffre était le même. La forte diminution de 1911, qui atteignit 85 bureaux (41 0/0) par rapport à l'année précédente, est le résultat de l'application de la nouvelle loi sur les placeurs, qui est entrée en vigueur dès le 1^{er} octobre 1910.

Les exigences plus sévères de la loi, relatives à la personnalité des placeurs professionnels et à leur administration intégrale en particulier, la fixation par le conseil d'arrondissement des taxes de placements à percevoir qui tendait presque

partout à les réduire, amenèrent la disparition d'un grand nombre de ces bureaux.

Aux 144 exploitations que l'on pouvait compter au commencement du premier trimestre de 1911, vinrent s'ajouter au cours de l'année 6 nouveaux bureaux, tandis que 26 cessaient leurs affaires. Des 124 qui existaient encore à la fin de l'année, 9 (1910 : 11) procuraient exclusivement des places aux hommes, 62 (1910 : 111) exclusivement aux femmes, et 53 (1910 : 88) aux personnes des deux sexes. Par rapport à l'année précédente, ce sont les placeurs qui s'occupaient exclusivement du personnel féminin qui ont le plus diminué (environ 44 0/0). Le nombre des professionnels qui plaçaient des personnes des deux sexes baissa de 40 0/0, alors que le chiffre des établissements qui se bornaient au placement exclusif des hommes était à peine plus bas qu'en 1910.

Nombre de bureaux professionnels existant

BAILLIAGES (1)	Depuis quand (années) le bureau de placement fonctionne-t-il ?	Hommes			Femmes		
		Personnel					
		Demandes de travail	Offres de places	Placements effectués	Demandes de travail	Offres de places	Placements effectués
Donaueschingen . .	1	—	—	—	161	223	72
Constance	6	—	—	—	532	794	305
Triberg	1	—	—	—	8	12	8
Überlingen	1	14	8	5	95	105	74
Billingen	3	27	26	13	556	715	324
Waldshut	2	—	—	—	419	554	154
Emmendingen	1	1.844	1.740	1.224	83	98	53
Fribourg	11	—	—	—	6.814	7.501	5.280
Kehl	1	1	1	1	190	216	118
Lahr	3	—	—	—	179	234	146
Lövsach	1	—	—	—	143	237	76
Oberkirch	1	—	—	—	42	73	29
Offenbourg	2	—	—	—	422	369	316
Waldkisch	1	—	—	—	20	24	12
Wolfach	1	50	60	32	6	6	6
Aix-la-Chapelle . . .	6	570	328	255	342	449	276
Baden	6	8	23	2	914	710	526
Bretten	2	—	—	—	21	45	8
Brucksal	1	45	46	40	3	8	—
Bühl	3	—	—	—	145	209	90
Durlach	1	—	—	—	22	33	22
Ettlingen	1	546	349	317	3	3	3
Carlsruhe	18	—	—	—	4.366	3.985	3.628
Rastatt	1	182	184	138	332	304	217
Heidelberg	16	5.236	3.102	2.235	1.786	1.784	1.258
Mannhein	43	—	—	—	11.405	10.261	6.000
Mosbach	2	—	—	—	184	233	143
Taubesbischoff . . .	1	4	4	3	10	13	9
Weinheim	6	—	—	—	574	500	401
Wiesloek	2	—	—	—	21	21	21
En tout	150	8.564	5.903	4.295	30.506	30.713	19.900
En 1910	209	8.469	5.899	4.088	35.332	34.415	20.410
En 1909	216	7.581	5.721	4.838	30.717	31.123	19.921

(1) Dans 22 bailliages il n'y a pas de placeurs professionnels.

Les circonscriptions de Mannheim, Carlsruhe, Fribourg, Pforzheim et Heidelberg, avec leurs 75 bureaux, possédaient à la fin de l'année plus de 60 0/0 du nombre des placeurs existant dans le Grand-Duché tout entier. Ces cinq circonscriptions contribuèrent également le plus à la rétrogradation.

Des 85 établissements que l'on compta en moins dans le pays à la fin de l'année 1911, 62, c'est-à-dire 73 0/0, appartenaient aux arrondissements ci-dessus. Dans la circonscription de Mannheim, de 1910 à la fin de l'année 1911, le nombre des placeurs professionnels passa de 71 à 41 ; dans la circonscription de Carlsruhe, de 26 à 13 ; à Heidelberg, de 19 à 8 ; à Fribourg, de 15 à 10, et à Pforzheim, de 6 à 3.

Le reste (49) se répartit entre les 25 autres circonscriptions, la diminution que l'on constate dans ces arrondissements par rapport à l'année précédente y est d'ailleurs bien moins forte. Dans 23 circonscriptions à la fin de l'année, on ne trouvait plus de placeurs professionnels.

Au cours de l'année 1911, les établissements professionnels enregistrèrent 39.070 demandes de travail (contre 43.801 en 1910 et 38.298 en 1909), 36.696 offres de travail (en 1910 : 40.314 ; en 1909 : 36.844). Ils procurèrent de l'ouvrage à 24.195 personnes (1910 : 24.498, 1909 : 24.759).

L'activité des placeurs n'a donc pas diminué dans la même proportion que leur nombre, leur chiffre d'affaires n'étant guère plus bas que celui des deux années précédentes.

Si l'on oppose à cette constatation le fait que la diminution du nombre des établissements de placement a surtout atteint les circonscriptions où sont situées les cinq plus grandes villes qui possédaient le plus de placeurs, il s'en suit que la nouvelle loi conduit à une grande concentration de l'industrie placière. Les petits bureaux qui, ces dernières années, sous

l'influence des taxes élevées s'étaient multipliées d'une façon étonnante, et qui du moins étaient en état de satisfaire aux exigences de la nouvelle loi, et de compenser la diminution des taxes par une augmentation de leurs affaires, furent les premières victimes de la loi de 1910. Leur clientèle est venue grossir celle des établissements professionnels qui ont pu subsister.

Activité des placeurs professionnels du Grand-Duché de Bade.

Personnel féminin.

	Cherchaient du travail	Places vacantes	Places procurées
Domestiques agricoles	139	295	100
Personnel d'hôtel (sommelières, cuisinières d'hôtel, etc.) . . .	15.462	14.585	11.361
Femmes de ménage, laveuses et femmes de courses	805	762	65
Gens de maison.	11.849	13.889	6.978
Vendeuses de magasin et compta- bles	267	178	73
Autre personnel féminin. . . .	1.984	1.084	735

Personnel masculin.

	Cherchaient du travail	Places vacantes	Places procurées
Garçons de course, petits domesti- ques, valets, emballeurs, etc . .	1.313	1.073	601
Charretiers, cochers, etc. . . .	287	313	188
Sommeliers, cuisiniers, officiers, garçons d'hôtel, etc	2.949	2.346	1.576
Autre personnel masculin. . . .	4.015	2.171	1.930
Personnel total masculin	8 564	5.903	4.295
— — — féminin.	30.506	30.793	19.900
En tout	39.070	36.696	24.195
En 1910	43.801	40.314	24.498
En 1909	38.298	36.844	24.759

Par rapport à l'année précédente, le nombre des demandes de travail a baissé de 4.731, celui des offres d'emploi de 3.618, et les placements effectués de 303.

Les professions masculines montrent pourtant une légère augmentation ; chez les hommes, le nombre des demandes de travail s'est accru de 95, celui des offres de 4 et les emplois procurés de 207. Par contre, chez le personnel féminin qui constitue environ les $\frac{4}{5}$ du placement total, le nombre des demandes de travail a diminué de 4.826, celui des offres de 3.622, et les placements effectués de 510. Cette dépréciation provient principalement de la forte baisse constatée dans les chiffres du personnel de maison, dont le nombre des demandes a diminué de 4.074, celui des offres de 2.826, et celui des places procurées de 1.805. Elle provient également de ce qu'après la fermeture d'un grand nombre d'établissements professionnels, domestiques et maîtres se sont adressés aux bureaux de placement publics et d'utilité générale. Les circonstances y ont aussi contribué ; en effet, les maîtres et les domestiques étaient habitués à s'adresser, en cas de besoin, simultanément à plusieurs placeurs privés, de sorte que la même demande devait être reproduite plusieurs fois dans la statistique, et qu'à la disparition d'un grand nombre d'établissements il devait en résulter à ce point de vue une diminution sensible. Ce qui corrobore également cette supposition c'est que ce sont les maisons qui s'occupaient du placement du personnel féminin qui ont éprouvé les plus fortes diminutions par rapport à l'année précédente.

De plus, un grand nombre de petits placeurs pouvaient encourager les domestiques à changer souvent de places.

Analogue est la situation du personnel féminin de l'industrie hôtelière. On y constate une diminution des offres et des demandes, et par contre une augmentation des placements

effectués, ce qui provient surtout de ce que différentes unions d'hôteliers se sont décidées à ne plus avoir recours qu'aux bureaux de placement publics et d'utilité publique.

C'est dans le Grand-Duché de Bade et dans le Wurtemberg que les listes de vacances fonctionnent le mieux : y sont inscrites toutes les vacances constatées dans la fédération. Il y a lieu pourtant de remarquer que les listes particulières concernant le placement agricole sont émises avec l'assentiment des chambres agricoles.

L'Etat supporte les frais téléphoniques du placement inter-local des listes de vacances et se charge entièrement des frais d'impression et d'émission de ces listes.

Placement des apprentis.

« Dans le Grand-Duché de Bade (1) un plan d'ensemble fut établi au cours d'une conférence du 30 octobre 1906, convoquée par le ministre de l'intérieur, et à laquelle assistaient un délégué du conseil supérieur de l'enseignement, la direction de l'office central de l'industrie, les représentants des quatre chambres des métiers, le président de la fédération des associations des maîtres-artisans et le président de la fédération des bureaux de placement publics.

« La conférence se mit d'accord sur cette idée que le placement des apprentis relevait avant tout des bureaux publics. Les chambres des métiers et les autres associations de la petite industrie furent invitées à agir parmi les employeurs à l'effet de les déterminer à notifier leurs offres d'emploi aux bureaux publics, l'on admit également qu'elles pourraient

(1) *Bulletin de l'Association contre le chômage*, n° 3, 1912 ; Bernard Jauch, *Das gewerbliche Lehrlingswesen in Deutschland Freiburg im Br.-Herdersche Verlagshandlung*, 1911.

donner leur avis confidentiel sur la nature des places affectées. On reconnut aussi la nécessité d'assurer partout l'examen médical gratuit des aspirants apprentis. Toutefois ce plan d'ensemble, qui est une combinaison du système de Munich et de celui de Strasbourg, est encore très loin de sa réalisation générale. Parmi les villes importantes de Bade, il n'y a que Pforzheim et Carlsruhe qui l'ont mise en œuvre. Dans la première de ces villes, le succès fut d'ailleurs grandement favorisé par l'importance de l'industrie locale de la bijouterie (1). »

MANNHEIM (2)

(194.000 habitants) capitale du duché de Bade.

L'office municipal de travail de Mannheim est aménagé dans l'ancienne caserne des dragons. M. 4.

Son installation est très sommaire, et son personnel restreint puisqu'il ne comprenait, en 1911, qu'un directeur et deux employés de la chancellerie ; aussi les résultats obtenus sont-ils assez médiocres, mais il nous faut ajouter que les organisations ouvrières, et surtout patronales, y sont excessivement puissantes et ont leurs bureaux de placement particuliers.

(1) *Bulletin de l'Association contre le chômage*, n° 3, 1912.

(2) Sources : Verwaltungsbericht des stadtrats der Grossh. Badischen Hauptstadt Mannheim für 1909, 1911.

Orbstatut für die Kommission zur Verwaltung des städtischen Arbeitsamt.

**Activité de l'office du travail de Mannheim
pendant ces dernières années.**

	Demandes de travail		Places vacantes		Placements effectués	
	hom.	fem.	hom.	fem.	hom.	fem.
1 ^{er} trimestre. . . .	8.147	1.498	3.757	1.556	3.160	1.071
2 ^e —	9.115	1.739	4.597	1.745	3.871	1.321
3 ^e —	8.954	1.863	4.596	1.847	3.446	1.474
4 ^e —	7.431	1.670	2.764	1.387	2.253	1.144
Total de 1911. . . .	33.647	6.770	15.514	6.535	12.730	5.010
— 1910. . . .	28.145	5.792	12.161	5.641	10.957	4.284
— 1909. . . .	33.253	5.595	12.394	5.590	11.122	3.887
— 1908. . . .	34.987	5.028	14.742	4.891	12.710	3.223
— 1907. . . .	30.881	4.750	17.605	5.975	13.220	3.587

L'office reçoit diverses subventions ; en 1911, obtint de l'Etat 2.000 marks (contre 1.700 l'année précédente), 1.200 marks du district (Kreis), 325 marks des unions, et 51 marks (37) de la Fédération centrale des bureaux de placement badois, correspondant au montant de ses frais de port et de ses débours téléphoniques. Ses recettes s'élevaient donc en tout à 3.576 marks (3.262).

Ses dépenses étaient les suivantes : appointements 6.765 marks (6.411) ; loyer, 1.000 marks ; débours, 1.863 marks (1.400), soit en tout 9.628 marks (8.851), de sorte que la caisse municipale eut à payer la différence, soit 6.052 marks (5.589).

Les curateurs de l'administration des pauvres envoyèrent à l'office de travail 201 personnes qui avaient demandé des secours de chômage. On put procurer du travail à 108 (102) d'entre elles. Des 41 protégés de l'union pour la protection de la jeunesse et de la sollicitude des prisonniers, l'office put en placer 23.

Les résultats obtenus dans cette branche sont satisfaisants, car ils exigent beaucoup d'allées et venues et de présentation personnelle auprès des patrons.

**Placements effectués par l'office municipal de
Mannheim en 1911.**

A. — Personnel masculin.

Numéros du registre		Places vacantes	Demandes de travail	Placem. effectués
1.	Valets de ferme, trayeurs, etc	306	557	202
2.	Jardiniers, etc.	149	242	118
3.	Potiers, mouleurs	3	1	1
4.	Ouvriers travaillant l'or, l'argent, fondeurs et autres ouvriers métallurgiques, ou- vriers travaillant le cuivre et faisant les boutons en métal, etc.	128	310	72
5.	Ferblantiers et installateurs	635	1.455	497
6.	Forgerons, maréchaux-ferrants et charrons.	287	520	187
7.	Serruriers.	560	1.410	447
8.	Taillandiers, coutelliers, cloutiers et fai- seurs de limes.	—	—	—
9.	Tourneurs en métaux	521	1.691	406
10.	Facteurs d'orgues, armuriers et horlogers.	—	—	—
11.	Charrons	118	131	67
12.	Relieurs et cartonneurs	38	141	33
13.	Tanneurs, mégissiers, teinturiers en cuir.	—	—	—
14.	Selliers et tapissiers	467	794	333
15.	Menuisiers.	1.119	1.939	850
16.	Scieurs, brossiers et vanniers	42	131	24
17.	Boisseliers et tonneliers	56	133	38
18.	Sculpteurs sur bois et tourneurs	32	29	12
19.	Boulangers.	1	31	1
20.	Meuniers, confiseurs, etc.	6	20	2
21.	Bouchers et charcutiers	1	10	1
22.	Malteurs et brasseurs	—	—	—
23.	Tailleurs	432	503	264
24.	Cordonniers.	436	632	337
25.	Barbiers, coiffeurs.	43	50	28
26.	Maçons.	95	210	66
27.	Charpentiers	157	238	124
28.	Tailleurs de pierres et carriers.	17	50	15
29.	Vitriers	139	155	84
30.	Peintres et badigeonneurs	1.368	2.078	1.126
31.	Couvreurs, paveurs, carreleurs.	—	—	—

Numéros du registre		Places vacantes	Demandes de travail	Placem. effectués
32.	Typographes.	8	27	6
33.	Ouvriers de fabrique (sans désignation spéciale).	1.289	2.416	1.079
34.	Commerçants, magasiniers	—	—	—
35.	Garçons de course, petits domestiques, emballeurs.	1.511	4.183	1.245
36.	Valets de charretier, cochers.	315	1.091	242
37.	Sommeliers, cuisiniers.	678	1.448	537
38.	Terrassiers, journaliers.	4.693	11.779	4.247
39.	Divers	43	150	33
40.	Apprentis de tous métiers	21	10	6
Total		15.714	33.647	12.730

B. — *Personnel féminin.*

41.	Domestiques agricoles	—	—	—
42.	Ouvrières de fabrique et professionnelles.	324	419	173
43.	Personnel d'hôtel (sommelières, cuisinières).	299	191	76
44.	Femmes de ménage, laveuses, femmes de courses	5.131	5.761	4.581
45.	Gens de maison (domestiques).	746	379	171
46.	Femmes de charge, comptables et autres aides de commerce.	—	—	—
47.	Divers.	35	20	9
48.	Garde-malades.	—	—	—
Total		6.535	6.770	5.010

Le placement des apprentis reste toujours stationnaire, il y a toujours plus de places vacantes que de demandes. En outre, les fabriques prennent leurs apprentis dans les bureaux de placement de leur industrie. Quant aux artisans, le plus grand nombre s'adresse aux chambres de métiers ou en personne aux professeurs des classes scolaires les plus élevées. Le placement interlocal de l'année 1911 est le suivant :

Placement interlocal de Mannheim en 1911.

	Places vacantes	Furent placés
Dans la propre circonscription de l'office .	588	431
Dans le même cercle, sans être de la circonscription de l'office	501	438
Dans des cercles limitrophes	64	44
Dans d'autres cercles	131	58
Dans le Wurtemberg	39	17
En Bavière et dans le Palatinat.	703	494
Dans la Hesse	5	2
En Prusse	379	217
A l'étranger	18	8
Total	2.428	1.709

101 personnes contre 67 l'année précédente bénéficièrent du tarif réduit des chemins de fer allemands.

Des réservistes licenciés au cours de l'année 1911, 100 s'adressèrent à l'office de travail dont 73 purent être placés.

Bureau de placement de l'industrie.

Le nombre de demandes de travail enregistré par la section de Mannheim, *Union des bureaux de placement industriels, Mannheim-Ludwigshafen*, fut de 20.983 contre 20.154 en 1910, le chiffre des placements effectués s'éleva à 23.376 contre 19.352 l'année précédente.

La section des apprentis reçut 308 demandes, dont 183 obtinrent satisfaction. Les 289 restant furent embauchés directement par les maisons affiliées.

Bureau municipal de logements.

Le bureau d'indication de logements, qui fut institué en 1908, n'a pas encore atteint un grand développement. Comme précédemment les logements importants ne sont inscrits qu'à l'*Union des propriétaires* et chez les placeurs privés.

Le bureau municipal des logements ne reçoit que peu de notifications, et uniquement celles relatives aux quartiers de la ville où ceux qui désirent des logements ne veulent pas aller.

Les résultats en sont les suivants :

Logements avec cuisine et chambres.

	1	2	3	4	Chambres meublées avec des lits	
Annoncées. . .	—	3	2	1	8	6
Louées. . . .	—	2	1	—	6	5
Prix.	—	26/30	48/50	—	26	4-6 m.

Au cours de l'année 1911 fut établi un nouveau règlement relatif à la composition de la commission administrative de l'office de travail.

Office municipal de travail de Mannheim.

Le règlement local suivant, concernant la commission administrative de l'office municipal de travail, fut émis par décision du 7 mars 1911 du conseil des bourgeois et avec l'assentiment du ministre de l'intérieur du 8 avril 1911 :

ART. 1^{er}. — La direction de l'office municipal de travail est confiée à une commission spéciale qui prend le nom de *Commission de l'office municipal de travail*.

ART. 2. — A la commission de l'office municipal de travail incombent la direction entière et la surveillance de l'office municipal de travail.

ART. 3. — La commission se compose du bourgmestre comme président et de dix membres. Deux de ces membres doivent appartenir au conseil municipal, un au collège des commissaires municipaux, deux doivent être des employeurs ou représentants des organisations patronales, et deux autres des ouvriers ou représentants des organisations ouvrières. Deux dames, en outre, peuvent être nommées membres.

ART. 4. — La nomination a lieu chaque fois pour trois ans, après le renouvellement des élections des collèges municipaux. Si un membre abandonne ses fonctions au cours de son mandat, ou lui nomme un remplaçant pour la durée du temps qui reste à courir.

ART. 5. — La commission peut prendre des décisions quand, à la suite d'une convocation, sont présents au moins cinq membres en plus du précédent.

ART. 6. — Les décisions sont prises à la majorité absolue en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. On dresse un procès-verbal des décisions prises, qui doit être signé du président et du secrétaire.

ART. 7. — D'après le paragraphe 137, alinéa 1, de l'ordonnance municipale, sont accordés à la commission les pouvoirs de conférer, dans l'étendue du ressort, des ordonnances de recettes et de dépenses ainsi que de mettre au rebut les objets hors d'usage.

ART. 8. — Le règlement de l'office municipal de travail sera fait par le conseil municipal.

ART. 9. — Ces statuts entrent en vigueur le 1^{er} mai 1911.

FÉDÉRATION BAVAROISE (1)

Pendant 12 ans il n'exista pas en Bavière de fédération de bureaux de placement. Certains bureaux de régences (primitivement au nombre de 6) étaient chargés de centraliser les offres et les demandes de travail de la province, voire même de deux régences, mais actuellement on compte un bureau central par province.

La fédération bavaroise date de 1900. Elle a à sa tête un comité composé d'un président et de quatre membres.

Son administrateur, qui a le titre de Haut Inspecteur, est en même temps chargé de la direction de l'office municipal de Munich.

La fédération bavaroise groupe aujourd'hui 51 offices publics de travail répartis entre les 8 provinces ou régences ci-dessous :

1^o Haute-Bavière (11) : Munich (2), Bad Reichenhall, Berchtesgaden, Freising, Ingolstadt, Landsberg a. L., Mühldorf, Rosenheim, Traunstein, Wasserbourg, Weilheim.

2^o Basse-Bavière (4) : Straubing (2), Deggendorf, Landshut, Passau.

(1) Sources : Verband Bayerischer Arbeitsnachweise Städtisches Arbeitsamt München Geschäftsbericht, 1911 (1^{er} mai 1911-1^{er} mai 1912).

(2) Office central de la régence.

3° Palatinat (7) : Kaiserslautern (1), Frankenthal, Germersheim, Landau i. H. Ludwigshafen, Neustadt a. H., Sperger.

4° Haut Palatinat et Regensbourg (5) : Regensbourg, Amberg, Neumarkt i. O., Tirschenreuth, Weiden.

5° Haute Franconie (6) : Bamberg (1), Bayreuth, Hof, Kronach, Kulmbach, Markt Redwitz.

6° Franconie centrale (9) : Nürnberg (1), Ausbach, Eichstätt, Erlangen, Fürth, Gunzenhausen, Rothenbourg o. Thr., Wissembourg i. B., Zirndorf.

7° Franconie inférieure et Aschaffembourg (4) : Würzburg (1), Aschaffembourg, Kitzingen, Schweinfurt.

8° Schwabe et Neubourg (2) (5) : Augsbourg (1), Kempten, Lindau, Memmingen, Nördlingen.

Des 51 bureaux affiliés à la fédération, 47 seulement tinrent lieu d'offices de travail. Leur activité est bien inégale, 8 effectuèrent moins de 100 placements, 6 de 100 à 200, 10 de 200 à 500 ; 3 de 500 à 1.000 ; 14 de 1.000 à 5.000, 3 de 5.000 à 10.000, 1 de 10.000 à 20.000, 1 plus de 31.000 et 1 également plus de 85.000.

Une augmentation de placement a été enregistrée dans 27 offices, alors que dans les 20 autres, la régression a été plus ou moins grande.

Les 201.237 placements effectués se répartissent ainsi :

Haute-Bavière, 99.677 = 49, 5 0/0 ; Basse-Bavière, 6.046 = 3 0/0 ; Palatinat, 11.211 = 5, 6 0/0 ; Haut-Palatinat, 8.990 =

(1) Office central de la régence.

(2) Les offices de travail de Burgau et de Günzbourg furent invités à adhérer à la fédération, mais les conseils municipaux respectifs ont fait savoir que jusqu'à présent ils n'avaient pas de motif de s'affilier.

4.5 0/0 ; Haute-Franconie, 4.858 = 2.4 0/0 ; Franconie centrale, 40.529, soit 20,1 0/0 ; Franconie inférieure, 6.198 = 3,1 0/0 ; Souabe, 23.728, soit 11, 8 0/0.

Aperçu de l'activité de la fédération bavaoise en l'année 1911.

RÉGIONS	Places procurées			Augmentation ou diminution des placements effectués par rapport à l'année 1910			Placements interlocaux effectués			Augmentation ou diminution des placements interlocaux effectués par rapport à l'année 1910		
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
Oberbayern.....	47.507	52.170	99.677	708	8.341	9.049	13.880	6.638	20.518	1.070	1.436	386
Niederbayern..	4.206	1.840	6.046	408	206	614	2.552	800	3.352	155	148	303
Palz.....	8.654	2.557	11.211	1.246	997	2.243	2.059	102	2.161	146	54	200
Oberpalz et Regensburg.....	4.597	4.393	8.990	513	837	1.350	1.163	720	1.883	53	99	152
Oberfranken...	3.361	4.497	4.858	1.124	401	1.225	1.269	216	1.485	199	55	254
Mittelfranken..	26.576	13.953	40.529	4.217	2.301	6.518	2.759	370	3.129	158	97	255
Unterfranken et Aschaffenburg	3.322	2.876	6.198	507	10	497	4.123	335	1.458	47	28	75
Schwaben et Neubourg....	18.523	5.205	23.728	1.889	552	2.441	7.852	960	8.812	174	31	205
Royaume, 47 offices de travail en 1911..	116.745	84.491	201.237	10.612	13.325	23.937	32.657	10.141	42.798	486	1.906	1.420
En 1910.....	106.134	71.166	177.300				33.113	8.235	41.378			

Les places procurées appartenait aux professions suivantes :

1 ^o Ouvriers agricoles et forestiers	13.889
2 ^o Ouvriers qualifiés (artisans)	53.231
3 ^o Personnel d'hôtel et d'auberge	31.435
4 ^o Personnel privé (domestiques)	22.751
5 ^o Personnel de commerce	350
6 ^o Ouvriers non qualifiés, journaliers	76.751
7 ^o Apprentis des deux sexes.	2.830
Total	<u>201.237</u>

Les placements agricoles effectués en 1911 diminuèrent sensiblement (de 1.527) par rapport à l'année précédente.

Les demandes baissèrent de 588 et les offres de 1.962. La grande sécheresse et la stérilité de l'été en sont cause, ainsi que les maladies, telles que les aphtes et les chiragres (1) qui s'abattirent sur le bétail.

Il y a lieu de remarquer que les mêmes observations ont été faites dans d'autres Etats.

(1) Sorte de goutte que les animaux ont aux pieds.

40 offices de travail s'occupaient en 1911 du placement des apprentis, les résultats obtenus sont satisfaisants, mais alors que le nombre des offres et des places obtenues augmentait, celui des demandes de la part des apprentis diminuait.

Les artisans ne trouvent plus de jeunes gens désireux d'apprendre un métier, c'est que la population parmi laquelle ils se recrutent est très pauvre ou chargée de famille, de sorte que lorsque l'enfant sort de l'école, il a besoin de gagner de suite.

C'est d'autant plus regrettable, que ces jeunes gens viennent grossir les rangs déjà serrés des ouvriers non qualifiés.

Placements des apprentis effectués en 1911 par les bureaux affiliés à la fédération bavaroise.

RÉGENCES	Demandes de la part des apprentis			Offres de places de la part des patrons			Places procurées		
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
Oberbayern	1.771	390	2.161	2.445	596	3.041	1.088	321	1.409
Niederbayern	321	77	398	389	53	442	155	24	179
Pfalz	363	88	451	327	61	388	149	37	186
Oberpfalz	123	27	150	272	40	312	53	17	70
Oberfranken	168	9	177	333	12	345	82	3	85
Mittelfranken	804	100	904	977	169	1.146	630	70	700
Munterfranken	43	5	48	113	6	119	25	5	30
Schwaben	198	16	214	439	46	485	159	12	171
Somme 1911	3.788	712	4.500	5.295	983	6.278	2.344	489	2.830
En 1910	4.020	615	4.635	5.038	978	6.016	2.326	337	2.663
Augmentation ou dimi- nution	- 232	+ 97	- 135	+ 257	+ 5	+ 262	+ 45	+ 152	+ 167

Placements effectués par les placeurs professionnels. — Le nombre des placeurs professionnels qui était de 811 en 1909, n'était plus en l'année suivante que de 683.

Les demandes de travail enregistrées en 1910 par ces bureaux s'élevaient à 97.356 places (dont 14.108 d'hommes et 83.248 de femmes), 93.632 places (soit 11.168 pour des hommes et 82.464 pour des femmes), leur avaient été déclarées vacantes, et les placements qu'ils procurèrent atteignirent 61.476 (8.494 à des hommes, 52.982 à des femmes).

Comparé aux chiffres de l'année précédente, le nombre des chômeurs qui se présentèrent chez eux, diminua de 2,5 0/0, celui des places vacantes de 1,9 0/0, et les placements de 3,4 0/0.

Si l'on établit un parallèle entre les bureaux de placement publics et les bureaux professionnels, sur 100 places déclarées vacantes chez l'un et chez l'autre, 77 furent procurées par les offices de travail, alors que les placeurs n'atteignirent que le chiffre de 66.

Les offices affiliés à la fédération ne se communiquent leurs listes de vacances que depuis le 1^{er} janvier 1909.

Ces listes n'indiquent que les places vacantes, les chercheurs de travail y sont désignés par des nombres.

Chaque district gouvernemental a sa liste propre. La plus connue est celle de la Haute-Bavière, émise par l'office de travail de Munich, elle donne chaque bureau de placement séparément, et les places vacantes dans chaque ville par métier.

Les frais d'échange des listes des vacances sont supportés par les gouvernements des districts respectifs.

Les frais du mouvement interlocal sont également à la charge des districts gouvernementaux.

MUNICH (1) (595.000 habitants).

L'office de travail de Munich, dès son origine (1895), fut à base paritaire. Son directeur fut envoyé faire un stage à Stuttgart et à Strashourg.

On a aménagé, pour l'installation du bureau de placement, une vieille caserne située dans le « Museuminsel », au bord de l'Isar. Cette bâtisse très rudimentaire n'a plus que quelques mois d'existence, puisqu'en décembre 1912 doit être inauguré un nouvel office municipal dont la construction n'a pas coûté moins de 1.500.000 francs et qui groupe toutes les sections professionnelles.

Il existe actuellement deux succursales, la première située dans la Hohenzollernstrasse 13/0, est réservée au placement des ouvriers masculins non qualifiés et au personnel féminin de tout genre.

La seconde succursale placée dans la Blumenstrasse 57/0, est consacrée au personnel d'hôtel, d'auberges des deux sexes et au placement des servantes.

La commission administrative de l'office de Munich est présidée par le rapporteur de la municipalité, assisté des représentants patronaux (4) et ouvriers (4). Des suppléants sont également nommés, les patrons en ont 4, les ouvriers 3. Il existe en outre deux commissions professionnelles spéciales, celle de l'industrie hôtelière qui comprend 4 représentants des deux partis, et celle des cordonniers qui ne comprend que 6 délégués : 3 pour les patrons et 3 pour les ouvriers. Ces deux commissions sont présidées par le rapporteur de la municipalité.

(1) Sources : Städtisches Arbeitsamt München Hauptarbeitsvermittlungsstelle des Regierungsbezirkes Oberbayern, 1911, 16, Geschäftsbericht.

Le bureau de placement principal de la « Zweibrückenstrasse 20 » se compose de 12 sections, 6 pour les hommes et 6 pour les femmes.

Sections masculines.

1° Pour les jeunes travailleurs, apprentis, tapissiers, commerçants, ramoneurs de cheminées ;

2° Ouvriers du bois ;

3° Ouvriers métallurgiques ;

4° Les autres métiers professionnels ;

5° Ouvriers agricoles et urbains ;

6° Ouvriers non qualifiés de tout genre.

Sections féminines.

1° Jeunes ouvrières, apprenties, personnel de commerce, femmes de ménage ;

2° Gens de maison (personnel domestique) ;

3° — —

4° — —

5° Ouvrières agricoles, professionnelles et de fabrique ;

6° Femmes de ménage, laveuses, journalières.

Un employé est occupé à chacune de ces sections ; on trouve, en outre, une téléphoniste et deux surveillants de salle.

La succursale de la Hohenzollernstrasse n'a que deux employés. Celle de la Blumenstrasse, quatre.

MUNICH
Aperçu de l'activité de l'Office de travail depuis sa création.

ANNÉES	Demandes de travail			Offres de travail			Places procurées			Nombre de demandes de travail satisfaites en prenant 100 comme unité			
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	hommes	femmes
1895 ⁽¹⁾	6.712	2.949	9.661	1.352	1.287	2.639	1.427	838	1.965	16.7	28.4	83.2	65.1
1896..	32.355	14.653	47.008	16.725	13.332	30.057	15.653	9.933	25.586	49.1	69.4	93.5	74.7
1897..	25.540	15.462	41.002	20.572	13.880	34.452	18.186	10.669	28.855	70.5	68.2	88.6	76.4
1898..	36.151	18.843	54.994	23.363	15.598	38.961	20.439	11.897	32.336	56.5	63.1	87.3	76.3
1899..	30.505	19.967	50.472	28.145	21.235	49.380	25.179	14.308	39.487	82.5	71.6	80.4	67.1
1900..	30.788	23.569	54.357	28.919	25.479	54.398	26.356	18.142	44.498	85.6	77.0	91.1	71.2
1901..	42.912	30.395	73.307	27.203	29.353	56.556	24.358	20.815	45.173	56.8	68.5	89.5	70.9
1902..	39.634	28.807	68.441	25.094	27.525	52.619	21.171	19.342	40.513	53.4	67.1	84.4	70.3
1903..	35.599	29.849	65.448	26.253	30.357	56.610	22.409	20.063	42.472	62.1	67.2	84.2	66.1
1904..	34.558	31.200	65.758	30.179	33.909	64.088	25.680	21.142	46.822	74.3	67.7	85.1	62.3
1905..	33.421	32.086	65.507	31.239	36.747	67.986	27.317	22.161	49.478	81.7	69.0	87.4	60.3
1906..	35.674	32.418	68.092	34.348	37.642	71.990	29.658	24.015	53.673	83.1	74.1	86.3	63.7
1907..	39.961	34.454	74.415	39.381	39.502	78.883	33.602	27.450	60.752	84.1	78.8	84.5	68.7
1908..	43.199	36.644	79.843	35.427	40.702	76.129	31.174	28.909	60.083	72.2	78.3	87.9	71.0
1909..	48.279	37.293	85.572	38.477	40.611	79.088	34.431	30.085	64.516	71.3	80.6	89.4	74.0
1910..	50.013	48.707	98.720	44.310	51.839	96.149	39.222	39.696	78.918	78.4	81.5	88.5	76.6
1911..	52.114	59.648	111.762	45.974	59.652	105.626	40.855	47.849	88.704	78.4	80.2	88.9	80.2
Total.	617.415	496.944	1.114.359	496.991	518.650	1.015.641	436.517	367.014	803.531	—	—	—	—

(1) Ces résultats ne se rapportent qu'aux mois de novembre et décembre.

Un grand nombre de personnes (800 à 1.400) venant journellement à l'office de travail, les travailleurs à la recherche d'ouvrage stationnent dans les salles d'attente plus qu'ils ne devraient le faire, aussi est-il difficile d'y faire régner l'ordre et le calme. Au cours de l'année 1911, on fut obligé de sévir contre des gens qui ne voulaient pas se conformer au règlement de la maison, qui troublaient le service de placement en faisant du bruit ou en causant du scandale, ou qui molestaient leurs camarades. On dut en expulser 23 (20 hommes et 3 femmes) de l'office et de ses succursales, dont 14 n'eurent plus le droit de recourir au bureau de placement durant 4 semaines à 1 an, 9 en furent même exclus pour toujours.

Le maire de la ville, sur la demande de l'office, déposa une fois une plainte pour perturbation de la paix domestique.

Au cours de l'année 1911, l'office de travail enregistra 10 notifications (24 en 1910) de grèves et de lock-out, dont 5 furent provoquées par des modifications de salaires au dehors.

Tout en continuant les placements, les intéressés suivant le paragraphe 12 des statuts furent avisés des différends qui venaient d'éclater, par l'affichage dans les salles d'attente et par les communications des employés placeurs qui les en informaient verbalement.

Les efforts qui furent tentés auprès des unions patronales et ouvrières de la ville en vue d'amener la centralisation locale du bureau de placement, ne présentent qu'un très faible intérêt. Les représentants de l'office constatèrent à maintes reprises que ni les patrons ni les ouvriers n'avaient réellement le désir d'établir de bureau de placement communal.

Il existe à Munich un grand éparpillement de bureaux de placement, et on en établit toujours de nouveaux pour les mêmes industries. Ainsi la fédération allemande des ouvriers de transport a établi au centre de la ville un bureau de place-

ment gratuit pour les employeurs et les ouvriers, bien qu'il existât déjà depuis 1908 un bureau de placement patronal à côté de l'office de travail.

S'il y a des unions patronales et ouvrières qui sont hostiles à l'idée de la centralisation locale du placement, il y a d'autres organisations par contre qui se placent à un autre point de vue et souhaitent la centralisation du placement.

Le 16 novembre 1911, la fédération libre des peintres décorateurs du Sud de l'Allemagne, « groupe Munich », adressa une requête à la municipalité, lui demandant de vouloir bien, en considération du paragraphe 11 de la convention des tarifs de l'empire, faire les démarches préliminaires pour créer un bureau de placement officiel à l'usage des peintres de Munich et l'adjoindre à l'office municipal de travail.

On en est encore aux pourparlers.

Placements des commerçants. — Ces dernières années, le comité du tribunal de commerce de Munich redemanda au conseil municipal de la ville, la création d'une section professionnelle pour le placement des commerçants et son adjonction à l'office municipal ; la chambre de commerce de Munich s'est occupée également de la question et s'est en principe montrée sympathique à cette proposition, mais souhaite pourtant qu'il n'intervienne aucun changement dans les bureaux de placement des unions commerciales.

Depuis sa fondation l'office de travail s'est occupé du placement des commerçants, mais s'il n'a pu jusqu'à ce jour obtenir les résultats espérés, c'est que le placement dans cette branche est encore effectué pour la plupart par les unions professionnelles, à moins que les intéressés n'aient recours éventuellement à la presse ou à des agents privés.

Les statuts de l'office municipal de Munich furent fixés d'après les décisions des deux conseils communaux des 1^{er} et 20 janvier 1910.

Statuts de l'office municipal de travail de Munich.

ART. 1. — L'office de travail doit ;

1^o Servir d'intermédiaire à Munich ou ailleurs aux patrons et employés : hommes et femmes de toutes professions (y compris les domestiques et les apprentis).

2^o Acquérir un aperçu du marché du travail et collaborer aux mesures de prévoyance relatives aux chômeurs.

ART. 2. — L'office de travail est une institution communale et est soumis à la surveillance de la municipalité.

ART. 3. — La surveillance de la direction de l'office de travail est confiée à une commission administrative composée d'un président et de huit membres.

Le rapporteur municipal de l'office du travail est le président de la commission : son remplaçant le supplée en cas d'empêchement. Les autres membres de la commission doivent être élus par moitié parmi les employeurs et employés domiciliés à Munich, l'élection est faite par les juges-asseurs du tribunal des prud'hommes en appliquant les prescriptions correspondantes en vigueur pour l'élection du comité dudit tribunal.

Deux remplaçants doivent être élus pour chaque groupe de la même façon.

La durée des fonctions des membres de la commission et de leurs remplaçants est de trois années.

ART. 4. — Pour que les élections soient valables, il est nécessaire qu'y participe au moins la moitié des juges-asseurs du tribunal des prud'hommes.

Dans le cas où une élection valable ne peut être obtenue ou si un élu refusait d'entrer dans la commission et qu'une nouvelle élection ne donnât encore aucun résultat, l'élection reviendrait alors à la municipalité.

ART. 5. — L'office de travail se compose du bureau principal, des sections professionnelles et des succursales.

ART. 6. — On peut nommer des commissions particulières pour les sections professionnelles, elles doivent se composer du président de la commission administrative, assisté de deux à huit membres qui doivent être pris par moitié parmi les employeurs et les employés des groupes professionnels respectifs.

Les membres et leurs remplaçants sont nommés pour une durée de trois ans par la municipalité, en prenant comme base les propositions faites par toutes les organisations intéressées et après avoir entendu la commission administrative.

Les commissions des sections prennent des décisions indépendantes, concernant les affaires particulières des groupes professionnels intéressés. Pour les questions d'intérêt général, le président a toujours le droit de provoquer la décision de la commission administrative qui peut appeler à ses séances, avec droit de vote, des membres des commissions des sections, mais de façon que le nombre des employeurs et des employés soit le même.

ART. 7. — Les séances des commissions sont convoquées par le président suivant le besoin ou sur proposition d'au moins trois membres de la commission.

Quand un membre régulier est empêché d'y assister, alors on appelle un remplaçant. La commission est capable de prendre des décisions, si tous les membres, et en cas d'empêchement les remplaçants respectifs ont été convoqués, et si au moins cinq membres y compris le président sont réunis.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. Pour que des décisions puissent être prises, il faut que les patrons et employés représentés soient en nombre égal. C'est le sort qui

indique celui des membres du groupe le plus nombreux qui devra s'abstenir de voter.

Le conseil d'administration et le président de l'office du travail prennent part aux séances de la commission avec voix consultative.

ART. 8. — Les membres de la commission administrative, à l'exception du président, reçoivent une indemnité de six marks les jours où les séances ont lieu aux heures de travail. Cette somme ne doit pas être refusée.

ART. 9. — Les employés de l'office de travail ne sont nommés par la municipalité qu'après avoir entendu la commission administrative et aussi, le cas échéant, la commission de la section professionnelle intéressée.

ART. 10. — Le règlement et les indications de service des employés de l'office et des sections professionnelles ne pourront être émis ni modifiés sans que la commission administrative et, le cas échéant, les commissions des sections professionnelles intéressées n'aient été consultées.

ART. 11. — Les placements sont faits gratuitement. Les frais d'installation, d'agrandissement et d'entretien de l'office du travail sont à la charge de la ville de Munich.

ART. 12. — Les placements sont effectués d'une façon impartiale. Ils continuent même en cas de grève ou de lock-out. Les affiches apposées dans les salles d'attente, et les employés verbalement, informent le public des mesures qui ont été prises dès que l'office de travail en a été avisé par écrit. Quant aux bureaux de placement des sections professionnelles qui, par suite des conventions passées avec les organisations intéressées, sont joints à l'office de travail, les dispositions spéciales les concernant qui ont été prises serviront de ligne de conduite.

ART. 13. — L'office de travail est, jusqu'à nouvel ordre,

chargé d'indiquer les personnes qui prennent des enfants en nourrice. Ceci est fait également gratuitement.

Munich, le 25 janvier 1910.

La municipalité de la capitale et résidence royale de Munich.

Le bourgmestre,
Dr VON BORSCHT.

Grâce à l'amélioration économique, toutes les sections professionnelles ont beaucoup progressé en 1911, spécialement l'industrie du bâtiment qui est à Munich prédominante et qui bénéficia d'une température particulièrement clémente. Le besoin de main-d'œuvre fut extraordinaire et ne put être satisfait qu'à l'aide des secours extérieurs.

Au commencement de l'hiver, comme chaque année, il y eut sur le marché de travail, surabondance de forces ouvrières; malgré cela, le chômage durant la période hivernale resta dans les limites normales.

L'activité de l'office au cours de l'année 1911 augmenta sensiblement.

Les 111.762 demandes de travail se répartissaient ainsi :

52.114, soit 46,6 0/0 pour les hommes, et 59.648, soit 53, 4 0/0 pour les femmes. Des 105.626 offres d'emplois, 45.974 = 43, 5 0/0 convenaient à des hommes, et 59.652 = 56,5 0/0 à des femmes.

Les places procurées s'élevaient à 88.704, dont 40.855 = 46,1 0/0 concernaient des hommes et 47.849 = 53,9 0/0 s'adressaient à des femmes.

Le fait que les résultats du placement féminin dépassent ceux du placement masculin, provient de ce que la section professionnelle de l'industrie hôtelière est surtout utilisée par le personnel servant féminin qui à Munich est presque exclusivement employée dans cette branche.

Les placements effectués se répartissent ainsi :

	Personnel privé	Ouvriers qualifiés	Ouvriers agricoles et forestiers	Personnel d'hôtel et d'auberge	Personnel de commerce	Ouvriers non qualifiés	Apprentis des deux sexes	Total
1. Personnel masculin :								
1911.....	186	15.894	4.492	1.267	23	18.079	914	40.855
Pourcentage...	0.5	38.9	11.0	3.1	0.1	44.2	2.2	100
1910.....	272	134.149	5.502	633	38	18.666	962	39.222
Pourcentage....	0.7	33.5	14.0	1.6	0.1	47.6	2.5	100
2. Personnel féminin :								
1911.....	8.021	2.330	675	21.457	87	14.987	292	47.849
Pourcentage....	16.8	4.9	1.4	44.8	0.2	31.3	0.6	100
1910.....	7.619	2.372	741	15.943	57	12.784	180	39.696
Pourcentage....	19.2	6.0	1.9	40.2	0.1	32.2	0.4	100
Total général 1911	8.207	18.224	5.167	22.724	110	33.066	1.206	88.704
Pourcentage....	9.3	20.5	5.8	25.6	0.1	37.3	1.4	100
Total général 1910	7.891	15.521	6.243	16.576	95	31.450	1.142	78.918
Pourcentage....	10.0	19.7	7.9	21.0	0.1	39.9	1.4	100

Des 40.835 places procurées à des hommes :

18.079, soit 44, 2 0/0, sont des ouvriers non qualifiés (journaliers, etc...), 15.894 = 38, 9 0/0 des ouvriers qualifiés (artisans), 4.492 = 11 0/0 des services agricoles et forestiers, 1.267 = 3, 1 0/0 appartiennent au personnel d'hôtel ou d'auberge (sommeliers, cuisiniers etc...), 914 = 2, 2 0/0 sont des apprentis, 186 = 0, 5 0/0 des domestiques de maisons bourgeoises, et 23 = 0, 1 0/0 des employés de commerce.

Dans le personnel féminin (47.849) nous en trouvons 21.457, soit 44,8 0/0 qui appartiennent au personnel d'hôtel et d'auberge.

14.987 = 31,3 0/0 sont des ouvrières non qualifiées (journalières), 8.021 soit 16,8 0/0 rentrent dans la catégorie du personnel privé (bonnes), 2.330 = 4, 9 0/0 sont des ouvrières qua-

lifiées, 675 = 1,4 0/0 des ouvrières agricoles, 292 = 0,6 0/0 des apprenties, et 87 soit 0,2 0/0 des employées de commerce.

Le placement interlocal nécessite le déploiement d'une activité beaucoup plus grande que n'en comporte le placement local.

Les chômeurs envoyés à plus de 25 kilomètres de la ville voyagent, comme dans les autres Etats de l'Allemagne, à prix réduit. Au cours de l'année furent délivrées 4.810 cartes de voyage donnant droit à la réduction de tarif, dont 4.087 furent accordées à des hommes et 723 à des femmes.

Placement interlocal pour 1911.

MOIS	DEMANDES DE TRAVAIL						OFFRES DE TRAVAIL						PLACES PROCURÉES					
	Personnel privé	Ouvriers qua- tités	Ouvriers agri- coles et forestiers	Personnel et limonadiers	Personnel de commerce	Ouvriers non qualifiés	Apprentis des deux sexes	Somme	Personnel privé	Ouvriers qua- tités	Ouvriers agri- coles et forestiers	Personnel d'hôtel et d'aluberge	Personnel de commerce	Ouvriers non qualifiés	Apprentis des deux sexes	Somme		
Janv...	86	257	222	233	3	181	43	995	91	195	217	200	—	2	34	19	756	
Févr...	193	276	265	223	4	431	6	1115	115	210	270	196	—	2	30	24	847	
Mars...	175	535	351	284	4	471	8	1528	136	458	388	324	4	74	28	1412		
Avril...	119	589	369	219	5	212	43	1526	133	543	460	476	2	436	28	1778		
Mai...	149	850	366	238	2	185	20	1810	135	728	447	475	2	105	40	1932		
Juin...	97	732	413	241	4	234	17	1738	159	585	534	642	1	132	29	2082		
Juillet...	130	699	510	262	4	253	11	1869	156	598	584	640	1	113	57	2149		
Août...	179	752	538	270	7	251	10	2007	145	593	532	605	—	472	48	2095		
Sept...	319	680	409	389	6	199	24	2026	163	582	414	343	4	118	29	1605		
Oct...	327	530	426	516	9	251	12	2091	88	382	414	243	5	165	24	1321		
Nov...	166	366	253	332	2	435	9	1283	59	354	142	140	1	31	11	738		
Déc...	72	217	151	156	4	137	6	743	43	181	98	140	—	20	12	494		
Somme	2012	6503	4273	3363	51	2380	119	18231	1423	5351	4510	4424	22	1130	349	17309		
En 0/0.	10,7	34,7	22,8	18,0	0,3	12,7	0,8	100	8,3	31	26,2	25,7	0,1	6,6	2,0	100		
En 1910	1721	5355	4963	2476	60	2261	214	17050	1432	4469	5493	2995	24	1673	379	16465		
	10,1	31,4	29,1	14,5	0,3	13,3	1,3	100	8,7	27,1	33,4	18,2	0,1	10,2	2,3	100		

Des avances de voyage (dans 162 cas) furent accordées à des chômeurs indigents pour leur permettre d'accepter du travail au dehors. Leur montant total s'éleva à 677 m. 27 (contre 46 cas l'année précédente atteignant la somme de 203 m. 70). L'avance la moindre fut de 1 mark, la plus élevée de 48 marks et fut donnée pour un voyage à Rome. Les avances furent toutes restituées, et presque exclusivement par les patrons auxquels on envoya, ce paiement une fois effectué, les papiers de légitimation que les travailleurs avaient déposés à l'office de travail. En un cas, les autorités communales d'un chômeur remboursèrent l'avance de voyage qui lui avait été donnée.

Des secours viatiques furent payés pour la corporation obligatoire des ramoneurs de Munich et pour l'union de secours en cas de maladie des aides ramoneurs de la ville. 103 chômeurs, aides ramoneurs voyageant, reçurent chacun 3 marks, soit en tout 309 marks.

Les frais postaux s'élevèrent pour l'année 1911 à 487 m. 11 et comportèrent l'envoi de 14.645 missives (lettres, cartes, imprimés).

L'office municipal, qui possède un téléphone central, quatre lignes et 11 postes secondaires, enregistra de 120.000 à 140.000 communications, de sorte que la moyenne fut d'environ de 10.000 à 12.000 communications par mois.

Les succursales 1 et 2 usèrent aussi fréquemment du téléphone, particulièrement la seconde qui a un placement inter-local téléphonique spécial.

Les frais de téléphone occasionnés par les communications interlocales s'élevèrent à 243 m. 35, dont 151 m. 70 furent remboursés à l'office par des patrons du dehors.

Le placement agricole, dont l'accroissement était constant ces dernières années, a subi en 1911 un léger recul.

Ce recul ne provient ni du relâchement de l'office ni de l'amoindrissement de la confiance que lui témoignaient les intéressés, mais est dû uniquement à la sécheresse persistante du dernier été qui amena un moindre revenu des produits agricoles et une perte presque complète du fauchage du regain (1).

Pour cette raison le besoin de main-d'œuvre fut bien moindre. Egalement les aphtes et les chiragres, particulièrement dans le rayon d'action de l'office, ont influé très défavorablement le marché de travail agricole, à tel point que d'août à octobre, où l'on enregistra toujours une plus grande quantité de places vacantes, le nombre des ouvriers agricoles chômant dépassa celui des places offertes.

(1) Seconde et troisième coupes d'herbe que l'on fait dans les prairies. Le regain plus ou moins abondant, suivant la tenue des prairies et les sortes de fourrages qui y sont cultivées, est pâturé par les bestiaux ou donne une seconde, une troisième et même une quatrième récolte de foin (comme dans les cas de prairies plantées de luzerne) surtout bien irriguées. Les regains, à l'inverse de la première coupe, sont à peu près totalement dépourvus de fleurs, mais la valeur alimentaire du foin n'est pas inférieure ; en tout cas, ils constituent à peu près le tiers de la récolte totale que peut fournir une prairie.

Placement agricole de l'année 1911.

PROFESSIONS	MOUVEMENT TOTAL			Y COMPRIS LE MOUVEMENT INTERLOCAL		
	De- mandes de travail	Offres de travail	Places pro- curées	De- mandes de travail	Offres de travail	Pla- cements ef- fectués
<i>a) Personnel masculin :</i>						
Valets de ferme, garçons de ferme, serviteurs de ferme. .	2.053	1.929	1.805	1.855	1.776	1.664
Charretiers, conducteurs de bœufs, de chevaux, et palefreniers	1.149	1.149	1.015	751	797	677
Bûcherons, valets charriant le bois (holz knechte) (1). . . .	65	65	63	47	52	50
Chefs suisses (2), constructeurs de bâtiments de ferme, granges, étables (ökonomiebau-meister).	222	143	136	204	143	136
Fromagier, trayeurs, laitiers et suisses	432	375	341	385	328	299
Petits domestiques et jeunes pâtres.	271	227	203	223	195	173
Journaliers moissonneurs et journaliers de ferme.	516	453	420	365	331	308
Jardinier-chef.	1	—	—	1	—	—
Jardiniers.	267	251	229	126	156	139
Commis-jardiniers (journaliers). .	325	281	280	37	78	78
Somme a.	5.301	4.873	4.492	3.994	3.856	3.524
<i>b) Personnel féminin :</i>						
Cuisinières pour les domestiques de ferme.	35	31	25	27	30	24
Ouvrières agricoles et servantes de ferme	64	147	61	57	143	56
Femmes soignant les porcs et palefrenières	147	316	150	135	286	129
Suissesses	46	54	41	45	51	38
Journalières moissonneuses, etc. .	251	257	251	11	84	74
Bûcheronnes et jardinières. . .	110	122	115	3	34	35
Cueilleuses de houblon.	32	32	32	1	26	26
Somme b	685	959	675	279	654	382
Total général	5.986	5.832	5.167	4.273	4.510	3.906

(1) Les valets descendant le bois sur les luges.

(2) Surveillent les soins à donner aux animaux, particulièrement aux vaches.

Des 5.986 ouvriers agricoles qui cherchaient de l'ouvrage, 88,6 0/0 appartenaient au sexe masculin, et 11,4 0/0 étaient des femmes. Sur les 5.167 places procurées, 86,9 0/0 le furent à des hommes, et 13,1 0/0 à des femmes.

Pour 100 places d'hommes vacantes il y eut 108,8 demandes, alors que chez les femmes il ne s'en présenta que 70,1, les ouvriers agricoles dont on pouvait avoir besoin étaient toujours en nombre suffisant, les domestiques femmes, au contraire, faisaient toujours défaut.

Contrairement à l'opinion encore trop souvent émise, à savoir que les offices de travail ne peuvent procurer à l'agriculture que des journaliers, il suffit de jeter un coup d'œil sur les statistiques pour constater que sur les 4.493 places procurées au personnel masculin, 3.792, soit 84,4 0/0, étaient des domestiques agricoles ayant un engagement de longue durée, alors que 700 seulement, soit 15,6 0/0, étaient des journaliers (moissonneurs, garçons jardiniers, etc...). Chez les femmes nous trouvons 277 domestiques, soit 11 0/0, ayant un emploi stable, et 398 = 59 0/0, qui étaient des ouvrières travaillant à la journée.

Quelques semaines avant la libération des hommes, des annonces sont faites dans les journaux pour attirer l'attention des réservistes et leur apprendre que l'office de travail place gratuitement. Des démarches sont faites également auprès des employeurs pour leur demander de bien vouloir indiquer les places vacantes susceptibles d'être occupées par des réservistes.

Placement des réservistes en 1911.

GROUPES PROFESSIONNELS	Maison d'abri (1)					
	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Ouvriers qualifiés	6	68	109	36	6	223
Ouvriers agricoles	6	20	88	44	8	166
Ouvriers non qualifiés	7	24	102	31	37	201
Somme	19	112	209	111	51	592

GROUPES PROFESSIONNELS	Obtinrent des places			Ont servi	Au moment de la demande il y avait		
	à Munich	au dehors	Total		à Munich	au dehors	de passage
Ouvriers qualifiés	121	61	183	136	89	139	60
Ouvriers agricoles	45	110	153	71	95	430	16
Ouvriers non qualifiés	168	20	188	126	75	171	12
Somme	334	191	528	333	239	440	88

592 réservistes (contre 536 en 1910) se firent inscrire en 1911. L'office de travail put en placer 528 (contre 483), dont 155 (138) comme ouvriers agricoles.

Placement des apprentis.

Munich, la première, sous l'impulsion de M. Menzinger, s'occupa du placement des apprentis en 1907.

« Le principe de toute l'organisation (2) repose sur la coopération du bureau de placement municipal avec l'école pri-

(1) Stellengeseichkeim : maison d'abri où les chômeurs peuvent se tenir, au besoin même loger.

(2) *Bulletin de l'Association contre le chômage*, n° 8, 1912, p. 25.

maire, d'une part, et les organisations d'employeurs, en l'espèce, les corporations des maîtres-artisans (Innungen) et les chambres des métiers d'autre part. La coopération des autorités est organisée conformément aux dispositions suivantes (1) :

« Au commencement du mois de mai, les élèves de septième seront réunis — garçons et filles à part — en présence de tout le personnel enseignant pour être exhortés d'abord à continuer les études en huitième (2). A cette occasion, l'instituteur principal appellera leur attention sur l'importance et les conditions du choix rationnel d'un métier, en faisant ressortir l'intérêt qu'ils ont à se servir du bureau municipal de placement ; il faudra insister notamment sur la gratuité du placement, et le fait que le bureau municipal n'empiète nullement sur la liberté des parents, se bornant à réaliser l'ajustement des offres et demandes d'emploi, à la satisfaction des uns et des autres, sans s'occuper de la fixation du contrat de travail ou d'apprentissage qui reste l'affaire des intéressés. En même temps il sera envoyé à tous les élèves à la veille de quitter l'école, des questionnaires mis par l'office du travail à la disposition de chaque école en nombre suffisant. Ces questionnaires sont remplis par les élèves, d'accord avec leurs parents ou leurs tuteurs. Le personnel enseignant vérifie les réponses faites, en cas de besoin, les rectifie..... Jusqu'à la fin du mois de mai, ces demandes devront être remises à l'office du travail — dans l'ordre établi par lui pour chaque

(1) Rapport de M. Menzinger, président de la commission de l'office du travail à la commission scolaire de Munich du 26 mars 1904.

(2) Depuis le cours de huitième a été rendu obligatoire.

(3) *Bulletin de l'Association contre le chômage*, n° 3, 1912.

école — par les élèves en personne, accompagnés, si possible, par leurs parents et munis de leur dernier tableau de notes remplaçant cette fois le certificat d'études exigé lors des présentations ultérieures. »

Placement des apprentis en 1911.

	Demandes de places d'apprentis			Offres de places			Places procurées		
	h.	f.	total	h.	f.	total	h.	f.	total
a) Mouvement total .									
Janvier	58	22	80	70	44	114	38	15	53
Février	47	28	75	90	42	132	25	21	46
Mars	62	36	98	97	50	147	36	33	69
Avril	106	16	123	96	39	135	39	19	58
Mai	221	36	257	243	48	291	99	29	128
Juin	201	13	214	210	33	243	111	16	127
Juillet	286	51	337	540	87	627	195	44	239
Août	199	31	230	295	53	348	134	26	160
Septembre	129	29	158	160	59	216	109	23	134
Octobre	85	24	109	100	41	141	58	21	79
Novembre	69	30	99	70	40	110	42	24	66
Décembre	32	17	49	51	22	73	28	19	47
Somme	1.495	333	1.828	2.022	555	2.577	914	292	1.206

Les résultats obtenus dans le placement des apprentis n'ont pas été ceux qu'on pouvait espérer. Pourtant l'office de travail ne négligea aucune des mesures susceptibles de lui assurer le succès. Des démarches furent faites auprès des corporations professionnelles et de grands placards furent affichés invitant les métiers, artisans et les commerçants qui avaient besoin d'apprentis à s'adresser à l'office municipal.

La raison de cet échec est la suivante.

Les années précédentes, l'office de travail se voyait encouragé d'une façon effective par les autorités scolaires, aussi les résultats étaient-ils très satisfaisants. Mais il n'en est plus de même maintenant, l'assistance de l'école s'est fortement relâchée, et on a aussi pu même remarquer que les profes-

seurs des écoles populaires et de perfectionnement, en particulier les maîtres techniques, plaçaient eux-mêmes les apprentis sans se mettre en rapport avec l'office de travail. Tout récemment encore un bureau de placement pour les apprentis commerçants fut institué avec l'assentiment exprès des autorités scolaires par l'école commerciale de la ville.

Parallèle entre tous les bureaux de placement de Munich
pour l'année 1911.

	DEMANDES DE TRAVAIL			OFFRES DE TRAVAIL			PLACES PROCURÉES					
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
<i>Nombre absolu</i>												
<i>Nombre relatif</i>												
1. Offices de travail.	52.114	59.648	111.762	45.974	59.652	105.626	40.855	47.849	88.704	53.8	69.0	61.1
2. Unions charitables.	—	14.492	14.492	—	17.652	17.652	—	6.837	6.837	—	9.9	4.7
3. Bureaux de plac. des corporations.	6.866	—	6.866	3.905	—	3.906	3.389	—	3.389	4.5	—	2.3
4. Unions patronales	19.461	186	19.647	9.555	156	9.711	8.481	403	8.584	41.2	0.1	5.9
5. Unions ouvrières	41.202	4.549	45.751	27.277	4.435	31.712	21.262	2.744	24.006	28.0	4.0	16.5
6. Autres bureaux de placement	281	42	323	292	87	379	273	33	306	0.3	0.0	0.2
7. Placeurs professionnels	3.389	19.728	23.117	2.536	21.472	24.008	4.663	41.800	46.463	2.2	17.0	9.3
Somme	423.313	98.645	521.958	39.539	183.454	192.993	75.923	69.366	145.289	100.0	100.0	100.0
L'année précédente.	414.704	96.431	511.135	78.494	45.497	123.991	67.751	62.620	130.371	100.0	100.0	100.0

Le nombre des placeurs professionnels était de 811 en 1909 et de 683 l'année suivante.

En 1910 les 683 placeurs reçurent des demandes de travail de 97.356 personnes (14.108 d'hommes et 83.248 de femmes). 93.632 places (11.168 pour des hommes, 82.464 pour des femmes) leur furent déclarées vacantes, et les placements qu'ils effectuèrent s'élevèrent à 61.476 (8.494 hommes et 52.982 femmes). Comparé au chiffre de l'année précédente le nombre des chômeurs qui se présentèrent chez eux diminua de 20 5 0/0, celui des places vacantes de 1.9, et les places procurées de 3.4 0/0.

Si l'on établit un parallèle entre les offices publics et les bureaux professionnels, pour 100 places déclarées vacantes chez l'un et chez l'autre, les offices de travail effectuent 77 placements alors que les placeurs n'atteignent que 66.

Balance des comptes de l'office de travail de Munich en 1911
(y compris les succursales 1 et 2).

Recettes.

1. Du ministère de l'intérieur	8.800
2. Fournitures de chauffage.	144
3. Loyer du logement du garçon de bureau de la succursale 2	112
Somme des recettes	<u>9.056</u>

Dépenses :

1. Personnelles : indemnités aux membres de la commission, appointements, payements jour- naliers et des heures supplémentaires, gratifica- tions, contributions aux assurances d'invalidité et de maladie du personnel de l'office de travail, part contributive aux pensions de retraite, en tout	54.466 22
---	-----------

2. Dépenses matérielles :		
a) Frais généraux d'administration :		
Fournitures de bureaux	3.060	29
Frais de poste et taxes téléphoniques . . .	578	77
b) Journaux officiels, périodiques et livres. . .	486	73
c) Frais de voyage et paiements journaliers . .	264	80
d) Tramway : courses de service, légiti- mation	237	
e) Installation :		
Entretien, etc., assurances	419	55
Location des téléphones et changements . .	152	60
f) Chauffage	2.628	40
g) Eclairage	790	45
h) Nettoyage	2.028	
i) Participation de l'office du travail à l'expo- sition d'hygiène de Dresde, 1911	218	95
k) Envois à l'exposition d'industrie et des mé- tiers de Turin, 1911	325	
l) Evaluation du loyer des bureaux du 20 Zwei- brückenstrasse, 6440	1.000	
m) Loyer de la succursale n° 1.		
n) » » n° 2.	4 240	
Dépenses totales	70.660	
Soustraction des recettes	9.056	
Restent comme dépenses nettes	61.604	11

FÉDÉRATION D'ALSACE-LORRAINE
ET STRASBOURG (1)

La Fédération alsacienne existe depuis 1903.

Elle groupe actuellement en Alsace-Lorraine 19 offices publics de travail auxquels s'ajoutera bientôt celui de Wissembourg.

Comme on pourra en juger par le tableau ci-dessous, les résultats obtenus sont très satisfaisants.

(1) Sources : Jahresbericht der städtischen Arbeitsnachweisstelle. in Strassburg i. Els. für das Geschäftsjahr, 1903.

Jahresbericht des Arbeitsamtes der Stadt Strassburg für das Geschäftsjahr, 1910-1911.

Bericht über die Jahres Versammlung der Vertreter elsass-lothringischen städtischen Arbeitsämter in Strassburg i. Els. am 15 Juli 1911.

Statut des städtischen Arbeitsamtes zu Strassburg.

Statut der Fachabteilung für das Gast-und Schankwirts-Gewerbe beim städtischen Arbeitsamt.

Congrès de Breslau, 1910.

Bulletin de l'Association contre le chômage, n° 3, 1912.

Aperçu de l'activité des offices municipaux de travail d'Alsace-Lorraine du 1^{er} avril 1910 au 31 mars 1911
comparée à l'exercice du 1^{er} avril 1909 au 31 mars 1910.

Chercheurs de travail	HOMMES				Places vacantes :		Places occupées :	
	Furent placés		Dont indirect.		Furent placées		Furent placées	
	1910-11	1909-10	1910-11	1909-10	1910-11	1909-10	1910-11	1909-10
Altminsterl.	29	—	18	—	45	—	3	—
Bischweiler	257	364	85	400	52	195	75	27
Birsch.	11	19	12	18	1	24	20	30
Buchweiler	261	222	63	54	30	238	57	55
Colmar.	4.908	5.579	1.884	2.230	67	3.599	1.840	2.283
Diedenhofen.	1.706	767	1.046	314	41	2.265	1.057	23
Gebweiler	191	181	159	154	—	279	139	154
Hagenau.	355	—	205	—	95	—	170	—
Marckirch.	349	84	101	62	23	223	137	54
Metz.	17.704	11.725	4.073	3.435	7	8.273	4.133	3.459
Mulhouse.	21.945	21.171	8.058	7.497	200	10.945	7.978	67
Rappoltsweiler	1.379	1.902	1.191	1.528	7	2.122	1.269	7.400
Saarbourg	26	—	7	—	3	3.020	1.708	83
Saargemünd	384	262	219	99	12	44	11	7
Schiltigheim	2.584	2.156	1.441	1.254	4	1.214	211	168
Schlettstadt	3.316	2.237	1.575	1.168	62	2.005	1.542	102
St. Ludwig	266	251	43	14	10	1.939	1.594	113
Strasbourg.	31.210	31.365	14.229	14.403	373	6	3	81
Saverne	1.764	1.300	965	673	57	399	921	79
Total.	88.645	79.995	35.343	32.703	1.026	17.169	35.088	770
Chercheurs de travail :					Places vacantes :		Places occupées :	
Furent placés :					Indirect. :		Placées occupées :	
1908-09 : h. 71.639/	27.838	35.770	1.457	1.212	43.056	—	28.643	36.546
f. 18.553/	7.932	39.6°/o	55	—	46.752	—	7.903	61 °/o
1909-10 : h. 79.995/	32.703	42.143	989	1.015	49.843	—	32.500	41.927
f. 21.232/	9.440	41.6°/o	26	—	17.028	—	9.427	62.6°/o
1910-11 : h. 88.645/	35.344	48.810	1.026	1.087	51.003	—	35.088	48.531
f. 27.692/	13.466	44.9°/o	61	—	23.397	—	13.443	65 °/o

	FEMMES									
	Chercheurs de travail		Furent placés		Dont in-directement		Places vacantes		Places occupées	
	1910-11	1909-10	1910-11	1909-10	1910-11	1909-10	1910-11	1909-10	1910-11	1909-10
Allmünsterol.	6	—	6	—	5	—	1	—	1	—
Bischweiler	37	23	7	4	5	3	170	14	6	—
Birsch	2	—	1	—	1	—	4	—	—	—
Buchweiler	44	36	19	11	8	7	38	23	41	—
Colmar	2.032	1.932	809	959	4	2	1.609	1.826	808	958
Diedenhofen	117	60	76	24	3	—	152	62	73	24
Gebweiler	3	7	2	4	—	—	12	17	2	—
Hagenau	235	—	113	—	18	—	248	—	106	—
Markkirch.	406	8	25	3	8	3	53	2	18	—
Metz.	2.480	1.054	4.136	279	2	—	2.207	1.009	1.136	279
Mulhouse.	7.534	6.508	2.777	2.363	1	1	5.245	4.937	2.785	2.368
Rappoltswiller	348	403	337	378	—	1	437	502	337	381
Saarbourg	18	—	6	—	4	—	31	—	4	—
Saargemünd.	33	18	7	2	—	—	91	65	8	2
Schiffelheim	270	161	129	75	—	—	239	100	129	75
Schlettstadt	234	107	150	88	2	2	363	222	148	86
St. Ludwig	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Strasbourg.	13.859	10.633	7.648	5.058	3	7	12.116	7.878	7.631	5.058
Saverne	384	279	218	192	—	—	384	369	220	186
Total.	27.692	21.232	13.466	9.440	61	26	23.397	17.028	13.443	9.427
Chercheurs de travail :										
1908-09 : h. 71.639	805	831	Total des offres et demandes :		Furent solutionnés :		Pourcentage :			
f. 48.553	26	26	150.000		72.316		48 °/o			
1909-10 : h. 79.995	786	799	168.098		84.070		50 °/o			
f. 21.232	13	13								
1910-11 : h. 88.645	770	808	190.737		97.341		51 °/o			
f. 27.692	38	38								

Les offices de travail de Saarbourg, Haguenau et Altmünsterol ont été ouverts au cours de l'année 1910, aussi leurs résultats ne peuvent-ils être comparés à ceux des autres.

L'office de Saverne vient d'être réorganisé et donnera ainsi satisfaction au public.

La somme totale des offres et demandes de travail qui furent solutionnées s'éleva pour 1910-1911 à 97.341 contre 84.070 en 1909-1910 et 72.316 en 1908-1909.

La loi du 2 juin 1910 sur les placeurs professionnels a donné d'heureux résultats. Depuis l'application de la nouvelle loi le nombre des placeurs professionnels est tombé à Strasbourg de 82 à 27 (1). On trouve encore 20 placeurs professionnels dans la Haute-Alsace, 51 dans la Basse-Alsace, 36 en Lorraine, en tout 107 qui cette année, en un trimestre, ont placé 4.132 personnes. Il y avait au 31 mars des placeurs non professionnels (comme des unions, etc.) au nombre de 13 (contre 16), dont 6 dispensés provisoirement du résumé de leur activité.

1.573 personnes furent placées dans le premier trimestre par des bureaux non professionnels.

	Places offertes	Places demandées	Placements effectués
Au mois de mars 1911 furent annoncées :			
Par les placeurs professionnels.	2.589	2.425	1.584
Par placeurs non professionnels.	1.025	1.236	630
Par les bureaux publics	16.410	6.497	4.737

(1) Rapport à l'Assemblée fédérale alsacienne le 15 juin 1911.

Placement des apprentis.

Le système inauguré en 1905 à Strasbourg diffère de celui de Munich en ce qu'on y trouve l'examen médical des intéressés et l'organisation de soirées de famille destinées à guider les parents dans le choix de l'orientation professionnelle de leurs enfants.

« A Strasbourg (1), on tient moins à assurer un méticuleux contrat des placements qu'à traiter chaque cas individuellement et à obtenir une influence réelle sur les parents. D'autre part, la chambre des métiers est chargée de donner son avis sur chaque place d'apprenti affichée. »

« Deux fois par an, vers Pâques et vers l'automne, la mairie convoque une réunion du personnel de l'enseignement à laquelle assistent un représentant de l'office du travail et l'inspecteur de l'enseignement. Après un échange de vues sur l'expérience faite dans le domaine du placement des apprentis, le représentant de l'office du travail expose à la réunion quelles sont les professions encombrées et lesquelles offrent, au contraire, les chances les meilleures.

« Ensuite l'instituteur de la classe supérieure convoque les élèves et leurs parents pour une soirée à l'école, à l'effet de les éclairer sur le but que poursuivent les autorités par le service d'orientation professionnelle.

« Cela fait, l'office du travail envoie aux élèves des cartes individuelles, dont le recto — données et préférences personnelles — est rempli par les aspirants apprentis, et le verso — caractéristique scolaire de l'élève — par les instituteurs.

« Ensuite, le médecin municipal examine tous les élèves, en présence du gérant de l'office du travail, et à cette occa-

(1) *Bulletin de l'Association contre le chômage*, n° 3, 1912.

sion les enfants sont pour la première fois instruits sur la profession qui conviendrait à chacun.

« L'avis du médecin est décisif en ce qui concerne l'inscription de l'élève sur la liste de telle ou telle profession.

« En même temps l'office du travail établit une liste des places vacantes qui sont soumises à l'examen de la chambre des métiers. C'est seulement après avis favorable de cette dernière sur chaque offre que l'office du travail effectue les placements (1). »

Ce système est appliqué aussi avec succès à Mulhouse et à Colmar.

(1) Altenrath, Berufswahl, et l'article du Dr Ehrler, *Sociale Praxis* du 6 janvier 1940.

Placement agricole des offices municipaux d'Alsace-Lorraine (du 1^{er} janvier 1909 au 1^{er} janvier 1912).

OFFICES DE TRAVAIL	PLACES VACANTES			PLACES OCCUPÉES			CHERCHAIENT DU TRA- VAIL			ÉTIENT PLACÉS EN		
	1909	1910	1911	1909	1910	1911	1909	1910	1911	1909	1910	1911
	Indirect.	Indirect.	Indirect.	Indirect.	Indirect.	Indirect.	Indirect.	Indirect.	Indirect.	Indirect.	Indirect.	Indirect.
Altmünsterol.	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bischweiler.	8	3	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bitsch.	5	6	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Buchweiler.	12	28	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Colmar.	484	370	486	200	193	324	600	508	618	259	494	318
Diedenhofen.	24	62	115	15	32	87	43	55	439	45	34	88
Gebweiler.	43	13	34	7	9	18	10	41	22	7	9	48
Haguenau.	—	28	26	—	23	18	—	24	20	—	18	20
Markkirch.	6	14	19	3	9	8	—	36	48	3	9	5
Metz.	340	321	406	134	135	208	473	326	533	435	435	203
Mülhouse.	696	785	870	416	2	512	4.036	1.294	1.480	422	522	617
Rappoltsweiler.	458	622	573	381	320	318	4.228	627	590	368	517	518
Saargemünd.	—	—	56	—	—	27	—	—	33	—	—	25
Saargemünd.	58	90	91	24	28	26	37	71	75	24	28	26
Schiltigheim.	262	306	491	206	218	424	299	330	200	164	190	414
Schlettstadt.	317	437	487	245	331	416	320	484	531	245	331	422
St. Ludwig.	—	—	—	—	—	—	41	39	33	1	—	—
Strasbourg.	4.231	4.277	4.418	1.013	950	988	1.350	1.353	1.342	1.060	987	1.004
Saverne.	78	183	54	48	94	22	82	158	73	57	98	24
Total.	3 992	4 545	4 871	2 765	3 087	3 411	4 772	5 365	5 817	2 777	3 090	3 430
				78	65	42				68		62

(1) Indirectement par l'intermédiaire d'un autre bureau.

Les placements agricoles effectués par les officiers municipaux n'ayant pas donné les résultats qu'on en attendait, à l'exception de celui de Strasbourg, le président de la fédération, M. Friedrich, rappela, le 15 juin 1911, aux directeurs des différents bureaux, lors de la discussion du rapport fédéral annuel, qu'ils devaient y porter tous leurs soins et ne pas s'y soustraire en en laissant la charge à l'office de Strasbourg.

Office de travail de Strasbourg.

L'office municipal de Strasbourg, qui est un des bureaux les mieux organisés que l'on trouve en Allemagne, doit sa situation prépondérante à l'impulsion qui lui fut donnée par le Dr Dominicus, conseiller de gouvernement, qui durant de longues années en eut la haute direction en qualité d'adjoint au maire de Strasbourg.

Il sut d'ailleurs trouver en M. Friedrich, le directeur de l'office municipal, un collaborateur dévoué et actif dont nous ne saurions trop faire l'éloge.

L'office créé en 1896 n'ayant pas atteint le but espéré, fut réorganisé en 1902. L'année suivante, le nombre des offres et demandes de travail atteignit 28.026 (contre 14.357 en 1902), c'est-à-dire que l'augmentation s'élevait à 94 0/0.

Le Dr Dominicus, dans le rapport de 1903, constate que cet accroissement est dû au zèle déployé par les employés du bureau et à l'activité du directeur de l'office qui n'hésita pas à rendre visite aux employeurs et put gagner ainsi leur confiance.

L'office principal établi Schlossplatz 5, dans un ancien bâtiment, comprend les différentes sections masculines. Le bureau de placement des sections féminines a été transféré en 1911 dans un vieux bâtiment situé dans une autre partie de la ville Thomasstaden 9, et qui a été aménagé à cet effet.

Le placement à Strasbourg, est gratuit sauf pour le personnel féminin qui est logé (le personnel des hôteliers et aubergistes excepté).

Les unions des dames de Strasbourg se sont opposées à ce que cette branche de placement fut gratuite, disant qu'elles avaient toujours payé et qu'il n'y avait pas de raison de changer. Il faut chercher, semble-t-il, le motif extraordinaire de ce refus dans l'idée préconçue et erronée qu'ont les dames, qu'en payant elles seront mieux servies. Les taxes d'ailleurs qui furent fixées sont très minimales, puisque le montant total ne dépasse guère 2.400 marks par an.

Ici, comme dans toute l'Allemagne, l'on constate un manque absolu de bonnes et de cuisinières ; par contre le nombre des femmes de journées est toujours très élevé.

En ce qui concerne les bonnes et les cuisinières, l'office de travail subit la grande concurrence des placeurs professionnels, les femmes se figurant comme leurs maîtresses qu'en payant très cher, elles trouveront des places plus avantageuses qu'au bureau municipal.

Le nombre des offres et demandes de travail adressé à l'office de travail pendant l'année 1910-1911 atteint un chiffre que l'on n'avait encore jamais enregistré :

Années	Total général	Places vacantes	Demandes de travail
1896.	7.767	3.374	4.393
1897.	8.864	4.104	4.760
1898.	10.232	4.479	5.753
1899.	11.616	5.022	6.594
1900.	10.440	4.151	6.289
1901.	12.216	4.073	8.143
1902.	14.357	4.912	9.445
1903.	28.339	12.460	15.879

Années	Total général	Places vacantes	Demandes de travail
1904.	41.189	19.293	21.894
1905.	49.401	24.034	25.367
1906.	55.487	25.376	30.111
1907.	60.905	26.576	34.329
1908.	61.609	24.238	37.371
1909.	69.109	26.412	49.697
1910.	74.244	28.949	45.295

L'augmentation constatée dans les offres faites par les patrons s'élève à 9.61 0/0, l'accroissement des travailleurs atteint 6.08 0/0.

La durée du chômage s'est fortement accrue en 1910.

Le pourcentage des chômeurs de la section masculine était :

	Entre 4 et 8 semaines	Entre 1 et 4 semaines
En 1902	6.5	31
1903	4.1	21.6
1904	3.07	17
1905	2.17	14.77
1906	2.98	18.19
1907	1.81	13.06
1908	4.85	17.23
1909	4.24	15.83
1910	5.5	18.04

Les statuts de l'office municipal de travail de la ville de Strasbourg sont les suivants :

ART. 1^{er}. — L'office municipal de travail de Strasbourg en Alsace se charge de placer dans la ville de Strasbourg et au dehors, les personnes des deux sexes et de toutes professions.

ART. 2. — Le placement est fait gratuitement pour tous les patrons et employés (voir pourtant § 3).

ART. 3. — Il sera prélevé sur tous les employeurs ayant recours à la section féminine de l'office du travail une taxe de 1 mark pour l'envoi de domestiques, servantes, cuisinières qui ont un emploi stable.

ART. 4. — La taxe doit être consignée au moment de l'inscription de l'ordre dans les registres de l'office du travail. Cependant elle n'est acquise que lorsque la personne convenant à l'employeur a été envoyée.

ART. 5. — a) La surveillance de la section masculine de l'office du travail est confiée à une commission de 21 membres. Elle se compose d'un président et de 20 assesseurs, 10 patrons et 10 employés. Le conseil municipal élit le président et cinq assesseurs de chaque groupe. Les cinq autres assesseurs patrons sont choisis par le cartel des artisans strasbourgeois, ceux des employés sont désignés par le cartel des ouvriers syndiqués de Strasbourg.

Les membres sont élus pour cinq ans tous les ans sortent 2 assesseurs des employeurs et 2 des employés. La première fois l'ordre est fixé par le sort. Les membres sortants sont rééligibles.

b) Il existe pour la section féminine une commission de surveillance particulière qui se compose de 2 patronnes et de 2 employées. Le président de la commission de la section masculine préside également la commission de surveillance des dames. Le choix des 2 patronnes et d'une employée incombe au conseil municipal, le choix de l'autre employée au cartel des ouvriers syndiqués. Les prescriptions du paragraphe 2 s'appliquent d'ailleurs aussi à la section féminine.

ART. 6. — Les commissions de surveillance se réunissent régulièrement une fois par trimestre. Elles reçoivent le rapport du président sur l'exercice écoulé, examinent la comptabilité, donnent des instructions sur la conduite future des affaires et statuent sur les questions de principe.

Elles doivent établir les règlements de l'office de travail. La rédaction définitive du rapport annuel ainsi que la décision des affaires communes aux deux sections, se font dans une séance commune des deux commissions.

Des séances extraordinaires ont lieu sur convocations du président ou proposition d'au moins 3 assesseurs pour la section masculine, de 2 pour la section féminine, et de 5 pour une séance commune des deux commissions.

ART. 7. — Les commissions de surveillance peuvent prendre des décisions quand sont présents, en dehors du président ou de son représentant, 4 assesseurs de chaque groupe, pour la section masculine, 1 de chaque pour la section féminine, ou 5 assesseurs des patrons et autant des employés dans les séances communes.

ART. 8. — La direction de l'office incombe au président de la commission de surveillance. Il représente l'office de travail au dehors, surveille la gestion du directeur, et tranche les différends éventuels. Il peut déléguer en partie la signature de la correspondance au directeur, mais il peut toujours la lui retirer.

Tout membre de la commission de surveillance peut à tout moment, sans la coopération des autres membres, examiner la gestion des affaires.

Si les assesseurs employeurs et employés sont en nombre inégal, l'assesseur le plus récemment élu de la partie numérique la plus forte n'a que voix consultative.

Si plusieurs assesseurs ont été élus à la même époque, l'âge décide.

ART. 9. — Le directeur dirige les affaires courantes et fait l'office de comptable. Il gère en outre les affaires particulières de la section masculine.

La gérante est placée sous ses ordres.

La gérante dirige les affaires particulières de la section féminine.

ART. 10. — Le directeur et la gérante sont nommés par le bourgmestre de la ville de Strasbourg après audition de la commission de surveillance. Le conseil municipal fixe leur traitement après avoir entendu la commission de surveillance.

ART. 11. — En cas de grève ou de lock-out la commission de surveillance doit, sur la proposition de l'une des parties, entamer les démarches nécessaires pour terminer le différend, dans le cas où le tribunal des prud'hommes n'a entrepris aucun essai de conciliation. Les grèves ou lock-outs doivent être communiqués verbalement ou par écrit, non seulement aux patrons et employés utilisant l'office de travail, mais aussi aux autres offices d'Alsace-Lorraine.

Les employés de l'office doivent se borner à cette seule communication et éviter rigoureusement tout entretien qui tendrait à encourager la cessation ou la continuité du travail, à placer ou à ne pas placer un travailleur, à accepter ou à refuser le travail.

Dans les cas de l'alinéa 2 (grève et lock-out) on n'accorde pas la réduction de tarif de chemin de fer aux ouvriers qui cherchent du travail hors de la ville.

L'industrie hôtelière, qui est très prospère à Strasbourg, a sa section professionnelle concernant le placement des métiers d'hôteliers et de limonadiers, rattachée depuis le 1^{er} octobre 1909 à l'office municipal.

Cette section à base paritaire est surveillée par une commission composée du bourgmestre ou de son suppléant comme président, du directeur de l'office du travail, et d'un nombre égal de représentants des employeurs et des employés comme assesseurs. Elle a pour but de régler et de

surveiller minutieusement la gérance de la section, mais les membres de la commission ne sont pas autorisés à donner directement des ordres aux employés. Le placement est fait gratuitement, néanmoins la commission de surveillance s'est réservée le droit d'établir une taxe modique d'inscription dans le cas où elle serait jugée nécessaire.

Les patrons qui n'appartiennent pas aux corporations hôtelières affiliées doivent acquitter une taxe d'inscription de 1 mark quel que soit le genre de personnel qui leur est procuré. Sur leur demande cette somme leur est remboursée lorsque le placement n'a pu être effectué.

Les membres des corporations hôtelières étrangères ont également droit à la gratuité du placement lorsque leur corporation est affiliée à l'office de travail de Strasbourg où à un autre office municipal. En outre, l'office de Strasbourg accorde la priorité aux ordres des patrons et employés, membres des corporations affiliés.

Le placement des apprentis.

Le placement des apprentis a fait de grands progrès ; à Strasbourg, 256 garçons (soit 28 0/0 d'augmentation) et 119 filles (c'est-à-dire 75 0/0 d'accroissement) furent placés en 1911.

1.753 enfants, dont 842 garçons et 911 filles furent examinés par le médecin municipal, ce qui a donné les meilleurs résultats.

Un comité composé des représentants patronaux fut organisé. Ceux-ci envoient leur secrétaire à l'office de travail pour indiquer les branches professionnelles où le manque d'apprentis se fait le plus sentir.

Des cartes sont distribuées aux enfants sortant de l'école

pour qu'ils y inscrivent les professions dans lesquelles ils ont l'intention d'entrer. Ces cartes sont ensuite communiquées aux professeurs pour qu'ils donnent leur appréciation et les enfants ne sont placés que lorsque le médecin qui les a examinés les a reconnus aptes à remplir le métier choisi.

Jusqu'à présent on n'avait pas encore pu faire grand'chose en Alsace-Lorraine pour le placement des apprentis, le gouvernement n'accordant jusqu'en 1911 que 600 marks de subvention ; mais 1.000 marks furent donnés en 1912, 5.000 sont promis pour 1913, et la subvention doit, paraît-il, s'élever d'année en année.

On doit remarquer en effet que la question est très complexe, il s'agit non seulement de placer les jeunes gens qui désirent entrer en apprentissage, mais encore de subvenir aux frais des enfants appartenant à des familles pauvres et qui présentent de réelles dispositions.

Il ne s'agit pas d'accorder une somme quelconque au moment de l'entrée en apprentissage, mais il est nécessaire de continuer le secours pendant toute sa durée.

La subvention devra consister en achat de vêtements par exemple, de livres et d'outils. Elle ne devra pas être accordée à tous, ce qui serait trop onéreux, mais uniquement aux miens doués, une sélection s'impose par conséquent.

Activité de l'Office de travail de Strasbourg, 1910-1911.

SECTION MASCULINE

GROUPE PROFESSIONNELS	SECTION MASCULINE						
	1	2	3	4	5	6	7
		Nombre des chercheurs de travail	Nombre des places vacantes	Nombre des places occupées	Dont placements effectués individuellement	Furent placés	Dont indirectement
I. Agriculture, jardinage, élevage. . .	1,271	1,225	930	—	—	965	35
II. Exploitation forestière et pêche. . .	129	70	42	—	—	43	4
Total.	1,400	1,295	972	—	—	1,008	36
III. Exploitation minière, métallurgie, salines, exploitation de la tourbe. . .	39	39	39	—	—	39	—
IV. Industrie de la pierre et de la terre.	363	107	66	—	—	73	7
V. Métallurgie.	406	137	71	1	—	76	6
VI. Industrie des machines, instruments et outils.	410	495	427	4	—	450	27
	919	307	264	—	—	315	51
	686	336	257	2	—	280	25
	1,401	319	210	4	—	223	17
	162	120	65	6	—	65	6
Total.	3,684	1,408	994	17	—	1,109	132
VII. Industrie chimique.	—	—	—	—	—	—	—
VIII. Produits secondaires forestiers, graisse, huile, vernis.	37	37	37	—	—	37	—
IX. Industrie textile (y compris la tannerie).	43	7	2	—	—	2	—
X. Industrie du papier.	134	25	18	—	—	21	3
	482	207	137	1	—	150	14
	33	6	—	—	—	—	—
XI. Industrie du cuir.	515	213	137	1	—	450	14
Total.	515	213	137	1	—	450	14

Valets de ferme, trayeurs, bûcherons, jardiniers et commis-jardin.

Mineurs.

Carriers, briquetiers, cimentiers, etc.

Tonneurs en métaux, fondeurs de bronze, chaudronniers, modelleurs, forgerons, maréchaux-ferrants.

Serruriers, ferblantiers.

Serruriers en machines, électro-moteurs.

Charrons.

Droguistes, etc.

Ouvriers d'usine à gaz.

Relieurs et cartonneurs, Selliers et tapissiers.

Tanneurs.

	31	14	3	1	42	8	
Total	1.889	971	731	11	777	4	Boussiers et tonneliers.
XIII. Industrie des produits alimentaires.	917	705	669	11	669	57	Brossiers.
res.	268	52	34	5	34	5	Meuniers, boul., confiseurs.
	63	4	1	—	4	3	Bouchers, charcutiers.
Total.	1.248	761	704	5	707	8	Brasseurs, malteurs, ouvriers en tabac.
XIV. Industrie du vêtement.	669	548	286	3	292	9	Taillleurs de tout genre.
	543	372	221	3	230	12	Cordonniers de tout genre.
XV. Métier de nettoyage	347	346	293	—	301	8	Chapelliers.
Total.	1.367	1.270	801	6	824	29	Coiffeurs.
	1.347	731	601	7	613	19	Maçons, nettoyeurs, plâtriers, stucateurs.
XVI. Industrie du bâtiment.	546	287	217	—	227	10	Charpent et fab. d'escaliers.
	1.088	615	452	4	473	25	Peintres, vernisseurs.
	43	14	2	—	2	—	Vitriers de tout genre.
	258	129	64	—	73	9	Paveurs, couvreurs, etc.
Total.	3.282	1.776	1.336	11	1.338	63	Imprimeurs, compositeurs, lithographes.
XVII. Métiers graphiques.	209	35	26	—	31	5	
XVIII. Industrie artistique en vue d'un but professionnel.	—	—	—	—	—	—	
XIX. Machinistes, chauffeurs, ouvriers de fabrique sans désignation spéciale.	122	274	159	1	164	6	Comptables, vendeurs, corr.
XX. Professions commerciales	1.005	—	—	—	—	—	Sommeliers de toutes sortes.
XXIII. Industrie hôtelière et limonadière (domestiques et portiers non compris)	529	278	278	—	278	—	Personnel de cuisine de toutes sortes.
	447	57	57	—	57	—	
Total.	676	335	335	—	335	—	Domestiques et personnel de maison.
	129	33	18	—	19	1	Emball., garçons de course, garçons d'hôtel, etc.
XXIV. Salariés de toutes espèces et gens d. maison	3.878	1.890	1.668	—	1.668	—	Terrassiers, journaliers.
	9.337	5.409	5.042	—	5.053	11	Charretiers et cochers pour entrep. ind. et comm.
	653	177	133	—	134	1	Secrétaires.
Total.	13.997	7.509	6.861	—	6.874	13	
Professions libres.	352	267	247	—	247	—	
Travailleurs à capacité restreinte	774	504	504	—	504	—	

SECTION FÉMININE

Numéros du registre	GROUPES PROFESSIONNELS						Indirectement	Placements effectués	Indirectement	Placements effectués	Indirectement
	1	2	3	4	5	6					
1			26	415	25	—	—	25	—	25	—
3			333	326	458	—	—	458	—	458	—
4			248	351	132	—	—	132	—	132	—
5			354	413	59	—	—	59	—	59	—
6			2.955	2.218	1.815	—	—	1.815	—	1.815	—
7			948	4.304	566	—	—	566	—	566	—
8			3.503	3.330	4.521	6	6	4.521	3	4.521	3
			5.592	4.362	3.375	—	—	3.375	—	3.375	—
			43.959	42.416	7.651	6	6	7.648	3	7.648	3
			31.336	46.833	43.969	52	52	14.290	373	14.290	373
			45.295	28.949	21.620	38	38	21.938	376	21.938	376

Placement interlocal.

Le placement interlocal du bureau municipal de Strasbourg n'a pas été très satisfaisant en 1911.

Les placements individuels, c'est-à-dire effectués avec l'aide d'un autre office de travail, ont rétrogradé. Il n'y en eut que $37.6 = 1,7\ 0/0$ de tous les placements contre 399 en 1910 $= 2,77\ 0/0$. L'office de Strasbourg fut avisé que 4.552 places contre 3.862 l'année précédente étaient vacantes à l'extérieur, mais il n'en résulta que 2.767 placements, soit $12,61\ 0/0$. Une des causes de ce mouvement de régression dans le placement interlocal de Strasbourg doit être cherchée dans les lock-outs qui se sont produits dans le bâtiment.

Placement agricole.

Les placements agricoles faits en 1911 sont à peu près les mêmes qu'en 1910. 1.033 contre 1.035. L'office, pour sa part, a effectué $38,48\ 0/0$ de tous les placements agricoles réalisés par les offices de travail d'Alsace-Lorraine. Il serait à souhaiter que les agriculteurs aient davantage recours au bureau municipal.

Par suite des lock-outs qu'on enregistra dans la ville, nombre de journaliers allaient chercher du travail à la campagne, ce qui amena la forte élévation de pourcentage de Strasbourg. Près de 300 Français viennent chaque année en Alsace pour les travaux agricoles, ils viennent de génération en génération depuis 1840.

Le directeur de l'office de travail adressa au gouvernement en 1911 une plainte contre la Centrale agricole qui faisait venir 5.000 ouvriers étrangers alors qu'il y avait un grand nombre d'ouvriers alsaciens qui chômaient et qui auraient été à même de faire le même ouvrage.

M. Friedrich a demandé au gouvernement d'autoriser les directeurs des offices de Mulhouse, Colmar et Metz à faire dans les mines une tournée d'inspection le 1^{er} et le 15 de chaque mois pour connaître le nombre d'ouvriers dont on a besoin. Ces renseignements seraient envoyés à l'office de Strasbourg qui répartirait les envois entre les différents bureaux.

La répulsion montrée en général par les ouvriers alsaciens et allemands pour le travail des mines, provient des conditions mêmes du travail, ils ne veulent pas coucher dans les mêmes abris que les ouvriers étrangers dont la saleté leur répugne.

Que les employeurs leur élèvent des baraquements convenables qui leur seront réservés, et l'on n'aura plus besoin en Alsace de faire appel à la main-d'œuvre étrangère.

Le gouvernement ayant demandé, au cours de l'année 1912, au directeur de l'office de travail de Strasbourg la raison pour laquelle le bureau délaissait le placement des artistes, choristes, et figurants, ce dernier répondit que c'était trop particulier et que les frais très élevés que ce service imposait, surchargeraient considérablement l'office de travail sans que celui-ci en tirât des avantages appréciables.

Aussi l'office municipal a-t-il donné l'autorisation de former un bureau spécial pour le placement des artistes, choristes, et figurants, qui vient d'être établi sur la base paritaire.

Les hôpitaux de la ville de Strasbourg sont obligés de s'adresser au bureau municipal lorsqu'ils ont besoin de gardes-malades. Le directeur de l'office s'est en outre entendu avec nombre de médecins de la ville et des environs pour leur procurer les infirmiers et infirmières que leur clientèle pourrait réclamer.

On trouve dans le cahier des charges des entrepreneurs

qui exécutent des travaux pour le compte de la ville, l'obligation de s'adresser exclusivement à l'office municipal qui doit leur fournir les ouvriers nécessaires.

Le bureau engage de préférence les Strasbourgeois, puis les Alsaciens, à défaut des Allemands et en dernier lieu des étrangers.

Ces mesures ayant été accueillies favorablement par la population, le directeur de l'office a adressé une demande pour que cette clause soit inscrite au cahier des charges des industriels chargés de fournitures communales.

Loi du 2 juin 1910.

Cette loi a eu de très bons effets à Strasbourg. Le nombre des placeurs professionnels est tombé de 58 à 24.

Les Etats particuliers étant chargés de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution de cette loi, les placeurs sont plus ou moins étroitement surveillés suivant que les règlements sont plus ou moins sévères.

En Alsace ces règlements ont été faits avec le concours du directeur du bureau de placement municipal qui accompagne l'officier de police judiciaire au cours de ses inspections des bureaux professionnels.

On comprend dès lors qu'il est maintenant très difficile pour les placeurs de tromper la vigilance du directeur de l'office de travail, qui voit par lui-même et écoute les réponses qu'ils peuvent faire au représentant de la police. Ce dernier, ignorant les roueries du métier, ne pouvait auparavant que les prendre très rarement en fraude. Il n'en est plus de même aujourd'hui.

C'est d'ailleurs cette collaboration du bureau municipal et de la police que le Dr Freund, le président de la confédération des bureaux de placement, a réclamée au gouvernement.

Il est à espérer que cette mesure sera généralisée.

L'Alsace, en raison de sa situation géographique, se voit envahie par les gens, sans aveu, qui fuient leur pays par crainte de la police. Ces gens au nombre de 5.000, proviennent d'Allemagne, de France, d'Italie et de Suisse.

Depuis avril 1912, ceux qui entrent dans les asiles s'engagent à travailler 3 heures par jour pour gagner leur nourriture et leur coucher. On les emploie à des travaux de terrassement, de voirie, etc... Les réfractaires sont remis entre les mains de la police qui les expulse.

Depuis que cette mesure a été prise, les cimetières, nous disait M. Friedrich, sont dans un état extraordinaire de propreté.

Le placement en Alsace est particulièrement difficile parce que certains patrons ne veulent que des Alsaciens, à l'exclusion des ouvriers allemands. Dans certains métiers la connaissance du français est exigée, chez les coiffeurs, tonneliers, par exemple, chez les bonnes d'enfants également.

L'Alsacien est un très bon ouvrier, mais chôme généralement le lundi, n'a pas et ne veut pas accepter de certificats ; à quoi bon, dit-il, s'embarrasser de papiers inutiles quand on sait travailler.

Le Wurtembergeois seul, lui est supérieur par suite de sa régularité.

L'office municipal de travail a su, par son impartialité, acquérir, et conserver les sympathies des patrons et des ouvriers. En cas de grève, les patrons sont avisés que l'ouvrier qui se présente chez eux sort d'une maison où lui et ses camarades ont cessé le travail ; de même les ouvriers sont informés que chez tel employeur leurs camarades ont abandonné leur poste. Les représentants patronaux au Congrès de Breslau

ont demandé la généralisation de cette mesure, mais les ouvriers jusqu'ici s'y refusent obstinément.

Il y a lieu de noter qu'au Congrès des syndicats patronaux, tenu à Dresde en 1911, seul M. Brion, le représentant des syndicats patronaux alsaciens du bâtiment, a refusé de souscrire au vœu émis par les délégués des autres parties de l'empire, de ne prendre leurs ouvriers que dans les bureaux de placement patronaux, disant que lui et ses commettants n'avaient qu'à se louer de l'impartialité de l'office de travail de Strasbourg.

Appréciation du système allemand.

Les rapports concernant les résultats des bureaux de placement ne sont pas tous établis de la même façon. La fixation de l'année du calendrier au lieu de l'année commerciale (1) occasionne de nombreux malentendus. Il y a des différences qui rendent toute comparaison impossible.

Lorsqu'on prend l'année du calendrier, les indications énoncées se rapportent aux mois d'hiver de deux années différentes, alors que les chiffres de l'année commerciale s'adressent aux mois d'été et d'hiver d'une seule année.

Ceci a une très grande importance, car la dépression qui pèse annuellement sur le marché du travail atteint son maximum à l'époque hivernale, c'est-à-dire de novembre en février et en utilisant l'année du calendrier, il est impossible de suivre l'intensité de la crise ni de la comparer à celles des années précédentes, puisque décembre était l'année écoulée.

Aussi est-il regrettable que la Confédération des bureaux

(1) L'année commerciale en Allemagne court du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante.

de placement publics ait fait ces dernières années encore ses rapports annuels d'après l'année du calendrier (1).

Il semble absolument nécessaire de faire ces rapports d'après l'année commerciale, afin de pouvoir comparer les fluctuations du marché du travail qui doivent être examinées exactement, non seulement d'après l'hiver et l'été d'une même année, mais pendant plusieurs périodes d'années consécutives.

Les bureaux de placement affiliés à la Confédération des bureaux de placement allemands, bénéficient d'un gros avantage pour le placement interlocal, c'est la réduction de tarif accordée sur les chemins de fer. Les bénéficiaires voyagent en 4^e classe au prix de 0 fr. 015 par kilomètre, mais cet avantage n'est accordé que pour un parcours supérieur à 25 kilomètres, et dans les trains qui ne comportent pas de 4^e classe, ils doivent voyager en troisième à demi-tarif.

Devant ces inconvénients, la Confédération des bureaux de placement, après s'être mise d'accord avec les diverses fédérations, adressa un mémoire au ministère des travaux publics pour lui demander que l'alinéa 4 de l'ordonnance complétive VII du paragraphe 11 du règlement des chemins de fer fût supprimé ;

Que l'alinéa 1 de la même ordonnance fût modifié comme suit :

« En 4^e classe et sur les réseaux qui n'en comportent pas que soient transportés en 3^e classe au tarif de 1 pfennig par personne et par kilomètre, les travailleurs indigènes auxquels les bureaux de placement publics ou d'utilité publique reconnus par les chemins de fer, appartenant à une fédération adhérant à la Confédération des bureaux de placement alle-

(1) Rapport de la Fédération de l'Allemagne moyenne, 1910-1911.

mands ou rattachés directement à la Confédération s'il n'existe pas de fédération, auront procuré une place au dehors. »

Cette demande qui fut adressée en 1911 n'a pas encore été solutionnée.

« Bien que les fédérations travaillent avec beaucoup de dévouement, dit le Dr Freund (1), le développement se fait lentement et avec de grandes difficultés parce que les ressources ne sont pas toujours suffisantes et surtout parce que les fédérations n'ont aucun caractère d'*autorité publique*. »

Aussi c'est pourquoi la diète provinciale de la province de Brandebourg a fait, le 18 février 1911, la déclaration suivante : « Il faut que l'Etat organise lui-même l'activité placière publique, puisque les fédérations volontaires locales ne sont pas à même d'accomplir complètement cette tâche qui incombe à l'Etat (2). »

Pour le président de la Confédération des bureaux de placement allemands, le remède serait de faire des fédérations provinciales, des *corporations publiques, autonomes*, administratives, ayant un caractère d'autorité. Ce n'est pas impossible puisque les établissements d'assurances provinciales d'invalidité ont cette organisation.

Les gouvernements provinciaux institueraient, avec l'assentiment du conseil des Etats fédérés, des offices de travail dans les districts les plus importants (Etats confédérés, provinces).

La direction qui administrerait l'office du travail devrait avoir la qualité d'autorité publique, elle se composerait d'un membre fonctionnaire installé par la fédération des communes comme président, et de représentants des employeurs et des employés élus par un comité.

Le comité qui réunirait les représentants de tous les inté-

(1) *Arbeitsmarkt*, n° 2, 20 novembre 1911.

ressés, assisterait la direction. Le statut relatif à la composition du comité, devrait être ratifié par un *office impérial du travail* que l'on créerait et qui ferait fonction d'autorité de surveillance.

Les frais de cette organisation ne seraient pas très élevés. D'après le mémoire soumis au ministre par le président de la confédération des bureaux de placement allemands, ils s'élèveraient à environ 16.000 marks pour chaque fédération. Même doublée, cette somme ne serait pas exagérée vu l'importance de cette organisation.

Les fédérations des communes et l'Etat devraient y contribuer. Les corporations intéressées (chambres de commerce, chambres industrielles et des métiers, chambres agricoles) pourraient également, d'après une ordonnance statutaire, participer aux frais.

Les offices de travail provinciaux devraient être chargés, non seulement de la surveillance des bureaux de placement publics, mais encore des bureaux de placement payants (placeurs professionnels) et des bureaux de placement particuliers des employeurs et des employés.

Cette surveillance est absolument nécessaire ; actuellement elle est confiée à l'autorité policière qui, vu la multiplicité de ses tâches, ne peut y apporter tous ses soins, et à qui de plus il manque les connaissances spéciales, de sorte que cette inspection telle qu'elle existe en ce moment ne donne pas ce qu'on pouvait en espérer.

Pour cette raison, dans l'Allemagne du Sud, les employés de bureaux de placement publics sont chargés de la surveillance des bureaux de placement payants.

A Strasbourg, comme nous l'avons vu, le directeur des bureaux de placement publics accompagne le représentant de la police dans sa tournée d'inspection, aussi les fraudes y sont-elles rares et immédiatement réprimées.

Les bureaux de placement particuliers des employeurs et des patrons doivent être contrôlés également pour éviter qu'il ne s'y commette des abus, et que le prétexte d'indication de travail ne serve à d'autres desseins.

Les offices provinciaux devraient également appliquer une statistique uniforme. L'office impérial de statistique, d'accord avec la Confédération des bureaux de placement publics allemands, s'efforce déjà maintenant de l'établir. Mais il n'y a pas de doute, la statistique n'est pas encore satisfaisante, et la raison en est que font défaut les bases d'une statistique uniforme, les prescriptions uniformes pour l'administration et la direction des bureaux de placement (1). On n'obtiendra cette conformité qu'en donnant le pouvoir nécessaire à l'office impérial de statistique. Les offices provinciaux de travail, en plus des bureaux de placement publics qu'ils devront créer partout où il semblera possible d'en établir, devront instituer des sections professionnelles paritaires destinées à remplacer les bureaux particuliers des patrons et des employés.

On peut envisager pour plus tard une loi qui donnera aux offices de travail la possibilité, le cas échéant, de créer des bureaux de placement publics ou de former des bureaux de placement particuliers.

L'*office impérial de travail* devra être organisé comme l'office impérial d'assurances. Il se composera de membres permanents, nommés par l'empereur sur proposition du Conseil des Etats fédérés, et de membres non permanents, élus en partie par le conseil des Etats fédérés, les autres élus par les directions des offices provinciaux de travail parmi les représentants des employeurs et des employés.

L'office impérial de travail sera « *l'instance suprême de sur-*

(1) *Arbeitsmarkt*, n° 2, 20 novembre 1911.

veillance » et statuera sur les plaintes relatives aux affaires des bureaux de placement des offices provinciaux de travail.

L'office impérial de travail ratifiera les statuts des offices provinciaux, et étudiera dans des conférences avec les offices provinciaux, tout ce qui se rattache au placement.

En vue de hâter la création de cette organisation, on pourrait charger l'office impérial de statistique de remplir les fonctions de l'office impérial de travail.

Le plan ci-dessus qui donnerait *au marché du travail un puissant développement* pourrait être réalisé rapidement sans grands frais ni difficultés, car il s'agit uniquement de *former des organes publics, appelés à surveiller ce qui se rapporte à l'indication du travail et à favoriser son développement.*

« L'Etat, ajoute le président de la Confédération des bureaux de placement allemands, a un très grand intérêt à organiser et à réglementer le marché du travail, il ne peut tolérer qu'une institution d'économie populaire, si importante soit-elle, soit transformée par les passions des parties en champ de luttes professionnelles. Si l'Etat croit devoir prendre un tel intérêt au marché des produits et des fonds, qu'il fait de ce marché l'objet d'une législation particulière, qu'il établit pour son organisation des règles fixes,.. combien plus grand doit être son intérêt vis-à-vis du marché de la force de travail du peuple qui comprend la somme des personnalités humaines. »

Les résultats obtenus en Allemagne par les bureaux de placement municipaux sont très satisfaisants, surtout si l'on envisage les fortes résistances que leur présentèrent les organisations patronales et ouvrières.

La Confédération devra s'efforcer d'entrer en relations avec la grande industrie qui, jusqu'à présent, s'est tenue à l'écart. C'est ce qu'exprimait le rapporteur de la fédération de l'Al-

Allemagne moyenne en 1910-1911 lorsqu'il écrivait : « Le bureau de placement de Francfort eût été en 1909 en mesure de placer un plus grand nombre de serruriers et de monteurs s'il y avait eu plus de places vacantes ; la faute en est que les bureaux de placement publics ne sont pas en rapport avec la grande industrie. »

Et ceci permettra à la Confédération d'étendre le champ de son activité.

Des essais donnant lieu à des tâtonnements inévitables sont faits chaque jour, mais le but poursuivi est toujours le même.

Nous ne saurions trop faire l'éloge des employés qui rivalisent de zèle entre eux, considérant la tâche qu'ils remplissent comme une véritable mission sociale, aussi se montrent-ils pleins de tact vis-à-vis des malheureux qui viennent à eux, leur donnant des conseils et ne les laissant jamais partir sans espoir.

CINQUIÈME PARTIE

LA CENTRALE AGRICOLE ALLEMANDE (1)

Le fond de cette étude sur la Centrale agricole allemande nous a été fourni par la brochure si documentée du D^r Willecke, que nous suivons page à page.

Nous la complétons en donnant les résultats du dernier rapport de la Centrale, les formulaires des diverses catégories d'ouvriers (très intéressants en eux-mêmes puisqu'ils prévoyent tout), et en présentant un aperçu des discussions que souleva la Centrale agricole au Congrès de Breslau.

On trouvera également ici quelques extraits de l'article que

(1) Sources : Deutsche Feldarbeiter-Zentralstelle.

Bericht über die Tätigkeit im Geschäftsjahr, 1910-1911.

Die deutsche Feldarbeiter-Zentralstelle, Von Doct. jur. et phil. Carl Willecke.

Congrès de Breslau, 1910.

Bulletin de l'Association contre le chômage, n° 3, 1912.

Ouvriers occupés aux travaux de sous-sol : D^r Bernhard : Arbeitsmarkt, n° 4 (20 janv. 1912), p. 141.

Introduction des maladies contagieuses par les ouvriers étrangers : D^r Rambouseck. Arbeitsmarkt, n° 2, p. 47 (20 novembre 1911).

Ministerial-Blatt für die Preussische innere. Verwaltung, n° 1 (31 janv. 1908).

Formulaires des différentes catégories d'ouvriers.

Jahresbericht des Verbandes Deutscher Arbeitsnachweise, 1909 et 1910.

le Dr Bernhard consacrait dans l'*Arbeitsmarkt* aux ouvriers occupés aux travaux des sous-sols, et qui basé sur des faits précis, permet d'apprécier à leur juste valeur la résistance à la fatigue des ouvriers étrangers.

Nous avons fait aussi le plus large emprunt à l'étude du Dr Rambouseck sur les maladies contagieuses que les ouvriers étrangers pouvaient apporter.

Nous nous sommes efforcé de présenter cette exposition sous une forme impartiale pour ne pas être accusé de parti pris, mais il est certain que si ceux qui tentent d'introduire en France des milliers d'ouvriers Polonais et Slaves pour suppléer à la main-d'œuvre agricole qui fait défaut, savaient les maux de toutes sortes qu'a amenés en Allemagne l'introduction de la main-d'œuvre étrangère, ils y renonceraient bientôt et s'efforceraient plutôt de centraliser les offres et les demandes de travail pour mettre en rapport les patrons et les ouvriers qui ne savent où se joindre. Nous sommes persuadés qu'alors les étrangers auxquels on serait forcé d'avoir recours ensuite pour combler le déficit entre l'offre et la demande seraient une infime minorité ; tandis que si, au contraire, on fait venir des Slaves en grande quantité, sans savoir exactement le nombre qui en est nécessaire, la main-d'œuvre agricole française ne trouvant plus à s'employer diminuera d'année en année, la misère augmentera également et l'on devra peut-être avoir alors recours aux travaux de nécessité qui ne sont jamais que des palliatifs toujours très onéreux.

Que ce qui se passe chez nos voisins nous serve d'exemple et nous évite de commettre les mêmes erreurs.

Une des conséquences de la forte émigration qui sévit en Allemagne de 1840 à 1900, fut le manque de main-d'œuvre qui se fit particulièrement sentir dans l'agriculture. Les chambres agricoles (1), pour y remédier, durent faire venir des ouvriers étrangers, que des agents à leur service allaient recruter dans leur pays.

Mal organisées, elles ne pouvaient suffire aux demandes toujours croissantes des agriculteurs. En 1900, des négociations furent engagées pour créer un bureau de placement central agricole qui dépendrait de la Centrale des chambres agricoles prussiennes, comme leurs bureaux particuliers, mais on ne put obtenir de résultats positifs. Les chambres les plus importantes qui possédaient déjà des agences de recrutement se montraient particulièrement sceptiques, par crainte de perdre leur indépendance. Les petites chambres reconnurent les avantages que leur apporteraient une telle institution mais n'étaient pas à même de l'exécuter seules (2).

En 1902 fut créée, avec la collaboration des unions allemandes de la Marche de l'Est, de la fédération pangermanique et des unions des agriculteurs, une société qui devait faire venir de l'étranger des familles et des ouvriers allemands pour coloniser en remplacement des ouvriers étrangers, ce fut la Centrale pour la procuration de colons et d'ouvriers agricoles allemands, mais les résultats, si intéressants qu'ils fussent en

(1) Issues d'associations privées et transformées, d'abord en Prusse, par la loi de 1894, en institutions publiques, les chambres agricoles ont pour but de s'occuper des intérêts généraux de l'agriculture et de la sylviculture, et en particulier de favoriser l'organisation corporative des agriculteurs. Peu à peu presque toutes les chambres d'agriculture de Prusse et les institutions analogues des autres Etats procédèrent à la création de bureaux de placement agricoles (*Bulletin de l'Association contre le chômage*, n° 3, 1912).

(2) Stojentin.

eux-mêmes, ne pouvaient suffire à contenter toutes les demandes de main-d'œuvre agricole (1).

Peu après fut fondée à Berlin une institution appelée centrale agricole allemande qui avait pour but de servir d'intermédiaire aux agriculteurs qui désiraient engager des ouvriers étrangers. En 1904, la Centrale entra en rapport avec quelques chambres et fit connaître à la conférence des chambres agricoles prussiennes, qui eut lieu en février 1905, le but qu'elle poursuivait et ses statuts. Celle-ci prit la décision suivante : « La conférence des directions des chambres agricoles prussiennes, croit nécessaire un travail en commun des bureaux de placement des chambres agricoles et leur recommande d'entrer en négociations avec le bureau central allemand pour ouvriers agricoles. »

Pour cette raison la plupart des chambres agricoles prussiennes adhèrent à la Centrale au cours de 1905 et de 1906.

Mais un grand nombre de chambres, surtout celles qui possédaient une organisation importante, ne laissèrent parvenir que très peu d'ordres à la Centrale. Elles exécutaient les plus faciles, ceux concernant des troupes importantes, et ne passaient que les plus difficiles (2).

En 1906-1907 ne furent transmis que 946 ordres ; 546, soit 58 0/0, étaient des ordres de 1 à 6 personnes ; sur les autres

(1) L'organisation du rapatriement des colons allemands établis en Russie fut prise en main, il y a trois ans, par la Société de protection des rapatriés allemands de Berlin. Au 1^{er} mai 1912, le nombre des rapatriés atteignait 13.946 personnes, dont 963 célibataires et le reste groupé en 2.693 familles. Sur ce nombre, 230 familles et 7 célibataires seulement furent établis comme colons-propriétaires, les autres furent placés à titre de salariés agricoles ou forestiers ainsi que 182 familles et 27 célibataires comme artisans et ouvriers industriels (*Bulletin de l'Association contre le chômage*).

(2) Par ordre difficile on entend ceux de 1 à 6 personnes ou des ordres comprenant plus de 60 0/0 de femmes.

400, 243, soit 61 0/0, concernaient des troupes de plus de 600/0 de femmes. Sur les 946 ordres, 769, soit 83 0/0, rentraient dans la catégorie des ordres difficilement exécutables.

1906 fut de plus une année de crise, ce qui était d'autant plus malheureux pour la Centrale qui n'en était qu'à sa deuxième année d'existence. Pour arriver à exécuter en partie les ordres reçus, elle accorda aux ouvriers des salaires et aux agents des provisions plus élevés qu'il n'était d'usage les années précédentes, aussi les chambres agricoles adressèrent-elles à la Centrale des reproches d'incapacité et de manque de connaissances spéciales.

Ce n'était qu'un prétexte pour rompre ; le vrai motif que les chambres se gardaient bien d'indiquer, et qui les faisait agir, c'était de voir la Centrale traiter directement avec les agriculteurs sans passer par leur intermédiaire et la crainte de perdre leur influence dans leur district.

Déclarant ne plus pouvoir maintenir leurs contrats avec la Centrale, les chambres agricoles, obtinrent à la conférence du 29 juillet 1906 tenue au ministère de l'agriculture, de s'approvisionner à leur guise.

Les statuts de la Centrale furent dans la suite modifiés de façon à donner satisfaction aux chambres agricoles : la Centrale s'engageait à fournir dans l'avenir tous les ouvriers étrangers dont les chambres pourraient avoir besoin et à ne plus accepter d'ordres directs des agriculteurs en éludant les bureaux de placement des chambres agricoles.

Aussi la chambre de Brandebourg inscrivait-elle dans son rapport de 1909 : « Notre collaboration avec la Centrale agricole allemande a été jusqu'à présent avantageuse pour les deux parties. Il est désirable que les autres représentations agricoles qui jusqu'à présent se sont tenues éloignées de cette institution pour favoriser les intérêts communs, se joignent à

la Centrale pour limiter la concurrence inévitable et cependant si fâcheuse des agents étrangers et leur retirer le sol d'opérations à la frontière et à l'étranger. »

La Centrale, qui est une fédération légale dont le siège est à Berlin, a le droit de percevoir des taxes, mais toute distribution de bénéfices est interdite.

En 1912 étaient membres :

1° La chambre agricole de Königsberg pour la Prusse orientale.

2° La chambre agricole de Danzig pour la Prusse occidentale.

3° — — de Stettin pour la Poméranie.

4° — — de Berlin pour le Brandebourg.

5° — — de Breslau pour la Silésie.

6° — — de Posen pour Posen.

7° — — de Halle-sur-Saale pour la Saxe.

8° — — de Kiel pour le Schleswig-Holstein.

9° La chambre agricole de Hanovre pour le Hanovre.

10° — — de Münster pour la Westphalie.

11° — — de Bonn pour la province rhénane.

12° — — de Cassel pour le district gouvernemental de Cassel.

13° La chambre agricole de Wiesbaden pour le district gouvernemental de Wiesbaden.

14° La chambre agricole de Gotha pour le duché de Gotha.

15° Le conseil des cultes de Dresde pour le royaume de Saxe.

16° Le bureau du comité pour le placement d'ouvriers agricoles de Rostock.

17° L'union agricole principale de Neubrandenbourg, pour le grand-duché de Mecklembourg-Strelitz.

18° La chambre agricole de Brunswick pour le duché de Brunswick.

19° Le conseil agricole de Munich pour la Bavière.

20° L'union minière et des hauts-fourneaux de la Haute-Silésie, à Kattowitz.

21° L'Union des entrepreneurs allemands pour les travaux souterrains à Berlin.

Sont membres fondateurs :

1° L'Union des agriculteurs, siège Berlin.

2° L'Union allemande de la Marche orientale, Berlin.

3° La fédération pangermanique de Mayence, de même que les personnes et les Unions qui sont devenues membres selon le paragraphe 41 des statuts de la fédération du 1^{er} février et 3 avril 1905 jusqu'au 1^{er} janvier 1907.

En font également partie les membres du conseil de surveillance et de la direction qui n'appartiennent pas au groupe précédent et qui ne sont pas représentants d'une union rattachée à la fédération.

Les membres du conseil de surveillance et de la direction ne font plus partie de la Centrale dès qu'ils ont quitté leurs fonctions.

Peuvent également adhérer à la fédération les unions participant à la réception d'ouvriers nomades étrangers qui ont leur siège dans l'empire allemand (comme les organisations industrielles).

La Centrale a à sa tête un comité appelé « direction » qui est chargé des affaires courantes de la fédération, qui la représente en justice, au dehors et a la qualité de représentant légal. La direction se compose d'un président, de son remplaçant et du directeur. Ce dernier est un employé de la fédération, les deux autres membres sont élus par l'assemblée générale.

A côté se trouve un conseil de surveillance composé du président, de son remplaçant et de trois membres. Le prési-

dent et son suppléant sont nommés par le ministre de l'agriculture, des domaines et forêts de Prusse, après avoir consulté l'assemblée. Les trois autres membres élus par l'assemblée, ont un mandat d'une durée de trois ans. Le conseil de surveillance se réunit au moins deux fois par an.

Chaque mois a lieu, autant que possible, à Berlin, une conférence où les bureaux de placement adhérents à la Centrale viennent discuter les questions en cours, et fixer le tarif des taxes de la saison suivante d'après l'état du marché de travail.

Dans ces conférences, chaque bureau a autant de voix que l'organisation qu'il représente a placé de centaines d'ouvriers étrangers au cours de l'année précédente (du 1^{er} octobre au 30 septembre).

Les ministres prussiens de l'agriculture, des domaines et forêts, du commerce et de l'industrie, de l'intérieur et des finances, ainsi que le ministre de l'intérieur du royaume de Saxe, ont le droit de se faire représenter par des commissaires aux assemblées des membres et aux séances du conseil de surveillance.

Les commissaires ont voix consultative et doivent en tout temps être entendus.

Avant que la Centrale ne fut créée, les Chambres agricoles n'ayant pas de bureaux de placement à proximité des frontières, le recrutement des ouvriers se trouvait entièrement entre les mains de leurs agents résidant à l'étranger.

Depuis l'établissement par la Centrale d'offices de frontière, les ouvriers viennent en grand nombre s'engager sans passer par les mains d'intermédiaires.

La Centrale agricole ne doit pas seulement transporter ses ouvriers étrangers dans les lieux de travail où la main-d'œuvre fait défaut, mais encore rechercher les travailleurs qui conviennent à chacun.

Il faut tenir compte de l'âge, du sexe, de la nationalité et de l'importance de la troupe demandée. De plus on a affaire à des unités différentes à diriger. Ces ouvriers parfois ne veulent pas se quitter par suite de parenté ou d'amitié, mais surtout pour ne pas se trouver dépaysés à l'étranger. Ce travail d'assemblage ne peut être fait à la frontière, mais uniquement dans les villages, et c'est la raison pour laquelle la Centrale est obligée d'avoir recours à des agents, les États étrangers ne permettant pas à son propre personnel de faire ce triage préparatoire (1).

(1) M. le Dr Caro, un des rapporteurs autrichiens, démontra, en ce qui concerne la Galicie, le réservoir le plus abondant de la main-d'œuvre saisonnière pour l'Allemagne, que les sous-agents « de l'agence centrale allemande », « peut-être », ajouta-t-il à l'insu de cette dernière, — incitaient les ouvriers de Galicie à venir en grand nombre à la frontière allemande, dès le mois de février, à un moment où tous ne pourraient pas être embauchés, ce qui a, naturellement, pour effet d'avilir les salaires.

Le professeur Mischler déclara qu'en raison de l'attitude de la Centrale allemande vis-à-vis des agents recruteurs (auxquels elle ne voulait renoncer qu'au cas où les pays d'émigration autoriseraient les organisations dignes de confiance établies à l'étranger, c'est-à-dire d'agence allemande, à faire elles-mêmes œuvre de recrutement), « l'Autriche serait bientôt obligée de se défendre, et cela en employant ses bureaux de placement publics à détourner le courant migratoire qui actuellement s'oriente vers l'Allemagne, pour le diriger vers la Bohême et la Basse-Autriche » (Conférence des unions économiques de l'Europe centrale, 7-8 octobre 1910, *Bulletin de l'Association contre le chômage*, n° 3, 1912).

**Façon de se procurer les ouvriers agricoles ou
industriels à placer.**

années	placement total	par les agents		par d'autres intermédiaires		se sont offerts spontanément	
		nombre	0/0 des placem.	nombre	0/0 des placem.	nombre	0/0 des placem.
1906-1907	31.605	24.017	76,0	4.016	12,7	3.572	11,3
1907-1908	54.880	42.479	77,4	5.744	10,5	6.657	12,1
1908-1909	70.397	50.413	71,6	8.796	12,5	11.188	15,9

Ce tableau montre dans quelles proportions les agents participent au placement. La Centrale a également passé un accord avec l'Union de prévoyance pour les ouvriers Ruthènes et les offices de travail de Galicie.

Ces deux institutions lui procurent annuellement des milliers d'ouvriers.

Aux offices de frontière on indique aux ouvriers qui se présentent les places vacantes, et on leur fait connaître les conditions des employeurs.

Les premiers bureaux de réception qui fonctionnèrent furent ceux de Myslowitz, Neuberun, et Annaberg que la chambre agricole de la province de Brandebourg céda en 1906 contre indemnité à la Centrale, mais ce résultat ne fut obtenu qu'après de longs et opiniâtres pourparlers et sur l'invitation directe du ministre de l'agriculture prussien.

En 1908 la Centrale agricole entra en possession d'autres bureaux que les chambres agricoles avaient conservés à la frontière, elle en créa d'autres d'abord dans l'Est, puis lorsque, en 1908, elle fut chargée de la légitimation totale, elle en fonda au Nord et à l'Ouest.

En 1912 elle possédait 48 offices s'occupant du placement des ouvriers nomades, et trois bureaux d'expédition chargés de légitimer les ouvriers étrangers qui se rendent à Berlin, dans les districts industriels du Rhin, de la Westphalie et du royaume de Saxe.

Les offices de frontière en 1911 étaient répartis de la façon suivante :

I. — *Province de Silésie.*

1. Friedland,	cercle de Waldenbourg.
2. Mittelwalde,	— d'Habelschwerdt.
3. Annaberg,	— de Ratibor.
4. Pless,	— Pless.
5. Neuberun,	—
6. Gr. Chelm,	—
7. Misslowitz I,	Kattowitz.
8. — II,	—
9. Kattowitz,	—
10. Pr. Herby,	Lublinitz.
11. Rosenberg,	Rosenberg.
12. Krenzbourg,	Kreuzbourg.
13. Landsberg,	—

II. — *Province de Posen.*

14. Wilhemsbrück,	cercle de Kempen.
15. Kempen,	—
16. Grabow,	— de Schildberg.
17. Ostrowo,	— d'Ostrowo.
18. Neu-Skalmierschütz,	— —
19. Pleschen,	— de Pleschen.
20. Wreschen	— de Wreschen.
21. Stralkowo,	— —
22. Krüschwitz,	— de Strelno.
23. Hohensalza,	— de Hohensalza.

III. — *Province de la Prusse occidentale.*

24. Thorn,	cercle de Thorn.
------------	------------------

- | | |
|------------------|--------------------|
| 25. Gollub, | cercle de Briesen. |
| 26. Strasbourg, | — de Strasbourg. |
| 27. Lautenbourg, | — — |

IV. — *Province de la Prusse orientale*

- | | |
|--------------------|------------------------|
| 28. Illowo, | cercle de Neidenbourg. |
| 29. Veidenbourg, | — — |
| 30. Ortelsbourg, | — Ortelsbourg. |
| 31. Johannisbourg, | — Johannisbourg. |
| 32. Prostken, | — Lyck. |
| 33. Eydtkuhnen, | — Stallupönen. |
| 34. Tilsit, | — Tilsit. |
| 35. Soldau, | |

V. — *Province du Schleswig-Holstein.*

- | | |
|------------------|------------------------|
| 36. Haderslehen, | cercle de Haderslehen. |
| 37. Scherrebeck, | — — |

VI. — *Province de Hanovre.*

- | | |
|-------------|-------------------|
| 38. Weener, | cercle de Weener. |
|-------------|-------------------|

VII. — *Province de Westphalie.*

- | | |
|-------------|------------------|
| 39. Gronau, | cercle de Ahaus. |
|-------------|------------------|

VIII. — *Province rhénane.*

- | | |
|----------------------|-----------------------|
| 40. Emmerich, | cercle de Rees. |
| 41. Kaldenkirchen, | — Kempen. |
| 42. Aix-la-Chapelle, | arrondissement d'Aix. |
| 43. Saarbrück, | cercle de Saarbrück. |
| 44. Essen, | — d'Essen. |

IX. — *Dans d'autres Etats fédérés.*

45. Metz.

46. Munich.

X. — *A l'étranger.*

47. Basel.

48. Chiasso.

*Bureau d'expédition.*I. — *En Prusse.*

49. Berlin.

50. Essen.

II. — *Dans le royaume de Saxe.*

51. Dresde.

Les offices de frontière sont dirigés par des directeurs responsables. La surveillance de ces offices est assurée par cinq districts d'inspection sous le contrôle de l'inspection supérieure de Berlin.

Les inspecteurs, anciens inspecteurs d'offices, doivent faire leurs visites sans être annoncés et adresser régulièrement des rapports sur ce qu'ils ont vu. Les inspecteurs se réunissent également sous la présidence de l'inspecteur général en vue de se communiquer les observations qu'ils ont pu faire.

Cette institution, bien qu'encore récente, donne les meilleurs résultats. A proximité des offices sont installées des auberges où, pour un prix modique, sont logés et nourris les ouvriers pendant les quelques jours qu'ils sont obligés de rester à la frontière. Chaque office est sous la surveillance d'un médecin qui doit exercer le contrôle sanitaire de tout le district. Les ouvriers sont examinés sommairement et les employés doivent rigoureusement renvoyer ceux qui sont malades. Moyennant la somme de 0 m. 50 par personne, les travailleurs peu-

vent être examinés plus à fond et vaccinés. Les cartes de légitimation en font foi.

Chaque année se présentent aux offices les mêmes groupes d'ouvriers qui sont autant que possible envoyés chez les mêmes employeurs.

Les ordres adressés à la Centrale sont transmis aux offices de frontière qui présentent aux ouvriers les contrats susceptibles de les intéresser. Les salaires sont à peu près partout les mêmes, mais les travailleurs veulent choisir la province et préfèrent généralement les exploitations où ils peuvent travailler à la tâche : les Hongrois du Sud, par exemple, n'acceptent pas d'autres engagements.

Les contrats sont rédigés en allemand et dans l'idiome des ouvriers, de sorte qu'il n'y a pas de malentendu possible. Ils contiennent des indications très précises sur la durée du travail, les tarifs, le logement, la nourriture, le payement en nature, les avances, etc.

Les conditions d'engagement sont différentes suivant la nationalité des ouvriers embauchés : Allemands, petits Russes, Hongrois, Sud-Hongrois, nationaux russes, Ruthènes, Polonais de Galicie, Polonais russes, Polonais, Allemands de la Haute-Hongrie.

Bulletin de commande d'ouvriers agricoles.

Par la présente, je charge le bureau de la Centrale allemande des ouvriers agricoles, Berlin S. M., Hafenplatz 4, de me fournir aux conditions dont j'ai pris connaissance.

(Désignation de l'employeur.	Observations
a) Nom et prénoms ;	
b) Condition ;	
c) Lieu d'habitation ;	
d) Bureau de postes (téléphone n°).	
e) Station de chemin de fer ;	
f) Province (Etat confédéré) ;	
le nombre d'ouvriers ci-dessous ;	
désignés (nationalité) ;	
Hommes ;	
Jeunes gens ;	
Femmes et jeunes filles :	
Cuisinières ;	
Surveillants, mariés ou célibataires ;	
Ouvriers chefs	
Valets de ferme ;	
Servantes ;	
En tout personnes ;	
Qu'elle devra engager suivant	
le contrat que j'ai envoyé ;	
Entrée en service environ :	
Si la situation du marché de	
travail l'exige, des ouvriers d'autre	
nationalité pourront être engagés ;	
Les ouvriers doivent être visités,	
vaccinés à la frontière.	
La réception doit avoir lieu à	
l'office frontière, de :	
où les ouvriers devront être	
transportés à la station de chemin	
de fer de :	
(Biffer ce qui ne convient pas) :	Date.
Lieu d'habitation bureau de	
poste ;	
La propre signature du commet-	
tant comme employeur manda-	
taire :	

CENTRALE AGRICOLE ALLEMANDE

Conditions pour le placement des ouvriers nomades agricoles venant de la Russie et de l'Autriche-Hongrie pour l'année 1912.

A. — Conditions générales.

Composition
des
troupes.

Des ouvriers agricoles de toute nationalité, à l'exception des Allemands de la Haute-Hongrie, engagés pour entrer en service au plus tard le 1^{er} avril, sont procurés par troupe, d'autant d'hommes et de jeunes gens qu'on désire, mais l'élément féminin ne peut dépasser 68 0/0, plus tard, il est difficile d'avoir plus de 25 0/0 de personnel féminin. Le recrutement sans chef pour toutes les nationalités est beaucoup plus malaisé.

Les Allemands de la Haute-Hongrie ne s'engagent qu'avec leur surveillant et seulement en troupe d'ouvriers d'au moins 16 personnes, dont 75 0/0 de femmes. Les commandes de moins de 7 personnes présentent de grandes difficultés. Aussi recommandons-nous aux petits propriétaires de réunir leurs commandes. La condition primordiale est que tous les ouvriers commandés en commun soient placés dans la même localité, et aux mêmes conditions. Dans ce cas, l'augmentation de la taxe prévue au paragraphe 11 pour les petites commandes n'a pas lieu, si l'on demande au moins 10 personnes.

Les garçons et jeunes filles moins fortes, ainsi que les personnes plus âgées qui ne sont plus en possession de toute leur vigueur, que l'on ne peut séparer des troupes d'ouvriers, reçoivent des salaires moins élevés, à fixer pour chaque cas. Les taxes de placement de ces personnes-là sont moins élevées.

2° *Les ouvriers sont envoyés gratuitement jusqu'à la frontière*, la réception a lieu à l'office de frontière le plus proche. Si on le désire, l'office de frontière se charge de les expédier au lieu de travail *au compte et au risque du demandeur*.

Réception des
ouvriers.

Cependant les ouvriers reçoivent leurs billets de chemin de fer, au lieu de numéraire, et les instructions de route précises, de sorte que leur arrivée est assurée autant que possible. Les papiers de légitimation sont envoyés par la poste au patron. L'ordre est considéré comme exécuté par l'expédition des ouvriers, en tant que les ouvriers n'ont pu être refusés pour des tares qui les montraient de prime abord incapables de travail. Les réclamations ne sont admises que dans les 5 jours. Le départ des gens est communiqué, télégraphiquement ou par téléphone, au patron ou au représentant qu'il aura désigné, pour qu'on puisse recevoir les ouvriers à leur arrivée.

Les ouvriers *voyagent sans rien débours*er, de la frontière à leur lieu de destination, et s'ils ont régulièrement rempli leur engagement, *on leur paye leur voyage de retour* jusqu'à la frontière.

Frais
de voyage.

Tous les ouvriers procurés après le 1^{er} mai ont leur voyage payé, de leur résidence à la frontière, mais cela ne doit pas dépasser 10 marks. Les ouvriers procurés après le 1^{er} août ont leurs frais de retour également payés de la frontière chez eux, mais ils ne doivent pas dépasser 10 marks.

Si pour des placements effectués après le 1^{er} mai, on découvre postérieurement que les ouvriers ne doivent pas être légitimés, soit pour rupture de contrat, soit pour d'autres motifs, un tiers des frais de voyage de ces ouvriers congédiés est à la charge des patrons intéressés.

3° Pour qu'un ordre soit valable, il est nécessaire de remplir et de signer les bulletins à cet usage. Alors les deman-

Commandes et
exécutions des
ordres.

deurs reçoivent trois formulaires d'engagement pour les catégories d'ouvriers désirés, et lorsque ces trois bulletins sont remplis et envoyés, l'ordre est considéré comme *définitif*. Les indications du donneur d'ordres, inscrites sur les formulaires, guident pour l'exécution des commandes.

En général, les ordres ne peuvent être acceptés que s'ils sont conformes aux conditions que nous avons établies, car la situation de l'ouvrier soumis à d'autres conditions ne serait pas sûre ; *cependant les offices de frontières ont l'ordre de se donner beaucoup de mal et de tout essayer pour contenter les donneurs d'ordres qui poseraient d'autres conditions*. Il est recommandé au patron de donner suite aux propositions relatives au changement de salaire ou à d'autres conditions que les offices-frontières pourraient leur faire dans le cas où leurs propres conditions devaient apporter des difficultés dans la procurations de ouvriers.

Si l'état du marché l'exige, les offices-frontière sont autorisés à *échanger des contrats similaires*. On en avertit les donneurs d'ordres.

4. Paiements. A la réception du formulaire, l'office-frontière intéressé envoie au patron un compte approximatif des débours.

L'avance doit être payée immédiatement par chèque postal, Berlin n° 4.423 à la Centrale Agricole Allemande, Berlin, 11 Hafenplatz, lorsqu'on donne l'ordre définitif.

Il faut en donner connaissance en même temps à l'office-frontière, car l'ordre ne doit être exécuté que lorsque le premier paiement est effectué.

Lorsqu'on envoie l'argent, il est recommandé de se servir du chèque postal joint au compte approximatif envoyé par l'office-frontière. Si on ne l'utilise pas, le paiement doit être effectué avec la mention « *pour compte de l'office-frontière de...* »

Le compte final de tous les frais de placement doit être réglé aussitôt que les travailleurs ont été procurés. Les sommes payées en excès ou qui resteraient à devoir seront envoyées immédiatement par recouvrement postal.

5° Par suite du manque d'ouvriers, il peut n'être pas toujours possible de satisfaire la commande de la nationalité demandée, et par contre il peut très bien y avoir excès d'ouvriers des autres nationalités désignées. Pour cela on recommande de consentir, en faisant la commande, à accepter des ouvriers d'une autre nationalité, à défaut de ceux qu'on aurait voulus. On avertit le donneur d'ordre autant que possible en temps voulu, avant de lui envoyer des ouvriers d'une autre nationalité.

5. Placement d'ouvriers d'autres nationalités.

6° On se réserve dans l'exécution de la commande de petits changements relatifs au nombre, à la composition, au terme d'entrée, etc.

6. Changements des ordres.

Aux commandes qu'on ne peut exécuter qu'après la date fixée par le demandeur, doivent s'appliquer les conditions de la Centrale relatives à la date postérieure. Les ordres qui auraient été donnés avant le 1^{er} février pour être exécutés au plus tard le 1^{er} avril, sont exemptés des frais supplémentaires.

7° Les offices-frontière sont soumis au contrôle de médecins particuliers (spéciau x). Les examens individuels et la vaccination des ouvriers n'ont lieu que sur demande. Nous portons alors en compte tous nos frais (à prix coûtant) qui s'élèvent de 0 m. 50 à 1 mark au plus. Les examens ou les vaccinations sont attestés par les cartes de légitimation.

7. Contrôle médical.

8° Les ouvriers qui rompraient leurs contrats dans les 15 jours de leur entrée en service, seront remplacés sans frais à partir de la frontière où on remboursera les taxes régulières de placement des ouvriers procurés avant le 1^{er} avril si le patron avertit l'office frontière qui lui a procuré les ou-

Remplacement.

vriers, en lui envoyant en même temps les cartes de légitimation et les papiers étrangers, puis l'autorité policière intéressée, et s'il prouve que les ouvriers ont à tort quitté leur place.

Salaires.
Payements en
nature.

9° Les ouvriers reçoivent les *salaires* et les *payements en nature* fixés dans les conditions particulières de chaque catégorie d'ouvriers, en plus, le logement, le chauffage et l'éclairage. Chaque personne a droit à une paillasse et à une couverture.

Les paiements en nature sont les mêmes, que le travail soit payé à la tâche ou à la journée.

Pour conserver les travailleurs en bon état, il est recommandé de ne remplacer les paiements en nature *par aucun paiement en espèce*.

Durée du tra-
vail journa-
lier. Heures
supplémentaires :

10° *La durée du travail journalier* est de 12 heures, mais ne comprend pas les temps d'arrêt en usage pour le déjeuner, le dîner et le goûter. L'heure où l'on commence le travail et celle des arrêts sont fixées par le patron.

Pour *les ouvriers polonais russes qui viennent du gouvernement central et de l'Est*, la durée du travail journalier est celle de la localité, mais il ne faut pas commencer avant cinq heures du matin.

Pour un travail après le temps normal, *les heures supplémentaires* doivent être payées à raison de 15 pfg par heure pour les hommes, et de 10 pfg pour les femmes, les filles et les jeunes gens. Pendant la durée de la moisson où les ouvriers reçoivent une augmentation de salaire, les heures supplémentaires ne sont pas payées.

Pour *les Haut-Hongrois et les Russes purs*, la durée obligatoire du travail est celle de la localité, ou bien ils doivent travailler du lever au coucher du soleil, sans recevoir pendant ce temps aucun dédommagement pour les heures supplémentaires.

11° Les frais de placement se montrent jusqu'à la fin de mai comme il suit (le 1^{er} juin il y a un nouveau tarif) :

Frais de placement

a) *Taxe d'inscription* pour chaque personne employée : 1 mark.

Cette taxe, considérée comme une contribution aux frais généraux, n'est jamais remboursée.

b) *Taxe de placement pour chaque personne prise sans frais*

	Janvier Février	Mars	Avril Mai
à la frontière pour			
aa) <i>Ouvriers venant de Russie.</i> . . .	3 mk.	4 mk.	6 mk.

Cette taxe est augmentée de 1 mark par tête, pour les commandes de 1 à 6 personnes.

Pour les commandes dépassant 6 personnes, quand il y a plus de 60 0/0 de femmes, qu'elles aient été demandées et obtenues, 1 mark.

bb) *Ouvriers de Galicie* (Russes, qui viennent par la Galicie, Polonais et Ruthènes). 5 mk. 6 mk. 7 mk.

Cette taxe est augmentée de 1 mark par tête pour les commandes de 1 à 6 personnes.

Pour toutes les commandes supérieures à 6 personnes où il y a plus de 60 0/0 de personnel féminin demandé et obtenu 1 mark.

cc) *Ouvriers de la Haute-Hongrie* . 5 mk. 6 mk. 7 mk.

dd) *Ouvriers du Sud de la Hongrie* 5 mk. 5 mk. 6 mk.

Pour les ordres donnés fermes après le 1^{er} février pour être exécutés au plus tard le 1^{er} avril, la taxe de placement est augmentée de 1 mark par personne.

c) *Les frais de port* pour chaque ordre de 1 à 5 personnes sont de 1 mark, de 6 à 10 personnes 2 marks, de 11 à 20, 3 marks ; au-dessus de 20 personnes de 4 marks.

Le donneur d'ordre doit en plus rembourser les frais de port et de télégramme extraordinaires occasionnés par sa faute.

d) *Frais de nourriture et de couchage* : ne sont comptés que si les ouvriers ont dû rester à l'office-frontière plus longtemps que ce n'était nécessaire, sans qu'il en soit responsable. L'on compte pour les frais de nourriture d'une demi-journée 0 m.30, pour la journée entière 0 m.60, pour le coucher d'une nuit 0 m. 25 par personne. Les frais ne doivent pas dépasser 3 marks par tête.

e) *Frais de route* pour le voyage de l'office-frontière au lieu de travail pour chaque personne jusqu'à 100 kilomètres, rien.

de 100 à 300 kilomètres	0,25
de 300 à 600 —	0,50
de 600 à 1.000 —	0,75

A partir de 1.000 : 1 mark en argent ou payement en nature.

Jusqu'au 1^{er} avril les frais de route ne sont payés que dans des cas exceptionnels.

f) *Avances de frais de voyage et deniers à Dieu* : ne sont payés que lorsque les ouvriers sont absolument sans ressource. Les Hauts-Hongrois reçoient toujours une avance de frais de voyage de 3 marks par personne.

g) *Taxes de légitimation* pour chaque personne à la frontière, 2 marks. *D'autres taxes d'aucune sorte ne sont perçues.*

Les sommes des numéros d, e, f, g (*frais de route, avances, et deniers à Dieu, taxes de légitimations*) sont considérées comme des avances de salaires faites aux ouvriers et sont inscrites comme telles dans les contrats.

D'après les conditions du contrat, elles sont autorisées à être remboursées par des retenues de 1 mark au plus par semaine.

12° Les offices-frontières se chargent, pour ceux qui en expriment le désir, de faire l'engagement civil obligatoire et la légitimation des ouvriers que les patrons ont engagés directement. *Ils les expédient également jusqu'au lieu de travail moyennant une taxe d'expédition de 1 mark par personne*, le paiement de la taxe de légitimation et le remboursement des frais qui auraient pu être occasionnés. L'arrivée probable des ouvriers à la frontière doit être annoncée en temps voulu à l'office frontière intéressée pour que l'expédition ne subisse pas de retard.

Ordres de voyages.

13° Pour toutes les contestations judiciaires qui pourraient provenir d'une commande, est compétent *le tribunal de Berlin*.

Compétence judiciaire.

B. — Conditions particulières.

I. — *Pour les ouvriers nomades de la Pologne russe* (1) (des gouvernements de la frontière Ouest.)

1° *Salaire journalier* payé par semaine ou toutes les deux semaines.

Salaire.

	Jusqu'à fin fév. mk	du 1 ^{er} au 15 mars mk	du 16 mars à fin oct. mk	Pendant la moisson 5 semaines mk	à partir du 1 ^{er} nov. mk
a) pour les chefs ouvriers qui peuvent s'exprimer en allemand, pour les troupes au-dessus de 25 personnes. . . .	2.05	2.15	2.25	2.75	2.15
b) chefs des troupes de 15 à 25 personnes	1.80	1.90	2	2.50	1.90
c) pour le premier ouvrier de la troupe quand il n'y a pas de chef.	1.60	1.70	1.80	2.30	1.70
d) pour les hommes et jeunes gens qui tous deux savent faucher	1.50	1.60	1.70	2.20	1.60
e) pour les autres hommes et jeunes gens forts.	1.20	1.30	1.40	1.80	1.30
f) pour les femmes, filles et garçons.	1	1.10	1.20	1.60	1.10

(1) Du 1^{er} mai à fin septembre, les salaires journaliers sont tous augmentés de 0 m. 10.

Les ouvriers travaillant l'asperge et les Russes allemands demandent tous une augmentation de 0 m. 10 à 0 m. 20.

Pour les soins des chevaux et des bestiaux en dehors des heures de travail, on accorde un supplément de 0 m. 20 par jour, 0 m. 50 le dimanche.

Payement en
nature.

2° *Payement en nature* par personne et par semaine :

25 livres de pommes de terre, 7 litres de lait écrémé (1 litre par jour) ou 3 litres et demi de lait non écrémé (1/2 litre par jour), une livre de farine.

Cauti-
on-
nement :

3° *Comme cautionnement* pour s'assurer contre les ruptures de contrat, peuvent être retenus pendant les dix premières semaines, 3 marks du salaire hebdomadaire, soit en tout 30 marks. Cette somme n'est payée qu'au moment du départ réglementaire.

4° *Salaire à la tâche.* — Le salaire à la tâche doit être indiqué dans les contrats. Les ouvriers travaillent de préférence à la tâche et n'acceptent pas de contrats où ils n'ont pas souvent l'occasion de travailler de cette façon.

II. — *Pour les ouvriers nomades de la Pologne russe* (des gouvernements du centre).

(ne sont fournis qu'après le 1^{er} avril).

	jusqu'à fin de mai	du 1 ^{er} juin à fin avril	pendant la moisson (5 sem.)	du 1 ^{er} sept. à fin octobre	après le 1 ^{er} nov.
1° <i>Salaire journalier</i> payable par semaine ou toutes les 2 se- maines :					
a) pour les chefs qui s'expri- ment en allemand, troupes au- dessus de 25 personnes	1.50	1.70	2.10	1.60	1.40
b) pour chefs dans les troupes de 15 à 25 personnes	1.25	1.45	1.85	1.35	1.15
c) pour le 1 ^{er} ouvrier de la troupe quand il n'y a pas de chef	1.10	1.30	1.70	1.20	1.
d) pour les hommes et jeunes gens forts qui tous deux savent faucher	1.	1.20	1.60	1.10	0.90
e) pour femmes, filles et gar- çons	0.80	0.90	1.30	0.90	0.70

Pour les soins aux chevaux et aux bestiaux en dehors du temps de travail on donne un supplément de 0 fr. 20 par jour, 0 fr. 50 le dimanche.

2° *Payement en nature* par personne et par semaine :

Payement en nature.

10 livres de pain pour les hommes, 8 livres pour les femmes, filles et jeunes gens, 1 livre de lard, 1/2 livre de sel, 2 livres de farine de seigle, 1 livre de pois, 1 livre d'avoine mondée (1), 25 livres de pommes de terre, 1 livre de viande, 5 harengs, en plus chaque jour 1 litre de lait écrémé ou 1/2 litre de lait non écrémé ou du café au lait sucré.

Ou la *nourriture complète aux frais du patron*.

3° *Cautionnement*. — Pour s'assurer contre les ruptures de contrat peuvent être retenues, les 10 premières semaines, 3 marks du salaire hebdomadaire, en tout 30 marks.

Cautionnement

Cette somme n'est payée qu'au moment du départ réglementaire.

III. — *Ouvriers nomades russes* (purs) (ne sont fournis qu'à près le 1^{er} avril).

Jusqu'à fin septembre	pendant la moisson (5 sem.)	après le 1 ^{er} oct. journ.	salaire
-----------------------------	-----------------------------------	--	---------

1° *Salaire journalier* payable par semaine ou toutes les 2 semaines . . .

a) pour hommes et jeunes gens forts,

sachant faucher 1 mk 1.40 0.90

b) femmes, filles, garçons. 0 80 1.10 0.70

2° *Payement en nature* par personne et par semaine :

Payement en nature : 17 livres de pain pour les hommes, 14 livres pour les femmes, filles et garçons, 1 livre de pois, 1 livre d'avoine mondée, 1 livre 3/4 de lard, 12 livres de pommes de terre, 3 harengs, 1/2 livre de sel, 1 litre de lait écrémé par jour ou du café au lait sucré, ou la *nourriture complète aux frais du patron*.

(1) C'est-à-dire décortiquée.

3° *Cautionnement* (voir celui des ouvriers nomades de la Pologne russe).

IV. — *Ouvriers nomades de Galicie* (Russes qui viennent par la Galicie, Polonais, Ruthènes).

1° *Salaire journalier* payable :

	jusqu'à fin Février	du 1 ^{er} au 15 Mars	du 16 Mars à fin Mai	du 1 ^{er} Juin à fin Août	Pendant la moisson (5 semaines)	du 1 ^{er} Sept. à fin Octobre	après le 1 ^{er} Novembre	Salaire journaliers
Par semaine ou toutes les deux semaines :								
a) Pour ouvriers chef qui s'expriment en allemand, dans les troupes de plus de 25 personnes.	1.30	1.40	1.50	1.60	1.90	1.50	1.40	
b) Pour chefs de troupes de 15 à 25 personnes	1.05	1.15	1.25	1.35	1.65	1.25	1.15	
c) Pour le 1 ^{er} ouvrier de la troupe quand on ne fournit pas de chef	0.90	1m.	1.10	1.20	1.50	1.10	1m.	
d) Pour hommes et jeunes gens forts qui savent faucher	0.80	0.90	1m.	1.10	1.40	1m.	0.90	
e) Pour femmes, filles et gar- çons	0.60	0.70	0.80	0.90	1.20	0.80	0.70	
								Du 1 ^{er} Mai à fin Sept. tous les salaires journaliers sont augmentés de 0 m. 10.

Les ouvriers travaillant les asperges demandent tous un salaire de 0 m. 10 à 0 m. 20 plus élevé.

Pour les soins aux chevaux et aux bestiaux en dehors du temps de travail on donne un supplément de 0 m. 20 par jour, de 0 m. 50 le dimanche.

Païement en
nature.

2° *Païement en nature* par personne et par semaine :

10 livres de pain pour les hommes, 8 livres de pain pour les femmes, filles et garçons, 1 livre d'orge mondée ou de riz, 1 livre de légumes secs, 1 livre de farine, 1 livre de saindoux, 1 livre de viande ou 0 m. 70 d'indemnité de viande au choix du patron, 25 livres de pommes de terre, 7 litres de lait écrémé ou de petit lait, ou 3 litres 1/2 de lait non écrémé (soit

1 litre ou 1/2 par jour) ou du café au lait sucré, 1/2 livre de sel.

3° *Cautionnement* : (voir celui des ouvriers nomades de la Pologne russe).

Cautionnement.

4° *Le salaire du travail à la tâche* doit être indiqué dans les contrats, les Galiciens demandent principalement le travail à la tâche et ne prennent qu'à contre-cœur les contrats qui n'en comportent pas.

Travail à la tâche.

V. — *Ouvriers nomades de la Haute-Hongrie.*

1° *Salaires journaliers.*

	Pendant la moisson (5 semaines)	Salaire journalier
a) pour les hommes	1,10	1,50
b) pour femmes, filles et jeunes gens	0,90	1,20
c) pour ouvriers-chefs	1,30	1,70
d) pour tous les surveillants . .	2,25	également les dimanches et jours fériés.
e) pour toutes leurs cuisinières .	1,	» »

2° *Paiement en nature* par personne et par semaine : 15 livres de pommes de terre, 11 livres de farine de seigle pour faire du pain ou 14 livres de pain, 2 livres de farine de blé pour la cuisine, 1 livre de pois, 1 livre de haricots, 1 livre de viande, 0,50 pfennigs pour la graisse, le vinaigre et le sel. Les paiements en nature sont remis au surveillant, ce qui peut rester est pour lui. On doit fournir aux ouvriers le fournil et le combustible pour faire cuire le pain.

Paiements en nature.

3° *Cautionnement*.— La payese fait en automne quand l'engagement est terminé, cependant on peut accorder la moitié de la paie chaque semaine ou toutes les deux semaines. Pendant les 4 premières semaines on ne fait aucun versement.

Cautionnement.

Surveillants et
ouvriers chefs.

4° *Les surveillants* ne travaillant pas, ne participent pas aux travaux à la tâche, pendant lesquels ils continuent à percevoir leur paye. Pour les troupes de plus de 40 personnes on fournit, en plus du surveillant, un ouvrier chef qui travaille avec les autres et doit participer aux travaux à la tâche.

Travaux
à la tâche.

5° Les ouvriers préfèrent de beaucoup les *travaux à la tâche* et n'acceptent que des contrats qui en comportent.

La fixation des tarifs est faite par les deux parties.

Réception.

6° *La réception* des gens demandés, doit se faire au plus tard le 1^{er} avril.

VI. — *Ouvriers nomades Slovènes de la Haute-Hongrie.*

Salaire
journalier.

1° *Salaire journalier* payable toutes les 4 semaines :

		Pendant la moisson (5 semaines).
a) pour les hommes.	1.10	1.50
b) pour femmes, filles, jeunes gens.	0.90	1.20
c) » ouvriers chefs	1.30	1.70
d) » tous les surveillants	2.25	aussi les dimanches et jours fériés
e) toutes les cuisinières.	1	»

Paie-
ments en
nature.

2° *Paie-ments en nature* par personne et par semaine :

15 livres de pommes de terre, 10 livres de pain, 2 livres de farine de blé, 1 livre de pois, 1 livre de haricots, 1 livre de viande, 0 m. 50 pour la graisse, le vinaigre, le sel.

Chaque jour 1 litre de lait écrémé.

Tous ces paiements en nature sont remis au surveillant ou à l'ouvrier chef, ce qui peut en rester est pour lui.

Cautionne-
ment.

3° *Cautionnement*. — Les salaires des 6 premières semaines peuvent être retenus comme garantie contre toute rupture de contrat. Le paiement de ces sommes se fait au moment du départ réglementaire.

4° *Les surveillants* ne travaillent pas avec les autres, ne prennent pas part aux travaux à la tâche, pendant lesquels ils reçoivent quand même leur paie ; dans les troupes de plus de 40 personnes, on fournit en plus du surveillant un ouvrier chef qui doit travailler avec les autres et participer aux travaux à la tâche. Les surveillants doivent toujours parler allemand.

Surveillants et
ouvriers chefs.

5° Les ouvriers slovènes tiennent beaucoup au *travail à la tâche*. Les tarifs de ces travaux sont fixés d'un commun accord des deux parties.

Travaux
à la tâche.

6° *La réception* des ouvriers demandés doit se faire au plus tard le 1^{er} avril.

Réception.

VI. — *Ouvriers nomades de la Haute-Hongrie* (*allemands, magyars, serbes*).

1° *Paie journalière* payable par semaine ou toutes les deux semaines.

		Pendant la moisson 5 semaines).
a) Pour les ouvriers chefs allemands des troupes de plus de 25 personnes	1.60	2.40
b) Pour les ouvriers chefs allemands des troupes de 15 à 25 personnes	1.40	1.90
c) Pour le premier ouvrier de la troupe s'il n'y a pas d'ouvrier chef	1.30	1.80
d) Pour hommes et jeunes gens forts qui peuvent faire le travail d'un homme	1.20	1.70
e) Pour femmes, filles et jeunes gens	1	1.40
f) Pour jeunes gens qui s'occupent des attelages et des bestiaux	1.20	1.60

Du 1^{er} mai à fin septembre tous ces tarifs sont augmentés de 0 fr. 40 par jour.

2. *Paiement en nature* par personne et par semaine :

Paiement en
nature.

7 litres de lait écrémé (1 litre par jour), ou 3 litres 1/2 de lait non écrémé (1/2 litre par jour) 12 livres de pommes de terre, 10 livres de pain, 1 livre de farine de blé, 1 livre de pois,

1 livre de riz, 1 livre 1/2 de viande, 1 livre de saindoux, 1/2 livre de sel.

Cautionnement.

3° *Comme cautionnement* pour s'assurer contre une rupture de contrat, peuvent être retenus pendant les dix premières semaines 3 marks par semaine, 30 marks en tout.

Le paiement de cette somme est fait au moment du départ réglementaire.

Travaux à la tâche.

4° *Les salaires des travaux à la tâche* doivent être indiqués dans les contrats. Les Hongrois du Sud n'acceptent que des contrats qui en sont abondamment pourvus et demandent particulièrement à travailler à la tâche pendant la moisson.

N° de la liste de commande. Pour Allemands de la Haute-Hongrie.

Centrale agricole allemande de Berlin S.M. Hafenplatz, n° 4.

Commande : surveillant	adresse télégraphique
ouvriers chefs	téléphone
hommes	compte de chèque postal
jeunes gens	
femmes et filles	
cuisinières	
personnes ou total	entrée en service le 19 .

**Contrat des ouvriers agricoles
étrangers.**pour Allemands de la
Haute-Hongrie**1° *Durée de l'engagement.***

Chez...

Lieu d'habitation ;

Bureau de poste N° du téléphone ;

Station du chemin de fer.

Arrondissement.

Province, Etat confédéré.

Ou chez son successeur légal.

Les personnes soussignées entrent
en travail du

Jusqu'à ce que tous les travaux
agricoles soient terminés
et s'engagent à exécuter tous les tra-
vaux dont ils pourront être chargés
par l'employeur ou son représen-
tant.

en hongrois

A la journée ou à la tâche. L'em-
ployeur ou son représentant déci-
dent si les travaux doivent être faits
à la journée ou à la tâche...

Tous les soussignés assurent
qu'ils sont en bonne santé et sans
aucune infirmité, qui pourrait les
empêcher de travailler (les femmes
pas enceintes) et qu'ils sont au cou-
rant de tous les travaux agricoles.

Les personnes soumises au servi-
ce militaire déclarent qu'elles n'ont
pas connaissance d'avoir à faire une

période d'instruction militaire pendant la durée de leur engagement.

2^e Durée du travail journalier.

La durée journalière du travail est de heures de heures du matin à heures du soir avec les repos d'usage dans la localité pour le déjeuner, diner et goûter.

En cas d'urgence, les ouvriers doivent faire des heures supplémentaires.

L'employeur seul ou son représentant décide s'il y a lieu de faire des heures supplémentaires.

La rémunération pour chaque heure supplémentaire est pour les hommes de 15 pfennigs, pour les femmes, filles et jeunes gens 10 pfennigs. Pendant la moisson, où les salaires sont augmentés, les heures supplémentaires ne sont pas payées.

Les catholiques romains ont le droit de chômer en dehors des dimanches et fêtes (jours fériés) protestantes aux fêtes catholiques suivantes :

L'Annonciation de la Vierge, le 25 mars, Fête-Dieu (mois de juin), St Pierre et St Paul, 29 juin, l'Assomption de la Vierge, 25 avril,

en hongrois

naissance de la Vierge, le 8 septembre, Toussaint 1^{er} novembre.

3^e Salaires journaliers.

Le payement a lieu en automne, l'engagement une fois terminé. Des à-comptes hebdomadaires ou bi-hebdomadaires sont accordés jusqu'à moitié de la somme gagnée.

On n'en donne pas pendant les 4 premières semaines.

en hongrois

	pendant la moisson (5 semaines)	le reste du temps
a) surveillant	2.25	2.25
b) ouvriers chefs	1.70	1.30
c) hommes	1.50	1.10
d) femmes, filles, jeunes gens . . .	1.20	0.90
e) cuisinières.	1.	1.
f) jeunes filles moins fortes ou vieilles femmes qui ne sont plus dans la plénitude de leur force	—	—

Les surveillants et cuisinières reçoivent leurs salaires, les dimanches et jours fériés.

VIII. — Salaires des travaux à la tâche (dans des conditions normales).

Le surveillant ne participe pas aux travaux à la tâche et continue à recevoir sa paie journalière.

A. — Travaux de binage.

	Betteraves à suc e marks	Betteraves à fourrage. marks
1 ^o Pour 1/4 hectare de betteraves . . .		
a) Premier binage		

- b) Binage entre les raies
- c) Eclaircir (arracher les plantes qui sont en trop)
- e) Troisième binage
- 2^o Pour 1/4 hectare de pommes de terre .
- 3^o Pour 1/4 hectare de céréales . . .
- 4^o Quand la machine à biner fait le premier travail les tarifs ci-dessus sont diminués.

B. — *Moisson du fourrage et des céréales.*

Marks

- 1^o Faucher 1/4 hectare de seigle d'hiver . . .
- 2^o Lier, dresser et débarrasser 1/4 hectare de seigle d'hiver.
- 3^o Faucher 1/4 hectare de seigle d'été . . .
- 4^o Lier, dresser et débarrasser 1/4 hectare de seigle d'été
- 5^o Pour lier, dresser et débarrasser après la machine à faucher il y a une diminution de . .
- 6^o Faucher 1/4 hectare d'herbe de prairie . . .
- 7^o Faucher 1/4 hectare de trèfle ou de luzerne .
- 8^o Faucher 1/4 hectare de serradelle (1) . . .
- 9^o Faucher 1/4 hectare de lupin (2).

(1) Les ornithopes ou serradelles, vulgairement pied-d'oiseau, d'après l'aspect de leurs gousses, dont l'ensemble rappelle la disposition du pied de ces animaux sont des herbes à feuilles imparipennées et à fleurs petites, blanches ou roses, groupées en petites ombelles. On les rencontre dans les lieux sablonneux de l'Europe. L'ornithopussativus ou serradelle à fleurs roses, fournit un excellent fourrage vert.

(2) Les lupins sont des herbes à feuilles entières ou digitées présentant des mouvements nyctitropiques. Le lupin blanc, espèce annuelle d'origine orientale, à fleurs blanches, est mentionné par les auteurs anciens. Aujourd'hui on le cultive dans le midi de l'Europe,

C. — *Récolte des betteraves.*

1° Arracher 1/4 hectare de betteraves, couper les feuilles, les mettre en petits tas, emballer les betteraves en sillons prescrits et les couvrir de terre, haut de centimètres

a) De même quand la charrue sort les betteraves.

2° Arracher 1/4 hectare de betteraves, couper les feuilles, les mettre en petits tas, emballer les betteraves en petits sillons pour être emportées, ou les charger sur un tombereau . .

a) De même quand la charrue sort les betteraves

3° Couvrir les sillons de terre hauteur de . . .

D. — *Récolte de pommes de terre.*

1° Sortir les pommes de terre avec le hoyau ou la bêche pour une mesure, d'environ kilog.
sortir 1/4 hect. de pommes de terre

2° Quand on les sort après la machine ou la charrue, il y a une diminution de

E. — *Pour d'autres travaux, à la tâche, selon convention.*IX. — *Logement et paiement en nature.*

Chaque ouvrier reçoit pour la semaine 15 livres de pommes de terre, 11 livres de farine de seigle pour faire du pain ou 14 livres de pain, 2 livres de farine de blé pour cuisiner,

dans les Pyrénées, il fournit un bon pâturage d'hiver. Les tiges, les feuilles et surtout les graines contiennent un alcaloïde, la lupinnie, qui rend nécessaire l'immersion des graines dans l'eau salée avant leur consommation pour les bestiaux.

Cette espèce croît rapidement dans les sols pauvres, elle peut servir à enrichir en azote les sols de mauvaise qualité.

1 livre de pois secs, 1 livre de haricots secs, 1 livre de viande, 50 pfennigs pour graisse, vinaigre et sel.

Le payement en nature est fait au surveillant à qui revient ce qui reste.

Pour qu'ils puissent faire leur pain, on doit fournir aux gens, sur leur demande, le four et le chauffage.

Le payement en nature est indépendant du mode de travail, qu'il soit à la journée ou à la tâche.

Est accordé en plus le logement en commun, les sexes sont séparés ; est commun le local pour cuisiner, laver, le chauffage et l'éclairage. Chaque personne reçoit une paillasse et une couverture de laine.

Les ouvriers doivent fendre eux-mêmes leur bois.

Les cuisinières doivent faire cuire les aliments pour les ouvriers, nettoyer tous les locaux d'habitation et de couchage, peler les pommes de terre et nettoyer le linge des ouvriers.

Les autres travailleurs sont obligés de les aider en dehors de leurs heures de travail.

Une cuisinière est accordée pour 20 ouvriers.

Si l'un des soussignés par sa propre faute ne peut rester jusqu'à la fin de son engagement (§ 1 de ce contrat), ou si l'on est obligé de le congédier à cause de sa conduite, il doit, dès que son engagement est dissous, quitter les locaux d'habitation et de couchage qui lui avaient été assignés. L'employeur, en cas de refus de sa part, a le droit d'employer la force pour le faire éloigner.

X. — *Frais de voyage, avances de salaire.*

Les frais de voyage de la station-frontière d'Annaberg jusqu'au lieu de travail des ouvriers qui remplissent entièrement leur engagement (§ 1) sont à la charge de l'employeur. De même le voyage de retour de ces ouvriers jusqu'à la station d'Annaberg s'ils veulent retourner dans leur pays.

Celui qui par sa faute ne reste pas jusqu'à l'époque fixée par son engagement ou qui par suite de sa conduite doit être congédié avant la fin, doit rembourser à l'employeur le montant des frais de voyage. Celui qui ne peut remplir son engagement sans qu'il en puisse être incriminé ne doit rembourser que la portion des frais de voyage correspondant au temps qu'il n'a pas fait.

Les avances de salaire qui auront pu être faites aux ouvriers, frais de soins, de nourriture, de voyage de leur pays à la frontière, taxes pour les cartes de légitimation, peuvent être déduits, par l'employeur, des premiers salaires payés, en fractions de 1 m. au plus par semaine.

XI. — *Outils de travail.*

Les ouvriers sont tenus de rendre propres et en bon état, les outils que l'employeur leur a fournis. Toute détérioration d'outil provenant d'un emploi désordonné, comme toute disparition, devront être payées en espèces par l'ouvrier qui s'en est rendu coupable.

XII. — *Conduite morale.*

Les ouvriers s'engagent à obéir strictement aux ordres de l'employeur ou de son remplaçant et à observer les règlements domestiques.

Le surveillant, ouvrier-chef ou la personne désignée par l'employeur, ou son remplaçant, en leur absence le plus âgé des présents, doit veiller à l'observation dudit règlement.

XIII. — *Cas de maladie, assurance.*

Chaque ouvrier, pendant la maladie qui entraîne l'incapacité de travailler, perd son droit au salaire mais reçoit son paiement en nature, à moins qu'on ne soit obligé de le trans-

porter à l'hôpital. L'employeur lui accorde en plus les soins médicaux s'il n'existe pas de caisse de maladie dans la localité.

S'il y en a une, les ouvriers devront verser leurs cotisations suivant les statuts ; en échange la caisse leur accordera les soins légaux.

Les ouvriers doivent payer également les cotisations légales de l'assurance invalidité.

XIV. — *Lieu de juridiction.*

Le lieu de juridiction des litiges qui pourront résulter du présent engagement est.....

Lieu et date.

Signature de l'employeur ou de son remplaçant.

On certifie que l'engagement a été lu aux ouvriers nommés ci-dessus dans leur langue maternelle, qu'il a été bien compris, et signé avec le nom propre ou par signe, aussi bien pour sa teneur que pour reconnaître les avances de salaires reçues.

le 19 .

L'employé qui a effectué l'engagement.

Office de frontière...

Bureau de la Centrale agricole allemande

Berlin S. M. Hafenplatz 4.

Téléphone-office : Lutzow 2.366.

Kurfürst 9.413.

Adresse télégraphique : bureau central, Berlin Hafenplatz 4.

Compte de chèque postal Berlin, n° 4423.

Bureau de la Centrale allemande pour ouvriers agricoles.

Conditions de placement des *ouvriers industriels* de la Russie et de l'Autriche-Hongrie pour l'année 1912.

1° L'ordre est donné au bureau de la Centrale agricole ou à l'office frontière désigné sur l'en-tête de cette feuille, par l'envoi du bulletin de commande dûment rempli et du contrat ci-joints.

Le commettant est responsable des conséquences résultant d'indications inexactes.

2° Après réception du bulletin de commande, l'office-frontière envoie au commettant une note préliminaire des frais. Le montant de cette note doit être versé au bureau de la centrale agricole allemande, compte des chèques postaux Berlin n° 4423, 14 jours au moins avant la date fixée pour l'entrée en service des ouvriers.

Le règlement du compte final est fait par remboursement postal (de la somme qui manque ou du surplus) dès que les ouvriers sont arrivés à destination.

3° Les frais de placement comportent :

a) La *taxe d'inscription* de chaque personne demandée (cette taxe étant considérée comme une contribution aux frais généraux de l'entreprise, n'est en aucun cas remboursée) marks 0.50.

b) La taxe de placement (pour chaque personne rendue franco à la frontière).

en janvier et février 5 m. 00

en mars. 6 m.

en avril et mai 8 m.

La taxe est fixée à nouveau à partir du 1^{er} juin.

On compte 1 mark de plus par personne pour les ouvriers de fosse sans jour ou pour travaux de profondeur. On ne perçoit pas de frais accessoires à moins qu'ils ne proviennent d'une faute du commettant.

4° Le voyage des ouvriers, de la frontière au lieu de travail, doit être payé par l'employeur ainsi que le voyage de retour jusqu'à la frontière lorsque les engagements ont été régulièrement remplis. Ce n'est que dans des cas exceptionnels qu'on avance aux ouvriers les frais de voyage de leur lieu d'origine à la frontière.

Cette somme ainsi que les avances pour frais de soins et dépenses de nourriture, la taxe du passeport, sont considérées comme des avances de salaires, et l'employeur a le droit de les faire rembourser par l'ouvrier, leur montant est inscrit chaque fois dans le contrat et reconnu par l'ouvrier avec sa signature.

5° La réception des ouvriers a lieu à la frontière, sur le désir de l'employeur, on les expédie à ses frais, risques et périls jusqu'au lieu du travail, mais on leur donne, au lieu de numéraire, des billets de chemin de fer et des instructions précises, de sorte que leur arrivée paraît assurée. On avertit par télégraphe ou par téléphone du départ des ouvriers, le commettant ou le mandataire qu'il aura désigné, pour qu'on puisse en temps, prendre des mesures pour leur réception.

6° La visite médicale individuelle, ainsi que la vaccination, n'ont lieu que si l'employeur en exprime le désir. On ne compte comme taxe que le prix coûtant (de 0 m. 50 à 1 mark au plus par personne). Ces visites et la vaccination sont certifiées dans la carte de légitimation.

7° Les offices-frontière se chargent, si on le désire, de l'établissement du contrat et de la légitimation des ouvriers embauchés directement par l'employeur, ainsi que de leur transport jusqu'au lieu de travail, moyennant une taxe de transport de 1 mark par personne, le paiement de la taxe de légitimation et le remboursement des frais éventuels.

8° On se réserve de petits changements relatifs au nombre,

à la composition des troupes ou à la date de l'entrée en service dans l'exécution des ordres.

On applique aux ordres dont l'exécution ne réussit que pour des dates ultérieures à celles fixées par l'employeur, les conditions alors en usage au bureau central.

Berlin est le lieu de juridiction de tous les litiges qui pourraient résulter des ordres donnés.

Bulletin de commande, d'ouvriers industriels de Russie et d'Autriche-Hongrie.

Par la présente, je charge le bureau de la Centrale agricole allemande Berlin S. M. Hafenplatz, 4, de me procurer aux conditions dont j'ai pris connaissance.

Désignation de l'employeur :	Observations.
a) Raison sociale.	1° Comment prend-on soin du logement ?
b) Genre d'exploitation.	2° A quelle distance du lieu de travail se trouvent les locaux de logement.
c) Lieu d'habitation.	3° Les cuisines, cantines, auberges, sont-elles réunies à l'exploitation ?
d) Bureau de poste (n° de téléphone).	4° Accorde-t-on des heures supplémentaires ?
e) Station de chemin de fer.	5° Y a-t-il en ce moment une grève sur le lieu de travail ?
f) Province (Etat confédéré).	6° Désirs de l'employeur.

L'employeur doit toujours être indiqué et jamais son mandataire ou fondé de pouvoir.

Ces ouvriers désignés ci-après, aux conditions du contrat ci-contre :

Nationalité.

...hommes en qualité de (désignation exacte du travail).

...jeunes gens.

...cuisinières.

...contremaîtres.

...personnes au total.

entrée en service moisson le. .

Des ouvriers d'autres nationalités peuvent être engagés si la situation du marché l'exige.

Les ouvriers doivent être visités — vaccinés — à la frontière.

La réception des ouvriers doit avoir lieu à la frontière où ils doivent être transportés à mes frais et risques sur le lieu de travail de...

Station de poste (n° du téléphone).

Station du chemin de fer.

Arrondissement, province (Etat confédéré).

On désire que les ouvriers soient accompagnés jusqu'à ... biffer ce qui ne convient pas.

Cet ordre doit être considéré comme ferme pendant 14 jours.

Lieu et date :

Signature du commettant personnellement responsable comme employeur ou comme chargé de pouvoir...

Bulletin d'engagement (contrat) des ouvriers industriels de Russie et d'Autriche-Hongrie.

Les soussignés entrent chez l'employeur désigné ci-après ;
Raison sociale et lieu d'habitation.

Genre d'exploitation.

Lieu du travail.

Bureau de poste.

Station de chemin de fer.

Province (Etat confédéré), arrondissement.

En travail, aux conditions ci-après désignées (désignation précise du travail) se soumettent aux ordonnances de travail en usage dans le lieu et s'engagent à payer les contributions prescrites par la loi, aux caisses d'assurances.

Durée de l'engagement du au

Durée du travail journalier.

Salaire journalier.

Salaire à l'heure.

Salaire à la tâche (minimum journalier), marks pour un travail normal.

Le payement a lieu...

M..... du salaire : journalier, hebdomadaire, mensuels, ne sont payables et payés que lorsque l'ouvrier a terminé régulièrement son travail.

Les avances de frais de voyage, soins donnés, de nourriture ainsi que la taxe de légitimation seront déduites au premier salaire payé.

Les frais de voyage de la station frontière de... jusqu'au lieu de travail et le voyage de retour jusqu'à... sont payés en cas de congé régulier.

Sont fournis le logis avec chauffage et éclairage, pailleasse et couverture de laine.

Lieu et date.

Signature de l'employeur ou de son mandataire.

Chaque année la Centrale se basant sur les rapports de ses agents étrangers, fixe les conditions générales de l'année suivante.

Elle accepte aussi les ordres spéciaux, mais n'en garantit pas l'exécution. Ses conditions de placement sont envoyées aux chambres agricoles qui les transmettent aux agriculteurs de leurs districts. La Centrale les envoie directement aux employeurs, dans les endroits où il n'existe pas de chambre agricole.

Les agriculteurs sont invités à donner leurs ordres le plus tôt possible ; nombre d'ouvriers désirant entrer en service avant Pâques abandonnent souvent des engagements acceptés quand ils peuvent en obtenir pour des époques antérieures.

Du 1^{er} avril 1905 au 30 septembre 1906, la Centrale procura en tout 23.091 ouvriers, soit 1.283 en moyenne par mois.

Pour les exploitations agricoles	16.792
— industrielles	6.299
Total	<u>23.091</u>

Les résultats obtenus par la Centrale dans les années ultérieures sont les suivants :

Années	Ordres reçus	Ouvriers procurés	0/0 des ordres exécutés
1905-1906	—	23.091	—
1906-1907	42.274	31.424	74,3
1907-1908	64.835	54.749	84,3
1908-1909	77.510	70.397	90,8
1909-1910	84.865	76.001	89,6
1910-1911	96.784	78.296	80,9

Bien que cela ne le soit exprimé explicitement par ses statuts, la Centrale procure également des ouvriers industriels,

	1905	1906-1907			1907-1908		
	Ouvriers pro- cures	Ordres re- çus	Ouvriers pro- cures	0/0 des place- ments effectués	Ordres reçus	Ouvriers pro- cures	0/0 des pla- cements effectués
Agriculture...	16.792	32.926	21.671	67.9	50.804	42.495	83.6
Industrie.....	6.299	10.348	9.753	94.2	14.031	12.254	87.3
Total.....	23.091	42.274	31.424	74.3	64.835	54.749	84.4

	1908-1909			1909-1910			1910-1911		
	Ordres reçus	Placés	0/0 des placements	Ordres reçus	Placés	0/0 des placements	Ordres reçus	Placés	0/0 des placements
Agriculture...	63.300	60.255	92.3	72.487	66.210	91.3	80.373	66.927	83.3
Industrie.....	12.210	10.142	83.1	12.378	9.791	79.1	16.411	11.369	69.3
Total.....	77.510	70.367	90.8	84.868	76.001	89.6	96.487	78.296	80.9

On peut constater que, pendant les quatre dernières années, les proportions entre les ordres et les placements effectués ont changé en faveur des placements agricoles. Pendant la première année, 1906-1907, la Centrale a exécuté 94,2 0/0 des ordres de l'industrie et seulement 67,9 0/0 de ceux de l'agriculture, en 1910-1911 nous trouvons pour l'industrie 69,3 0/0 et pour l'agriculture 83,3 0/0.

Les ouvriers agricoles se répartissent de la façon suivante :

	1906-1907	1907-1908	1908-1909	1909-1910	1910-1911
1. Hommes		17.176	20.971	22.418	23.593
2. Jeunes gens		9.038	12.035	12.800	12.915
1 + 2	15.546	26.214	33.006	35.218	36.508
3. Femmes.	6.125	16.281	27.249	30.992	30.419
Totalité des travailleurs . .	21.671	42.495	60.255	66.210	66.927

Les ordres donnés dans le courant de la saison sont souvent réduits ou annulés, parfois parce qu'on ne peut donner satisfaction immédiatement, également parce que les employeurs donnent leurs ordres de différents côtés et qu'ils arrivent aussi à se procurer sur place la main-d'œuvre dont ils ont besoin.

Ainsi, en 1907-1908, il y eut 50.804 ordres, dont 7.116 furent retirés, soit 14 0/0.

En 1908-1909, sur 65.300, 4.056 furent annulés, soit 6,2 0/0.

Part qui revient à chacun des Etats fédérés de l'Allemagne dans le chiffre total des ouvriers agricoles procurés par la Centrale :

	1906-1907		1907-1908		1908-1909		1909-1910		1910-1911	
	nombre	0/0	nombre	0,0	nombre	0/0	nombre	0/0	nombre	0/0
Royaume de Prusse	17.725	81.4	32.487	76.2	51.935	86.2	53.255	80.4	53.881	80.5
— de Bavière	795	3.7	1.564	4.8	816	1.4	1.125	4.7	1.437	2.2
— de Saxe	656	3.0	1.615	3.8	1.450	2.4	1.947	3.0	1.887	2.8
— de Wurtemberg	22	0.1	60	0.2	31	0.1	167	0.3	149	0.2
Grand-duché de Bade	53	0.3	182	0.4	99	0.2	171	0.3	140	0.2
— de Hesse	89	0.4	235	0.6	428	0.2	287	0.4	370	0.6
— de Saxe	411	0.8	409	1.0	460	0.8	989	1.5	1.006	1.5
— de Mecklenbourg-Schwerin	730	3.3	4.468	10.5	2.735	4.5	3.128	4.7	2.836	4.2
— de Mecklenbourg-Strelitz	105	0.5	652	1.5	418	0.7	537	0.8	418	0.6
— d'Oldenbourg	37	0.2	415	0.3	51	0.1	497	0.3	214	0.3
Duché d'Anhalt	226	1.0	711	1.7	462	0.8	1.384	2.1	1.468	2.2
— de Brunswick	456	0.7	313	0.7	840	1.4	1.307	2.0	1.303	1.9
— de Saxe-Altenbourg	40	0.2	—	—	10	—	127	0.2	154	0.2
— de Saxe-Cobourg-Gotha	105	0.5	45	0.1	51	0.1	261	0.4	206	0.4
— de Saxe-Meiningen	95	0.5	49	0.3	24	—	170	0.3	191	0.3
Principauté de Lippe-Deimold	30	0.1	137	—	73	0.1	102	0.1	83	0.1
— de Schambourg Lippe	—	—	12	—	2	—	—	—	—	—
— de Reuss, lignes aînée et cadette	—	—	57	0.1	119	0.2	217	0.3	243	0.4
— de Schwarzbourg-Rudolstadt et	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sonderhausen	159	0.7	160	0.4	185	0.3	487	0.7	406	0.6
— de Waldeck	54	0.2	85	0.2	82	0.1	153	0.2	174	0.3
Ville libre de Brême	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— de Hambourg	—	—	—	—	8	—	14	—	11	—
— de Lubbeck	42	0.1	71	0.1	70	0.1	50	0.1	34	0.1
Alsace-Lorraine	267	1.2	29	0.1	206	0.3	435	0.2	256	0.4
Empire allemand	21.852	100.00	42.626	100.00	60.255	100.00	66.201	100.00	66.927	100.00

Les demandes de la Prusse ont diminué ces deux dernières années, bien qu'il y ait une augmentation d'environ 6.000, les 3/4 en reviennent aux autres Etats. La raison en est que la Silésie, qui en 1908-1909 avait reçu de la Centrale 15.000 ouvriers, se procura elle-même les années suivantes la main-d'œuvre qu'elle désirait.

**Nombre de travailleurs agricoles procurés aux
provinces prussiennes :**

	1906-1907		1907-1908		1908-1909		1909-1910		1910-1911	
	nombre	0/0	nombre	0/0	nombre	0/0	nombre	0/0	nombre	0/0
Prusse orientale.	2.452	13.8	2.889	8.9	5.317	10.2	7.113	13.4	7.293	13.5
Prusse occidentale.	1.918	10.8	4.797	14.8	3.988	7.7	3.801	7.1	3.827	7.1
Brandenbourg.	1.386	7.8	4.416	13.6	6.633	12.8	6.632	12.4	6.042	11.2
Poméranie.	1.232	7.0	2.447	7.5	7.905	15.2	8.835	17.0	8.664	16.1
Posen.	2.211	12.5	3.245	10.0	3.499	6.7	2.919	5.5	4.102	7.6
Silésie	3.059	17.3	3.708	11.4	14.526	28.0	3.405	6.4	2.372	4.4
Saxe	3.105	17.5	3.464	10.6	3.035	5.8	11.335	21.3	12.090	22.4
Schleswig-Holstein.	670	3.8	1.412	4.3	1.613	3.4	4.795	3.4	1.673	3.1
Hanovre.	578	3.3	2.959	9.2	2.468	4.8	3.373	6.3	3.175	5.9
Westphalie.	716	4.0	715	2.2	421	0.8	1.323	2.5	1.428	2.7
Hesse-Nassau	323	1.8	1.856	5.7	1.564	3.0	1.963	3.7	1.813	3.4
Pays rhénan.	73	0.4	579	1.8	966	1.9	761	1.4	1.402	2.6
Prusse	17.725	100.0	32.487	100.0	51.935	100.0	53.255	100.0	53.881	100.0

Quoi qu'il en soit, la Prusse reste en tête, plus des $\frac{4}{5}$ des ouvriers procurés y sont importés. Le tableau ci-dessus montre la répartition dans les provinces prussiennes.

Les ouvriers demandés étaient originaires de :

	RUSSIE			AUTRICHE-HONGRIE		
				Galicie, Bukovina		
				Autrichiens, allemands		
				1906-07	1907-08	1908-09
Ouvriers demandés.	11.105	25 837	30 347	19.536	22.272	32.377
» procurés	6.731	20.497	27.944	14.311	19.366	29.667
Pourcentage.	60.6	79.3	92.1	73.3	86.9	91.7

	AUTRICHE-HONGRIE (suite)			AUTRES ÉTATS		
	Hongrois					
	1906-07	1907-08	1908-09			
	1906-07	1907-08	1908-09	1906-07	1907-08	1908-09
Ouvriers demandés.	1.285	2.680	2.573	—	15	3
» procurés	629	2.518	2.502	—	114	142
Pourcentage.	49 0	94.0	97.2	—	760	4733.2

Le tableau ci-dessous montre les placements mensuels et que mars et avril sont les mois où les placements sont les plus élevés.

	1906-1907		1907-1908		1908-1909		1909-1910		1910-1911	
	nombre	0/0 des placements	nombre	0/0 des placements	nombre	0/0	nombre	0/0	nombre	pourcentage
Octobre	1.135	3.6	2.013	3.7	1.778	2.5	2.631	3.5	2.013	2.6
Novembre	1.225	3.9	1.452	2.7	1.495	4.7	945	1.2	1.436	1.8
Décembre	1.128	3.6	1.251	2.3	1.738	1.1	953	1.3	1.131	1.4
Janvier	917	3.0	2.315	4.2	1.609	2.3	1.487	2.0	1.361	1.7
Février	2.653	8.4	5.404	9.8	3.994	5.7	4.146	5.4	3.808	4.9
Mars	8.760	27.7	21.466	39.1	26.830	38.1	31.496	41.4	45.788	58.5
Avril	5.816	18.4	8.781	16.0	20.335	28.9	21.183	27.9	9.762	12.5
Mai	4.040	12.8	5.117	9.3	3.904	5.5	2.891	3.8	4.836	6.2
Juin	2.228	7.0	1.475	2.7	2.818	4.0	2.491	3.3	2.242	2.8
Juillet	1.363	4.3	2.240	4.1	2.500	3.6	2.300	3.0	1.652	2.1
Août	1.080	3.4	1.698	3.1	1.497	2.1	1.685	2.2	1.170	1.5
Septembre	1.230	3.9	1.687	3.0	3.142	4.5	3.791	5.0	3.127	4.0
Total	31.605	100.0	54.880	100.0	70.397	100.0	76.001	100.0	78.296	100.0

Une des plaies dont souffrait le plus l'agriculture, c'était le manque de stabilité des contrats et les ruptures d'engagements.

Dans le Anhalt et le Brunswick elles étaient punies de prison, mais n'étaient pas appliquées aux nomades étrangers qui ne restaient que quelques mois dans le pays. L'amende était insuffisante, car aussitôt qu'ils recevaient la moindre somme, ils l'envoyaient chez eux.

A ce moment les ouvriers étrangers n'avaient besoin comme passeports que de papiers rédigés en leur langue, que les autorités allemandes ne pouvaient contrôler. Si un travail ne leur convenait pas ou s'ils avaient commis quelques délits, ils disparaissaient et s'engageaient plus loin sous un autre nom. Les trois quarts des ruptures de contrat restaient impunies.

Devant les plaintes répétées des représentants autorisés de l'agriculture (chambres agricoles), le ministère de l'intérieur, par ordonnance du 21 décembre 1907, imposa l'obligation de passeport en langue allemande aux ouvriers venant de Russie, d'Autriche-Hongrie et des pays de l'Ouest.

L'ordonnance du 30 décembre 1908 étendit cette mesure à tous les ouvriers étrangers agricoles et industriels.

Passeport et police des étrangers.

L'ordonnance du 21 décembre 1907 concernant l'entrée en Allemagne des ouvriers étrangers pour les travaux agricoles et les exploitations industrielles est la suivante :

Les ordonnances de police de la Prusse concernant les ouvriers étrangers ont été reconnues insuffisantes vu la poussée intense d'ouvriers étrangers pour les travaux agricoles qui s'est manifestée dans les dernières années. Les papiers de lé-

gilitation des ouvriers étrangers sont établis dans leur langue maternelle, donc presque toujours incompréhensibles aux autorités allemandes. De plus il est reconnu qu'un grand nombre d'ouvriers étrangers ont des papiers falsifiés ou en double, ce qui rend un contrôle efficace essentiellement difficile et presque impossible.

Favorisées par cet état de choses, les désobéissances, violences et principalement les ruptures de contrat ont augmenté d'une façon inquiétante dans ces derniers temps, souvent ils sont entraînés par des agents sans scrupule qui n'ont en vue que leurs propres intérêts.

Les plaintes des employeurs relatives à ces inconvénients sont devenues toujours plus vives et ont provoqué la requête adressée au gouvernement royal par les représentants agricoles compétents du pays, c'est-à-dire le collège royal économique et les chambres agricoles, pour qu'on rédige en allemand les papiers de légitimation des ouvriers étrangers. D'importantes associations industrielles ont également appuyé cette requête.

Après avoir examiné attentivement ces requêtes, les autorités compétentes ont décidé d'établir la mesure proposée qui fournit à l'autorité policière le moyen de mieux surveiller les ouvriers étrangers, grâce aux papiers de légitimation en langue allemande, de les obliger à se conduire loyalement, et d'autre part de les conseiller et de les aider efficacement s'ils avaient besoin du secours de l'autorité.

Il est donc ordonné par la présente, qu'à partir du 1^{er} février 1908, les ouvriers qui pour le moment seulement viennent de Russie, d'Autriche-Hongrie et de leurs hinterlands de l'Est, devront avoir des papiers de légitimation en allemand, et ce d'après les prescriptions suivantes.

1° En vue d'établir des papiers de légitimation en allemand

(carte de légitimation ouvrière), on créera sur les frontières autrichiennes et russes, dans les endroits déterminés ci-dessous, des offices de frontière dépendant de la Centrale allemande des ouvriers agricoles dont le siège est à Berlin.

1° Annaberg,	arrondissement de Ratibor.
2° Pless,	— Pless.
3° Neuberun,	— —
4° Gr. Chelm,	— —
5° Myslowitz,	— Kattowitz.
6° Kattowitz,	— —
7° Herby,	— Lublinitz.
8° Rosenberg,	— Rosenberg.
9° Kreuzbourg,	— Kreuzbourg.
10° Wilhemsbrüch,	— Kempen.
11° Grabow,	— Schildberg.
12° Ostrowo,	— Ostrowo.
13° Neu-Skalmierzvee,	— —
14° Pleschen,	— Pleschen.
15° Borykowo,	— Wreschen.
16° Stralkowo,	— —
17° Kruschwitz,	— Strelnow.
18° Hohensalza,	— Hohensalza.
19° Thorn,	— Thorn.
20° Gollup,	— Briesen.
21° Strasbourg,	— Strasbourg.
22° Illowo,	— Neidenbourg.
23° Ortelsbourg,	— Ortelsbourg.
24° Johannisbourg,	— Johannisbourg.
25° Prostken,	— Lyck.
26° Eydtkuhnen,	— Stallnpönen.
27° Insterbourg,	— Insterbourg.
28° Tilsitt,	— Tilsitt.

2° Les cartes de légitimation ouvrières seront remplies en allemand dans les offices de frontière d'après un modèle déterminé basé sur les papiers nationaux des ouvriers ; ce travail est fait par des employés de la Centrale agricole allemande qui connaissent les divers idiomes, puis officiellement contrôlé et estampé par les autorités policières locales de chaque office de frontière.

Les cartes de légitimation pour les ouvriers Polonais sont rouges, pour les Ruthènes, jaunes, celles des autres ouvriers sont blanches. Elles doivent toujours indiquer un employeur déterminé.

Les cartes de légitimation doivent être considérées comme des papiers de légitimation suffisants dans le sens du paragraphe 3 de la loi sur les passeports du 12 octobre 1867 (*Bulletin des lois*, p. 33). On doit poursuivre les changements arbitraires en se basant sur les paragraphes 267 et suivants et 363 du Code pénal impérial.

3° Une taxe d'expédition de 2 marks doit être payée par l'ouvrier à la Centrale agricole allemande quand on lui délivre sa carte.

4° Puisqu'il est reconnu qu'à proximité de la frontière nombre d'ouvriers étrangers se rendent directement sans intermédiaire là où ils savent trouver du travail, et que pour ces ouvriers le détour qu'ils devraient faire pour passer à un office de frontière entraînerait souvent de grands inconvénients, il est permis, dans les cercles limitrophes des frontières, que la légitimation des ouvriers étrangers qui s'y sont rendus directement soit faite postérieurement par les autorités policières de la localité. Les ouvriers sont, dans ce but, tenus de remettre leurs papiers nationaux, dans les 8 jours de leur arrivée, aux autorités policières locales qui les envoient elles-mêmes si elles sont sûres qu'ils n'ont pas déjà reçu antérieurement de

cartes de légitimation, à l'office frontière de la Centrale agricole allemande le plus proche, ou à la Centrale elle-même. Si l'office de frontière est obligé pour ce faire d'envoyer un employé sur les lieux, l'examen et la vérification de la carte doivent alors être faits par l'autorité policière locale.

5° Pour les ouvriers qui, contournant les offices de frontière, vont travailler plus loin dans l'intérieur, la légitimation peut être faite dans les formes prescrites au numéro 4 s'ils ne sont pas soupçonnés d'avoir reçu antérieurement de carte de légitimation. Dans ce cas la Centrale agricole allemande prescrit pour chaque carte un droit de 5 marks que la police locale est chargée de recouvrer.

6° Pour les ouvriers dont il est ici question et qui se trouvent en Prusse antérieurement au 1^{er} février 1908, la légitimation se fait comme il est dit au numéro 4, moyennant le droit commun de 2 marks par carte.

7° La Centrale allemande agricole délivre des duplicata pour les cartes perdues moyennant 1 mark. Pour se procurer ce duplicata, on peut s'adresser à l'autorité policière locale. Celle-ci s'adresse soit à l'office le plus proche de la frontière soit à la Centrale directement.

8° Sur les cartes des ouvriers dont l'engagement a régulièrement pris fin, et qui veulent se placer à nouveau, l'autorité policière locale de leur première place doit inscrire, si c'est nécessaire, après enquête chez leur premier patron, que l'engagement chez à est terminé.

Cette observation doit être faite régulièrement. S'en étant assuré, l'autorité policière doit inscrire sur la carte le nom du nouveau patron et la durée de l'engagement. Cette inscription faite sur la carte doit porter le caractère d'une certification officielle.

9° Si l'on proteste contre l'inscription, la fin régulière de

l'engagement étant contestée, l'autorité policière locale s'abstiendra de faire l'inscription conforme au paragraphe 8 et soumettra la carte en question, avec les pièces nécessaires à l'appui, au conseiller provincial (Landrat) compétent du lieu où se trouve l'ouvrier étranger. Après examen des pièces soumises, et autant que c'est nécessaire et possible, après avoir entendu des personnes de confiance, comme les employés de la Centrale agricole allemande, ou des unions de compagnonnage, ou, s'il s'agit d'ouvriers soumis à la loi minière, les employés du district, le conseiller provincial doit au plus vite décider si l'inscription de la carte doit être modifiée ou non. Le conseiller provincial est en cela lié par les décisions judiciaires ou arbitraires concernant l'engagement des contrats qui auraient pu être déjà prises. Quoi qu'il en soit, il tranche le différend sous réserve que le conflit n'ait pas été tranché antérieurement.

On attend que les conseillers provinciaux se chargent de ce travail difficile et plein de responsabilité avec une sollicitude particulière, et qu'en rendant leurs décisions ils aient égard aussi bien aux droits des employeurs qu'à ceux des employés, et qu'ils pèsent objectivement et impartialement.

Dans les villes non comprises dans les cercles et dans les villes indépendantes du Hanovre, cette décision dépendra de l'administration policière royale, et là où elle fait défaut, de la police municipale.

10° La Centrale agricole allemande doit tenir un registre alphabétique de toutes les cartes de légitimation délivrées, et donner à l'autorité policière tous les renseignements qu'elle pourrait désirer. On doit, dans ce but, remettre aux autorités policières des offices-frontière copies des feuilles de registres se rapportant aux cartes de légitimation qui ont été délivrées dans les offices dépendant de leur surveillance.

On veut empêcher par ce contrôle qu'on ne délivre une deuxième carte aux ouvriers auxquels on en aurait déjà délivré antérieurement et qui s'en seraient débarrassés illégalement.

11° Les ouvriers qui, sans posséder de carte de légitimation, travaillent ou cherchent à travailler, doivent être expulsés s'ils ne peuvent obtenir de carte de légitimation selon les paragraphes 4 à 7 et, le cas échéant, il faut les transporter selon les formalités prescrites au delà de la frontière.

L'expulsion n'a pas lieu quand les ouvriers qui avait rompu leur contrat retournent dans les places qu'indique leur carte de légitimation. Votre Honneur est priée de donner aux autorités nommées ci-dessous, les indications nécessaires pour l'application de ces prescriptions, et je vous prie également de veiller à ce que les autorités policières montrent la fermeté nécessaire, mais qu'elles évitent toutes les petites tracasseries qui ne sont pas absolument nécessaires pour atteindre ce but. Vu la nouveauté de cette institution, il faut surtout au début fixer aux ouvriers qui déjà travaillent, un délai suffisamment long pour qu'ils obtiennent les cartes de légitimation. Les conseillers de province (Landräte) devront expliquer aux employeurs le but et la signification des cartes de légitimation ouvrière. Il faudra aussi expliquer aux ouvriers, et principalement aux offices-frontière la signification des cartes et les inconvénients auxquels ils s'exposeraient en ne se les procurant pas. Il ne faut pas contraindre les ouvriers à se procurer des cartes à la frontière ni avant leur arrivée au travail. Les prescriptions relatives à l'obligation du passeport et à la façon de traiter les ouvriers polonais étrangers ne sont pas abrogées par cette loi.

Les ouvriers sont, grâce aux cartes de légitimation, rédigées en allemand, soumis à un contrôle sévère, et ce dans le but de

maintenir des conditions de travail régulières. Les autorités policières à leur tour doivent conseiller et aider efficacement les ouvriers toutes les fois que l'ignorance des institutions et de la langue du pays les empêche de faire connaître, conformément à leurs intérêts, leurs plaintes et leurs désirs. Pour cela les autorités policières peuvent avoir recours à la collaboration des employés interprètes de la Centrale agricole allemande. L'extension de ces prescriptions aux autres ouvriers étrangers reste réservée.

Je vous prie de vouloir bien me faire, dans les six mois, un rapport sur l'application de cet édit.

Berlin, le 21 décembre 1907.

Le ministre de l'intérieur,

DE MOLTKE.

Ordonnance du 16 janvier 1908 relative à l'admission des ouvriers étrangers en Allemagne pour les travaux agricoles et les exploitations industrielles.

S'ajoutant à la circulaire du 21 décembre 1907 imprimée ci-dessus, je porte à votre connaissance qu'en plus des 28 offices de frontière nommés dans le numéro 1 de l'édit, on a établi à Essen-sur-Rhur un office particulier de la Centrale agricole allemande pour les provinces rhénanes de Westphalie et d'Hessen-Nassau. Le bureau d'Essen a été chargé des mêmes fonctions que les offices de frontière en attendant que l'organisation de la frontière soit complètement terminée, de sorte que dans les provinces indiquées tous les ouvriers présents au 1^{er} février, comme ceux qui pourront venir plus tard, peuvent être légitimés à Essen.

Berlin, le 16 janvier 1908.

Le ministre de l'intérieur,

DE MOLTKE.

La raison pour laquelle la Centrale agricole fut chargée de l'application de cette mesure fut que les frais qui auraient incombé à l'Etat eussent été considérables et que cette mesure devant bénéficier principalement à l'industrie et à l'agriculture, il était rationnel que les intéressés en supportassent les frais sous forme de taxe d'inscription (2 marks).

Les employés de la Centrale qui connaissent bien les idiomes des ouvriers établissent leur passeport d'après le modèle prescrit par le gouvernement en se servant des indications portées sur les papiers personnels des ouvriers étrangers.

Les passeports une fois établis en allemand sont examinés immédiatement par un agent de police.

Il existe des cartes de couleur différente pour les diverses nationalités.

Cartes rouges pour les ouvriers polonais.

— jaunes	—	ruthènes.
— vertes	—	italiens.
— bleues	—	belges et hollandais.
— brunes	—	danois, suédois, norvégiens.
— blanches	—	pour toutes les autres nationalités.

Toutes ces cartes portent une large barre transversale de couleur, qui les fait immédiatement reconnaître. La légitimation se fait soit 1° à l'office-frontière : soit 2° sur le lieu du travail.

Ne sont légitimés à l'office que les ouvriers qui se présentent en personne. Ceux qui remplissent les conditions exigées ne reçoivent leur passeport qu'après avoir acquitté la taxe qui peut être payée soit à l'office-frontière, soit au bureau central par mandat-poste.

Dans ce cas le reçu de la poste suffit.

La taxe de légitimation des ouvriers procurés par la Cen-

trale est portée, ainsi que la taxe de placement et les autres frais, sur le compte de l'employeur.

Les papiers falsifiés ou ne répondant pas aux porteurs que les ouvriers présentent à l'office-frontière, sont confisqués et remis à l'employé de police qui les détruit.

Au cours de l'année 1907-1908, 16.300 de ces papiers furent confisqués, en 1908-1909, 5.000 en 1909-1910, 4.757.

Les papiers qui ont servi à obtenir la légitimation recoivent l'empreinte d'un cachet humide portant le nom de l'office et le millésime. Le cachet est fait bien au milieu pour qu'on ne puisse plus tard le faire disparaître.

2° Légitimation sur le lieu du travail.

Les ouvriers qui ne sont pas passés aux offices-frontière payent pour leurs légitimations 5 marks au lieu de 2.

Passé le 1^{er} mai, elles ne sont plus accordées parce qu'il y a apparence que les ouvriers sont sous le coup de rupture de contrat, mais s'ils peuvent prouver le contraire, le conseiller de province doit lever la défense.

Alors que les ouvriers agricoles se font, le plus grand nombre légitimer aux offices, la majorité des ouvriers industriels est légitimée sur les lieux de travail.

Si donc, comme en 1910-1911 le nombre des ouvriers étrangers est plus élevé dans l'industrie, il en résulte une augmentation des légitimations sur les lieux du travail qui doit naturellement déplacer le pourcentage proportionnel en leur faveur.

	furent légitimés à l'office		sur les lieux de travail.	
	1909-1910	1910-1911	1909-1910	1910-1911
pour l'agriculture . . .	314.044	326.047	60.707	61.855
pour l'industrie . . .	50.303	49.036	217.899	259.087

Les offices-frontière délivrent aux ouvriers qui ne sont pas engagés par des employeurs déterminés des cartes de légiti-

mation gratuites valables pour 10 jours. Une fois engagés les travailleurs échangent, par l'intermédiaire de la police locale, leurs cartes provisoires contre d'autres définitives moyennant la taxe ordinaire de 2 marks. Ces cartes sont généralement distribuées aux ouvriers que les chambres agricoles font venir et qui ne sont pas définitivement arrêtés.

En 1910-1911, 4.647 de ces cartes contre 11.930 l'année précédente furent distribuées, 71 0/0 seulement furent échangées contre des cartes définitives. On suppose que par suite d'un contrôle insuffisant de police les autres ouvriers trouvèrent à se placer. Les cartes de légitimation sont valables pour un an. Ce temps écoulé, on les remplace gratuitement aux ouvriers qui restent en Allemagne. On délivre des duplicata de celles qui ont été égarées moyennant 1 mark. 129.931 cartes furent délivrées gratuitement en 1910-1911, dont 15.214 à des ouvriers agricoles et 114.717 à des ouvriers industriels.

Pour éviter les ruptures de contrat, les cartes de légitimation doivent porter le nom de l'employeur et de la localité où ils sont ou ont été employés en dernier lieu.

Lorsque son contrat est terminé, l'ouvrier fait inscrire sur sa carte par les autorités policières locales : l'engagement chez X..., à est régulièrement terminé. Les autorités policières du nouveau lieu de travail inscrivent à la suite le nom du nouvel employeur.

Les ouvriers qui n'ont pas de carte de légitimation ou qui ne peuvent en obtenir pour rupture de contrat sont expulsés.

Le bureau central de Berlin, pour éviter les fraudes possède un cartulaire contenant par ordre alphabétique la copie de toutes les cartes de légitimation délivrées au cours de l'année.

Ce registre qui sert de contrôle doit être communiqué à toute réquisition de la police.

Au cours de l'année 1907-1908, on put de cette façon retrou-

ver 700 ouvriers en rupture de contrat ; en 90 cas on put identifier et punir des ouvriers expulsés qui cherchaient à rentrer en Allemagne.

Totalité des cartes de légitimation délivrées aux ouvriers agricoles et industriels.

	1907-08	1908-09	1909-10	1910-11
Polonais de Russie	210.043	216.405	239.879	253.143
Polonais de Galicie	81.078	86.050	83.447	77.567
Ruthènes de Russie	470	267	136	388
Ruthènes de Galicie	58.875	75.102	81.956	82.718
Allemands de Russie	16.368	12.161	19.111	23.337
Allemands d'Autriche	30.360	37.434	46.949	58.390
Hongrois	20.849	21.770	23.209	17.389
Italiens		37.137	39.672	47.690
Hollandais et Belges		44.793	53.995	63.743
Français et Luxembourgeois		298	710	793
Danois, Suédois, Norvégiens		6.367	7.624	9.849
Autres nationalités	26.632	55.565	46.245	61.018
	444.677	593.349	642.933	696.025

De ces légitimations, il en fut effectué :

	1907-1908		1908-1909		1909-1910		1910-1911	
	nombre	0/0 des légitimations	nombre	0/0	nombre	0/0	nombre	0/0
a) à l'office	254.993	57.3	301.758	50.8	364.347	56.7	375.083	53.9
b) au lieu du travail	189.684	42.7	291.590	49.2	278.586	43.3	320.942	46.1

La séparation des travailleurs en ouvriers agricoles et industriels n'existe que depuis le 1^{er} janvier 1909.

	du 1 ^{er} janvier au 30 sept. 1909	0/0 des légitimations	du 1 ^{er} janvier au 30 sept. 1910	0/0	du 1 ^{er} janvier au 30 sept. 1911	0/0
Pour l'agriculture	335.824	59.4	363.983	60.1	387.902	55.6
Pour l'industrie	229.247	40.6	242.238	39.9	308.123	44.4
Total	565.071	100.00	606.221	100.00	696.025	100.00

Ces statistiques de la Centrale permettront à l'avenir de savoir exactement le nombre d'ouvriers étrangers occupés en Allemagne, leur nationalité, leur sexe, et de quelle façon ils sont répartis dans les divers Etats.

La Centrale a aussi à son service des agents polyglottes qu'elle met à la disposition des autorités et des employeurs, ce qui permet d'aplanir les contestations qui peuvent s'élever.

En 1908-1909, l'intermédiaire de la Centrale fut sollicité dans 492 cas, 212 fois par les employeurs, et 280 fois par les ouvriers, en 16 cas seulement la rupture du contrat ne pouvait pas être empêchée.

Les chambres agricoles, dès le début, reprochèrent à la Centrale d'avoir augmenté les salaires. Si l'on compare les offres des pays scandinaves à celles de la Centrale, il semble que ce ne soit pas justifié.

Offres pour les ouvriers russes en temps ordinaire (pas pendant la moisson) :

Offres des pays scandinaves de la Centrale agricole.

	M. par jour.	
1° Hommes et jeunes gens forts.	1.68	1.50
2° Jeunes gens.	1.46	1.20
3° Femmes et garçons.	1.30	1.00

Le temps pendant lequel le recrutement des ouvriers est possible étant très limité, il est nécessaire de ne pas laisser passer le moment opportun, car même en augmentant par la suite les salaires, on ne pourrait supprimer le dommage en résultant.

Les ordres arrivèrent :	1906-1907			1907-1908			1908-1909		
	Ouvriers demandés	Procurés	0/0 des ouv. procurés par rapp. au nomb. des dem.	Ouvriers demandés	Procurés	0/0	Ouvriers demandés	Procurés	0/0
Directement des employeurs.....	24.432	16.144	66.1	30.637	25.186	84.2	19.148	17.616	92.0
Par les chambres agricoles.....	7.494	5.527	73.8	20.167	16.709	82.8	46.152	42.639	92.4
Total.....	31.925	21.671	67.9	50.804	42.495	83.6	65.300	60.255	92.3

	1909-1910			1910-1911		
	Ouvriers demandés	Procurés	0/0 des ouv. procurés par rapp. au nomb. des dem.	Ouvriers demandés	Procurés	0/0
Directement des employeurs.....	23.494	21.280	90.4	23.107	21.541	83.8
Par les chambres agricoles.....	48.993	44.980	91.8	54.606	45.385	83.0
Total.....	72.487	66.260	91.3	80.373	66.927	83.3

Ces chiffres montrent qu'en 1906-1907 les chambres agricoles ne transmièrent à la Centrale qu'une partie infime des ordres qu'elles avaient reçus.

De 1906 à 1908 les ordres reçus directement des employeurs dépassaient de beaucoup ceux transmis par les chambres agricoles, les années suivantes ce fut l'inverse. Le nombre des placements effectués pour les chambres agricoles passe de 39,3 0/0 en 1907-1908 à 42.639 en 1908-1909, soit le triple (70,8 0/0).

La Centrale reçoit et exécute encore des ordres émanant directement des employeurs, bien que ses dernières conventions avec les chambres ne lui en reconnaissent plus le droit, parce que ces ordres émanent de districts où il n'existe pas

de chambres agricoles (quelques Etats de l'Allemagne moyens et du Sud).

La transmission des ordres par les chambres agricoles est une perte de temps, nécessite des frais d'écriture et de poste inutiles, mais les chambres ne veulent pas y renoncer par crainte de perdre leur influence dans leur district.

Etant donné que les agriculteurs des régions où elles n'existent pas, correspondent directement avec la Centrale et voyent leurs ordres exécutés comme ils le désirent, cela prouve que cet intermédiaire est inutile et ne fait qu'alourdir l'organisation générale. D'ailleurs les demandes d'ouvriers industriels ne sont-elles pas faites directement ?

La Centrale s'est occupée aussi du placement industriel pour éviter que les grandes unions ne créassent de bureau central susceptible de lui faire concurrence (par exemple les mines de charbon de la Haute-Silésie qui ne peuvent se passer de main-d'œuvre étrangère).

On avait craint au début que l'agriculture ne souffrît de ce double champ d'activité, mais les résultats prouvent le contraire, à l'exception de 1910-1911, les placements industriels ont régulièrement rétrogradé. Les demandes ont également diminué puisqu'elles sont passées de 91,3 0/0 à 79,4 0/0.

Les résultats obtenus comme placements d'ouvriers industriels ne sont pas encore très importants.

Généralement les employeurs envoient leurs propres agents dans les régions d'où viennent les ouvriers, s'adressent à des professionnels, ou encore engagent les ouvriers qui se présentent sur place.

Ils préfèrent même ce dernier mode, n'ayant à payer ni frais de voyage ni d'agence, et les ouvriers restent généralement plus longtemps, n'étant venus que sur le conseil ou l'appel d'amis ou de parents qui sont satisfaits de leurs conditions de travail.

Le recrutement de la main-d'œuvre industrielle étrangère présente plus de difficultés que celui des ouvriers agricoles, dont les spécialités sont beaucoup plus restreintes.

Dans l'industrie, par contre, le travail est si différent d'une usine à l'autre qu'il est impossible d'organiser des convois d'ouvriers par trains spéciaux comme pour l'agriculture. Il serait imprudent de supprimer les agences des régions ni même les professionnels, disait le D^r Bonikowsy au Congrès de Breslau, car il se pourrait qu'on devrait appliquer le proverbe : L'opération a réussi, mais le patient en est mort.

La Centrale doit s'assurer à l'avance de nouveaux débouchés, pour le cas où dans un pays la main-d'œuvre lui ferait défaut.

C'est ce qui s'est passé en 1906 où, par suite de la guerre russo-japonaise et des menaces des révolutionnaires, 30.000 ouvriers manquèrent.

A la même époque, en Hongrie, par suite de troubles politiques, l'émigration en Amérique s'accrut et l'afflux en Allemagne de ces travailleurs s'en ressentit vivement (1).

(1) On peut indiquer comme causes générales d'émigration des ouvriers agricoles autrichiens les salaires excessivement bas dans l'agriculture, les prix élevés des terres qui empêchent les ouvriers agricoles de devenir propriétaires indépendants, et même le manque de terre, une partie considérable de celle-ci étant entre les mains de grands seigneurs.

L'usage de plus en plus grand de machines agricoles contribuerait également à augmenter l'émigration, les ouvriers agricoles manquant de travail pendant une grande partie de l'année.

A ces causes générales viennent s'ajouter dans certaines provinces des causes d'ordre local. En Galicie la situation des ouvriers agricoles est des plus misérable. En dehors des salaires excessivement bas, ils souffrent du chômage saisonnier plus longtemps que partout ailleurs. Avant et après la moisson les chances de trouver du travail sont minimales.

La rareté de la culture intensive est la cause principale de cet

Pour éviter de semblables événements, la Centrale cherche à se procurer en Belgique et en Hollande de nouveaux ouvriers. En 1910-1911, elle plaça 499 Hollandais contre 105 l'année précédente.

Les résultats obtenus ne sont pas encore connus.

C'est principalement dans l'Ouest et dans le Sud que la Centrale procure le plus d'ouvriers italiens industriels. Encouragée par les autorités suisse et italienne, elle créa des offices particuliers à Bâle et à Chiasso.

La Centrale agricole fit également revenir de Russie des Allemands qui s'y trouvaient. 508 en 1909, et 650 en 1910. Ce résultat est appréciable.

Grâce au produit des taxes perçues pour la légitimation, on a pu étendre le réseau des offices frontière.

Depuis l'établissement de la carte de légitimation obligatoire, on a pu constater une diminution des ruptures de contrat, c'est ce qu'exprimait la chambre agricole de la province rhé-

état de choses.

A cette cause vient s'en ajouter, dans la Galicie orientale, une autre qui lui est spéciale : c'est l'usage d'un double calendrier romain et gréco-catholique qui fait qu'on s'abstient de tout travail pendant au moins 100 jours, et dans quelques districts même 200 jours.

En Dalmatie et dans le Sud du Tyrol, le système du colonat se maintient dans sa forme moyen-âgeuse et force un grand nombre de colons à émigrer.

En Bohême, les salaires excessivement bas, sont également une des causes caractéristiques de l'émigration. En outre, on impose aux ouvriers un supplément de travail pour lequel ils ne sont pas payés, les femmes sont obligées de travailler 10 jours dans l'année à la plantation des forêts, tandis que les hommes doivent accompagner leurs maîtres à la chasse. Les fermiers des domaines royaux payent aux ouvriers de 5 à 10 kreutzer de plus (le kreutzer vaut environ 4 centimes), mais ils imposent le travail du lever au coucher du soleil sans excepter les dimanches (*Bulletin de l'Association contre le chômage*).

nane dans un rapport. « Les cartes de légitimation ont fait leurs preuves, autant qu'on peut en juger à présent. Elles ont surtout fait diminuer considérablement les ruptures de contrat. »

La légitimation obligatoire fut établie d'abord pour la Prusse, puis fut étendue aux Grands-Duchés de :

Mecklembourg Schwerin ;

Mecklembourg Strelitz ;

Saxe-Weimar ;

Oldembourg ;

Aux duchés de :

Anhalt ;

Saxe Meiningen ;

Saxe Altenbourg ;

Saxe Cobourg-Gotha ;

Aux principautés de :

Waldeck et Pyrmont ;

Schambourg-Lippe ;

Lippe Detmold ;

Schwarzbourg-Sonderhausen ;

Schwarzbourg-Rudolstadt ;

Reuss ligne cadette ;

Enfin à la ville hanséatique de Lübeck.

Le royaume de Saxe, le Duché de Brunswick et la principauté de Reuss ligne aînée l'ont également adoptée, mais avec quelques modifications.

Par contre la Bavière, le Wurtemberg, les Grands-Duchés de Bade et de Hesse, la ville de Brême et l'Alsace-Lorraine ne reconnaissent les cartes de légitimation de la Centrale que comme des papiers de légitimation répondant au paragraphe 3 de la loi sur les passeports du 12 octobre 1867.

Cela crée des inconvénients, car les ouvriers en rupture de

contrat à proximité des Etats non adhérents s'y sauvent et trouvent du travail en présentant leurs papiers indigènes.

Vraisemblablement cette mesure sera généralisée un jour par une loi d'empire.

Des travaux et des frais inutiles provenaient de ce que les autorités policières continuaient à envoyer les papiers de légitimation indigènes des ouvriers en rupture de contrat et de ceux qui sont partis sans laisser d'adresse, bien que depuis des années la Centrale leur renvoie ces passeports en leur écrivant qu'elle n'a pas le droit de les conserver. La Centrale en reçoit journellement, leur nombre s'est élevé pour l'année 1910-1911 à plus de 3.000

Il est à souhaiter que les Etats fédérés qui ont adopté la légitimation obligatoire donnent à leurs subordonnés les instructions nécessaires relatives à ces papiers. Les autorités policières et les tribunaux ont pris l'habitude de se documenter à la Centrale sur la personnalité et les séjours des ouvriers étrangers.

Cela a permis dans nombre de cas d'arrêter des criminels dont la découverte et l'arrestation auraient donné lieu à de grandes difficultés, si la police n'avait pu se renseigner à la Centrale.

En 1910-1911 les difficultés de recrutement furent considérables. Au printemps, les conditions atmosphériques furent très défavorables à l'émigration des travailleurs. Il fit au début un grand froid et il tomba beaucoup de neige, puis le dégel soudain arriva qui amena des inondations et rendit les chemins impraticables.

L'agriculture souffrit donc du manque de main-d'œuvre, et pourtant moins qu'on ne le craignit tout d'abord, parce que par suite de la sécheresse de l'été les travaux agricoles furent moindres que les années précédentes. La Centrale fut vivement

attaquée en Allemagne, la *Gazette de Cologne* se faisant l'écho des plaintes, l'accusa de tendre à introduire le plus grand nombre d'ouvriers étrangers en vue de réaliser des bénéfices.

Les recettes provenant de la légitimation servent à l'entretien des institutions qu'elle nécessite. Elle ne peut disposer de l'excédent des recettes qu'avec l'approbation du gouvernement royal de Prusse. Il sert à former des fonds de réserve que la légitimation exige absolument. Quant aux taxes de placement, elles sont arrêtées chaque année avec le concours des représentants des intéressés et en tenant compte du marché du travail.

Elles sont calculées de façon à couvrir uniquement les frais généraux.

La Centrale a occupé en 1910-1911, 200 employés fixes et 5 aides à Berlin, et aux offices-frontière 244 employés stables et 380 aides.

Son conseil de surveillance s'est réuni deux fois, la direction quatre fois, et l'assemblée générale au cours de la dernière année eut lieu en décembre.

Introduction de maladies contagieuses par les ouvriers étrangers.

L'immigration des ouvriers étrangers n'est pas sans danger pour le pays qui les reçoit, aussi ne saurait-on prendre trop de précautions pour éliminer ceux qui sont malades et susceptibles de propager des maladies contagieuses.

C'est principalement au sein de la population où se recrute la main-d'œuvre agricole, que l'on trouve ces germes contagieux, car ces gens ne prennent généralement pas les moindres soins d'hygiène, et dans leur pays les maladies que nous allons passer en revue existent la plupart du temps à l'état endémique.

De l'étude du Dr Rambouseck, privat docent, parue dans l'*Arbeitsmarkt*, il résulte que les ouvriers les plus dangereux et le plus souvent contaminés sont les Polonais de Galicie et de la Russie, et les Slovaques de la Haute-Hongrie (à l'exception des Magyars).

Les Italiens n'en sont pas indemnes, principalement ceux que l'on emploie dans les constructions. Les maladies que l'on doit surtout surveiller et qui se rencontrent le plus fréquemment sont les suivantes :

Le *trachome*, ou inflammation égyptienne des yeux, est une inflammation suppurante de la membrane conjonctive de l'œil qui se forme par injection, elle devient presque toujours chronique. Ce qui caractérise cette maladie, c'est la formation très rapide sur la membrane conjonctive d'excroissances d'un rouge foncé, semblables à des bourrelets de velours. Cette maladie occasionne des troubles visuels et même la cécité, le rétrécissement (par cicatrisation) des membranes conjonctives et surtout des paupières. La transmission du trachome se fait par attouchement indirect (utilisation des gants de toilette, éponges, serviettes, mouchoirs, etc...).

L'inflammation égyptienne des yeux est une maladie typique des populations sales (juifs polonais) et où les habitants vivent en commun.

Cette maladie que l'on trouve en Belgique, Hollande, Hongrie, sévit principalement en Pologne, Galicie, Russie, et dans les plaines du Bas Danube.

Il est assez facile de se préserver de ce mal, puisque les symptômes en sont apparents.

La maladie du ver, *anchylostomie* (1), est causée par l'an-

(1) Était connu autrefois sous le nom d'anémie des montagnes ou des tunnels, parce qu'on croyait qu'elle provenait du climat de ces deux endroits.

chylostoma duodénale, ver intestinal (de 6 à 18 mm. de long) qui habite surtout le duodénum. Les vers se gorgeant de sang, il en résulte une anémie plus ou moins grande.

Cette maladie est assez fréquente chez les tuiliers, briquetiers, ouvriers des rizières, et ceux qui travaillent dans la vase et les marais. La transmission se fait par les œufs du ver qui quittent l'intestin par les fèces qui souillent l'eau et les poussières dans lesquelles l'individu se trouve.

On les introduit à nouveau dans l'organisme en buvant ou en mangeant avec des mains sales. On a reconnu dans ces derniers temps que ce parasite à l'état de larve peut pénétrer par la peau de l'homme qui travaille dans l'eau.

Les mesures à prendre consistent à surveiller régulièrement les selles des suspects. Les fosses où cette maladie s'est déclarée doivent être considérées comme contaminées, et les ouvriers qui y travaillent ne doivent être autorisés à aller dans une autre que lorsqu'ils auront été au préalable examinés. Ce mal a surtout fait des ravages en Westphalie d'où il s'est propagé dans les autres agglomérations. La *variole noire* et le *typhus exanthématique* (fièvre pétéchiale) sont souvent introduits par les troupes d'ouvriers provenant de la Pologne, Hongrie et Russie.

S'il se produit un cas suspect parmi les ouvriers qui viennent des contrées où la variole n'est pas rare, il faut isoler le malade et ceux qui ont été en contact avec lui. Le seul remède préventif, c'est la vaccination qu'on devrait toujours employer vis-à-vis des ouvriers provenant des pays où cette maladie est endémique.

Le *typhus exanthématique* commence presque toujours par une forte fièvre et il se développe sur tout le corps un exanthème (1), à larges taches rouges, ce qui le fait prendre par-

(1) Eruption cutanée.

fois pour une éruption de rougeole. Dans les épidémies la mortalité y est très élevée. Le *typhus abdominalis* et la *dysenterie* sont moins fréquents parce que les cas sont le plus souvent isolés.

La *scarlatine* et la *diphthérie* étant fréquemment introduites par les femmes et les enfants, on ne saurait trop examiner tour à tour les membres des groupes.

Il résulte de cette étude que l'immigration des ouvriers étrangers est extrêmement dangereuse pour les pays où ils doivent séjourner. Aussi devrait-on renforcer le nombre de médecins qui se trouvent aux offices-frontière pour qu'on puisse examiner minutieusement les individus qui s'y présentent. On serait ainsi assuré de ne laisser pénétrer que des individus absolument sains.

Si cet examen à la frontière n'est pas possible, les agents recruteurs qui se rendent dans les villages étrangers devraient être accompagnés de médecins qui remettraient aux individus engagés des certificats constatant qu'ils ont subi l'examen médical.

Aux postes-frontière les suspects doivent être impitoyablement écartés, et ils devraient être, ainsi que les malades, renvoyés dans leur pays aux frais de l'entrepreneur qui s'est chargé de les procurer,

Provenance des ouvriers nomades.

Chambres agricoles de	Venient d'Al- lemagne	Allemands de Russie	Polonais russes	Polonais de Galicie	Hongrois	Tchèques	Ruthènes	Divers	Total
Brunswick 1910-1911. . .	291		1.660	75	23		37		2 088
Posen 1909-1910		4	781	860	1.500		3.722	24	6 891
» 1910-1911.		21	1.237	787	2 024		3.797	11	7.877
Veubrandenbourg 1910-11	10	2	425	33	10		47		547
Stettin 1909-1910			2.488	5.783	307				8.578
» 1910-1911			2.507	6.067	157				8.731
Breslau 1909-1910. . . .	39		5 215	4.128	327	123	6.882	2	16.715
» 1910-1911.	25		5.364	2.015	195	88	5.506	1	14.184
Bonn 1909-1910	58		1.079	275					1.412
» 1910 1911.	71		1.167	355	14				1.607
Halle u. S. 1909-1910 . .	6.925		9 940	3.528	391		595		21 379
» 1910-1911	7.722		11 986	5.117	347		475		25.647
Gushow 1909-1910. . . .			1.341	492	161		272	2	2 271
» 1910-1911.			2.128	556	152		173	3	3 012
Munster 1909-1910	117		211	694	160		450		1.632
» 1910-1911	93		160	266	105		52		686
Hanovre 1909-1910	1.093		1.194	1 724	28		1.485		5 978
» 1910-1911	745		1 572	2.390	81		2 444		6.456
Dresde 1909 1910			817	441	31		138		1.427
» 1910-1911			1.115	454	46		151	30	1.796
Berlin 1909-1910			2 016	3.440	1.243		1.153		7 852
Danzig 1909-1910			2 522	1 573	138				4.233
» 1910-1911			1 814	1.449	207				3.479
Konigsberg 1909-1910 . .		192	5 980	341	310		937	230	7.990
» 1910-1911	3	207	7.023	190	220	1	1.018	766	9.428

En résumé l'Allemagne est obligée de faire appel à la main-d'œuvre étrangère, mais il lui faudrait la restreindre le plus possible et n'y arriver que lorsqu'elle ne peut absolument pas se procurer des ouvriers indigènes, susceptibles de faire le travail voulu.

Les travailleurs allemands fuyent littéralement devant les ouvriers étrangers, ils ne veulent pas, disent-ils, frayer avec ces gens-là, qui sont plus ou moins mal propres et porteurs de maladie (1).

En Alsace, par exemple, on n'aurait pas besoin de faire appel à la main-d'œuvre étrangère, disait le directeur de la Bourse de travail, si les employeurs voulaient accorder à leurs ouvriers des logements convenables, alors que chaque année viennent environ 70.000 Italiens qui s'accommodent de loger n'importe où.

Il y a malgré tout des travaux extrêmement pénibles que les Allemands ne peuvent exécuter.

Le Dr Bernhardt cite dans l'*Arbeitsmarkt*, l'exemple suivant : on avait fait venir des ouvriers de Silésie et de Posen pour exécuter des terrassements.

Le 17 juillet 1910, 34 hommes cessaient de travailler au bout de 5 jours.

Le 18 août 1910, 38.

Le 25 août 1910, 45 etc...

De sorte que sur 117 ouvriers embauchés du 17 juillet au 25 août il en restait 18 en activité le 19 octobre.

(1) Au Congrès de Breslau M. Schulenburg, de Strasbourg, rapporta qu'on avait demandé des ouvriers pour des mines de Lorraine, qu'une colonne de travailleurs était partie mais était revenue au bout de peu de jours, déclarant qu'on les avait logés avec des pouilleux et forcés de manger dans les cantines une nourriture immangeable.

Autre exemple : le 11 avril 1910, 20 hommes au tarif de 38 pfeunigs l'heure furent engagés pour travailler au canal de l'empereur Guillaume. Dès le 13 avril, 2 cessaient de travailler, 3 le 14, 2 autres le 16 ; le 18, 5 ; le 19, 2 ; le 22, 1 ; le 23, 4 : le 25 avril, donc 14 jours après l'embauchage, des 20 hommes il n'en restait plus qu'un. Ce qui prouve que tous ne peuvent supporter de rester toute la journée dans la vase et le marais, d'être exposés à toutes les intempéries et de travailler 12 à 13 heures dans des conditions aussi dures.

Les ouvriers étrangers qui viennent ne font pas attention aux mauvaises conditions de logement et de vie, ne cherchant qu'à économiser pour avoir de quoi vivre dans leur pays pendant l'hiver.

Et pourtant tous ne présentent pas la même énergie. Des rapports que le Dr Bernhardt eut entre les mains concernant 337 Ruthènes, 51 Russes allemands et 25 Italiens fournis par la Centrale, il résulte que sur 100 Ruthènes occupés dans un chantier, deux tiers abandonnèrent au bout de quelques jours le travail, le trouvant trop pénible, 31 seulement travaillèrent un peu plus longtemps.

Dans un autre chantier, sur 60, il n'y en eut que 22 d'aptés au travail. Dans un troisième, les 72 Ruthènes embauchés ne voulaient pas quitter leur baraquement par mauvais temps. Sur 28 Russes allemands il n'y en eut que 13 qui travaillèrent. Ce qui prouve que, même avec étrangers, les industriels ont des déboires, et qu'en élevant tant soit peu les salaires, ils verraient venir à eux suffisamment de nationaux pour n'avoir pas besoin de recourir à la main-d'œuvre étrangère. Ils seraient mieux servis et payeraient, en ligne de compte, moins cher.

« Si l'on compte qu'il faut payer à tous ces ouvriers (agricoles) le voyage, les taxes des agents, et un salaire qui n'est

pas plus bas que celui des ouvriers allemands (1), on peut calculer le nombre de millions qui sortent chaque année de l'Allemagne, pendant que des milliers de chômeurs sont à la charge des contribuables, soit que l'on compte les secours qu'on leur donne directement, ceux versés par les assurances contre le chômage ou les travaux plus ou moins utiles qu'on leur fait exécuter pour les occuper (Nothstandsarbeiten).

L'immigration des ouvriers étrangers en Allemagne a diverses causes.

1° Le changement de culture au siècle dernier. A cette époque la culture extensive fut remplacée en Allemagne par la culture intensive (la production de la betterave à sucre).

Ce genre de culture nécessite beaucoup de monde pendant un temps assez restreint : avril à juin, fin septembre à fin octobre, et on ne peut utiliser ces ouvriers pendant le reste de l'année.

2° Le changement de culture coïncide avec un fort mouvement d'émigration, puisque de 1841 à 1900, 5 millions d'Allemands partirent pour l'Amérique.

3° Il faut ajouter à ceci *la migration de l'Est à l'Ouest* que M. Habrecht a comparée à celles des barbares et qui tend à conduire chaque année des milliers de travailleurs vers les grandes villes ou centres industriels (Landflucht).

De la Poméranie seule, partirent de 1895 à 1900 84.300

(1) C'est en 1880 que l'on commença à faire venir des Polonais de Russie. En 1902, il en y avait 200 000. Au commencement ils travaillaient à meilleur compte que les ouvriers allemands, et étaient moins exigeants pour la nourriture. Aujourd'hui qu'ils sont au courant des usages, leurs prétentions ont augmenté et ils reviennent aussi cher que les ouvriers allemands. Les Polonais russes ne suffisant pas, on fit venir des Galiciens, mais au bout de peu de temps leurs prétentions dépassèrent celles des Polonais (Congrès de Breslau, 1910).

personnes. Ce furent autant de bras de perdus pour l'agriculture. Pour les remplacer on fit venir des étrangers, qui présentaient pour les propriétaires l'avantage de travailler à meilleur marché.

Aussi pouvait-on compter comme employés aux travaux agricoles en Prusse :

206.983 étrangers en 1905 ;

236.068 — en 1906 ;

258.354 — en 1907 ;

308.953 — en 1908 ;

313.569 — en 1909.

L'industrie également fait un large appel à la main-d'œuvre étrangère en Allemagne. Le nombre des ouvriers employés dans l'industrie a augmenté depuis 1882 de 110 0/0 (de 4 millions à 8,6 millions), la population allemande ne s'est, pendant ce temps, accrue que de 37 0/0. Aussi a-t-on dû recourir aux étrangers. Ce qui incite d'autant plus les employeurs à le faire, c'est qu'en les utilisant ils économisent les frais de construction d'habitation pour les familles, les pauvres et les malades, frais qui, dans l'Est, sont à leur charge, car ces étrangers n'ont pas de famille, ou ne s'en préoccupent pas, venant seuls, de plus les patrons les renvoient dès qu'ils n'en n'ont plus besoin. Ce sont en outre des instruments plus dociles qui craignent davantage leur maître par crainte d'être expulsés.

En somme le seul avantage de leur emploi est un bénéfice pécuniaire réalisé par les propriétaires.

Les désavantages, par contre, de la main-d'œuvre étrangère sont nombreux :

1° Chaque année 60 à 70 millions, payés comme salaires aux ouvriers étrangers, sont perdus pour le peuple allemand.

2° Cette émigration incessante entraîne une baisse de plus en plus grande des salaires et ne fait qu'accentuer l'exode rural et la migration vers les villes.

3° L'influence mauvaise exercée par ces étrangers qui ont généralement peu le sentiment de famille ni de patrie.

4° La dépendance relative dans laquelle l'Allemagne se trouve vis-à-vis des Etats dont elle emploie la main-d'œuvre.

5° Les dommages causés par les ruptures d'engagements, particulièrement fréquentes chez les étrangers.

Comme remèdes proposés pour combattre l'exode rural et diminuer le besoin de main-d'œuvre étrangère en Allemagne, il faut citer :

Le retour à une culture mixte des céréales, des pâturages et de l'élevage qui donnerait des revenus aussi élevés et permettrait d'occuper un plus grand nombre d'ouvriers allemands pendant toute l'année. L'élevage ferait également baisser le prix de la viande, ce qui est à considérer.

L'établissement de salaires plus en rapport avec les nécessités de la vie actuelle (salaire minimum), d'habitations meilleures pour les ouvriers et leurs familles, l'encouragement de la colonisation intérieure par le morcellement des domaines.

La population rurale allemande ayant diminué de 16,80/0, on en arrive à envisager le moment où l'on ne pourra plus faire les cultures avec l'appoint des ouvriers étrangers.

Aussi le professeur Waterstradt de Breslau, constatant les centaines de mille francs employées chaque hiver à entreprendre des travaux de nécessité pour donner du travail aux chômeurs, se demande si l'on ne pourrait employer une partie de ces sommes à ramener à la campagne des ouvriers habitant les villes où ils sont en surabondance.

« On pourrait, disait-il, leur avancer les fonds sans intérêt, les communes et l'Etat pourraient y contribuer : ce serait de la bonne politique rurale, et l'on pourrait se passer de la main-d'œuvre étrangère.

« Les régions de l'Est se dépeuplent ; que l'on morcelle quel-

ques domaines, que l'achat de ces parcelles soit facilité aux petits cultivateurs, et l'on n'aura plus besoin de les faire cultiver par des Polonais (1). »

Le Rappel des ouvriers allemands à l'étranger où ils végètent.

Enfin le perfectionnement des bureaux de placement publics permettra de mieux connaître les vacances et de diriger les jeunes gens vers les métiers où ils ont chance de réussir.

La Centrale a, à diverses reprises, tenté de se faire admettre comme membre de la Confédération des bureaux de placement publics allemands, mais elle a chaque fois échoué. La Confédération notifia son refus déclarant qu'elle ne s'occupait que d'ouvriers indigènes, et que ne pouvait prendre place dans son sein une institution dont le seul souci était le placement d'ouvriers étrangers.

D'ailleurs, dit-on, si la Centrale a si vif désir de faire partie de la Confédération, c'est qu'elle voudrait bénéficier de la réduction des chemins de fer allemands (1 pfg 1/2 par kilomètre au lieu de 2 pfg).

Il est impossible de pronostiquer à l'heure actuelle s'il pourra y avoir jamais une entente entre ces deux grandes institutions qui poursuivent tous deux des buts différents. Mais déjà l'on redoute en Allemagne l'immigration des ou-

(1) « L'efficacité de la colonisation intérieure comme remède contre l'exode rural, semble bien devoir rester très faible en Prusse. »

« En effet, dit le professeur Bernhardt dans *die Polenfrage*, on a déjà depuis des années pu observer que les grands propriétaires allemands regardaient avec une inquiétude jalouse l'établissement de colons paysans allemands... » (p. 549), et plus loin : « Plus fort que l'instinct national est (chez les grands propriétaires allemands) la conviction politique que la domination actuelle des conservateurs en Prusse repose sur l'intangibilité de la grande propriété rurale (*Bulletin de l'Association contre le chômage*, n° 3, 1912). »

vriers étrangers ; on espérait que l'obligation du passeport la ralentirait, il n'en fut rien.

Pour lutter contre l'invasion des Polonais et des Galiciens, la Prusse décréta que les ouvriers venant de ces pays devraient chaque année quitter l'Allemagne du 10 décembre au 1^{er} février, c'est ce qu'on appelle le *Karenz-Zeit* (1).

Les Polonais étrangers ne doivent être occupés dans l'industrie que dans les provinces de la Prusse orientale et occidentale dans Posen et en Silésie, bien qu'ils soient autorisés à travailler dans les exploitations agricoles et forestières de l'Allemagne.

Pour la construction des chemins de fer, canaux, chaussées, et routes, l'emploi de ces travailleurs peut être exceptionnellement autorisé par le ministre de l'intérieur quand il s'agit de travaux importants, dont le pays est susceptible de tirer profit.

Ils ne sont pas admis non plus dans la petite industrie pas même comme domestiques. La carence (2) ne gêne pas les

(1) « Le gouvernement prussien qui jusqu'à présent n'*admettait* les ouvriers polonais que du 1^{er} mars au 1^{er} décembre de chaque année, est disposé à ouvrir les frontières dès le 1^{er} février de chaque année et à autoriser leur séjour en Prusse jusqu'au 15 décembre. » (*Arbeitsmarkt*, année 1899-1900, 3^e année, n° 14-15 avril, colonne 212).

« On a institué pour tous les Polonais étrangers, ce qu'on appelle le temps de carence, c'est-à-dire qu'ils doivent être hors du pays au 20 décembre de chaque année au 1^{er} février de l'année suivante. Cette prescription est valable aussi bien pour l'industrie que pour l'agriculture » (Rapport sténographique du Dr Bouikoswki au Congrès de Breslau, le 28 octobre 1910, p. 221).

(2) « Les ouvriers saisonniers polonais devant chaque année quitter l'Allemagne au 20 décembre, en cas de mort par accident, la famille de la victime n'a aucun droit à la rente prévue par la loi sur les accidents du travail, puisqu'au moment de l'accident, cette famille n'a pas, ainsi que le stipule la loi, « *son domicile habituel* en Allemagne » condition rendue impossible par la mesure imposant aux Polonais d'autres pays, l'obligation de retourner chez eux chaque année.

« De même, la victime d'un accident non mortel, s'il s'agit d'un ouvrier saisonnier polonais, ne peut réclamer que le triple montant

agriculteurs qui ont leur morte-saison en hiver, mais il n'en est pas de même pour les mines et les hauts-fourneaux, pour qui décembre et janvier sont les mois où le travail est le plus intense.

Aujourd'hui l'on réclame que les mesures concernant les Polonais russes et les Galiciens, soient appliquées aux Ruthènes, mais sera-ce suffisant pour arrêter le flot grossissant ?

Vu :

Le Président de la Thèse,
CAPITANT

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

de la rente annuelle normalement payée, puisqu'il tombe — bien malgré lui — sous la disposition légale qui réduit dans cette proportion l'indemnité de celui *qui abandonne son domicile dans l'empire allemand*. Malgré ces conditions défavorable, les ouvriers Polonais sont cependant assujettis tout comme les Allemands aux charges de l'assurance .

« Pour remédier à cet état de choses, la commission autrichienne, au Congrès de l'Europe centrale (1910), demanda l'égalité de traitement des ouvriers étrangers en ce qui concerne les assurances, mais la délégation allemande s'y opposa formellement, ainsi qu'aux deux propositions suivantes :

« 1^o assistance juridique des ouvriers étrangers souvent frustrés de leurs droits qu'ils ignorent.

« 2^o Création de bureaux de frontière et de hall pour émigrants où se feraient le placement des ouvriers saisonniers, exactement éclairés sur les stipulations des contrats de travail. »

Devant l'intransigeance allemande le professeur Mischler répéta que l'Autriche devra s'efforcer d'occuper à l'intérieur du pays des centaines de milliers d'ouvriers migrants.

Il ajouta qu'en sa qualité de Président de la fédération autrichienne du placement public il ferait dans ce sens tout ce qui lui serait possible (*Association contre le chômage*, n^o 3, 1912).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	4

PREMIÈRE PARTIE

Aperçu sur les institutions s'occupant de placement en Allemagne.

Corporations	4
Placeurs professionnels. — Loi du 2 juin 1910. — Résultats et critique.	14
Syndicats ouvriers.	50
Bureaux patronaux.	62
Placement commercial.	76
Bureau de l'Union internationale des hôteliers.	80
Bureaux paritaires.	82
Bureaux municipaux.	88

DEUXIÈME PARTIE

Confédération des bureaux de placement publics.

Organisation de la Confédération et placement des apprentis.	101
--	-----

TROISIÈME PARTIE

Berlin, Cologne et Allemagne moyenne.

Union centrale de Berlin.	141
Schöneberg.	157
Cologne	163
Fédération de l'Allemagne moyenne	176
Francfort.	201
Wiesbaden.	228

QUATRIÈME PARTIE

**Allemagne du Sud, Alsace-Lorraine et appréciation
du système allemand.**

Fédération du Württemberg	254
Stuttgart.	260
Fédération du Grand-Duché de Bade	271
Mannheim	282
Fédération bavaroise.	289
Munich.	298
Fédération d'Alsace-Lorraine.	321
Strasbourg	328
Appréciation du système allemand	343

CINQUIÈME PARTIE

La Centrale agricole allemande.	351
--	------------

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
